

Mes souvenirs

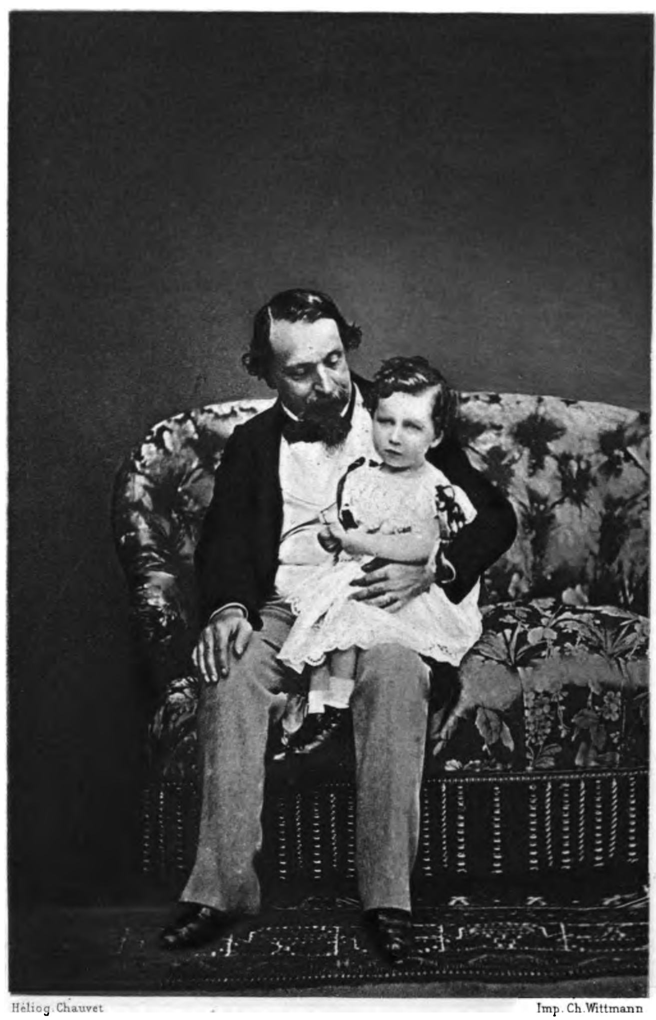
Reiset (Gustave-Armand-Henry), Gustave Armand
Henri Reiset, Robinet de Cléry, Robinet de Cléry (Gabriel Adrien)


DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.



MES SOUVENIRS

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2834.



Héliog. Chauvet — Imp. Ch. Wittmann

NAPOLÉON III ET LE PRINCE IMPÉRIAL

d'après une photographie faite à l'occasion du départ de l'Empereur pour la guerre d'Italie.

PLON NOURRIT & Cie ÉDIT

COMTE DE REISET

MES SOUVENIRS

★ ★

LA GUERRE DE CRIMÉE
ET LA COUR DE NAPOLÉON III

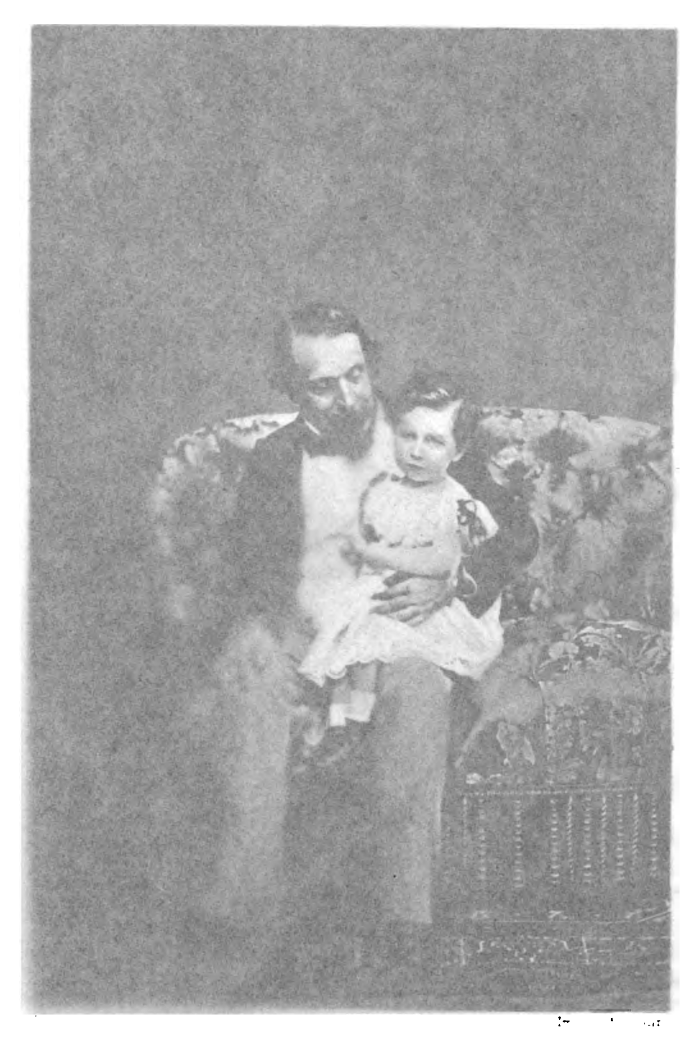
PRÉFACE PAR ROBINET DE CLÉRY

Avec une héliogravure



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1902



COMTE DE REISET

MES SOUVENIRS

★ ★

LA GUERRE DE CRIMÉE ET LA COUR DE NAPOLÉON III

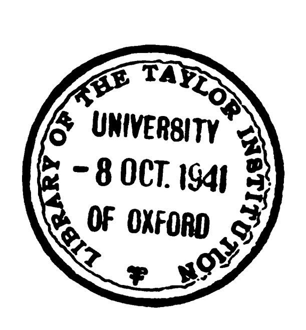
PRÉFACE PAR ROBINET DE CLÉRY

Avec une héliogravure



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1902


LIBRARY OF THE TAYLOR INSTITUTION
UNIVERSITY
-8 OCT. 1941
OF OXFORD

Le théâtre de l'action politique à laquelle assiste le comte de Reiset change tout à coup complètement. Au lieu du Piémont, qui a tenté de modifier à son profit l'ordre créé en 1815 par l'Europe coalisée et où la monarchie de Savoie, vaincue en la personne du roi Charles-Albert, se recueille et prépare patiemment l'avenir, c'est dans la capitale de l'empire des tzars que ce deuxième volume transporte le lecteur. L'autocrate le plus absolu qu'ait connu le dix-neuvième siècle y règne et étend sa domination sur tous les pays qui l'entourent. Nicolas I[er] est à l'apogée de sa puissance. Il a vu avec déplaisir le rétablissement en France de l'empire des Bonaparte. Contre son attente et contre toute vraisemblance, l'héritier du vaincu de Waterloo allait avoir l'Angleterre pour première alliée.

Les deux puissances occidentales tiennent tête au colosse du Nord. L'Europe les suit, bon gré, mal gré, et l'empereur Nicolas succombe à la douleur que lui causent le déclin de sa toute-puissance et, malgré leur ténacité et leur bravoure, les échecs de ses armées.

Napoléon III paraît un instant l'arbitre de l'Europe. Chacun à l'envi loue son génie, et en France bien peu d'esprits sont assez clairvoyants pour prévoir à quel point sont grosses de désastres les erreurs de sa politique étrangère. Abaisser la Russie dans l'intérêt de l'ingrate Angleterre était une première faute. Une faute plus grave allait être commise. Le lendemain du coup d'État le Prince Président avait dit au ministre de Sardaigne : « Je ferai quelque chose pour l'Italie (1). » Ce *quelque chose* devait être l'abandon de la politique traditionnelle de la France en Italie, que résume si bien la dépêche de M. Bastide, ministre des affaires étrangères du général Cavaignac, déjà citée dans le premier volume :

« Ce serait déjà pour la France et pour l'Italie un fait assez grave que la création, au pied des Alpes, d'une monarchie de onze à douze millions d'habitants, appuyée sur deux mers, formant à tous les égards une puissance redoutable, sans que cet État, ainsi constitué, dût encore absorber le reste de l'Italie.

« Nous pourrions admettre l'unité italienne, mais sous la forme et sous le principe d'une fédération

(1) *Les Débuts de l'indépendance italienne,* par le comte DE REISET, p. 465.

entre États indépendants, ayant leur souveraineté propre, s'équilibrant autant que possible, et non point l'unité qui placerait l'Italie sous la domination et le gouvernement d'un seul de ces États, le plus puissant de tous (1). »

Ce que la République de 1848 s'était refusée à faire, le nouvel empereur se laissa entraîner à l'accomplir en plusieurs étapes, ne mesurant sans doute pas d'avance la route qu'on lui faisait parcourir. Il y fut encouragé au début par ceux qui, quelques années plus tard, le renversèrent et le couvrirent d'outrages. Son tort fut de mettre au service d'intérêts qui n'étaient pas des intérêts français l'or, le sang et l'influence de la France. Et cependant en exil, à Arenenberg, il écrivait le 14 décembre 1835 : « Je sens que, habitué dès mon enfance à chérir mon pays par-dessus tout, je ne saurais rien préférer aux intérêts français. »

Le deuxième volume des Souvenirs de M. de Reiset s'arrête au moment où l'Empereur quitte les Tuileries pour prendre le commandement de l'armée d'Italie. Ce prince faible et bon embrassa, les larmes aux yeux, son fils dont il allait sacrifier l'héritage. Personne n'entrevoyait alors les consé-

(1) *Les Débuts de l'indépendance italienne*, par le comte DE REISET, p. 177.

quences que devaient avoir à brève échéance les fausses conceptions du souverain de la France. Et cependant dès cette époque se révélaient les côtés défectueux de l'organisation de notre armée, les lacunes du commandement, les hésitations de celui qui, portant le plus grand nom de notre histoire militaire moderne, devait se montrer si impuissant à conserver intact le dépôt de nos gloires.

Rien n'est émouvant comme ce contraste dans un récit dont le principal mérite est une absolue sincérité. Le comte de Reiset a vu les événements qu'il raconte; il a entendu les paroles qu'il répète. Il a pour les malheurs du souverain qu'il a servi avec dévouement une respectueuse compassion. Il ne discute pas, il ne commente pas, il expose, avec la douleur du patriote qui a le sentiment des dangers que court son pays. Ce tableau fidèle des événements auxquels il a assisté et auxquels il a pris une grande part emprunte toute sa valeur à cette sincérité qu'aucune préoccupation de parti ne saurait troubler désormais. Le comte de Reiset a pendant toute sa vie loyalement servi la France : à l'âge où il est arrivé, il n'a plus au cœur d'autre amour.

ROBINET DE CLÉRY.

MES SOUVENIRS

CHAPITRE PREMIER

Le Prince Président en 1852. — Traversée de Stettin à Pétersbourg. — Le prince Auguste de Wurtemberg. — Le général marquis de Castelbajac. — Sir Hamilton Seymour, ambassadeur d'Angleterre. — Grande revue à Tsarkoë-Selo. — Croyances superstitieuses en Russie.

Lorsque j'arrivai de Turin à Paris, en mars 1852, tout me parut bien changé dans le monde politique. La presse contenue, la tribune muette avaient fait succéder le calme le plus complet aux agitations parlementaires. Il était facile de prévoir le prochain rétablissement de l'Empire. Peu à peu les grands corps de l'État étaient organisés en ce sens. Dès le mois de janvier, le *Moniteur* avait annoncé que l'aigle serait rétablie sur les drapeaux de l'armée française, et le 10 mai le Prince Président avait solennellement procédé au Champ de Mars à la distribution de ces aigles. Je fus reçu par lui avant de me rendre à mon nouveau poste à Saint-Pétersbourg.

Ce n'était plus le même homme. Son abord était

froid, son visage impassible. Il fut très bienveillant, me disant que j'allais me trouver sur un plus grand théâtre à Saint-Pétersbourg qu'à Turin et que j'aurais là de nouvelles occasions de me distinguer. Il ajouta avec un accent significatif :

« J'aime les jeunes gens et je grandirai avec moi ceux qui me serviront bien. »

Je laissai tomber cette ouverture et je pris congé.

Je passai fort peu de jours à Paris. En m'annonçant ma nomination, M. Thouvenel m'avait écrit :

« Paris, le 3 mars 1852.

« MONSIEUR,

« Je me félicite d'avoir pu contribuer pour ma faible part à l'avancement qui vous était dû à si juste titre. Si Rome eût été vacante, vous fussiez très certainement resté en Italie. C'est votre véritable terrain, et vous y reviendrez. Mais il ne fallait pas, dans l'intérêt de votre avenir, remettre encore votre nomination au grade de premier secrétaire d'ambassade.

« Vous savez que M. le marquis de Castelbajac va se trouver seul, et vous ferez bien de ne pas trop tarder à vous rendre à Saint-Pétersbourg. Vous avez cependant quelques semaines devant vous pour faire vos adieux à Turin et repasser par Paris, si vous en avez le désir. Quant à l'intérim de M. de Butenval, il

reviendra naturellement à M. de Guitaut, qui serait d'ailleurs, je n'en doute pas, fort heureux de profiter de vos bons conseils.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« F. THOUVENEL. »

Après une visite rapide à quelques amis en Allemagne, entre autres aux excellents Dohna-Schlobitten, je traversai Berlin sans m'y arrêter longuement et je m'embarquai le 23 juillet 1852 à Stettin sur le paquebot prussien l'*Adler*.

La traversée fut magnifique, la mer était comme un lac. Le prince héritier de Saxe et le prince Auguste de Wurtemberg se trouvaient à bord, ainsi que le général de Mensdorff-Pouilly, ministre d'Autriche, et le général de Rochow, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg. Le général de Rochow me présenta aux deux princes ; nous fîmes, pendant toute la traversée qui dura deux jours et demi, table commune avec eux et leurs aides de camp. Tous deux voyageaient en uniforme. Le prince de Saxe, de taille moyenne, aux traits accentués et un peu bronzés, avait la parole, les manières et la tournure tout à fait militaires. Le prince de Wurtemberg, de taille plus élevée, avait le visage coloré et sur ses traits réguliers une grande expression de douceur.

Il était mon compagnon de chambre, et je m'aperçus bien vite qu'il avait été instruit de mon projet de mariage avec sa nièce. Il ne s'en montra pas moins très bienveillant, me faisant de longs récits de chasse et me racontant que l'année précédente, en quatorze jours, on avait tué chez le duc de Nassau 116 renards, 800 lièvres et 552 chevreuils. Il m'engagea à venir le voir chez sa sœur, la grande-duchesse Hélène, aux Iles, près de Saint-Pétersbourg. Je constatai dans le cours de mes entretiens avec ces deux princes qu'on s'attendait au prochain rétablissement de l'Empire, et que l'Allemagne n'était rien moins que rassurée sur les intentions du neveu de Napoléon Ier. Ils se rendaient tous deux en Russie, sur l'invitation du tzar Nicolas, pour prendre part à des manœuvres.

A Cronstadt, ils quittèrent le paquebot et ils s'embarquèrent sur un bateau envoyé à leur rencontre pour les conduire à Peterhof près de l'Empereur et de l'Impératrice, alors établis dans cette résidence d'été. Le chargé d'affaires de Saxe et le comte Lebzeltern, secrétaire de la légation d'Autriche, étaient venus au-devant d'eux, ce qui me procura l'occasion de faire immédiatement la connaissance de ces messieurs.

Pendant notre voyage la mer n'avait pas cessé d'être très calme. Sa couleur pâle et celle du ciel qu'elle reflétait annonçaient seules que nous nous

avancions vers le nord. La traversée était aussi paisible que celle de Marseille à Civita-Vecchia. En approchant, lorsque Saint-Pétersbourg paraît à l'horizon, cette ville fait une grande impression. Les dômes des églises et les sommets des clochers qui sont presque tous dorés étincellent au soleil. Il semble que ce soit une ville orientale, telle que les décrivent les contes arabes : cette illusion ne tarde pas d'ailleurs à se dissiper à mesure qu'on approche.

Le paquebot laisse à gauche la ville de Cronstadt et ses bastions formidables qui défendent l'embouchure de la Newa, puis il remonte ce fleuve pour s'arrêter au quai de Saint-Pétersbourg. J'y trouvai M. Camille Dolfus, attaché à l'ambassade de France, que l'ambassadeur, le général de division marquis de Castelbajac, avait eu la bonté d'envoyer au-devant de moi. Mon nouveau chef était un homme d'une politesse parfaite ; il était envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Russie depuis le 25 février 1850. J'avais trouvé à Stettin une lettre de lui me souhaitant la bienvenue, lettre dans laquelle faisant allusion à mon oncle, le général de Reiset, dont le nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Étoile, il me disait dans les termes les plus aimables son contentement de m'avoir sous ses ordres.

« *A Monsieur le comte de Reiset,*
premier secrétaire de la légation de France en Russie,
à son passage à Stettin.

« Saint-Pétersbourg, le 17 juillet 1852.

« MONSIEUR LE COMTE,

« Malgré les occupations que me donne aujourd'hui l'expédition du courrier et le plaisir que j'aurai de vous voir dans peu de jours, je veux vous dire, avant votre arrivée, que je serai très satisfait de vous avoir pour mon principal et premier collaborateur; arrivez donc près de moi avec la confiance de trouver loin de votre famille une nouvelle famille de compatriotes disposée et intéressée à se rendre mutuellement le séjour de l'étranger facile et agréable.

« Le bien qu'on m'a dit de vous personnellement et le rang honorable que votre nom a conservé dans les souvenirs de l'armée française disposent favorablement à vous recevoir le diplomate et le général.

« Venez directement à la légation, *rue Makavoy;* votre appartement provisoire est prêt, et vous partagerez avec nous dans peu de jours les ennuis et les embarras d'un déménagement.

« Recevez, je vous prie, Monsieur le comte, l'assurance de mes sentiments très distingués.

« Le général marquis DE CASTELBAJAC. »

Dès mon arrivée à Pétersbourg le général de Castelbajac voulut bien me conduire lui-même à mon appartement provisoire, composé d'une chambre et d'un beau salon.

Je n'avais pas de temps à perdre pour me mettre au courant de la vie russe et des affaires en cours. Je débarquais le 27 juillet, et le 14 août M. de Castelbajac, qui avait obtenu un congé, devait partir pour la France, me laissant, en ma qualité de premier secrétaire, tout le fardeau de l'ambassade avec les fonctions de chargé d'affaires.

Saint-Pétersbourg me fit l'effet d'une ville neuve, construite à l'européenne. Ses longues rues, larges et droites, qu'on appelle *perspectives*, sont bordées de maisons dont bon nombre sont en bois, de quelques palais plâtrés d'une architecture française ou italienne sans rien d'original ni de saisissant. Elles forment un contraste choquant avec la population indigène qui y circule. Sans les costumes des gens du peuple, on pourrait se croire à Berlin.

En été, les vaches sortent des maisons au son de la trompe des bergers, se rendant en troupeaux au pâturage hors de Saint-Pétersbourg; elles reviennent de même le soir, ce qui donne à cette grande capitale un aspect presque villageois.

Il fallut m'installer au nouvel hôtel de la légation

de France. Au départ de M. de Castelbajac, d'abord fixé au 14 août, puis remis au 21, je pris son hôtel, son cuisinier, son maître d'hôtel et tous les serviteurs de sa maison.

Le général de Castelbajac avait réglé lui-même dans les moindres détails cette remise de service.

« *Légation de France à Saint-Pétersbourg.*

« Saint-Pétersbourg, le 4-16 août 1852.

« MON CHER COMTE,

« Je viens d'écrire officiellement à M. de Séniavine pour lui annoncer que je partais samedi prochain, en vertu d'un congé ministériel, et que vous étiez appelé à me remplacer en mon absence pour toutes les affaires de la légation.

« Je lui dis, en même temps, que dès demain 9-17 je vous ai autorisé à correspondre avec lui pour toutes les affaires courantes, personnelles et contentieuses, mais non politiques, afin de me réserver pendant ces trois derniers jours le loisir dont j'ai besoin pour mes affaires personnelles et mes visites de départ.

« En conséquence, je vous envoie ci-joint deux dossiers, l'un des affaires en général expédiées et à classer seulement, l'autre des courantes avec M. de Séniavine et avec nos consuls, en vous priant pour

ces dernières de les suivre personnellement dès demain, en chargeant M. le comte de Rayneval, qui en est déjà en possession, de la correspondance avec les consuls de l'extérieur, dans la mesure où cela vous conviendra.

« Je vous prie de faire faire une lettre d'avis à tous nos consuls, que je signerai à la date du 20 de ce mois, pour leur annoncer mon départ et que je suis remplacé par vous pendant mon absence (1).

« Pour tout ce que vous pourriez avoir à écrire d'ici au 20 inclus, vous signerez pour le ministre empêché.

« Je vous prie de veiller à ce que M. de Rayneval ait terminé l'affaire des chemins de fer avant mon départ, afin que je puisse l'emporter, et à ce que M. Dolfus puisse me rendre aussi les minutes de mes

(1) D'après l'*Almanach de Gotha*, la légation de France était ainsi composée :

Le général de division marquis de Castelbajac, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, accrédité le 25 février 1850;
Gustave, comte de Reiset, premier secrétaire de légation ;
Aloys de Rayneval, deuxième secrétaire de légation;
Dolfus, le comte de Lauriston, le comte de Vogüé, de Fleurieu, attachés;
César Famin, chancelier de légation;
Henri-Étienne de Soulange-Bodin, consul à Moscou;
Comte Gilbert de Voisyns, consul à Odessa;
V. Maubuisson, consul à Riga;
De Barrère, consul à Tiflis;
Vicomte de Vallat, consul à Saint-Pétersbourg.

deux dernières lettres politiques avant cette même époque.

« Je vous remettrai avant mon départ l'état du mobilier de la légation et celui de l'hôtel, avec les autres notes et renseignements qui pourraient vous être nécessaires.

« Recevez, je vous prie, mon cher comte, l'assurance de mes sentiments distingués.

« Le général marquis DE CASTELBAJAC.

« *A Monsieur le comte de Reiset, premier secrétaire de la légation de France à Saint-Pétersbourg.* »

« *Note pour le comte de Reiset.*

« Je laisse à M. le comte de Reiset, premier secrétaire de la légation, chargé d'affaires pendant mon congé, la disposition, outre son appartement et celui du deuxième secrétaire, de l'attaché et des chambres de leurs domestiques :

« 1° Le billard et mon salon ;

« 2° Les appartements de réception ;

« 3° La grande et petite salle à manger, offices, cuisine, office des gens ;

« 4° Les écuries et les remises affectées aux secrétaires ;

« 5° En outre, la chambre qu'on arrange pour le courrier de cabinet.

« Je le prie d'avoir l'obligeance de bien faire soigner le mobilier et le prie en outre de faire veiller à ce que Simon, que je laisse à sa disposition et spécialement pour ce soin, soigne bien mon appartement, celui de ma femme et de mon aide de camp.

« Je laisse à la disposition de M. de Reiset l'argenterie, le linge et généralement tout le mobilier de la légation, de même que celui qui m'appartient ou que je loue.

« Je laisse à sa disposition et pour être payés à mon compte Mathurin le concierge, Michel l'argentier et Simon le frotteur; d'après son désir je laisse à M. de Reiset 260 bouteilles de vin ordinaire, 30 de sauterne et 25 de bordeaux.

« M. de Reiset prenant le plus jeune des cochers, je lui laisse ainsi qu'il le désire ses deux habillements galonnés, le neuf pour les deux tiers et le vieux pour moitié du prix, chapeaux et toques.

« Saint-Pétersbourg, 8-20 août 1852. »

« Pour les cochers je paye au loueur par mois 114 roubles argent et je donne 10 roubles pour étrennes, au cocher 6 roubles et au postillon 4. M. de Reiset devra faire son prix pour deux chevaux et un cocher. Voici le prix des gages à payer pour mon compte à dater du 8-20 août 1852 :

« A Mathurin, concierge, 29 roubles 71 copecks;

« A Simon, frotteur, 40 ;

« A Michel, argentier, 15.

« Quant au cuisinier, ses gages sont de 31 roubles 25 copecks par mois, et l'aide de cuisine 12 roubles.

« Je donnais 30 roubles au valet de chambre russe, sans habillement ni nourriture.

« Voici mon adresse : à Paris, rue de l'Université, 114; à Caumont, par l'Isle-en-Jourdain, département du Gers.

« Ci-joint le timbre noir, un cachet à cire et deux cadenas pour le bureau-pupitre où doivent être les chiffres et la correspondance politique de 1850, 51 et 52. De plus, le cadenas et les deux clefs du portefeuille. »

Les services de table et l'argenterie, une vaisselle plate magnifique aux armes de France, appartiennent au gouvernement français. Dans cet hôtel tout meublé, j'avais comme chargé d'affaires 5,000 francs par mois, somme à peine suffisante, car, ainsi qu'on en peut juger par la note de M. de Castelbajac, la vie était horriblement chère à Saint-Pétersbourg. Un rouble argent, qui valait alors 4 francs, ne représentait qu'un franc à Paris. Pour cirer deux pièces en une heure et demie, un homme de peine m'a

demandé 4 roubles (16 francs). Un bain coûtait 7 francs; une course d'une heure en voiture dans l'intérieur de la ville, 9 francs ; un porteur d'eau, 100 francs par mois.

Un jour, en me promenant dans le parc de Paulovski, je pris pour mon goûter une tartine de beurre et une tranche de jambon. La marchande me demanda un rouble. Tout était à l'avenant. Une orange coûtait 50 sous.

Avant de partir, M. de Castelbajac m'emmena au château de Peterhof, où il devait avoir de l'Empereur une audience de congé. Comme ma présentation personnelle ne devait avoir lieu qu'au mois de novembre, au retour de l'Empereur à Saint-Pétersbourg, je me promenai pendant ce temps dans le parc du château. Nous avions été reçus par le général de Rochow, ministre de Prusse, fort ami de l'Impératrice, accompagné du prince Kotschoubey, de la maison de l'Empereur. Ce dernier fit mettre des voitures à notre disposition pour visiter le parc. Sur la terrasse se trouvent une grande quantité de statues dorées et de jets d'eau. Le château est un bâtiment peu élevé, d'un style lourd, sans élégance ; il est peint en jaune et blanc. Il est terminé à droite et à gauche par des chapelles, des mosquées rappelant le style mauresque, dont les dômes dorés produisent au soleil

un bel effet. De la terrasse on aperçoit un canal qui conduit à la mer, dont la vue est resserrée entre une longue avenue d'arbres verts.

L'époque n'était pas favorable pour entrer en rapport avec la haute société de Saint-Pétersbourg, tout entière aux Iles. L'Autriche était représentée par le général de Mensdorff-Pouilly; le baron de Lebzeltern était son premier secrétaire. La Bavière était représentée par le comte de Bray-Steinburg; la Belgique, par le vicomte de Jonghe, consul général; le Danemark, par le baron de Plessen, ministre plénipotentiaire, ayant M. de Moltke pour secrétaire; les Deux-Siciles, par le duc de Regina; la Grande-Bretagne, par sir Hamilton Seymour, ministre plénipotentiaire, ayant lord Napier pour premier secrétaire et M. Saville-Lumley pour second secrétaire; la Prusse, par le général baron de Rochow; la Saxe royale, par le comte Witzthum, chargé d'affaires; la Suède et la Norvège, par le général Nordin, ministre, et le comte Piper, premier secrétaire; le Wurtemberg, par le comte Zeppelin, chargé d'affaires.

Le climat du mois d'août est analogue à celui du mois de novembre en France : il y a souvent de fort belles journées.

Une de mes premières et de mes meilleures relations fut celle que je ne tardai pas à nouer avec le

ministre d'Angleterre, sir Hamilton Seymour, et sa famille. Un des préjugés de l'empereur Nicolas, que l'avenir ne devait pas tarder à démentir, était l'impossibilité qu'une entente s'établît entre la France et l'Angleterre. Sans que la politique y fût pour rien, ma liaison avec sir Hamilton-Seymour devenait chaque jour plus étroite. Sa femme et ses deux charmantes filles me firent le meilleur accueil. Sir Hamilton, homme d'esprit et de cœur autant qu'habile diplomate, causeur fin et aimable, connaissait à fond le passé et le présent de la Russie.

Il voulut bien me servir de guide dans le monde de Saint-Pétersbourg, et, pour mieux m'éclairer sur la politique actuelle du Tzar, il se plut à me faire suivre pas à pas dans des récits intimes la marche envahissante de la Russie depuis Pierre le Grand et Catherine II. Il me montra comment par la possession de la Crimée, de la Bessarabie et des bouches du Danube, elle s'était frayé un chemin vers Constantinople, comment par le protectorat des principautés danubiennes et de la Serbie, par l'influence exercée sur les populations slaves de l'empire turc dont sa politique éveillait et entretenait habilement les sympathies, elle serrait la Porte de plus en plus près.

Par une heureuse rencontre, sir Hamilton Seymour était depuis de longues années fort attaché à la

famille du Prince Président. C'est lui-même qui me l'apprit.

« En 1831, me dit-il, lors du soulèvement de la Romagne, j'étais ministre d'Angleterre à Florence. Un soir, une dame se présente chez moi pour me parler. C'était la reine Hortense. Elle accourait à Florence pour aller rejoindre ses deux fils, qui se trouvaient alors dans les États du Pape. N'ayant pas de passeport, elle venait en demander un au ministre d'Angleterre, sur l'amitié duquel elle croyait pouvoir compter. Je lui dis aussitôt que j'étais à sa disposition et qu'elle pouvait prendre un de mes noms, celui d'Hamilton, par exemple, si cela lui convenait. — Mais quelle route, me demanda la reine, dois-je suivre pour ne pas tomber aux mains des Autrichiens? — Je ne pourrais le dire à Votre Majesté, repris-je, qu'après avoir causé avec mon collègue d'Autriche, chez lequel je vais me rendre à l'instant. »

En effet, au bout d'une heure sir Hamilton revenait chez lui et donnait à la reine, avec le passeport, les renseignements qu'elle désirait et au moyen desquels elle parvint à rejoindre les deux princes.

« Depuis ce jour, continua sir Hamilton Seymour, dans toutes les lettres que la reine m'a adressées elle m'appelait toujours, en plaisantant, son cousin, à cause du nom d'Hamilton qu'elle avait porté pendant

ce voyage. Plus tard, pour me prouver encore que le souvenir de cette soirée était constamment présent à son cœur, elle voulut bien me léguer dans son testament un magnifique camée antique, entouré de perles, qu'elle avait reçu de l'Empereur et qui avait été donné à celui-ci par le Saint-Père.

« Si je vais à Paris, ce sera là ma lettre d'introduction auprès du Prince, qui, j'en suis certain à l'avance, sera bon et bienveillant pour un ancien ami de sa mère. »

Notre entretien passa ensuite par une pente toute naturelle aux conséquences probables du voyage dans le midi de la France du Prince Président. A ce sujet, sir Hamilton me déclara que, si le Prince devenu empereur respectait les traités de 1815 et ne voulait point la guerre, comme il le disait avec tant d'éloquence dans son discours de Bordeaux, il croyait qu'on ne ferait aucune difficulté à le reconnaître de suite.

Nous avions, comme on le voit, dans le ministre d'Angleterre un homme qui par ses sympathies personnelles pouvait au besoin être utile au gouvernement de la France. Sir Hamilton Seymour était un vrai gentilhomme sur la parole duquel on pouvait compter. Peu de jours après mon arrivée, je fis le soir une visite à Mme Apraxine, née Galitzin, vieille

dame d'honneur de la grande-duchesse Hélène, qui a eu beaucoup d'autorité à la cour de Russie. Elle avait été fille d'honneur de l'impératrice Catherine. En arrivant dans la grande salle à manger, je trouvai toutes les dames assises autour de la table pour prendre le thé, des fruits, des gâteaux et du lait. Je saluai plusieurs d'entre elles, sans me douter que la grande-duchesse Hélène était là. Je passai ensuite au salon où Mme Apraxine était assise sur un canapé à côté du prince Auguste de Wurtemberg, frère de la grande-duchesse. Mme Apraxine, que j'étais allé saluer, fut fort surprise de voir le prince me tendre la main et me parler avec cordialité, comme à une ancienne connaissance. Il engagea Mme Apraxine à me présenter à la grande-duchesse Hélène, ce qu'elle fit immédiatement. La grande-duchesse fut fort aimable; elle me dit que le prince Auguste lui avait parlé de moi avec amitié, puis elle me questionna sur mes rapports avec la famille royale de Wurtemberg. Je compris qu'elle connaissait par son frère d'anciens projets d'union, complètement écartés depuis. « Vous avez habité Stuttgart, me dit-elle, et vous avez connu la famille royale. » Je répondis, sans entrer dans plus de détails, que je n'étais jamais allé à Stuttgart, mais qu'en Italie j'avais eu l'occasion de jouer la comédie à l'ambassade de France à Rome à une réunion à

laquelle assistait le prince royal de Wurtemberg auquel je fus présenté, et que depuis, à Aix en Savoie, pendant une saison de bains, j'avais fait chez la baronne du Bourget la connaissance de l'une des filles du comte Alexandre de Wurtemberg. Amenant elle-même la conversation sur le voyage du Prince Président, elle me demanda si l'accueil fait à Son Altesse Impériale par nos départements était réellement aussi enthousiaste que les journaux l'annonçaient. Je lui répondis que tous les renseignements particuliers que j'en avais reçus coincidaient parfaitement avec les nouvelles données par les feuilles publiques, et que du reste il n'était pas permis d'en douter, puisque le Prince voyageait au milieu de ce même peuple qui, las des révolutions, l'avait élevé avec enthousiasme au pouvoir dans l'espoir d'en finir avec elles. La grande-duchesse m'écouta avec attention et chercha pendant tout le temps que je fus près d'elle à me faire parler du Président. Je me laissai faire. Notre entretien roula ainsi longtemps sur les mille détails de ce voyage et enfin sur un discours adressé par le Prince à l'évêque de Marseille. La grande-duchesse me dit qu'elle le trouvait très remarquable et plein de sentiment.

Comme je terminais ma conversation en lui disant que le Président était un esprit supérieur, mais avant

tout un homme de bien qui, aimant sincèrement la France, en voulait l'honneur et la prospérité, elle me répondit : « Si cela est ainsi, il est à désirer que le Prince continue dans la voie que la Providence lui a tracée. »

La grande-duchesse était une princesse de grand caractère, passant pour peu favorable à la France. Si une femme pouvait avoir quelque influence à la cour de Russie, c'était elle sans doute ; par ses éminentes qualités et son instruction, elle avait sur l'Empereur un réel ascendant.

Le 24 août, je vis pour la première fois l'empereur Nicolas à une grande revue à Krasnoë-Selo. Je m'y étais rendu avec mon ami Aloys de Rayneval, Camille Dolfus et le comte Piper, chargé d'affaires de Suède. L'Impératrice, les grands-ducs et les grandes-duchesses, à l'exception du duc de Leuchtenberg, gravement malade de la poitrine, assistaient à la cérémonie militaire. Parmi les grands-ducs se trouvait le fils aîné du grand-duc héritier. C'était alors un enfant charmant ; il était habillé en hussard, avec un petit manteau rouge sur les épaules. Son plus jeune frère, également en uniforme, était dans la tente de l'Impératrice.

Je m'étais placé au bas de cette tente, élevée sur un petit tertre et entourée par la foule qui se pressait

pour jouir du spectacle. M'approchant peu à peu, j'avais fini par être très près du cheval de l'Empereur, qui avait à côté de lui ses deux plus jeunes fils. Nicolas Ier était en face de l'Impératrice, à vingt pas environ, assez près pour lui adresser quelques paroles auxquelles elle répondait par des signes de tête. « Voyez, lui disait-il, le soleil qui étincelle sur les cuirasses des chevaliers-gardes qui s'approchent pour défiler. » Puis, s'inquiétant avec sollicitude de la fatigue qu'elle pouvait éprouver, il ajouta : « Ne souffrez-vous pas trop de la poussière ou du vent? Est-ce supportable là-haut? Cela va être bientôt terminé : prenez patience. » Il faisait extrêmement froid, cependant tout le monde devait rester découvert. Un individu dans la foule ayant mis son chapeau, l'Empereur lui-même l'apostropha à haute voix, en disant: « Qui ose mettre son chapeau devant moi? » L'imprudent ne se le fit pas dire deux fois; il s'empressa de se découvrir.

En l'honneur du prince Frédéric de Prusse, très blond, pâle, à la physionomie très douce, fils du prince royal — le futur empereur Frédéric III — qui assistait à la revue, Nicolas Ier portait le grand cordon de Prusse; il avait dans son état-major le général de Wrangel, le ministre de Prusse M. de Rochow, et M. de Mensdorff-Pouilly.

Avant son départ, le prince Albert de Saxe fut nommé général russe et colonel honoraire d'un régiment.

Les chevaliers-gardes sont des cavaliers superbes; ils portent des cuirasses dorées et des casques surmontés de l'aigle à deux têtes. Les troupes circassiennes, avec leurs casques, leurs cottes de mailles, leurs tuniques rouges, sont fort curieuses; elles ont un aspect tout à fait oriental. Quelques Circassiens portaient encore des carquois remplis de flèches.

Pendant le défilé, l'Empereur interpelle en russe chaque régiment, lui adressant, s'il est satisfait de sa tenue, quelques mots d'encouragement, tels que : « Merci, mes amis », ou : « Je suis content de vous. » Les troupes répondent sans interrompre leur marche : « Merci, Majesté ; nous tâcherons de faire encore mieux une autre fois. »

L'empereur Nicolas se plaisait à passer la belle saison au milieu de ses soldats. Toutes ces manœuvres, tout ce déploiement de force armée sur différents points de l'empire avaient, en dehors de l'instruction des troupes, moins pour but de contenir les populations que d'en imposer à l'Europe.

Je remarquai, pendant cette revue, que les ministres de Prusse et d'Autriche étaient restés constamment auprès de l'Empereur, qui s'était montré,

comme toujours, très bienveillant pour eux, ainsi que pour les officiers supérieurs allemands venus pour assister aux manœuvres.

Le général Hesse, chef d'état-major de l'armée autrichienne et le bras droit du général Radetzki, dont j'avais fait la connaissance à Milan pendant la guerre de Lombardie, avait été l'objet d'une distinction toute particulière. L'Empereur lui avait remis l'étoile en diamants de Saint-Alexandre Nevski et l'avait fait venir près de sa personne, lorsque le régiment qui avait pour chef honoraire l'empereur d'Autriche avait défilé devant lui.

Le prince de Lichtenstein, grand maître de la maison de l'empereur d'Autriche, et le baron de Kubeck, président du conseil de l'empire, avaient également reçu le grand cordon de Saint-André.

En voyant aux manœuvres de Krasnoë-Selo une foule d'officiers étrangers, entre autres plusieurs officiers anglais, je regrettais que l'armée française n'y fût pas aussi représentée. Si le ministre de la guerre de France avait jugé à propos d'envoyer quelques officiers, ils auraient été fort bien accueillis. Je fis part de cette pensée à Paris.

Jusque-là les Allemands seuls avaient été l'objet des témoignages les plus flatteurs de la part de l'Empereur. Si des officiers français avaient fait de plus

fréquentes apparitions en Russie, ainsi que je le désirais, ils auraient sans doute affaibli des défiances, réveillé des sympathies, ou tout au moins contrebalancé l'influence des premiers.

Pendant que nous revenions à Saint-Pétersbourg, le comte Piper nous raconta le sort cruel que Pierre le Grand avait fait subir à un de ses aïeux, prisonnier de guerre. Il le condamna à mourir de faim, ordonnant par un atroce jeu de mots qu'on ne lui donnât à manger que du poivre (piper).

Il y a en Suède une légende curieuse sur cette noble famille : son chef possède une chaîne d'un métal inconnu. Un Piper en guerre avec les Suédois révoltés contre leur souverain avait été assiégé dans son château et grièvement blessé. La situation paraissait désespérée. N'attendant aucun secours, il avait promis de se vouer au diable, corps et âme, s'il le tirait d'affaire. La nuit, un petit homme, au pied fourchu, lui était apparu près de son lit : « J'ai entendu votre vœu, j'accours et j'accepte. Vous serez toujours heureux, vous et votre descendance ; votre race ne s'éteindra pas, et vous resterez propriétaire de ce château tant que vous conserverez la chaîne que je vous remets en signe de votre engagement. »

En 1658, l'armée suédoise assiégeait à la fois Copenhague et Elseneur. Erik Piper, chef de la famille,

propriétaire de la chaîne, était devant Copenhague à la tête d'un régiment. Son frère Charles était à onze heures de là devant Elseneur. Les Suédois se préparaient à donner l'assaut.

La veille, Charles Piper reçut un messager qui portait l'uniforme du régiment de son frère Erik, et qui, au nom de ce dernier, lui dit de partir immédiatement pour Copenhague. La chose n'était pas facile, Charles Piper faisait des objections : « C'est à cause de la chaîne », répliqua le messager, qui disparut.

Charles Piper se décida à partir. Il arriva à Copenhague où il trouva son frère à la tête de son régiment, prêt à donner l'assaut. Comme celui-ci le félicitait d'être venu prendre part à ce combat, lui demandant comment il avait eu cette pensée :

« C'est pour répondre au message que tu m'as adressé », répondit Charles. « Je ne t'ai envoyé aucun message », répliqua Erik.

« Comment! s'écria Charles; c'était un soldat de ton régiment, il est venu de ta part et il m'a dit de partir immédiatement parce que tu avais à me parler au sujet de la fameuse chaîne. »

Erik Piper comprit que son sort était décidé, qu'il mourrait le jour même, et que cet étrange bijou de famille ne devait pas être abandonné aux hasards d'un combat. Il fut en effet blessé à mort quelques

heures après, et il n'eut que le temps de remettre la chaîne à son frère, venu pour la recueillir. Cette chaîne merveilleuse, transmise à chaque génération au chef de famille et fidèlement portée par lui, existait encore en 1852; elle était en la possession du comte Axil Piper, habitant son château patrimonial d'Engro.

Les récits merveilleux ont grand succès à Saint-Pétersbourg. A en croire la chronique, ce serait la ville des fantômes et des apparitions. On racontait comme s'étant passée tout récemment, à quelques verstes de la capitale, une aventure arrivée à deux frères, l'un très riche et très avare, l'autre très pauvre. Le pauvre étant mort, sa veuve alla demander à son beau-frère des vêtements pour ensevelir convenablement son mari. Elle essuya un refus, mais secrètement la femme de l'avare, touchée de pitié, lui remit ce qu'elle désirait. Le mari, ayant appris cette libéralité, battit cruellement sa femme et courut chez son frère pour reprendre les vêtements dont il était déjà couvert. Au moment où il commençait à le dépouiller, la main du mort s'abattit sur son bras, sans qu'aucun effort pût dégager l'avare épouvanté. On le nourrit ainsi à côté du cadavre de son frère : les prêtres russes firent défiler la foule dans la chambre mortuaire pour que cet exemple servît à donner

l'horreur de l'égoïsme et de la sécheresse de cœur.

Racontées avec discrétion et prudence, les anecdotes sur l'empereur Nicolas défrayaient les conversations.

Sous le règne du roi Louis-Philippe le célèbre acteur des Variétés Vernet, si connu à Paris comme un des comiques les plus fins et les plus amusants, vint donner des représentations à Saint-Pétersbourg L'Empereur le rencontrant durant l'une de ses promenades l'arrêta quelques instants sur son passage pour savoir ce qu'il jouait le même soir au théâtre français.

« *Ma femme et mon parapluie*, lui répondit Vernet. — Ah ! très bien; je serai heureux de faire connaître cette jolie pièce à l'Impératrice; à ce soir donc, monsieur Vernet. » Et il le quitta pour reprendre son droski.

Cet incident se passait quelques années avant mon arrivée à Pétersbourg; il peint si bien le caractère de l'Empereur que j'ai plaisir à le donner ici.

Vernet, tout heureux de cette rencontre, s'apprêtait à rentrer chez lui pour repasser son rôle de Serinet, accordeur de pianos, lorsqu'il fut accosté par deux hommes de la police qui le conduisirent au poste, où, d'après les règlements, il devait être incarcéré pendant vingt-quatre heures pour avoir arrêté l'Empe-

reur et lui avoir adressé la parole sans aucune autorisation ! Le pauvre Vernet n'en croyait pas ses yeux ; il avait beau expliquer qu'il était attaché comme acteur au théâtre français, que sans lui la représentation manquait, et enfin que c'était l'Empereur lui-même, dans la rue de la Grande Perspective, qui était venu à lui, on ne voulut pas l'écouter, et il fut mis en bonne cellule.

Vers huit heures du soir, à l'ouverture du théâtre, l'Empereur et l'Impératrice, se réjouissant d'applaudir Vernet, arrivèrent dans leur loge, et c'est là que M. de Guédeonoff apprit à Leurs Majestés que Vernet n'était pas au théâtre pour jouer la pièce. « J'ai envoyé, dit-il, chez lui inutilement ; on ne sait ce qu'il est devenu, et nous sommes tous très inquiets de lui. »

« Allons donc! dit l'Empereur, j'ai rencontré Vernet aujourd'hui même dans la Perspective à la tombée de la nuit, et il me semblait gai comme toujours et très bien portant ; qu'on s'adresse de suite au général Dubelt, directeur de la police, et qu'on m'amène M. Vernet immédiatement; sans cela je me fâcherai. » En effet, après quelques promptes recherches, on apprit à l'Empereur ce qui était arrivé.

Vernet, hors de prison, se prépara à paraître en scène et joua son charmant vaudeville aux applau-

dissements de toute la salle, car le public avait appris ce qui venait de lui arriver de si désagréable dans la journée, et on lui fit une ovation.

L'Empereur, après la représentation, demanda, ainsi que l'Impératrice, à voir Vernet; il voulait avoir de sa bouche même les détails de son aventure; l'Empereur s'excusa et lui dit : « Mon cher Vernet, comment vous faire oublier l'ennuyeux accident d'aujourd'hui? » — « Mais, Sire, votre bonté est si grande que vous me comblez déjà. J'en suis si touché qu'elle me suffit amplement pour ne plus penser à ce qui s'est passé; je n'ai rien à demander à Votre Majesté. » L'Empereur ayant insisté de nouveau, Vernet répondit : « Enfin, Sire, puisque vous voulez absolument que je vous demande une faveur... » — « Oui certainement », interrompit l'Empereur. — « Eh bien ! » dit d'un accent spirituel et en riant l'excellent Vernet, « voici ce que je sollicite respectueusement de Votre Majesté, c'est qu'Elle veuille bien m'accorder la faveur de ne plus m'adresser la parole lorsqu'Elle me rencontrera dans la rue ! » Et là-dessus, l'Empereur, l'Impératrice et toute la famille impériale se mirent à rire de tout cœur de cette plaisanterie. « Ah ! ce Vernet, ajouta l'Empereur, qu'il est drôle ! Venez demain me voir au Palais d'hiver à midi, et là vous n'aurez plus à craindre les

brutalités de la police. » On comprend que Vernet le lendemain fut exact au rendez-vous, et après une conversation assez longue sur les pièces nouvelles qu'on donnait alors à Paris, il reçut du Tzar une belle boite d'or ornée de son portrait et enrichie de diamants. On pense combien le grand artiste lui en fut reconnaissant. Il la rapporta précieusement en France, la montrant à tout le monde et racontant avec son esprit habituel cette jolie histoire, la plus intéressante de son passage à Saint-Pétersbourg en 1840 (1).

Pendant mon intérim j'eus l'occasion de rendre un léger service à un des plus anciens membres de l'Académie française qui s'était adressé à moi.

« *A Monsieur le comte de Reiset, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg.*

« Octobre 1852.

« MONSIEUR LE COMTE,

« J'ai recueilli chez moi David Melcon, le plus jeune frère de Son Excellence Jean David, premier drogman de Sa Hautesse le schah de Perse. Ce dernier écrivait il y a trois ou quatre mois à ses parents de Smyrne qu'il allait partir de Téhéran pour une mis-

(1) Vernet est mort en 1848 à Paris.

sion à Saint-Pétersbourg, et ensuite à Vienne. Depuis ce temps nous n'avons aucune nouvelle de ce ministre persan, et nous avons le plus grand désir d'en avoir pour plusieurs motifs essentiels. Soyez assez bon, Monsieur le comte, pour me faire savoir par un mot de réponse si Jean David est venu à Saint-Pétersbourg, s'il y réside encore ou s'il est parti pour Vienne. A tout hasard je prends la liberté de joindre ici une lettre pour cet ambassadeur, avec lequel je suis depuis longtemps en relation. Je vous prie, Monsieur le comte, de lui faire passer cette lettre, ainsi que celle de son jeune frère. Je vous demande pardon, Monsieur le comte, de mettre ainsi votre bonne volonté à contribution, mais la nécessité me servira d'excuse, et puis on n'a point impunément la réputation d'obligeance que vous vous êtes acquise.

« Agréez, Monsieur le comte, avec mes remerciements, l'assurance de ma plus haute considération.

« P.-J. Tissot,

« Membre de l'Académie française.

« Rue d'Enfer, n° 12. »

Je m'empressai de faire ce qui m'était demandé, et je reçus une curieuse lettre de remerciement d'un style d'une autre époque et d'une politesse raffinée. A ce titre il peut être intéressant de reproduire cette correspondance :

« Octobre 1852.

« MONSIEUR LE COMTE,

« Je vous remercie de votre obligeante lettre et de la permission que vous me donnez d'écrire sous votre couvert à M. Jean David, premier drogman de la cour de Perse. Je vous prie de lui remettre à lui-même la lettre ci-jointe; il importe effectivement qu'il la reçoive promptement, et lui-même attachera du prix à recevoir de mes nouvelles et de celles de son jeune frère Melcon David, qu'il aime comme un fils. Si par hasard M Jean David était parti de Saint-Pétersbourg, soyez assez bon pour nous le faire savoir et pour nous indiquer sa nouvelle résidence. Mille pardons de ces demandes, mais vous m'avez autorisé par les aimables expressions de votre obligeance à vous parler avec franchise.

« Mon collègue Ancelot et Berger de Xivrey sont très sensibles à votre bon souvenir et me chargent de mille choses aimables pour vous : le premier, que je vois toutes les semaines, fait très bonne figure à l'Académie, qu'il charme par ses beaux vers et par un admirable talent à dire; c'est un vrai dupeur d'oreilles. Mais il ne profite pas de cette faculté magique pour faire passer des choses de mauvais aloi; toute la ville de Rouen lui a prodigué les plus vifs applaudisse-

ments dans la cérémonie de l'inauguration des statues de Casimir Delavigne et de Bernardin de Saint-Pierre.

« La muse de son foyer n'a rien perdu du talent et de l'esprit que vous lui avez connus comme nous; elle jouit d'un bonheur sans mélange. Sa fille, Mme Lachaud, est une jeune femme pleine de piété, de grâce et de modestie; sans être ce qu'on appelle une beauté, elle a ce que de très belles femmes n'ont pas. Quand ses deux enfants sont sur ses genoux, toute sa personne rappelle à la pensée l'une des Vierges de Raphaël qui regarde avec amour l'Enfant Jésus.

« Je me sens aller avec vous au cours de mes idées, mais je sais que le nom d'Ancelot vous est cher et qu'un souvenir de France ne peut être qu'agréable à un exilé comme vous, car même les plus beaux pays du monde seraient des terres d'exil pour des personnes privées comme vous du bonheur de respirer l'air du pays natal.

« Hier encore j'ai parlé de vous avec Ancelot; il me charge de vous saluer de nouveau avec affection.

« Adieu, Monsieur le comte; je suis heureux d'avoir eu l'occasion d'apprendre à vous connaître et d'avoir des rapports avec un aussi aimable correspondant que vous. Recevez tous les compliments d'un vieillard de quatre-vingt-quatre ans dont le cœur palpite

encore au nom de ce qu'il y a de doux, de noble et de sacré sur la terre.

« P.-J. TISSOT,

« Au Secrétariat de l'Institut, au Palais de l'Institut, vis-à-vis le pont des Beaux-Arts. »

CHAPITRE II

LA QUESTION D'ORIENT.

La société russe. — Mauvais accueil fait par la cour de Russie au projet de rétablissement de l'empire. — Retour de M. de Kisselef. — Départ du prince Auguste de Wurtemberg.

La maison du comte et de la comtesse Strogonoff restait ouverte pendant tout l'été. Le comte Strogonoff, qui, après avoir été page de l'impératrice Catherine, avait été ambassadeur en Espagne et en France, était âgé de quatre-vingt-cinq ans; il était aveugle. Sa femme, âgée de soixante-cinq ans, recevait tous les soirs dans une magnifique maison de campagne, aux Iles; son salon était le rendez-vous du corps diplomatique. Le vieux comte Strogonoff, malgré son grand âge, était fort intéressant; la comtesse faisait avec une grande amabilité les honneurs de sa maison. Dès mon arrivée, j'y fus invité à un dîner de trente couverts. Mon voisin, le comte de Traun, secrétaire de la légation d'Autriche, me parla de Kossuth, intendant d'un de ses oncles en Hongrie.

Après le départ du général de Castelbajac, l'ambassade de France était composée du comte Aloys de Rayneval, frère de l'ambassadeur de France à Rome, et de M. Camille Dolfus, tous deux loyaux, bons et spirituels camarades. Notre entente était parfaite. Chaque soir, après le dîner, nous allions aux Iles, unique et fort agréable promenade des environs de Pétersbourg. Elles forment comme un immense jardin anglais. Une des principales de ces îles, entourées par les bras de la Newa, est l'île Jélaghine, remplie de charmantes villas dont l'une appartenait à l'Impératrice. La mode est d'y aller en voiture découverte, attelée à la russe et conduite avec une rapidité extraordinaire par un moujik. Le rendez-vous mondain est à la pointe de cette île, qu'on désigne par ces simples mots : *la Pointe*. On s'arrête, on cause d'une voiture à une autre, on descend pour se promener jusqu'à la mer et pour voir à vingt minutes de là les pêcheurs lever leurs filets. Une grande attraction est l'achat de leur pêche avant que les filets soient sortis de la mer. On paye environ quatre ou cinq roubles (de 16 à 20 francs). Quelquefois, le filet renferme cinq ou six gros saumons, mais quelquefois aussi il ne ramène rien du tout. Ce jeu passionne ceux qui y prennent part.

Il y avait à l'île Jélaghine un théâtre français où

les acteurs parisiens les plus fameux venaient donner pendant l'été des représentations très suivies.

J'allais souvent, soit chez la comtesse Strogonoff, soit chez lady Seymour. Un soir qu'il y avait nombreuse réunion chez le ministre d'Angleterre et que le futur vice-roi des Indes, lord Napier, alors premier secrétaire de la légation anglaise, y assistait avec lady Napier, sir Hamilton Seymour raconta qu'il avait reçu le matin même une lettre de M. de Humboldt lui disant que l'expérience des tables tournantes, dont on commençait à parler, avait été faite en sa présence chez le roi de Prusse, et qu'au grand effroi de la reine, qui avait failli se trouver mal, elle avait réussi. M. de Humboldt engageait sir Hamilton Seymour à faire en famille la même épreuve. Parmi les personnes présentes, les unes croyaient à la réalité de ce phénomène, les autres n'y voyaient que l'illusion d'esprits portés au merveilleux ou pur charlatanisme. On se décida à en tenter l'expérience : le tapis de la table du salon fut enlevé; hommes et femmes se tinrent debout tout autour, les mains étendues sur le bois, se touchant et formant une chaîne vivante. Lady Seymour se trouvait entre moi et M. Lumley, attaché à la légation d'Angleterre, Mlle Gertrude Seymour entre ce dernier et son père, Mlle Augusta Seymour entre son père et moi. Aucun

de nous n'était capable d'une supercherie. Nous nous regardions en riant et nous attendions dans des dispositions diverses, prêts à nous moquer les uns des autres. Au bout de quelques minutes, quelques-uns crurent sentir comme un frémissement sous leurs doigts, les croyants provoquant du regard les sceptiques, qui répondaient en secouant la tête. Au bout d'une heure, la table parut s'animer tout à fait. « Elle remue ! » s'écrièrent les uns. « C'est une illusion », répondaient les autres. Mais comme pour répondre à tous les doutes, la table s'échappe sous nos mains, ses pieds glissent avec bruit sur le parquet en se portant rapidement et par soubresauts vers le nord, et elle se met décidément à tourner. Nous fûmes si surpris par ce mouvement que nous fûmes contraints de quitter nos chaises pour suivre le déplacement de la table. Lord Napier et Mme Knoring, qui assistaient à cette expérience, partageaient notre étonnement. Les deux filles de sir Hamilton Seymour se reculèrent effrayées : Mlle Augusta semblait près de s'évanouir. Les croyants triomphent, les sceptiques sont confondus ; mais les dames étaient si épouvantées que nous dûmes tourner la chose en plaisanterie pour les rassurer. Nous pûmes ainsi constater la puissance de notre fluide, et nous ne recommençâmes plus.

Cette vie facile et aimable contrastait avec la gravité des événements qui se préparaient.

Dès 1850, le Prince Président, désireux de s'attacher le parti dont MM. de Montalembert et de Falloux étaient les chefs à l'Assemblée nationale, avait soulevé, en opposition avec la Russie, la question assez oubliée des Lieux Saints. Par des capitulations conclues entre la France et la Turquie, les religieux latins devaient conserver en Terre Sainte les lieux de pèlerinage qu'ils possédaient depuis un temps immémorial. Par suite des empiétements des Grecs et des Arméniens soutenus par la Russie, ils avaient perdu neuf sanctuaires sur dix-neuf. A plusieurs reprises la France avait tenté de résoudre la question par voie de conciliation. Des démarches récentes avaient été faites vis-à-vis du Tzar pour régler d'accord avec lui ce différend ; elles n'avaient pas abouti.

Nicolas I[er], confiant dans la suprême influence dont il jouissait en Europe (1), jugeait le moment favorable pour atteindre son but. Il est permis de penser que le Prince Président ne soupçonnait pas toutes les conséquences possibles de ce désaccord.

En 1851, M. Thouvenel, un de ses futurs ministres,

(1) *Nicolas I[er] et Napoléon III*, par THOUVENEL.

qui était alors ministre de France à Munich, donnait à ce sujet de sérieux avertissements au ministère des affaires étrangères. « Je connais l'Orient, disait-il, et je puis vous affirmer que la Russie ne cédera pas. C'est pour elle une question de vie ou de mort, et il est à désirer qu'on le sache bien à Paris, si l'on veut pousser l'affaire jusqu'au bout. »

Il le répétait avec plus de force encore en 1853 : « En dépit de l'*Univers*, écrivait-il le 24 avril, le vent des croisades ne souffle même pas à Rome, et, excepté les Pères latins de Jérusalem, personne, il faut bien le dire, ne songe aux *Lieux Saints*. Dans une pareille situation, le plus sage est de rentrer de nos voiles et de ne pas risquer la tempête. Cette épine hors du pied, nous ne serons plus seuls et, dans les choses d'un ordre vraiment politique, nous aurons raison de la Russie. »

A Constantinople, la diplomatie française et la diplomatie russe étaient en présence, luttant sur un terrain où tous les moyens sont bons et où notre grande loyauté risquait d'avoir le dessous. Chaque jour, le conflit devenait plus acerbe, ce qui n'empêchait pas mon chef, le général de Castelbajac, personnellement très bien accueilli par le Tzar, de se montrer des plus optimistes. M'apercevant que le bon général se laissait prendre aux caresses de l'em-

pereur Nicolas, je ne cessai très loyalement de chercher à réagir contre un aveuglement et une faiblesse qu'il ne pouvait me faire partager. Pour mieux réussir, j'entrepris même un travail biographique sur le Tzar, essayant de montrer sous toutes leurs faces son caractère et ses tendances; mais je ne parvins pas à ébranler la confiance de M. de Castelbajac.

La situation intérieure de la France aggravait encore ces difficultés. En août 1852, la société russe s'attendait à ce que l'Empire fût rétabli en France. Les voyages du Président, l'enthousiasme avec lequel il était accueilli, son discours de Bordeaux, où il avait prononcé la parole célèbre : *L'Empire, c'est la paix*, annonçaient un dénouement imminent qui ne surprit personne à Saint-Pétersbourg.

L'empereur Nicolas avait pris en mauvaise part une phrase du discours de Bordeaux où le Prince Président disait : « Lorsque la France est satisfaite, l'Europe est tranquille. » — « La France se croit donc dans l'axe du monde ? » dit-il. Le prince de Schwarzenberg tenait cependant à peu près le même langage sous une forme humoristique : « Lorsque la France est enrhumée, l'Europe éternue. »

Ce discours préoccupait tout le monde ; ces assurances de paix sont bonnes, sans doute, disait-on;

mais ce n'est que plus tard que l'on pourra en connaître les effets. M. de Nesselrode avait dit en parlant des événements de France : « Si l'on comptait toutes les probabilités de guerre qu'il y a en ce moment en Europe, on devrait craindre qu'elle n'eût lieu ; mais pour moi, qui suis homme pratique et longuement habitué aux affaires, je n'y crois pas et je pense que tout se passera tranquillement. »

L'Empereur avait donné l'ordre à M. de Kisselef, ainsi qu'à plusieurs de ses ministres, entre autres à ceux de Vienne et de Munich, de se rendre à Pétersbourg pour le 16 octobre, époque de son retour et de celui de M. de Nesselrode. On attribuait ces ordres à l'attente de la restauration de l'Empire, qui devait, croyait-on, avoir lieu à Paris au mois de décembre.

Pour ce qui regardait M. de Kisselef, l'Empereur désirait que son agent ne se trouvât pas à Paris afin qu'il ne fût pas entraîné à un acte quelconque qui pût faire pressentir ou engager la conduite future de la Russie, entendant réserver à tout événement sa liberté d'action.

Quant aux autres ministres, MM. de Meyendorff et de Severine, l'Empereur ne les rappelait que pour mieux connaître les dispositions des cours d'Allemagne et leur tracer plus promptement, le cas

échéant, la ligne de conduite qu'ils devraient suivre en retournant à leurs postes.

On parlait également du rappel de lord Cowley, qui serait remplacé à Paris par le ministre des affaires étrangères d'alors. Le retour de M. de Kisselef attirait vivement l'attention du corps diplomatique. Ce départ si peu justifié et si contraire au désir bien connu de ce diplomate était en effet fort significatif.

Le hasard m'avait singulièrement favorisé en me faisant faire une partie de mon voyage avec M. de Sydow, ministre de Prusse à Bade, et ma traversée sur mer dans l'intimité du prince Albert de Saxe, héritier présomptif de la couronne (1), du prince Auguste de Wurtemberg, frère de la grande-duchesse Hélène, ainsi que de MM. de Rochow et de Mensdorff, le premier, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg depuis bien des années et ami de l'Impératrice qu'il voyait plusieurs fois par semaine lorsqu'il ne demeurait pas au palais de Peterhoff; le second, ministre d'Autriche près de l'empereur

(1) Albert, roi de Saxe actuellement régnant, né à Dresde le 23 avril 1828, fils de feu le roi Jean, né le 12 décembre 1801, mort le 29 octobre 1873, marié à Dresde, le 18 juin 1853, à Caroline de Holstein-Gottorp-Wasa, née le 5 août 1833. Le roi Albert de Saxe a pour sœur la princesse Élisabeth, née en 1830, mariée le 22 avril 1850 à Ferdinand, duc de Gênes, mort le 10 février 1855.

Nicolas, un des généraux distingués de l'armée autrichienne.

En voyage, les entretiens ayant plus de franchise et d'abandon que dans un salon, j'avais été facilement à même de connaître les préoccupations et les pensées de ces hommes politiques.

Les gouvernements du Nord avaient peu de sympathie pour la France. Ce qu'on éprouvait à son égard était un mélange de crainte et de défiance. Ces sentiments se trahissaient surtout dans l'appréciation fausse que l'on faisait de sa situation politique; on ne rendait pas la justice que l'on devait au Président pour tous les services qu'il avait rendus à l'Europe, avant et après le 2 décembre. Pour eux, le gouvernement du Prince ne datait que de neuf mois, et encore ils n'en reconnaissaient les bienfaits que pour la France. On entendait partout le même langage : « Nous admirons sa fermeté, son courage, il a sauvé la France; maintenant nous verrons comment il agira vis-à-vis de l'Europe! »

Le peu de justice avec lequel on parlait quelquefois du Président était pénible. On le méconnaissait trop souvent. On n'osait pas se déclarer nettement ennemi de la France, mais on cherchait à amoindrir l'influence de son chef, en dénaturant ses actes. En Allemagne on affectait de ne parler que de l'empe-

reur de Russie, en Russie que de l'Allemagne; quant à la France, il semblait qu'elle n'existât pas. On ne lui reconnaissait de force que pour se conserver elle-même contre l'influence des idées socialistes et révolutionnaires.

Ce sentiment peu bienveillant que je remarquai chez la plupart des hommes politiques n'était toutefois pas ouvertement exprimé par ceux qui gouvernaient. Ces derniers avaient trop de tact, trop de prudence et d'habileté pour laisser voir le fond de leur pensée. Ils s'efforçaient au contraire de la cacher par les procédés les plus polis, par les paroles les plus flatteuses. On devinait aisément cependant dans leurs réticences ce qu'ils avaient au fond du cœur, et on trouvait dans cette réserve la preuve d'une disposition peu amicale. Tout est forme à la cour de Russie; si l'on ne demande que des paroles, on en est prodigue; mais lorsqu'il s'agit de prouver ce qu'on dit par des actions, alors tout devient difficile.

Lorsque l'Empereur parlait du Prince Président, il se servait constamment des formes les plus aimables, mais à leur suite venait toujours une phrase dans laquelle perçait, malgré lui, l'inquiétude. « Il faut, disait-il, que le Prince ne gâte pas sa position, qu'il continue à gouverner avec sagesse. » La véri-

table signification de son langage était que le Président ne devait pas, selon lui, songer à changer la forme de son gouvernement.

Cette pensée se manifestait tout entière et d'une façon plus franche et même imprudente chez d'autres dont la position, quoique éminente, ne leur imposait cependant pas les mêmes ménagements. Ce qui me faisait croire, à n'en pas douter, que les sentiments témoignés par ceux-ci envers la France étaient, en effet, les dispositions de l'Empereur, c'est qu'à Saint-Pétersbourg, surtout dans la région la plus élevée de la société, on est trop courtisan pour n'être pas le reflet de la cour et trop prudent pour oser émettre une pensée, exprimer un sentiment, sans s'être bien assuré qu'ils sont les pensées, les sentiments même de l'Empereur.

Tout en croyant à la fausseté d'un prétendu traité contre la France, dont avaient parlé quelques journaux anglais, et qui avait été hautement désavoué par l'Empereur, j'étais arrivé cependant à la conviction que l'auteur de cette note avait su pénétrer sa pensée la plus intime, car plus d'une fois j'entendis énoncer non seulement les mêmes idées, mais souvent les expressions même de cette pièce apocryphe.

Depuis mon arrivée à Pétersbourg, je m'appli-

quais à combattre l'opinion que l'on se complaisait à avoir de la France et surtout à bien pénétrer les hommes politiques de cette vérité : que le Prince Président avait une conscience trop vive, trop profonde de son droit et de sa force pour se croire obligé de rechercher l'approbation ou le consentement des étrangers au sujet des changements qu'il croirait utile de faire dans la forme de son gouvernement, et que du moment qu'il le ferait par un acte quelconque inspiré du sentiment national, il n'aurait jamais de conseil à prendre de personne, ni même de mécontentement à redouter.

En tenant ce langage, je ne me proposais pas de convaincre les Russes de notre force, ils savaient à quoi s'en tenir là-dessus, mais plutôt de leur prouver que nous n'étions aucunement leurs dupes lorsqu'ils voulaient nous faire croire que nous étions faibles, que nous avions des avis à recevoir et dans certaines éventualités les plus grands dangers à courir.

Je n'avais pas encore vu l'Empereur ; il se préparait à se rendre aux grandes manœuvres qui devaient avoir lieu à Tchougougeff, mais, comme tout lui était répété, j'étais certain qu'il connaissait dans quel sens je m'exprimais par la grande-duchesse Marie, duchesse de Leuchtenberg, belle-fille du prince

Eugène de Beauharnais, qui s'intéressait tout particulièrement aux nouvelles destinées de la France.

S'il y avait en Russie un parti qui nous était peu favorable, il en était cependant un autre qui, aimant à voir dans la France le contrepoids du pouvoir absolu, était bien disposé en faveur du Prince Président.

Tout ce qui promettait chez nous un acheminement à un ordre de choses plus assuré était vu par ce parti avec un extrême plaisir. La dernière note du *Moniteur*, dans laquelle on annonçait que de longtemps il n'y aurait plus de changement dans le cabinet français, avait produit la meilleure impression.

Néanmoins, sous les procédés les plus polis, aussi bien que sous les belles paroles dont on nous berçait, se cachaient en général des dispositions peu sympathiques. Quoique les esprits de Pétersbourg fussent de plus en plus préoccupés des nouvelles qui arrivaient de France, on affectait d'en parler le moins possible, en s'étudiant à cacher les impressions qu'elles produisaient.

Je continuais à me tenir sur une grande réserve. Cependant toutes les fois qu'une occasion favorable se présentait, je cherchais à préparer les esprits à un événement qui semblait devenir chaque jour plus

prochain et surtout à mettre en lumière les avantages qui en résulteraient, non seulement pour nous, mais pour toute l'Europe.

J'eus souvent l'occasion de constater que plus le Prince recueillait d'hommages sur ses pas, plus l'opinion publique lui devenait favorable en Russie. Je m'étonnais même de la rapidité avec laquelle cette transformation s'accomplissait. Je n'entendais plus prononcer derrière moi des mots qui me blessaient dans les premiers temps de mon arrivée. Le ton de la conversation était changé, il devenait sérieux; quelquefois je surprenais des personnes discutant quel serait le nom que prendrait le Prince en montant sur le trône.

On avait déjà arrêté la marche à suivre dans cette éventualité.

Le chargé d'affaires de Russie à Paris, pendant l'absence de M. de Kisselef qui devait durer quatre mois, avait reçu l'ordre, dans le cas où une communication officielle du rétablissement de l'Empire lui serait notifiée, de répondre qu'il en devait référer au comte de Nesselrode.

Ces allées et venues permettraient à la Russie de connaître les dispositions des autres États de l'Europe à cet égard; elle profiterait de son éloignement pour répondre la dernière dans ce sens :

« Nous reconnaîtrons l'Empire à la condition que les traités de 1815 soient respectés ou ne reçoivent de modification qu'avec notre concours. »

L'accueil que le Prince Président recevait sur ses pas, le discours qu'il avait prononcé à Dijon et les articles du *Moniteur* produisaient une très grande impression; cependant on en parlait le moins possible. Ce silence, cette réserve affectés étaient une preuve qu'on y pensait d'autant plus, et ce n'était certainement pas par hasard qu'on avait vu dans le même journal de Pétersbourg, à la suite du discours du Prince, des considérations tirées de l'*Indépendance belge* dans un sens contraire au rétablissement de 'Empire.

Ayant demandé à M. de Seniavine, d'une manière ncidente, combien de temps passerait à Pétersbourg M. de Kisselef, il me répondit assez brusquement : « Ah! cela, je n'en sais rien! » Cette réplique et 'expression de sa physionomie n'étaient pas encourageantes. J'eus à me plaindre, à l'occasion de la fête du 15 août, de la conduite peu courtoise du gouverneur de Moscou. M. de Seniavine me répondit qu'il en parlerait à l'Empereur à son retour, tout en répétant de nouveau ce qu'il avait plusieurs fois dit : « Que le 15 août n'était pas le jour de la fête du Prince, puisque, d'après les journaux, il avait le 25

fêté la Saint-Louis à Saint-Cloud..... Du reste, ajouta-t-il, d'ici à l'année prochaine nous avons du temps devant nous. »

Je ne voulus pas insister; je me bornai à lui dire que nous entendions célébrer la fête du chef de l'État quand et comme il nous plairait, ainsi que le faisaient les autres missions pour celle de leurs souverains. Je tenais à accentuer notre entière indépendance. Dans le même entretien je trouvai occasion de dire à M. de Seniavine que si le gouvernement français n'avait pas conclu de traité de commerce avec la Belgique, c'était qu'il n'avait pu s'entendre avec elle, et que si nous avions élevé le prix d'entrée des houilles, cette mesure nous était dictée non pas par des dispositions peu amicales envers ce pays, mais par un intérêt purement commercial.

Malgré la grande bienveillance dont le général de Castelbajac était l'objet de la part de l'empereur Nicolas, la situation n'était pas facile pour les représentants de la France à Pétersbourg. En septembre, des Français arrivés à Cronstadt sans passeport non seulement n'avaient pu débarquer, mais ils avaient été expulsés de la manière la plus brusque. Une grande courtoisie tempérait ce que de pareilles mesures avaient de blessant. Quand je vis à son retour le chancelier de l'Empire, comte de Nes-

selrode, je n'eus qu'à me louer de son accueil. « J'aime beaucoup les jeunes diplomates », me dit-il.

Je tins à prouver que ma jeunesse n'excluait pas la fermeté. Un Français, nommé Le Turc, au service du riche banquier Stieglitz, le Rothschild de la Russie, avait été jeté dans un cachot de Cronstadt. Ayant appris que la seule faute dont on l'accusait était d'avoir courtisé une femme de la maison de son maître, et que son arrestation n'avait eu lieu que par pure complaisance de la police envers M. Stieglitz, je me rendis immédiatement chez le général Dubelt, adjoint au chef de la police générale, pour demander sa mise en liberté qui avait été jusqu'alors inutilement réclamée par sa famille.

Le général Dubelt m'ayant reçu en me faisant des démonstrations que je ne croyais pas sincères, je lui dis aussitôt qu'avant de serrer la main qu'il me présentait je voulais savoir ce qu'il comptait faire à l'égard d'un de mes compatriotes injustement incarcéré.

Je lui déclarai en même temps que la légation ne souffrirait jamais qu'un Français fût traité comme un moujik (que le premier maître venu peut, dans ce pays, faire emprisonner et fouetter de verges), et que j'exigeais par conséquent l'élargissement de cet individu avant la fin du jour.

Frappé de ma contenance et convaincu par la fermeté avec laquelle j'exprimais cette demande que nous ne supporterions jamais une pareille injustice, le lieutenant général de police se confondit aussitôt en excuses et me promit de faire mettre immédiatement notre compatriote en liberté. Il était au moment d'être dirigé sur la Sibérie avec une chaîne de déportés. J'eus la satisfaction de le rendre à sa famille, qui le fit partir elle-même pour la France peu de jours après.

Toutes les fois que je voyais M. de Nesselrode, il me parlait d'une manière toute naturelle de la France, mais en glissant légèrement sur les faits et en écartant tout ce qui pouvait se rapporter au rétablissement de l'Empire. Cependant, lors du discours de Bordeaux, il m'en fit l'éloge à cause des espérances de paix qu'il faisait concevoir. Le chancelier ne s'était pas autrement expliqué, et, de mon côté, je n'avais pas cru devoir rechercher un plus grand épanchement de sa part. Sortant ensuite de la réserve que lui imposait ce sujet, le comte de Nesselrode me parla avec abandon et avec intérêt du temps où, faisant partie de l'ambassade russe à Paris, il avait connu la reine Hortense et le Prince dans son enfance.

Nous étions reçus dans la haute société russe avec

une politesse affectée. Au bout de dix ans, me disaient mes collègues arrivés à Saint-Pétersbourg bien avant moi, on est ici étranger comme au premier jour. Les événements se précipitaient, et le général de Castelbajac m'écrivait le 8 octobre 1852 du département du Gers une lettre bien caractéristique :

« Je veux vous dire que je viens de voir de mes yeux et entendre de mes oreilles ce que je n'avais jamais vu et n'avais jamais entendu dans nos villes du Midi, à aucune de nos époques politiques ; il est impossible, si l'on n'en a été témoin, de se faire une idée de l'enthousiasme frénétique des populations sur le passage du Prince Président. A Toulouse, après la revue des troupes, il y a eu ce qu'on a appelé la revue civile : c'était la réunion de la population valide, accourue de tous les points du département, chaque commune ayant sa bannière, la plupart aux armes des anciens seigneurs, ce qui, vous m'avouerez, est bien singulier dans le temps où nous vivons. Cette masse énorme de plus de cent mille personnes a défilé devant le Prince aux cris frénétiques, c'est le mot de : Vive l'Empereur ! chaque homme ayant ces mêmes paroles écrites sur le devant de son chapeau. Dans les rues de la ville pavoisées de drapeaux, et les rues jonchées de fleurs, au spectacle, enfin partout, mêmes cris, même enthousiasme. Le Prince, au

milieu de cette agitation fébrile des populations, toujours calme, mélancolique même, ne repoussant pas, mais éloignant, calmant cet entraînement universel, auquel cependant il serait peut-être dangereux de résister trop longtemps. Je l'ai toujours cru et j'en suis certain maintenant, il n'y a en France que deux sentiments politiques, deux courants *puissants*, les principes moraux et monarchiques en faveur du prince Louis-Napoléon, et les principes socialistes, démagogiques, barbares, marchant sous la bannière de Ledru-Rollin et consorts. Le premier courant, le seul bon courant qui ait un lit profond, entraîne tout en ce moment vers l'Empire : si on le laisse s'écouler sans but, la portion dangereuse, destructive, se séparera et coulera vers le lit du torrent démagogique, et alors quelle sera la digue assez puissante pour l'arrêter ?

« Voilà, mon cher comte, ce que les partis conservateurs et les rois de l'Europe doivent examiner de sang-froid et dans l'intérêt de l'avenir monarchique. Que Dieu les éclaire et nous évite de nouvelles révolutions ! »

Le 31 octobre, j'eus à dîner M. de Kisselef, dont le retour à Saint-Pétersbourg avait causé une si vive émotion, le baron Georges de Meyendorff, les ministres d'Angleterre, d'Autriche, de Bavière, et le

maître des cérémonies de la cour impériale, M. de Hitroff. M. de Kisselef se montra très empressé auprès de moi, et dans toutes les occasions qu'il trouva de me parler il exprima ces sentiments :

« Je n'ai vu l'Empereur qu'avant-hier à Tzarskoé-Siélo, et je l'ai trouvé tellement bien disposé pour le Président que je n'ai pas même eu le temps d'en faire l'éloge, comme je me l'étais proposé. Il s'est exprimé à l'égard de Son Altesse en termes si flatteurs que je n'ai plus eu qu'à l'écouter. — Vous savez qu'on peut compter sur les paroles de l'Empereur, il est toujours franc et tient ses promesses. L'Empereur a de si bons sentiments qu'il faut espérer que tout s'arrangera. Mais, a-t-il ajouté, il faudrait éviter ce qui pourrait le choquer. C'est surtout la manière dont la chose sera présentée et annoncée qui décidera de son succès ; vous le savez, les puissances sont engagées par des traités, des principes qu'elles ont proclamés. Il faut chercher à ne point commettre les fautes qui ont été faites au début du règne du roi Louis-Philippe et qui ont alors vivement froissé le gouvernement impérial. Il faut trouver le moyen de concilier toutes les exigences et ne pas dire : « Acceptez, c'est à prendre ou à laisser. »

Lui ayant demandé ce qu'il entendait dire par le *moyen de concilier toutes les exigences*, il me répondit

qu'à Paris on trouverait certainement les termes les plus convenables pour ne pas effrayer l'Europe en lui annonçant un si grand événement.

Cette conversation, entrecoupée de réticences, n'avait à mon sens d'autre signification que celle-ci : La Russie acceptera le fait accompli pourvu que le nouvel empereur déclare d'une manière explicite, en montant sur le trône, reconnaître tous les articles du traité de 1815 qui ont rapport aux limites actuelles des États de l'Europe.

Après avoir exprimé à M. de Kisselef combien j'étais charmé d'apprendre les bonnes dispositions de l'Empereur, je lui dis que comme le but de nos deux gouvernements était le même, c'est-à-dire le bien, l'ordre et la stabilité, il ne serait pas difficile de s'entendre et de marcher de concert.

Enfin, M. de Kisselef termina ainsi :

« Tout ce que je viens de vous dire, j'aurais été heureux de pouvoir l'exprimer à M. Drouyn de Lhuys, car j'aime la France, où j'ai si longtemps vécu, et c'est pour cela que je désire tant qu'on évite tout ce qui pourrait altérer les bonnes relations entre nos deux pays. »

Un de mes amis, attaché à la direction politique au ministère des affaires étrangères, m'écrivait de Paris, le 15 octobre 1852 :

« Le ministre ayant demandé à Frézals un rapport sur son voyage à Pétersbourg, il l'a terminé en déclarant qu'il ne pouvait passer sous silence combien il avait été frappé de votre position en Russie.

« Le temps est magnifique, et la cérémonie de demain s'annonce à merveille. Le Prince trouvera un trône au débarcadère, où il recevra toutes les autorités constituées. D'André a rencontré hier Kourakin, qui tient un langage favorable à l'Empire, malgré le congé pris par Kisselef. »

M. de Frézals, dont il était question dans cette lettre, m'écrivait à la même date :

« Mon premier soin en arrivant au ministère a été d'aller voir M. Drouyn de Lhuys. Il a été beaucoup question de vous dans les audiences que m'a accordées Son Excellence, et j'ai recueilli de sa bouche les témoignages les plus flatteurs sur votre compte. Il m'a paru extrêmement satisfait de votre correspondance. Je n'ai pas besoin de vous dire combien j'ai insisté sur l'excellente position que vous avez à Pétersbourg.

« Le Président rentre demain à Paris, et on lui prépare une réception magnifique. Il est question d'une convocation extraordinaire du Sénat pour la proclamation de l'Empire. Au surplus, cet événement ne se fera pas attendre longtemps, et je ne serais pas

étonné que vous en apprissiez la nouvelle par un des plus prochains courriers. »

Il n'était pas douteux que l'événement attendu était de plus en plus proche. Il paraît que lorsqu'on engageait à l'avance le Prince Président à exclure du trône les princes de sa famille et à choisir un héritier là où il voudrait, il répondait: « *Mais on ne peut faire une omelette avec un seul œuf!* » Notre diplomatie d'ailleurs ne se laissait pas intimider, si j'en juge par une lettre que m'écrivait le 15 octobre M. Thouvenel :

« Paris, le 15 octobre 1852.

« MON CHER COMTE,

« Je veux joindre quelques lignes à la lettre ouverte que M. de Castelbajac vous écrit. Je n'ai rien à ajouter à nos dépêches officielles, mais je suis charmé d'avoir une occasion de vous dire que les vôtres sont excellentes. Continuez à observer le curieux pays où vous êtes, et faites-moi de temps à autre part de vos découvertes.

« M. de Severines doit être déjà à Saint-Pétersbourg. Je doute qu'on l'y ait appelé pour assister à un congrès. Il ne connaît guère que l'Allemagne, et je doute que son opinion soit d'un grand poids auprès de l'Empereur. Dès l'an dernier, quand j'étais à

Munich, il avait obtenu un congé et paraissait fort contrarié qu'après le 2 décembre on lui eût donné l'ordre de n'en pas user. Quant à M. de Meyendorff, M. de Lacour nous parlait de son départ depuis six mois, et quelques politiques de Vienne le désignaient comme le successeur de M. de Nesselrode. Pour M. de Kisselef, je ne le crois pas fâché de nous quitter avant le grand moment. Il n'a vu le ministre que *deux fois* en tout depuis le mois d'août pour un *bonjour* et un *bonsoir*. Pour moi, je ne l'ai même pas aperçu depuis certain jour de janvier dernier où il était venu me faire une communication quasi confidentielle au sujet des répugnances de l'empereur Nicolas pour l'empire en France. Comme je l'avais fort mal reçu, il n'a pas jugé à propos de revenir. Malgré tout cela, je suis sans inquiétude. L'Europe ne saurait sans folie se mettre à la traverse du courant qui entraîne notre pays, et je crois à une reconnaissance immédiate.

« Croyez-vous que M. Zographo joue franc jeu dans la question de succession au trône de Grèce? Vous savez qu'il est fort *papiste;* il est aussi très fin, mais nous parviendrons peut-être à démêler ce qu'il pense.

« Agréez, mon cher comte, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

« THOUVENEL. »

Sur ces entrefaites, je reçus du Piémont une lettre de Massimo d'Azeglio, me priant de sonder le terrain en vue du rétablissement des relations diplomatiques rompues entre la Russie et le Piémont. Les ouvertures que je fis en ce temps m'amenèrent à constater que le moment n'était pas propice pour la réalisation de ce désir.

Le prince Auguste de Wurtemberg me fit inviter par son aide de camp à venir chasser avec lui dans le parc de sa sœur, la grande-duchesse Hélène, à Oranienbaum. Je dus arriver la veille en partant de Saint-Pétersbourg à six heures du soir par le bateau à vapeur conduisant à Peterhof, puis de là me faire conduire dans une petite voiture en trois quarts d'heure au château de la grande-duchesse. Quand j'y arrivai, le prince chassait encore; on m'avait réservé un appartement charmant, composé de deux petits salons et d'une chambre au rez-de-chaussée. De ce pavillon, bâti par Pierre le Grand, on a une belle vue sur Cronstadt et sur la mer. Ce domaine a appartenu à Menschikoff, le favori de Pierre le Grand, mais fit retour à la couronne, lorsque celui-ci fut envoyé en Sibérie. La soirée était admirable, le ciel et la mer reflétant une teinte rosée d'une délicatesse extrême; il faisait assez jour — le 20 août — pour lire facilement dehors à neuf heures du soir. Je me promenai

dans le parc avec l'aide de camp du prince, le baron de Gager, dont la famille est des environs de Cologne, et avec le général de Krüdner, grand maître de la maison de la grande-duchesse. Le baron de Gager me dit que l'empereur Napoléon l'avait nommé page un peu avant sa chute.

Le prince Auguste revint de la chasse à neuf heures et demie, et l'on se mit à souper fort gaiement pour se retirer à onze heures du soir; on devait partir pour la chasse à deux heures du matin. La nuit fut courte; à l'heure dite on partit, après avoir pris à la hâte un peu de café. Nous montâmes en voiture dans un droshki, le prince, son aide de camp et moi, pendant que les chasseurs et les chiens partaient en avant. En route, un général russe, invité par le prince, se joignit à nous avec sa voiture. Nous nous arrêtâmes à une auberge, sorte de chalet en bois, appartenant à un Finnois, qui nous offrit à boire du kvasse, boisson fermentée faite avec de la farine. C'est une sorte de cidre très aigre qu'on ne peut boire qu'en grinçant les dents et auquel je préfère beaucoup une autre boisson russe, l'hydromel, la fameuse liqueur que les preux chevaliers buvaient du temps des croisades.

Nous chassâmes, tantôt à pied, tantôt à cheval, pendant dix-neuf heures, enfonçant souvent dans des bruyères et dans des mousses que l'on ne peut

traverser qu'à cheval. Je supportai bien cette grande fatigue et je tuai huit perdreaux; à dix heures, nous étions rentrés à Oranienbaum pour souper.

Le lendemain, le prince Auguste me fit visiter le château, puis nous revînmes d'Oranienbaum à Peterhof, le prince, le baron de Gager et moi, dans un char à bancs de la cour. A onze heures et demie, le bateau à vapeur m'avait ramené à Pétersbourg.

Jusqu'à la fin de son séjour, le prince de Wurtemberg me combla de prévenances. Lorsqu'il partit, il m'invita à l'accompagner sur le bateau à vapeur impérial qui le conduisait jusqu'à Cronstadt, et lorsque je le quittai il m'engagea à venir le voir à Potsdam quand je traverserais la Prusse. De retour à Berlin, il m'écrivit une fort aimable lettre dans laquelle il paraissait avoir tout à fait pris son parti du rétablissement de l'Empire.

« Berlin, 30 novembre 1852.

« Recevez mes remerciements, mon cher comte, pour votre aimable lettre du 19 de ce mois, ainsi que pour le livre intéressant de Jacques du Fouilloux sur la vénerie. C'est une bonne acquisition pour ma bibliothèque, et ce sera un souvenir de la chasse que j'ai eu le plaisir de faire avec vous à Oranienbaum.

« Il paraît que le choléra augmente à Saint-Péters-

bourg, comme on me dit que beaucoup de personnes commencent à se mettre au régime depuis que ce fléau a perdu son caractère sporadique; ici il y a eu aussi quelques cas, mais jusqu'à présent l'état des choses n'est pas aussi alarmant que dans quelques petites villes de province où le dixième des habitants a été atteint de la maladie; les cures avec de la glace et de la bière blanche ont été couronnées du plus grand succès.

« La mort du pauvre duc de Leuchtenberg a fermé toutes les maisons de Pétersbourg pour une grande partie de l'hiver; il en sera de même du salon de Mme Apraxine que vous fréquentiez de mon temps et où on trouvait des éléments fort agréables de la société.

« Encore deux jours, et vous serez en France en plein Empire. Nous connaissons déjà le nombre de presque tous les votes; le résultat paraît encore plus satisfaisant que la première fois.

« Agréez, mon cher comte, l'expression de la parfaite considération avec laquelle je suis votre affectionné

« AUGUSTE,
« Prince de Wurtemberg. »

« *P.-S.* — Mes compliments au comte Zeppelin (1), ainsi qu'à M. de Regina (2). »

(1) Chargé d'affaires du Wurtemberg.
(2) Ambassadeur de Naples.

CHAPITRE III

Mes réceptions. — Le projet de conversion du prince Adalbert de Bavière à la religion grecque. — La question de Neuchâtel. — Ministère de M. de Radowitz en Prusse. — Mécontentement de l'empereur Nicolas. — Développement des fortifications de Sébastopol. — L'armée et la marine russes. — Situation des catholiques en Russie.

L'hôtel de l'ambassade de France, où j'avais mon appartement, était situé dans la rue de Serguievskaïa, très large voie dans le voisinage du jardin d'Été et de la Newa. La façade de cet édifice a onze fenêtres; un très bel escalier conduit jusqu'au haut de la maison. Les appartements de réception, composés d'une très vaste salle de bal, de cinq salons et d'une très grande salle à manger, sont au premier étage. Mon appartement personnel était au rez-de-chaussée. Nous n'étions pas moins de trente-deux dans cet hôtel, tant maîtres que domestiques, sans compter les moujiks. En l'absence de M. de Castelbajac, je devais recevoir et rendre les très nombreuses politesses qui m'étaient faites. Le général m'avait heureusement laissé son cuisinier, très entendu et fort honnête homme.

M. de Rochow, ministre de Prusse, m'ayant invité avec les princes Albert de Saxe et Auguste de Wur-

temberg, je dus donner en son honneur un de mes premiers dîners, auquel j'invitai le ministre de Hollande baron de Mollerus, le ministre de Naples duc de Regina, MM. de Cito, de Byland et le personnel de la légation.

Le hasard fit que ce jour-là même les journaux avaient apporté la nouvelle de la découverte d'un complot à Marseille. Parmi mes convives se trouvaient également plusieurs personnes de la cour, entre autres le général de Berg, quartier-maître général de l'armée impériale, et le prince de Hohenlohe.

Tous, sans exception, en m'abordant, me félicitèrent avec un sentiment sincère de ce que la vie du Prince avait été par cette découverte heureusement préservée. Le comte de Berg, en particulier, me dit que « les jours du Prince n'étaient pas moins précieux pour la tranquillité de l'Europe que pour celle de la France ».

J'eus à traiter avec M. de Séniavine, qui remplissait intérimairement les fonctions de ministre des affaires étrangères durant l'absence du comte de Nesselrode, la question fort intéressante de la succession au trône de Grèce. M. de Séniavine m'annonça que le gouvernement russe approuvait parfaitement les vues du cabinet français, et qu'il venait d'envoyer à son ambassadeur à Londres, M. de Brunnow, les

pouvoirs nécessaires pour traiter cette question avec les puissances signataires du traité de 1832.

Sir Hamilton Seymour, ministre d'Angleterre, m'assura, de son côté, qu'il avait fait auprès du cabinet impérial des démarches conformes aux miennes, afin de hâter la solution de cette question. Les trois puissances étant d'accord, cette affaire était dans la meilleure voie possible. Ce qui semblait inadmissible à M. de Séniavine, c'était que le prince Adalbert pût attendre jusqu'à la mort du roi Othon pour embrasser la religion grecque ; une semblable conduite, disait-il, ne serait ni convenable, ni même possible, parce qu'en agissant de la sorte le prince Adalbert avait l'air de ne changer de croyance que par ambition, que pour s'emparer d'une couronne, et qu'ensuite il n'aurait pas pour sa conversion le temps d'acquérir toute la connaissance du catéchisme que le rite grec exige, impose même en pareilles circonstances.

« Mais, a-t-il ajouté, j'ai envoyé les pleins pouvoirs de l'Empereur à M. de Brunnow, et c'est en Angleterre que cette question devra se traiter par nos plénipotentiaires. Cependant je dois vous avouer que j'apprends avec regret les dernières démarches que la France a faites à la cour de Bavière en dehors de nous et de l'Angleterre Du moment que nous traitons

cette affaire ensemble, je pense qu'il ne devrait pas y avoir d'actes isolés. »

Comme M. de Séniavine me paraissait étonné que son ministre à Munich ne l'eût pas informé encore de ce projet de communication, je lui ai répondu que le silence de son agent ne devait sans doute être attribué qu'à son absence de Munich, que, quant à nous, notre démarche en Bavière avait été purement officieuse et n'avait d'autre but que d'aplanir des difficultés et de sauvegarder l'avenir du royaume de Grèce. M. de Séniavine m'affirma qu'il n'était pas exact que M. de Séverine eût fait passer une note au gouvernement bavarois pour déterminer la conversion immédiate du prince Adalbert, mais qu'il lui avait seulement donné des instructions pour qu'il représentât verbalement à la cour de Munich la convenance qu'il y aurait à ce que le prince Adalbert embrassât de suite le rite grec pour mettre fin aux difficultés de la situation, ne voyant aucun danger pour le roi Othon à ce que cet acte s'accomplit de son vivant.

Cette insistance pour la conversion immédiate du prince Adalbert paraissait indiquer que c'était là le point sur lequel le cabinet russe se montrerait inflexible.

Sir Hamilton Seymour, en me parlant de cette question, m'exprima des idées conformes aux nôtres.

Il croyait que son gouvernement s'associerait entièrement à la France à la conférence et qu'il n'admettrait jamais, si l'on en faisait la proposition, que la couronne de Grèce passât sur la tête d'un prince de la maison d'Oldenbourg : « Du reste, ajouta-t-il, ce projet ne vient pas de la Russie ; je crois savoir que c'est une intrigue de la reine Amélie. »

Lorsqu'il avait été question de choisir un des jeunes fils du prince de Leuchtenberg comme candidat au trône de Grèce, l'empereur Nicolas avait dit qu'il ne consentirait jamais à seconder ce projet. A l'égard de la conversion du prince Adalbert, il s'exprima en ces termes : « Je comprends qu'un homme change de religion lorsqu'il n'a pas devant lui un avantage prochain de fortune ou de position, mais je ne trouve pas convenable qu'il accomplisse cet acte religieux seulement dans un intérêt immédiat ; c'est un acte qui ne peut paraître honorable ni à ses yeux, ni à ceux des autres. »

Ces paroles textuelles faisaient connaître le motif pour lequel on pressait tant le prince Adalbert d'embrasser la religion grecque. A Pétersbourg, le moindre mot de l'Empereur sert de mobile et de règle à tout ce qui se fait en politique. Le ministre d'Angleterre ne tarda pas à se rallier à l'opinion de l'empereur Nicolas. « Je partage, me dit-il, l'avis de l'Empereur

à l'égard de la conversion du prince Adalbert. Pourquoi, en effet, ne pas faire le jour même ce qu'on doit accomplir le lendemain? » Et comme je lui représentais le danger que cette conversion immédiate pourrait faire surgir pour la tranquillité de la Grèce :

« Non, je ne crois pas à ces dangers, m'a-t-il répondu, et c'est dans ce sens que j'ai écrit à mon gouvernement. Du reste, il ne faut pas croire que l'empereur Nicolas n'ait pas aussi intérêt à ce que cette couronne reste dans la maison de Bavière; les Grecs portent naturellement leurs regards sur les princes de la famille impériale de Russie qui appartiennent à la même croyance qu'eux, et la Russie se trouve ainsi toute-puissante à Athènes sans souffrir des inconvénients qui sont attachés à l'exercice du pouvoir. »

Le ministre de Bavière, le comte de Bray, récemment arrivé à Pétersbourg, paraissait au contraire peu satisfait des exigences du gouvernement russe, et il ne semblait nullement rassuré sur ses vues :

« Quoique l'Empereur, disait-il, se soit dans le temps montré peu désireux d'appeler au trône de Grèce un des fils du duc de Leuchtenberg, son ministre en Bavière, M. de Séverine, m'a au contraire parlé assez sérieusement de ce projet dans le cas où la maison de Bavière ne voudrait pas accepter les

conditions qui lui sont faites. Je sais aussi que M. de Nesselrode lui-même considère cette solution comme la meilleure. J'ai donc lieu de craindre que le but secret de la Russie ne soit de rendre inacceptables les conditions que l'on fera au prince Adalbert pour augmenter les chances de la candidature qui lui conviendrait le mieux. Cependant j'ai confiance dans l'appui du Prince Président, qui a déjà été si bon pour nous, et j'espère qu'il fera triompher ses vues, qui sont aussi les nôtres. »

L'ayant interrogé sur les dispositions du prince Adalbert à l'égard de sa conversion immédiate, si instamment demandée par la Russie, M. de Bray me répondit :

« Il y a deux difficultés à ce que la conversion se fasse de suite. D'une part, le roi Othon et la reine Amélie craignent que si le prince Adalbert embrassait sans délai la religion grecque et se rendait à Athènes, les sympathies du peuple ne se portent sur lui et ne produisent un mouvement fâcheux. D'autre part, le prince Adalbert ne trouve point convenable, s'il devait rester en Bavière, de suivre le rite grec en pays catholique. En attendant, ce prince est résolu à se marier le plus tôt possible et à faire élever ses enfants dans la religion grecque. Son choix n'est pas encore arrêté ; il se montre difficile et hésite entre une duchesse de

Cambridge, une infante d'Espagne et une princesse de Wurtemberg. Ces projets sont l'objet de ses plus vives préoccupations. »

Je demandai ensuite à M. de Bray si dans le cas où l'aîné des enfants du prince Adalbert serait une princesse, elle succéderait au trône au préjudice du prince puîné ; il me dit que dans les conventions de 1833 il y avait eu lacune à cet égard; que cette lacune avait été à la vérité postérieurement comblée par les grandes puissances au moyen d'un article additionnel qui réglait la primogéniture, mais que cet article ayant été signé sans l'intervention d'un plénipotentiaire grec, après la constitution du royaume, était considéré à Athènes comme nul et non avenu. Enfin M. de Bray acheva cette conversation en exprimant l'espoir que le comte Walewski s'occuperait de cette question à la conférence de Londres et lui ferait donner une sanction légale.

Ces inquiétudes ne devaient pas être de longue durée, car peu après M. de Bray vint lui-même m'annoncer que le comte de Nesselrode avait résolu de ne point presser les choses à la conférence de Londres au sujet de la conversion du prince Adalbert, qu'il croyait préférable de donner au prince le temps de se marier et qu'il fallait seulement, pour le moment, que les puissances signataires reconnussent

officiellement la nécessité pour le futur souverain de la Grèce d'embrasser la religion grecque. C'est là, a-t-il ajouté, l'opinion personnelle de M. de Nesselrode, qui n'a pas encore pu prendre les ordres de l'Empereur.

On parlait de changements importants dans le corps diplomatique russe. Des personnes bien informées prétendaient que M. de Meyendorff remplacerait comme adjoint au ministre des affaires étrangères M. de Séniavine, qui irait à Constantinople à la place de M. Titoff, envoyé à Rome. Le comte Creptowitch irait à Paris, M. de Kisselef à Vienne et M. Kakochkin à Naples.

Ces bruits ne me paraissaient pas fondés; M. de Kisselef désirait retourner à Paris, et d'un autre côté la position que l'on pouvait faire au ministère à M. de Meyendorff étant beaucoup moins élevée et moins avantageuse que celle qu'il occupait, il ne consentirait à l'accepter que si l'Empereur l'y obligeait; son frère me l'avait assuré. Il ne pouvait être question de lui que pour le faire succéder au chancelier, ce qui, pour le moment, n'était pas encore le cas.

Deux généraux russes furent envoyés, par ordre de l'Empereur, en Angleterre, afin d'assister aux funérailles du duc de Wellington qui était maréchal de l'Empire.

On parlait aussi de la reconnaissance bien tardive de la Belgique par le gouvernement russe. Le ministre d'Angleterre était un de ceux qui travaillaient le plus activement à cette fin, car la reine Victoria, comme il le disait lui-même, n'avait que deux affections en politique : le Portugal et la Belgique.

On pensait que dans ce cas M. Ouskinoff, ancien chargé d'affaires de Russie à Constantinople, serait envoyé en Belgique.

J'avais appris par M. de Rochow, ministre de Prusse, que l'Empereur était d'avis que le moment n'était pas venu pour la Prusse de s'occuper de la question de Neuchâtel. Le Roi, m'avait dit M. de Rochow, a écrit dernièrement encore à M. de Chambrier à Neuchâtel pour le remercier de tout son zèle, mais en l'engageant à modérer ses partisans, tout en cherchant à les conserver dans la fidélité, attendu qu'il ne pouvait dans ce moment rien faire pour eux. On était donc à Pétersbourg fort modéré sur ce point, et l'on espérait que le roi Frédéric-Guillaume IV aurait assez de prudence pour ne rien entreprendre par la force. Le cabinet impérial avait écrit au baron de Budberg, son ministre à Berlin, de chercher à détourner le Roi de toute entreprise actuelle contre la principauté de Neuchâtel et de lui représenter que, d'après le protocole de Londres, les grandes puissances signataires

étant seules juges de l'opportunité de traiter cette affaire et de la manière dont elle devrait se terminer, c'était à elles seules qu'il fallait désormais s'en remettre.

Sir Hamilton Seymour me dit qu'à son avis le gouvernement britannique non seulement n'approuverait pas l'idée du comte Buol d'engager le cabinet de Berlin à soumettre à ce sujet des propositions à la conférence de Londres, mais que sans doute il n'admettrait même pas que ce cabinet pût en faire, attendu que, selon l'esprit du protocole, toute initiative, non moins que la solution de cette affaire, était à l'avenir entièrement du ressort des grandes puissances signataires.

Sir Hamilton Seymour ajouta : « Du reste, je sais que ce différend n'a été remis sur le tapis que par un excès de zèle de M. Bunsen pour son souverain et pour son ami le général Radowitz. »

De nouvelles réclamations de la part du roi de Prusse auraient été en désaccord avec une lettre écrite par lui à M. de Chambrier pour le dissuader de toute action prématurée.

Le cabinet de Pétersbourg se montrait d'ailleurs fort peu satisfait de la dernière nomination que venait de faire le roi de Prusse. Les fonctions auxquelles M. de Radowitz avait été appelé réveillaient

des craintes qui s'étaient assoupies. On redoutait son influence sur l'esprit de son souverain et l'on déplorait le mauvais effet que ce choix ne pouvait manquer de produire à Vienne. L'Empereur en avait éprouvé une pénible surprise et s'en était plaint à son beau-frère dans les termes les plus vifs, car on prétendait qu'en écartant M. de Radowitz des affaires le roi Frédéric-Guillaume avait promis à l'Empereur qu'il s'en séparait pour toujours. L'Empereur avait été d'autant plus contrarié de cette nouvelle qu'il se promettait de réconcilier l'Autriche et la Prusse, et que grâce à lui un certain rapprochement s'était déjà opéré entre les deux souverains. Ce qui froissait surtout l'empereur Nicolas, c'était de voir revenir près du Roi un écrivain (il avait une grande antipathie pour tous les hommes de lettres) et un homme qui à la qualité de catholique ardent joignait la réputation d'être peu porté pour la Russie, d'avoir blâmé son intervention en Hongrie et de vouloir agiter l'Allemagne au profit de la Prusse.

On cherchait à atténuer la gravité de cette nomination en l'attribuant, non pas à une pensée politique, mais à un nouveau caprice du Roi et à la versatilité de son caractère.

A un dîner chez moi, je demandai au ministre de Prusse, dont l'intimité avec l'empereur Nicolas était

bien connue, qui avait pu rapprocher de nouveau M. de Radowitz de son souverain :

« Que voulez-vous ? me répondit-il, on ne peut pas compter sur ce que fait notre roi : tout en lui est imprévu. »

Le Tzar donna un grand dîner à Péterhof en l'honneur du prince Tchernicheff, ministre de la guerre et président du conseil de l'Empire. Le jour même où s'accomplissait la vingt-cinquième année de son ministère, l'Empereur, suivi de tout son état-major, se rendit chez lui pour le féliciter : « Je viens vous remercier, lui dit-il, non pas pour un jour, mais pour vingt-cinq années d'amitié. »

L'Empereur lui fit présent d'un palais qui valait deux millions et d'une rente annuelle de quinze mille roubles, — soixante mille francs, — pour son entretien. Enfin il compléta ces récompenses vraiment impériales en nommant le jeune fils du prince son aide de camp, quoiqu'il ne fût âgé que de quinze ans, et sa fille, âgée de quatre ans, demoiselle d'honneur de l'Impératrice. Le prince Tchernicheff avait commencé à se faire connaître en 1812 en emportant de Paris les plans de la campagne d'Allemagne qu'il avait pu obtenir d'un employé du ministère de la guerre, nommé Michel, qui pour ce fait a été fusillé. A la mort de l'empereur Alexandre,

il était aide de camp de ce prince. Courtisan, homme d'esprit, il sut plaire à son successeur, qui, depuis lors, le combla de présents et d'honneurs. Le prince Tchernicheff était celui de tous les ministres qui avait les plus fréquents rapports avec l'Empereur. Il se rendait chaque jour à huit heures du matin près de lui. L'Empereur était plein d'égards pour son vieux ministre, et peu de temps auparavant il lui en avait donné une marque flatteuse. Le Tzar demeurait au troisième étage de son palais, presque sous les toits. Voyant que l'âge avancé de son ministre lui rendait de plus en plus pénible de monter si haut, il eut la délicate attention de transférer son cabinet de travail au premier étage afin de diminuer sa fatigue.

Le prince Tchernicheff fut remplacé au ministère de la guerre par le prince Dolgorouki, qui depuis quelque temps exerçait déjà les fonctions d'adjoint auprès de lui. Le prince Dolgorouki appartenait à une des plus grandes familles de Russie; il avait épousé Mlle de Saint-Priest, fille de l'ancien pair de France. C'était un homme jeune encore et qui avait du mérite.

Je parvins à me procurer et j'envoyai au gouvernement français l'extrait d'un livre qui ne quittait pas la table de l'Empereur et qui était consulté par

lui toutes les fois qu'il voulait récompenser un des officiers supérieurs approchant de sa personne. Il contenait une suite de notes dans lesquelles la position des généraux et de ses aides de camp était minutieusement déterminée, ainsi que le nombre et l'espèce de cadeaux et de décorations que chacun d'eux avait reçus.

On y trouvait des détails intimes et curieux concernant les hommes les plus haut placés de la Russie; les dons les plus petits y étaient enregistrés comme les plus considérables; à côté du présent d'un million, on remarquait celui d'un bijou et les sommes énormes qu'on avait dépensées pour acheter le général Jomini et l'enlever à son pays. Cette pièce ne prouvait que trop que l'orgueil et la cupidité étaient les ressorts dont l'Empereur se servait souvent pour conduire et s'attacher ceux qui l'entouraient.

Malgré le soin extrême que l'on mettait à cacher les moindres actes du gouvernement, j'appris que l'on se préparait à faire une expédition au Japon dans le but d'étendre le commerce et la puissance russes dans ces mers où la Russie partageait déjà avec l'empire du Japon l'archipel des îles Kouriles.

Vers cette époque, il se produisit entre la Russie et la Suède un différend qui n'eut pas de suite sérieuse, mais qui ne laissa cependant pas que de

troubler les rapports de bon voisinage qui existaient entre les deux pays.

Les Lapons suédois avaient depuis longtemps coutume de conduire leurs rennes dans certains pâturages appartenant à la Russie; en retour de cette concession, les Lapons russes avaient faculté d'aller pêcher dans les eaux de la Suède. Les pêcheurs russes, voulant donner plus d'extension à leur pêche, demandèrent au gouvernement suédois, comme un droit qui leur était acquis, qu'il leur fît construire des baraques sur ses côtes afin qu'ils pussent s'abriter pendant une partie de la mauvaise saison. Le gouvernement suédois ayant refusé, il s'en était suivi que cet échange qui était utile aux deux pays avait été suspendu, ce qui avait amené une certaine aigreur dans leurs rapports.

L'Empereur, ayant achevé les manœuvres qui duraient depuis plusieurs semaines au camp formé à quelques verstes de Saint-Pétersbourg, se rendit dans l'intérieur de la Russie, et, après avoir séjourné deux jours à Moscou, il partit pour le camp de Vossessensk afin d'y passer le mois de septembre du style russe.

Le grand-duc Constantin, qui était depuis longtemps grand amiral des flottes russes, fut nommé adjoint au ministre de la marine, le prince Men-

chikoff. C'était un emploi tout nouveau que l'Empereur créait ainsi pour son fils dans le but de le rendre plus capable de bien remplir la haute charge dont il était déjà revêtu.

Le grand-duc héritier partit avec la grande-duchesse, sa femme, née princesse de Hesse, pour Darmstadt. Il était accompagné du prince Albert de Saxe, qui avait reçu avant de quitter Pétersbourg les épaulettes de général russe avec le commandement honoraire d'un régiment de chasseurs de l'armée.

Un accident, qui aurait pu avoir les suites les plus graves, arriva au milieu de la Baltique sur un bâtiment à vapeur de la marine impériale qui conduisait le prince de Prusse à Stettin. L'axe qui faisait mouvoir les roues s'étant rompu, on n'eut plus pour marcher d'autre moyen que de recourir aux voiles; mais l'incapacité ou l'inexpérience du capitaine et des marins fut telle qu'ils ne surent pas s'en servir. Le bâtiment n'étant plus dirigé se trouva pendant toute une journée à la merci des vagues, et il allait faire naufrage sur les côtes de l'île de Gottland, lorsque le grand-duc héritier de Russie, qui se rendait également à Stettin, vint à passer et put prendre à son bord son cousin le prince de Prusse.

Ce fait prouvait non seulement l'inexpérience des marins russes à cette époque, mais aussi leur peu

d'aptitude naturelle pour la navigation ; cet état de choses ne devait pas tarder à s'améliorer avec le temps, beaucoup d'argent et une volonté de fer. L'Empereur voulait, bon gré, mal gré, élever l'effectif des marins, qui était alors de quarante-six mille hommes, à soixante-six mille. Satisfait de l'état de son armée, il était résolu à porter toute son attention sur la marine.

On regardait en Russie le corps des cantonistes (enfants de troupe) comme une excellente institution; cependant des personnes compétentes ne partageaient pas cet avis. « Les cantonistes, me disait un officier supérieur, sont trop bien soignés dans leurs établissements pour être plus tard de bons soldats. » Leur formation était due au comte Araktchayeft, ancien ministre de la guerre sous l'empereur Alexandre ; son but était d'en faire non pas des sous-officiers et des écrivains de bureau, mais de simples soldats, afin de diminuer le recrutement, charge très lourde pour les campagnes. Il voulait, en un mot, former dans ces écoles une pépinière pour l'armée, de manière que le fils succédât au père. Les congés illimités étaient loin d'avoir de bons résultats. En général, le soldat qui après quinze ans de service retourne dans son village ne veut plus travailler et devient à charge aux paysans. En

outre, par ses discours et ses mauvaises mœurs contractées au service, il devient un élément corrupteur pour tout son village.

La commission des lois militaires s'occupait d'un nouveau projet de recrutement d'après lequel le temps du service devait être diminué; le soldat, jadis serf, retournait ainsi à son seigneur assez jeune encore pour lui être utile.

L'immense province de la Sibérie avait une garnison très peu considérable à proportion de son étendue. Si le gouvernement russe ne l'augmentait pas, c'était par la crainte que les relations entre les condamnés et les soldats n'amenassent un jour, s'il y avait dans ces contrées une plus grande force militaire, un soulèvement qui eût pu rendre cette province indépendante. C'est pour la même raison que l'Empereur avait, peu d'années auparavant, partagé ces contrées, autrefois gouvernées par un seul chef civil et militaire, en plusieurs grandes provinces dont les gouverneurs étaient en même temps chefs des troupes.

Le projet de faire de Sébastopol un grand port militaire qui fût dans la mer Noire ce que Cronstadt était dans la Baltique était poursuivi avec activité. Le ministre de la marine s'était rendu en Crimée, y précédant l'Empereur qui devait visiter les tra-

vaux de ce port. Sébastopol était en quelque sorte Malte en grand; sa position était admirable, les vents y étant favorables non moins pour l'entrée que pour la sortie des vaisseaux; les eaux n'y gelaient pas comme à Cronstadt.

Les travaux de fortification étaient très considérables et presque terminés. Il y avait dans cette place environ vingt-cinq mille hommes toujours prêts à être embarqués et jetés sur un point quelconque, sans affaiblir les forces nécessaires pour l'intérieur. On comptait en tout deux divisions navales dans la mer Noire. L'Empereur devait assister aux évolutions de onze vaisseaux de ligne, de quatre frégates et d'un nombre considérable d'autres navires. Les bâtiments étaient beaux, mais mal montés. Ils sortaient des chantiers de Nicolaïeff, où les travaux étaient très animés.

D'importantes fortifications avaient été également exécutées sur d'autres points de l'empire. A Kieff, comme le Dniéper ne peut, à cause des débordements, être traversé par les troupes dans toutes les saisons, on construisait un pont suspendu qui devait coûter deux millions et demi de roubles argent, — dix millions de francs, — et qui devait être fortifié par de formidables têtes de pont. On faisait dans tout le midi de l'empire de grands préparatifs de défense.

La flotte russe de la Baltique était composée de vingt-sept équipages, distribués entre trois divisions, dont chacune était commandée par un vice-amiral.

Chaque division se subdivisait en trois brigades. La brigade, commandée par un contre-amiral, était elle-même composée de trois équipages.

Chaque équipage était réglementairement de mille hommes, qui, à terre, formaient un bataillon ayant pour chef un capitaine du premier rang ; il se subdivisait en quatre compagnies, dont l'effectif était pour chacune de deux cent cinquante hommes.

Un vaisseau de cent à cent vingt canons était commandé par un capitaine de premier rang qui avait sous ses ordres un capitaine de second rang, deux capitaines-lieutenants, cinq lieutenants et cinq midshipmen.

Les vaisseaux de quatre-vingt-quatre et de soixante-quatorze canons étaient commandés par des capitaines de premier rang qui avaient sous leurs ordres deux capitaines-lieutenants, quatre lieutenants et un midshipman; l'équipage d'un vaisseau de quatre-vingt-quatre était de sept cents hommes, et celui d'un vaisseau de soixante-quatorze de six cent vingt-cinq hommes seulement.

L'équipage des frégates à voiles était de trois cent

soixante-quinze hommes ; celui des corvettes ou des bricks, de cent vingt-cinq, et enfin celui des bâtiments de transport, des goélettes et des lougres, de soixante.

En outre, on embarquait sur chaque bâtiment un ou deux officiers du corps des pilotes et un ou deux officiers d'artillerie, selon leur force en canons, un commissaire, un médecin et un aumônier.

Les trois divisions de la flotte de la Baltique hivernaient, en alternant chaque année, l'une à Cronstadt, l'autre à Revel et la troisième à Sweaborg.

Les catholiques de Saint-Pétersbourg furent vivement émus de l'arrestation du prieur des dominicains de cette ville, enlevé de son couvent par le commissaire de police du quartier. Ce religieux étant Polonais, peut-être avait-il entreteuu des correspondances politiques avec ses compatriotes et encouru ainsi le mécontentement des autorités russes.

Le 4 septembre 1852, à onze heures du soir, le colonel Paul, commissaire de police du Ier arrondissement de la ville, accompagné de gendarmes et d'agents de police, procéda à l'arrestation du prieur. On lui accorda une demi-heure pour prendre quelques effets et s'habiller avec des vêtements laïques. Le commissaire l'engagea à emporter de l'argent avec lui, en lui annonçant qu'il n'aurait rien à

dépenser pour le voyage, mais qu'une fois arrivé à sa destination qui était encore inconnue, il ne recevrait que cinq copecks (vingt centimes) par jour pour sa nourriture. On ne lui permit pas de faire ses adieux à ses frères, et il ne put parler qu'au sous-prieur, auquel le commissaire enjoignit par ordre supérieur de remplir les fonctions de prieur jusqu'à nouvelle décision.

Les dominicains furent très effrayés de cette arrestation, disant qu'ils n'en connaissaient aucunement la cause. Ils craignaient qu'il ne leur fût plus permis à l'avenir de choisir leur prieur parmi eux, et que le gouvernement ne leur en imposât un d'office pris parmi les prêtres séculiers.

L'abbé desservant l'église de Malte me raconta comme cause probable de cette arrestation les faits suivants :

Les moines du couvent de Polotsk, ayant découvert dans l'église les reliques d'un frère qu'ils espéraient faire canoniser, en écrivirent au prieur de Sainte-Catherine, qui, au lieu d'en référer au ministre de l'intérieur, s'adressa directement au Saint-Père. De Rome on demanda l'envoi des documents concernant ces reliques, et le prieur de Sainte-Catherine chargea celui de Pétersbourg d'en faire la recherche et d'écrire la vie du religieux défunt. Le gouverne-

ment impérial eut connaissance de cette affaire, et le gouverneur de Pétersbourg, arrivant à l'improviste à la bibliothèque du couvent, fit enlever tous les papiers relatifs aux reliques en question qui étaient chez le prieur et dans lesquels se trouvait aussi la correspondance du prieur de Sainte-Catherine.

Il y aurait eu aussi un motif plus grave. La véritable cause de cette rigueur aurait été la conversion d'une dame russe, Mme Aplecbéef, qui s'était faite catholique grâce au zèle du prieur de Sainte-Catherine. L'Empereur s'était montré quelque temps auparavant fort irrité du changement de religion de M. Balabine, frère de l'ancien secrétaire de Russie à Paris, qui venait de se faire jésuite.

Le nombre des catholiques à Saint-Pétersbourg s'élevait à dix mille, en ne comprenant pas dans ce chiffre quinze à dix-huit cents soldats de la garnison. Il y avait autrefois un régiment presque tout entier composé de catholiques, celui d'Esthuanie; mais le gouvernement en conçut de l'ombrage, et la plupart des soldats catholiques qui le formaient furent par suite incorporés dans d'autres régiments et remplacés par des hommes de la religion grecque.

On ne comptait dans cette ville que trois églises catholiques, toutes fort pauvres en comparaison des

églises russes et ne subsistant que par les aumônes des fidèles. Les couvents catholiques étaient réduits à deux : celui des dominicains et celui des pierristes ; les premiers étaient propriétaires des bâtiments qui environnaient leur monastère; mais leur revenu était affecté à l'amortissement d'une dette contractée envers le gouvernement et qui ne devait s'éteindre que dans vingt-cinq ou trente ans, de sorte que les moines et un pensionnat de jeunes filles qui se trouvait sous leur direction étaient entièrement à la charge de la paroisse.

L'école de garçons, tenue par les pères de Saint-Dominique, n'était fréquentée que par des enfants indigents. Toutefois la paroisse y entretenait six orphelins comme pensionnaires : ils allaient ordinairement achever leurs études à l'académie catholique. Cet établissement avait quarante élèves; ils y entraient après avoir passé leurs examens dans les séminaires et y restaient quatre ans. En quittant l'académie, on leur donnait des cours dans l'intérieur de l'empire ou des emplois de professeurs dans les séminaires ou même à l'académie.

L'église de Malte, bâtie par l'empereur Paul qui avait eu la singulière idée de se faire nommer grand maître de cet ordre, ne se trouvait pas dans une meilleure condition, bien qu'elle eût pour président

le duc de Leuchtenberg, qui ne s'y rendait que très rarement et ne s'en occupait pas assez.

Malgré les promesses faites par l'Empereur au Saint-Père lors de son voyage à Rome, le sort des catholiques ne s'était pas amélioré en Russie. L'exécution des promesses faites par le souverain rencontrait des obstacles presque insurmontables par la mauvaise volonté de ceux qui étaient chargés d'exécuter ses ordres. Nicolas Ier avait d'ailleurs une aversion marquée pour le catholicisme. Il serait sans doute injuste de lui imputer tous les actes oppressifs dont les catholiques ont eu à souffrir en Russie pendant son règne; mais ces persécutions ne se fussent pas exercées s'il avait témoigné moins d'antipathie à l'égard du catholicisme et s'il avait suivi l'exemple de son frère Alexandre, qui avait laissé vivre en paix cette Église sans lui témoigner d'hostilité.

L'oppression qui pesait sur les catholiques de Russie se faisait sentir à chaque instant et dans les moindres choses : les obstacles qu'on rencontrait pour embrasser la religion catholique étaient sans nombre. Il fallait dans ce cas le consentement du ministre de l'intérieur, qui ne l'accordait à la personne qui le sollicitait qu'après que l'Église russe avait épuisé tous ses efforts pour la faire entrer ou rester dans la religion dominante.

Le but auquel on visait était l'abaissement progressif du catholicisme dans l'empire; on agissait toujours à cette fin. Un différend qui s'était élevé entre le vicaire et le curé de l'église Saint-Louis à Moscou en avait donné une preuve nouvelle. Le respectable Mgr Ignace Holowinski, archevêque de Mohileff, métropolitain des églises catholiques en Russie, de concert avec moi arrangea pour le mieux cette affaire. A cette occasion, il me confia ses chagrins et toutes ses souffrances :

« On nous persécute aujourd'hui plus que jamais, me dit-il, non plus ouvertement comme par le passé, mais d'une manière plus continue et par conséquent plus douloureuse.

« Mes églises, mes chapelles tombent en ruine, et je ne puis y faire la moindre réparation sans l'autorisation du gouvernement, qui souvent ne me parvient, si on me l'accorde, que quand le mal est devenu irréparable.

« Je rencontre des difficultés pour l'administration des sacrements. On n'a aucun égard pour la dignité dont je suis revêtu, et lorsque le ministre m'appelle près de lui, il me fait connaître sa volonté, son heure, par le dernier de ses valets. Je suis l'objet de tous ses reproches, continua-t-il avec douleur, et dernièrement encore quand le prieur de Saint-Domi-

nique a été arrêté injustement parce qu'il s'occupait de rassembler les matériaux nécessaires à la canonisation d'un religieux dont les restes avaient été retrouvés dans l'église de Polotsk, le ministre m'a très durement réprimandé en me disant que mon devoir eût été d'informer aussitôt l'Empereur de ce fait.

« Indigné d'un pareil reproche, je lui ai répondu que je n'étais pas un espion, mais l'archevêque de Mohileff!...

« Ici, les prêtres, ajoutait-il, ont l'ordre de révéler au gouvernement tout ce qu'ils apprennent en confession touchant les personnes de la famille impériale. Et c'est parce qu'il y a malheureusement des hommes assez peu dignes de leur saint ministère pour obéir à cette injonction que l'on a osé tenter d'exiger de moi une pareille délation. »

On vivait ainsi au jour le jour sans aucune sécurité. J'appuyais l'archevêque de Mohileff autant que me le permettaient mes fonctions : il m'en témoignait une vive reconnaissance. « Je suis non seulement de votre avis, m'écrivait-il le 5 janvier 1853 à propos d'un conflit paroissial, pour ne rien changer dans les règlements, mais je suis prêt à supporter pendant quelque temps tous les désagréments plutôt que d'admettre le plus petit changement; car autre-

ment il n'y a aucun espoir d'avoir la paix dans cette paroisse. » Mon intervention devait être des plus discrètes. L'empereur Nicolas n'aurait jamais admis l'immixtion du représentant de la France dans une question de police intérieure en Russie.

CHAPITRE IV

Changements ministériels. — Voyage de l'Empereur en Crimée. — Nicolas I[er]. — Le grand-duc héritier. — Souvenirs de l'empereur Paul. — Mort du duc de Leuchtenberg. — La grande-duchesse de Leuchtenberg.

Le prince Wolkonsky, feld-maréchal et ministre de la maison impériale, venait de mourir. Ce personnage, dont le nom avait été très connu lorsqu'il était major général de l'armée russe dans la guerre de 1814, avait joui de la faveur successive et toujours croissante des empereurs Alexandre et Nicolas. Il avait été élevé aux plus hautes dignités sous le règne de l'empereur Nicolas, et sa position à la cour était, on peut le dire, exceptionnelle. L'Empereur avait donné une dernière preuve de l'amitié qu'il lui portait en faisant prendre le deuil à la famille impériale à l'occasion de sa mort et en présidant lui-même à ses obsèques.

Un changement assez important avait eu lieu dans le ministère impérial par suite du décès du prince. Les ministères de la maison impériale et des apanages (domaine de la couronne), qui lui étaient tous

deux confiés, furent donnés, le premier au comte Adlerberg, l'un des aides de camp favoris de l'Empereur, le second au comte Péroffsky, jusque-là ministre de l'intérieur de l'empire. Le général Bibikof, gouverneur général des provinces de Kieff, Podolie et Volhynie, avait été appelé à succéder à M. Péroffsky. Cette dernière nomination était à remarquer, tant à cause de l'importance du ministère que l'Empereur confiait à M. Bibikof et auquel la direction des cultes était annexée, qu'à cause de la réputation de dureté que s'était faite cet officier général particulièrement envers la noblesse polonaise pendant son gouvernement. Il passait d'ailleurs pour un homme habile, et on pensait que l'Empereur, connaissant les inconvénients de son caractère dans une place trop éloignée du contrôle personnel du souverain, avait voulu employer ses talents dans des fonctions plus hautes et en même temps plus rapprochées de son autorité, nécessaire pour modérer l'extrême rigueur du nouveau ministre.

Sa Majesté Impériale était partie dans la nuit du 13 septembre pour le camp de Tchougounieff. Elle était accompagnée du comte Adlerberg, ministre de sa maison, et du comte de Mensdorff, ministre d'Autriche, qui ne le quittait plus. Le général Wrangel

ne prit congé de l'Empereur qu'en Crimée; de là il se rendit à Constantinople pour revenir à Berlin par Trieste et Vienne.

Sir Hamilton Seymour m'écrivit à cette occasion :

« Je sais que l'Empereur a écrit de Pultava, mais j'ignore si on a de ses nouvelles ultérieures. D'après ce qu'on me dit, le général Mensdorff nous revient bientôt. — Il ne sera point de la promenade à Sébastopol. D'un autre côté, l'Empereur aura avec lui deux Prussiens : le comte de Münster et le général Wrangel. »

Du camp de Tchougounieff l'empereur Nicolas se rendit en Crimée et visita avec un soin tout particulier le port de Sébastopol, comme s'il eût pressenti les graves événements qui allaient s'y passer. Ce voyage ne commença pas sous d'heureux auspices. Entre Pétersbourg et Gomel l'essieu de sa voiture s'étant cassé, l'Empereur fut forcé de faire quatorze verstes à pied et ensuite de rester deux jours dans cette dernière ville pour faire réparer son équipage... A cause de cet accident, le carrossier fut emprisonné.

De Gomel l'Empereur se rendit, en passant par Karphoft, à Thsougouïef, pour y inspecter l'artillerie et la réserve de la cavalerie et faire voir ces corps au général Wrangel qu'il avait engagé à l'accom-

pagner dès son dernier séjour à Berlin. De Thsougouïef il alla à Poltava, passant en revue dans chaque ville tous les corps qui s'y trouvaient; ensuite à Ekaterinoslav et Vosnogensky, où il y eut encore des manœuvres et des revues. Il arriva enfin à Sébastopol, où il voulait visiter, avec le ministre de la marine, la flotte de la mer Noire composée de deux divisions, ainsi que les travaux relatifs au projet de faire de Sébastopol un grand port militaire.

L'empereur Nicolas, né le 6 juillet 1796, était en 1853 âgé de cinquante-sept ans. N'étant que le troisième fils de l'empereur Paul, il ne semblait pas destiné à monter sur le trône. Ce ne fut qu'après le mariage morganatique de son frère Constantin avec Jeanne Gruzynska, fille d'un gentilhomme polonais, et la répugnance que celui-ci témoignait pour le pouvoir, qu'on s'était accoutumé à regarder Nicolas comme le successeur probable d'Alexandre Ier. Dans son enfance il montrait peu de capacité. Son frère, le grand-duc Michel, doué d'un jugement plus solide et d'un cœur plus sensible, avait été dans sa jeunesse, quoique moins âgé que lui de deux ans, son conseiller et son meilleur ami : il conserva toute sa vie à son égard l'ascendant et l'affection qu'il avait eus dès cette époque. Souvent pendant le règne de son frère il assuma lui-même la responsabilité de

certains actes militaires qui ne rencontraient pas l'approbation générale, s'efforçant d'écarter le moindre blâme de la personne de son souverain. Il évitait d'ailleurs de s'immiscer dans la direction des affaires ; ce n'était que dans les cas les plus graves et dans l'intérêt évident de l'empereur Nicolas qu'il se hasardait à lui donner son avis. Sa mort fut une perte irréparable pour l'Empereur. Seul, il osait lui dire la vérité, combattant l'influence des courtisans qui, pour plaire à leur maître, l'adulaient au point de lui faire croire qu'il était au-dessus de Pierre le Grand.

L'empereur Nicolas avait été élevé avec beaucoup de sévérité par le général comte Lambsdorff, homme de peu de moyens, originaire des provinces baltiques, qui poussait, dit-on, la rigueur jusqu'à frapper le prince dans son enfance. Ce traitement avait durci davantage encore son caractère naturellement inflexible et avait porté plus tard Nicolas à être envers les autres aussi dur qu'on l'avait été envers lui-même. Ayant été nommé très jeune à la direction du génie, il avait contracté une véritable passion pour tout ce qui se rattachait à cette arme. Il avait créé le corps des pontonniers à cheval, et c'était à cause du goût très vif qu'il avait conservé pour ses premières occupations qu'il faisait élever dans son empire un nombre démesuré de fortifications.

Il poussait aussi à l'extrême la passion des parades : le soldat était son joujou. Il consacrait des sommes énormes, qui auraient trouvé ailleurs un plus utile emploi, à entretenir sur pied de guerre une immense armée : il exagérait la pensée de Pierre le Grand et maintenait la nation enrégimentée et disciplinée comme l'armée elle-même. Tout le monde portait l'uniforme : on rencontrait des cadets de sept ans, coiffés d'un casque et faisant front gravement devant les officiers qui passaient dans la rue. Les domestiques des officiers montaient eux-mêmes, casque en tête, derrière la voiture de leurs maîtres.

Cependant le peuple russe, doux, enclin à la mollesse, était loin d'être belliqueux. S'il se battait avec bravoure, c'est que depuis longtemps il était façonné par la force à l'obéissance passive.

La passion militaire de l'Empereur l'empêchait de s'occuper des sciences et des arts, pour lesquels il n'avait aucune aptitude. Il était ordinairement de la plus exquise politesse, mais, quand il se mettait en colère, il devenait d'une dureté excessive, voulant, sans avoir d'égards ni de ménagements pour personne, que tout fléchît devant lui et obéît à ses ordres. Il est vrai que ses colères avaient presque toujours une cause très noble; elles venaient du désir de corriger des abus invétérés qui ne pouvaient

être extirpés que par sa fermeté. Il voulait voir régner dans toutes les administrations de son empire un ordre parfait et une rigoureuse probité, n'ignorant pas que les malversations sont une des principales plaies de la société russe. Il était d'une grande sobriété et d'une simplicité extrême; cependant il avait le goût du faste et du cérémonial. On le voyait dans la même journée rentrer au palais d'hiver sur le premier drochky qu'il avait rencontré, et, quelques heures après, assister à une grande solennité dont les moindres détails avaient été réglés par lui d'après la plus rigoureuse et la plus ancienne étiquette de la cour de Russie. Dans l'intimité il était avec ses gens d'une grande bonhomie, tout en observant de près leurs actes. Il était sans contredit généreux, mais toujours théâtral dans sa manière de l'être.

En religion Nicolas était comme tous les Russes, dont la croyance est un mélange de foi et d'enfantillage. Il tenait surtout aux observances extérieures, se bornant sous le rapport des pratiques à ce qui était absolument de rigueur. Quant à ses sujets, tout en faisant beaucoup de démonstrations religieuses, ils étaient peut-être le peuple de l'Europe dont la morale était la plus relâchée.

La fermeté et le mépris du danger étaient chez l'empereur Nicolas des qualités naturelles, mais elles

se fortifiaient encore en lui par son inébranlable conviction de la grande mission qu'il avait à remplir. Il était persuadé que ses jours seraient conservés par la toute-puissance divine tant que cette mission ne serait pas accomplie. Dans maintes occasions il a prouvé que cette foi dans sa destinée avait en lui les racines les plus profondes.

Lors de la révolution militaire qui éclata au début même de son règne à Pétersbourg le 26 décembre 1825, il sortit seul de son palais, et pour rejoindre son cheval qu'on n'avait pu lui amener, il lui fallut traverser la foule du peuple en révolte jusqu'à la place où fut élevée plus tard la colonne Alexandrine. « Pendant ce trajet, raconta-t-il lui-même, je ne pouvais prévoir l'issue de cette triste journée, mais, aussitôt que je me suis trouvé à cheval et que j'ai dominé la foule, je n'ai plus douté du succès. » Nicolas alla droit aux soldats insurgés, et s'adressant à un régiment qui faisait entendre des cris séditieux : « Ce n'est pas là votre place, leur dit-il; ici se trouvent mes soldats fidèles; c'est là-bas, parmi les révoltés, qu'il faut vous rendre; allez, portez-y vos armes. » Par son courage, sa décision, sa présence d'esprit, l'Empereur ramena à lui les incertains, et il dompta la révolution.

Sa fermeté ne s'était pas démentie quand le cho-

léra éclata à Pétersbourg. Le peuple, croyant que les médecins empoisonnaient les malades par ordre du gouvernement, se révolta et massacra au marché au foin plusieurs d'entre eux. Nicolas se rendit sur-le-champ en calèche, seul avec le prince Orloff, au milieu de cette foule furieuse : « Chapeaux bas et à genoux, s'écria-t-il, et commencez par faire de suite le signe de la croix, en priant Dieu d'apaiser le fléau qui nous frappe, au lieu d'attirer sur nous son courroux par vos crimes. »

Il fut obéi. L'Empereur prit alors la parole ; il fit comprendre à cette multitude son égarement et son injustice envers les médecins qui se dévouaient pour la guérison des malades. En peu d'instants l'ordre si profondément troublé fut rétabli.

A une autre époque, l'Empereur devait, dans un de ses voyages, passer par Posen. Le gouverneur l'avertit des dangers qu'il pouvait courir et le supplia de ne pas traverser la ville. Il ne voulut rien écouter, et l'attentat prévu se produisit. Nicolas ne dut son salut qu'à la méprise des assassins qui s'attaquèrent à la première voiture précédant la sienne. Elle était occupée par un secrétaire de chancellerie qui fut blessé.

Le caractère de l'empereur Nicolas, souvent si hautain et si absolu, était un singulier mélange d'or-

gueil et de véritable bonté. Un jour, il passait incognito dans la perspective Nevsky, en drochky, lorsqu'une charmante petite fille de huit ans se suspendit derrière sa voiture, lui criant en russe sans le reconnaître : « Mon oncle, — c'est le nom que les enfants du peuple donnent aux hommes âgés d'une condition supérieure, — prenez-moi dans votre drochky et conduisez-moi voir les baraques de la foire. » L'Empereur fit arrêter les chevaux, prit l'enfant près de lui et lui acheta à la foire un grand nombre de jouets.

« Maintenant que tu connais ton oncle, lui dit-il, allons voir ta tante. » Et il la conduisit à l'Impératrice, qui, charmée elle aussi de la bonne grâce de la petite fille, donna l'ordre de la faire élever à ses frais dans une des maisons d'éducation dont elle était la protectrice.

L'ascendant de Nicolas Ier sur tous ceux qui l'approchaient était extrême. Le prince Émile de Sayn-Wittgenstein-Berlebourg écrivait à son père dans une lettre intime en 1852 :

« Chaque fois que l'Empereur me voit, il a quelque chose de bienveillant à me dire. C'est l'idéal d'un souverain comme il n'y en a plus, le type de tout ce qui est juste, chevaleresque, noble et énergique. C'est un honneur et un bonheur de le voir de

près, que personne ne peut apprécier plus que moi qui ai vu de près la généralité des souverains. »

C'était également l'impression de M. de Beust : « Nul n'a été davantage le maître de l'Europe, dit-il dans ses Mémoires, si ce n'est Napoléon Ier ; nul n'a inspiré autant de sympathies, de colères ou de haines. A Berlin il était à peu près considéré comme un être supérieur : il en était de même dans la plupart des cours allemandes... Je ne saurais assez dire quelle favorable impression me fit ce souverain, et je n'oublierai jumais son grand et bel œil bleu. »

Il avait des accès d'extrême brusquerie.

Pendant mon séjour à Pétersbourg, un conseiller d'État que l'Empereur affectionnait beaucoup l'avait mécontenté. Après l'avoir accablé de reproches, il lui dit durement : « Expliquez-vous, monsieur. » Le malheureux, pour présenter sa justification, n'avait encore prononcé que le mot Sire, lorsque le Tzar l'interrompit : « Taisez-vous, monsieur, vous raisonnez, je crois. »

Souvent il faisait lui-même la police dans les rues de Saint-Pétersbourg. Quelques jours après mon arrivée, il parcourait la ville pendant la nuit, seul, dans son drochky. Il aperçut un soldat ivre qui poursuivait une femme s'enfuyant devant lui. Il donna l'ordre à son cocher de l'atteindre, puis le

regardant bien en face: « Me reconnais-tu, dit-il, coquin? Pourquoi n'es-tu pas à la caserne? » Tous les soldats de la garnison de Saint-Pétersbourg connaissaient la voix et la figure de l'Empereur. La terreur avait dégrisé l'infortuné. « Monte sur le siège de mon drochky, lui dit Nicolas, enseigne toi-même à mon cocher où demeure ton colonel. » Le pauvre diable, plus mort que vif, s'exécuta, et l'Empereur dicta lui-même la punition qu'il dut subir.

L'Empereur étant à Pétersbourg le centre de tout, les moindres détails sur lui sont relevés avec une extrême curiosité, et les anecdotes sur son compte abondent.

Mlle Bras, ancienne actrice du Théâtre français, étant allée le trouver pour lui demander de s'intéresser à une représentation donnée à son bénéfice, la conversation tomba sur les manœuvres auxquelles Mlle Bras avait assisté. « Comment me trouvez-vous, lui demanda le Tzar, à la tête de mes troupes? — Ah! Sire, vous avez bien la tournure de votre emploi. » Nicolas répéta ce propos qui l'avait beaucoup diverti.

L'ancienne demoiselle d'honneur de l'impératrice Catherine, devenue dame d'honneur de la grande-duchesse Hélène, dont tout le monde à Pétersbourg connaissait le caractère vif et emporté, — « Junon

en courroux », disait le grand-duc Michel, — tenait tête à l'Empereur sur les questions d'étiquette.

Un jour, il voulut monter dans la voiture d'une demoiselle d'honneur qui sortait de l'église où son mariage venait d'être célébré. « Non, Majesté, lui dit Mme Apraxine, vous ne monterez pas dans cette voiture : cela n'est pas convenable. » Et comme Nicolas riait de cette sortie faite devant toute la cour et avançait toujours, elle prit le pan de son habit pour l'empêcher de continuer sa marche, disant qu'elle ne le souffrirait pas. Ce fut l'Empereur qui céda.

A la fin de 1852, l'Empereur se plaignit vivement de la divulgation de ses préparatifs de guerre contre la Turquie. Il reprocha au comte Orloff, ministre de la police, de ne pas avoir su découvrir l'auteur de ces indiscrétions. Le comte Orloff ne se déconcerta pas : « Sire, répondit-il, c'est vous qui êtes le coupable. Vous avez tout raconté à l'Impératrice devant ses dames et demoiselles d'honneur. Celles-ci, qui ont des amis et des adorateurs, n'ont pas manqué de leur communiquer cette grande nouvelle. »

Sur ces entrefaites, le comte Pahlen, ancien ambassadeur à Paris, faisait le même récit aux jeunes grands-ducs Nicolas et Michel. A peine était-il sorti

que le grand-duc Nicolas courut chez l'Empereur : « Sire, lui dit-il, j'apprends que vous allez faire la guerre en Turquie, et je viens vous supplier de m'autoriser à faire partie de cette expédition. » L'Empereur, de plus en plus irrité, voulut obliger son fils à lui révéler l'auteur de cette indiscrétion. Mais le jeune homme, comprenant le danger qu'aurait couru le comte Pahlen, résista aux ordres et aux instances du Tzar et ne livra pas le nom qui lui était demandé.

L'Empereur et le grand-duc héritier assistaient avec une grande simplicité aux bals masqués de l'Opéra ; l'Empereur y portait un costume cosaque qui lui allait fort bien. Il se mêlait à la foule, allant et venant, causant, riant, intrigué par des femmes qui le prenaient par le bras, bousculé, heurté, comme le premier venu, sans que personne parût faire attention à lui. C'est bien le cachet de la vie russe : à côté de l'étiquette la plus sévère le plus grand laisser aller.

Lorsqu'il y a un grand dîner à la cour, c'est à grand'peine que l'on empêche les convives, rencontrant des valets portant les plats, de les piller avant qu'ils soient placés sur la table. Au dessert, de hauts fonctionnaires bourrent leurs poches de fruits, de gâteaux, de bonbons de toute espèce ; à peine un

plat est-il enlevé de la table que les domestiques s'en emparent et en font une répugnante curée.

L'empereur Nicolas était d'une grande simplicité personnelle, très soigneux de ses vêtements et n'aimant pas à les remplacer. Très rigoriste, il n'a jamais consenti à laisser élever une statue à l'impératrice Catherine, à cause des mauvais exemples qu'elle a donnés par l'immoralité de sa conduite. Il avait toujours dans son cabinet un grand chien du mont Saint-Bernard : « Il est laid, disait-il, mais il est fidèle, et je lui suis attaché. »

Quand un incendie éclatait à Pétersbourg, l'Empereur y accourait toujours, payant bravement de sa personne et se tenant au premier rang. Un jour qu'une poutre enflammée menaçait de s'écrouler sur lui, un pompier le saisit rudement et le fit reculer à temps. L'incendie éteint, l'Empereur voulut savoir le nom de son sauveur. Il eut du mal à le découvrir. Le brave homme, consterné de son audace, s'était fait mettre en prison, s'accusant lui-même d'avoir porté la main sur l'Empereur.

Lors de l'incendie du Grand Théâtre de Moscou, un paysan avait accompli un sauvetage des plus périlleux. L'Empereur le fit venir à Saint-Pétersbourg : « Je te remercie de ta bonne action, lui dit-il, embrasse-moi et raconte-moi comment Dieu t'a secondé. » Après

avoir écouté le récit du courageux sauveteur et l'avoir récompensé, il le congédia en lui disant : « Va, maintenant. Que Dieu soit avec toi ! Si tu as besoin de quelque chose, viens à moi quand tu voudras. »

L'empereur Nicolas a longtemps conservé un chien recueilli par lui pendant la guerre de France de 1814. Ce chien suivait la voiture dans laquelle il se trouvait avec son frère, le grand-duc Michel et il se jeta même à la nage pour suivre le bac dans lequel les deux grands-ducs traversaient une rivière. Comme il allait se noyer, ceux-ci le firent retirer de l'eau, l'emmenèrent avec eux et s'y attachèrent.

Jusqu'à sa mort, le chien, qui était un caniche jaunâtre, passait alternativement huit jours chez les deux princes. Il fut enterré dans le jardin du palais Anitchkoff, où le futur empereur Nicolas lui fit élever un petit monument.

Le grand chancelier, M. de Ribeaupierre, m'a raconté que tous les dimanches la famille impériale se réunissait chez l'Empereur pour le dîner. Les enfants venaient après le dîner, et l'Empereur jouait avec eux jusqu'à l'heure de leur coucher. Il assistait toujours à l'accouchement de ses filles et de ses belles-filles, à qui il témoignait une grande tendresse.

Ce M. de Ribeaupierre était le petit-fils d'un favori de l'impératrice Catherine, Pierre Ribaud,

horloger de Genève, qui, venu pour réparer des pendules, a fait souche de grands seigneurs russes.

Le grand-duc héritier, né le 29 avril 1818, était alors âgé de trente-quatre ans. Son éducation avait été confiée au général Kaveline, homme d'honneur, mais d'un médiocre mérite. Il eut pour précepteur M. Jou-Koffesky, poète et littérateur russe très distingué, dont il partagea les leçons avec sa sœur la grande-duchesse Marie, duchesse de Leuchtenberg. Ils conservèrent tous deux pour leur professeur une vive affection, et à sa mort on vit les deux élèves lui rendre les derniers devoirs en honorant son enterrement de leur présence.

Il arrivait fréquemment que l'Empereur et les membres de sa famille assistaient aux funérailles de leurs amis ou de leurs vieux serviteurs ; quelquefois ils faisaient même plus que d'y venir : ainsi à celles de la baronne Frédériks, amie intime de l'Impératrice, son corps a été porté, comme marque touchante d'affection, par les grands-ducs.

En 1838 et 1839, le grand-duc héritier fit un voyage en Allemagne et en Italie, accompagné du prince de Lieven, qui, d'après la volonté de l'Empereur, lui servit de guide.

Dans toutes les cours qu'il visita à cette époque, on fut charmé de sa modestie, de son affabilité, de

sa brillante tournure, et l'on vit en lui un jeune prince qui donnait les plus belles espérances.

Quelque temps après, se trouvant à la cour de Darmstadt, il remarqua la fille du grand-duc Louis II, qu'on disait être la moins aimée de la famille, en devint épris, et le peu d'égards que l'on avait pour elle ne fit qu'augmenter sa sympathie. Le grand-duc Alexandre demanda à son père la permission de l'épouser. La princesse embrassa la religion grecque, et le mariage fut célébré en 1841.

J'ai publié au sujet de ce mariage dans le *Figaro* du 7 janvier 1880 un article très documenté. J'avais recueilli tous ces détails pendant mon séjour à la cour de Darmstadt. Il est intéressant de reproduire ici cet article, qui a paru il y a plus de vingt ans :

Le mariage de l'empereur Alexandre de Russie avec la princesse Marie de Hesse est un charmant roman d'amour, bien rare à rencontrer dans une famille souveraine. Ce n'est cependant pas là un conte de fées, mais bien une réalité que je consigne exactement et avec plaisir dans mes Mémoires.

Lorsqu'il fut question, au commencement de janvier 1841, de marier le grand-duc Alexandre de Russie, alors âgé de vingt-trois ans, on fit une liste à Saint-Pétersbourg de toutes les princesses alle-

mandes qui étaient, à cette époque, en âge d'être mariées. Bientôt après le grand-duc partit pour l'Allemagne, accompagné du comte Orloff, depuis prince Orloff, et de M. Jean-Mathieu Tolstoy. Après avoir visité Berlin et quelques cours du nord de l'Allemagne, les nobles voyageurs arrivèrent à Francfort, où ils descendirent à l'hôtel de Russie, dans la Zeil. Le grand-duc devait de là se rendre directement à Carlsruhe pour voir la princesse Alexandrine, depuis duchesse de Saxe-Cobourg-Gotha, et la princesse Marie de Bade, depuis duchesse d'Hamilton.

Le départ était fixé, lorsque le grand-duc de Hesse-Darmstadt (1) ayant appris le séjour du grand-duc de Russie à Francfort lui fit demander de s'arrêter à dîner au palais de Darmstadt. Le grand-duc, assez peu soucieux de cette invitation, l'accepta cependant.

Le dîner eut lieu en famille, et la jeune princesse Marie de Hesse n'y parut pas ; le grand-duc de Russie en ignorait même l'existence, car cette princesse n'avait pas été mise au nombre des princesses allemandes appelées à prétendre à la main du Tzarewitch.

Dans la soirée, le grand-duc, en se rendant au thé de la cour, rencontra par hasard, dans la salle à manger du château, une jeune fille, accompagnée

(1) Louis II, mort en 1848.

de Mlle de Grancy, sa gouvernante, qui se rendait au salon où devait être pris le thé, et qui modestement se rangea pour le laisser passer. Cette scène eut lieu dans le palais ducal, alors habité par la famille de Hesse et qui est situé sur la grande place de Ludovic que traverse la grande rue du Rhin, conduisant de la gare du chemin de fer au vieux château. C'est dans ce palais que souvent, comme ministre de France, j'ai assisté aux bals qui étaient alors donnés par la cour de Hesse ; c'est aussi là que j'ai présenté au grand-duc Louis III mon célèbre ami Gounod, quelques jours avant la première représentation, à Darmstadt, de *Faust*, alors inconnu en Allemagne. Ce palais était également habité de mon temps par le prince Alexandre de Hesse et sa femme la princesse de Battenberg. C'est là que j'ai vu naître le prince de Battenberg, aujourd'hui prince de Bulgarie.

Mais revenons à mon sujet. Le grand-duc Alexandre, en voyant cette jeune fille si simple et si émue à son aspect, demanda aux gentilshommes hessois qui l'accompagnaient qui elle était. — Mais, lui dit-on, c'est S. A. la princesse Marie de Hesse, fille de feu Mme la grande-duchesse Wilhelmine. — Ah ! vraiment, dit le grand-duc, et quel âge a-t-elle ?

Le grand-duc Alexandre ne voulut jamais passer avant la princesse, et, aussitôt arrivé dans le salon, il réclama la faveur de lui être présenté. La princesse Marie de Hesse était une admirable jeune fille, pleine de modestie, de simplicité et de charme. Elle avait été un peu élevée comme une petite Cendrillon dans la maison de Hesse. Très instruite, elle cachait sous une apparence timide un cœur très ferme et plein de vertus. Le grand-duc fut très frappé plus encore de ce qu'il devinait de bon et de beau en elle, que de ce qu'il voyait, et causa longuement avec la princesse pendant toute la soirée.

En retournant à Francfort, le grand-duc parla peu aux personnes de sa suite et rentra préoccupé à l'hôtel de Russie assez avant dans la nuit. Le lendemain matin, le comte Orloff entra chez le prince pour prendre ses ordres et s'informer de l'heure du départ pour le grand-duché de Bade. — Mon cher comte, lui dit le grand-duc, nous n'avons pas à aller plus loin ; j'ai fait mon choix, mon voyage est achevé. — Comment, répondit le comte Orloff, tout étonné, et quel choix a fait Votre Altesse Impériale ? — C'est la princesse Marie de Hesse que j'épouserai, si elle veut bien me faire l'honneur de m'accorder sa main. — Mais cela est impossible à tous les points de vue, répliqua le mentor du grand-duc. Votre Altesse Impé-

riale peut s'en rendre compte : la princesse Marie n'a même pas été mise au nombre des princesses allemandes en ce moment à marier; elle n'est pas d'une forte santé et elle est trop jeune! Votre Altesse n'a pas encore vu les princesses de Bade, et ce serait faire injure au grand-duc de Bade que de ne pas aller à Carlsruhe. — J'irai, si l'on m'y force, à Carlsruhe par politesse, mais j'ai réfléchi toute cette nuit et je n'épouserai que la princesse Marie, appartenant à une maison qui a déjà donné, du reste, une impératrice à la Russie, et qui est une des plus illustres et anciennes de l'Allemagne.

Le comte Orloff fut désespéré de cette déclaration si nette et en écrivit de suite à l'empereur Nicolas. En effet, cette nouvelle fut reçue dans la famille impériale avec étonnement ; on n'y connaissait que très peu la princesse Marie, qui avait été élevée très simplement, mais avec le plus grand soin, par Mlle Senanclar de Grancy depuis la mort de sa mère. Les plus intimes amis de l'empereur et de l'impératrice de Russie, qui avaient déjà projeté d'autres mariages pour le grand-duc, cherchèrent par tous les moyens à entourer l'Empereur et l'Impératrice pour empêcher cette union. L'empereur Nicolas, qui aimait beaucoup son fils et qui en était tendrement aimé, car il était vis-à-vis de lui le fils le plus

respectueux, le plus obéissant et le plus dévoué, ne voulut pas contrarier son penchant et dit en famille et devant quelques personnes de la cour, afin que son intention fût bien connue : — La princesse Marie de Hesse est, comme toutes les princesses allemandes, dans l'Almanach de Gotha; c'est une princesse charmante qui fera le bonheur de mon fils et le nôtre. L'Impératrice et moi, nous sommes de l'avis qu'Alexandre doit se marier selon son cœur.

On pense combien ces paroles, rapportées avec la rapidité de l'éclair à Darmstadt, causèrent de joie au sein de la famille de Hesse ! Depuis ce moment, tous les yeux de l'Europe furent dirigés sur cette jeune fille si modeste, si accomplie, qui devait bientôt monter sur l'un des plus grands trônes du monde et épouser un prince qui à tous égards, par ses hautes et grandes qualités, était digne d'elle. J'ai, en 1852, connu le Tzarewitch et la Tzarewna, lorsque j'étais premier secrétaire de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg, et, dans cette grande société russe dont j'ai gardé si bon souvenir, je n'ai jamais entendu parler de cet heureux ménage qu'avec les sentiments du plus profond respect et de la plus grande admiration pour cette princesse, qui joignait au meilleur caractère les délicatesses d'un cœur charitable, dévoué et tendre.

Quoiqu'elle ne recherchât pas les plaisirs du monde et qu'elle vécût retirée, elle était aimée de tous ceux qui l'approchaient, des plus grands comme des plus petits. Plus tard, je l'ai vue revenir dans la Hesse, à Jugenheim, comme impératrice, chez son excellent frère, le prince Alexandre de Hesse.

Ce château est situé, comme un nid d'oiseau, sur la plus belle hauteur de la Bergstrasse. On y a une vue admirable sur la Hesse, le pays de Bade et le Palatinat. J'ai eu l'honneur d'y être reçu par S. A. le prince Alexandre et la princesse de Battenberg, et je vois encore du haut de la terrasse ce magnifique panorama borné par le Rhin, qui dans cet énorme espace ne paraissait qu'un filet d'argent.

C'est là que l'Impératrice aimait à se retrouver avec son bon et dévoué frère Alexandre et tous les souvenirs de son enfance. Là, il n'y avait aucune garde, aucune muraille, et la bonne impératrice se plaisait à causer familièrement avec les paysans qui l'avaient vue tout enfant.

Très honoré de l'amitié que m'a montrée, pendant mon séjour à Darmstadt, le prince Alexandre de Hesse, ainsi que son frère le grand-duc Louis III, alors régnant, ce n'est pas sans une vive émotion que je me rappelle ces souvenirs lointains et le hasard singulier de ma carrière diplomatique qui m'avait

fait connaître, de 1852 à 1854, à Saint-Pétersbourg, le Tzarewitch et la Tzarewna, avant de les revoir plus tard à Darmstadt, en 1860, comme empereur et impératrice de Russie. L'Impératrice y venait alors accompagnée de tous ses enfants; elle adorait son fils aîné et s'occupait particulièrement de ses études.

J'ai assisté, en 1852, à une intéressante scène dont un bon peintre russe aurait pu faire un tableau charmant. Dans le courant d'août de cette même année, j'allais à Krasnoë-Selo rendre visite à la comtesse de Tiessenhaussen, dame d'honneur de l'impératrice régnante, femme de l'empereur Nicolas. Après ma visite, je me promenai avec un des chambellans de l'Empereur dans le parc, puis nous regagnâmes la demeure de M. de S..., au moment où il commençait à pleuvoir, lorsqu'en passant devant le palais, M. de S... me fit remarquer qu'un enfant montait la garde devant la porte de l'empereur Nicolas : « C'est la première garde du petit-fils de l'Empereur, me dit-il, et vous voyez comme il s'en acquitte bien. » Au même moment, la pluie tomba plus dru, et le petit prince prit alors dans la guérite le grand manteau du soldat qu'il venait de remplacer et dont il s'affubla tant bien que mal, en se promenant de long en large devant la porte du château. Au-dessus

de cette porte, je vois une fenêtre s'entr'ouvrir et paraître la Tzarewna, aujourd'hui l'impératrice Marie, qui guettait à la fois son fils et les gros nuages, et assistait à la faction du jeune prince avec une appréhension toute maternelle. Rien en effet n'était plus drôle et plus charmant que de voir cette petite tête d'enfant sortir de ce grand manteau gris qui traînait à terre, pendant que la pluie tombait à torrents sur le petit factionnaire impérial. Je rentrai pour ma part fort mouillé dans l'appartement de M. de S..., situé dans une maison de bois en dehors du château, où nous nous réchauffâmes au coin du feu, pendant que le petit prince achevait sa première garde.

La Tzarewna fut le sujet de notre conversation: — Elle se tient toujours à l'écart, me disait M. de S... Elle est toujours restée simple, la même qu'à Darmstadt, au milieu de l'éclat de la cour de Russie. Elle a beaucoup d'esprit, elle est très religieuse et très instruite. Lorsque sa santé le lui permet, elle s'occupe principalement de l'éducation de son fils, qui sera, je vous l'assure, un jour un homme de grand mérite.

Malheureusement les espérancs de M. de S... ne devaient pas s'accomplir. On sait que ce pauvre grand-duc Nicolas est mort prématurément à Nice le 24 avril 1865, et que c'est à partir de cette époque

que la santé de son auguste mère a été si fortement ébranlée.

L'impératrice Marie avait une petite sœur qui mourut en Suisse et qui est enterrée à Darmstadt, dans la belle chapelle de Rosenhoe, sépulture de la famille grand-ducale. Son mausolée a été fait par le célèbre sculpteur Rauch.

Son mari, ses enfants et le prince Alexandre de Hesse sont les seules affections de l'impératrice Marie.

Depuis que ces lignes ont été écrites, le château de Jugenheim, que j'ai vu jadis si petit, est devenu considérable. Il appartenait de moitié au prince de Hesse et à sa sœur l'Impératrice. J'ai connu cette propriété tout entourée de buissons de roses sauvages et de fossés que les enfants du village voisin sautaient pour s'introduire dans le parc, afin d'y manger les fruits et d'y dénicher les oiseaux.

Aujourd'hui, tout est bien changé; on n'y pénètre plus qu'avec peine, et de fortes murailles l'entourent pour protéger la vie de ses illustres hôtes, mise si souvent en danger par d'odieux conspirateurs. C'est là le signe de notre temps, de cette révolution qui gagne partout, même les pays les plus heureux, et qui menace de bouleverser toute l'Europe, si des

mains honnêtes et fermes n'y mettent pas un freiu, ce que nous souhaitons vivement pour notre part.

De cette union sont nés quatre fils : les grands-ducs Nicolas, Alexandre, Wladimir et Alexis. L'aîné, le grand-duc Nicolas, était âgé de neuf ans en 1852 ; il avait pour gouverneur le général Zinovief et pour instituteur un Genevois, ancien pasteur et élève du prédicateur Martin de Genève.

Il était à remarquer que l'empereur Nicolas avait préféré pour l'éducation de son petit-fils un pasteur protestant à un prêtre catholique, dans la crainte de l'influence que celui-ci pourrait exercer sur lui. J'avais vu ce jeune prince à la grande revue de Krasnoë-Selo à cheval et en uniforme de hussard ; il avait une charmante tournure et une figure aussi belle qu'intelligente. On trouvait déjà en lui une telle aptitude pour l'étude, une telle facilité d'apprendre que son précepteur, pour ne pas trop fatiguer son esprit avide de savoir, avait été obligé de demander au grand-duc l'autorisation de suspendre ses leçons. Son père, en parlant de lui, disait qu'il savait déjà ce que c'était que l'honneur et distinguer la vérité du mensonge.

On parlait peu de la grande-duchesse héritière ; elle était fort réservée et ne vivait que pour son mari

et ses enfants. On admirait sa dignité et les égards qu'elle avait pour l'Impératrice, princesse toujours bonne pour son entourage, mais extrêmement frivole et capricieuse, et ne s'occupant que de la lecture des romans ou de celle du journal des modes.

Tout en se montrant irréprochable dans ses devoirs de femme, l'Impératrice restait malgré son âge dominée par le désir de plaire et absorbée par toutes les préoccupations de la toilette et de la coquetterie féminine. Elle était devenue d'une maigreur extrême. Les soldats russes, qui se plaisaient à donner des surnoms, l'appelaient « le raisin de Corinthe ».

L'Empereur souriait de ses fantaisies ; elle ne se mêlait de rien, il la laissait maîtresse absolue de l'intérieur du palais, mais il lui refusait la plus petite participation aux affaires de l'empire.

L'Impératrice avait des rapports d'intimité excessive avec la fille d'un général prussien qui était devenue sa confidente et sa secrétaire intime. Celle-ci entretenait avec la princesse de Liéven, alors à Paris, une correspondance qui n'était pas sans inconvénients. C'était un recueil de tous les menus faits de nature à piquer la curiosité et alimenter la malveillance. Cette chronique souvent scandaleuse était fort peu exacte. L'Empereur s'en impatientait. Un jour, comme on lisait à l'Impératrice une lettre

de la princesse de Liéven, il entra dans son cabinet, et, s'étant aperçu à la couleur du papier de qui elle provenait, il fit un geste brusque d'humeur et se retira en s'écriant : « Ah ! c'est encore du mauvais papier vert ! »

Le grand-duc héritier passait pour être, de toute la famille impériale, le plus favorable à la France.

Un de ses amis d'enfance me disait qu'il s'intéressait beaucoup à tout ce que faisait le Prince Président, qu'il était très curieux de savoir tout ce qui se rapportait à lui, et qu'il lisait attentivement toutes les dépêches qui arrivaient de Paris. Il lui demanda de lui faire venir la médaille militaire que le Prince avait créée pour l'armée. Cet ami me disait encore que souvent, dans ses épanchements affectueux, le grand-duc lui confiait ce qu'il comptait faire quand il serait empereur; qu'il voulait se mettre dans les meilleures relations avec la France, comprenant le grand avantage qu'il y aurait pour les deux pays à une alliance sincère; il déclarait aussi qu'il se montrerait contraire à toute persécution contre les catholiques.

Le grand-duc avait non seulement des idées à lui sur la politique européenne, mais il se préoccupait également des plus petits détails qui regardaient sa future armée; il gardait chez lui les dessins des

nouveaux uniformes qu'il avait l'intention de lui donner.

Le Tzarewitch était studieux, très instruit, parlant parfaitement toutes les langues de l'Europe. Il avait la direction supérieure de tous les établissements militaires et en outre le commandement en chef de la garde impériale et du corps des grenadiers. « Homme franc, ami sûr et loyal, il écoute et donne de sages conseils; incapable de trahir une confidence, il est discret à toute épreuve. » Tel était l'éloge que j'entendais faire partout de lui, tandis qu'on s'exprimait bien différemment à l'égard de son frère, le grand-duc Constantin, prince qui cherchait toujours à se mettre en avant et à se faire valoir aux dépens de ses frères.

La douceur du grand-duc Alexandre, sa bienveillance extrême, auraient pu faire croire qu'il manquait de fermeté; mais ceux qui le voyaient le plus intimement assuraient au contraire qu'il en avait beaucoup, et que s'il pliait facilement, c'était par respect pour son père, par obéissance, et surtout pour ne pas lui donner ombrage.

Il avait la réputation d'une parfaite bonté. Il y avait cependant une exception à faire pour le général Kleinmikel, ministre des travaux publics, qu'il ne pouvait supporter. Le père de ce personnage avait

été général au service de la Russie, et son grand-père n'était qu'un serviteur dans la maison Narischkin où se trouvaient deux Michel : l'un était grand, l'autre petit, tous deux Allemands. De là lui venait le sobriquet qui plus tard devint son nom de Kleinmikel. La famille Narischkin le fit entrer au service de la couronne, où il fit son chemin.

Le général Kleinmikel était le complaisant et le favori de l'Empereur qui, de la plus basse origine, l'avait élevé jusqu'aux premiers rangs. La fortune du général Kleinmikel venait en grande partie de ce qu'il gardait chez lui, comme les siens, les deux enfants que l'Empereur avait eus d'une liaison secrète avec une demoiselle d'honneur de l'Impératrice.

Lors de la construction du chemin de fer de Moscou, il s'était élevé entre le grand-duc héritier et Kleinmikel de vives discussions qui amenèrent une rupture décisive, et dans un moment d'emportement le prince lui dit que, comme il n'était que l'indigne favori de son père, il le chasserait aussitôt qu'il monterait sur le trône. Comme le disaient ses amis, au besoin il savait montrer de l'énergie et de la fermeté vis-à-vis même des plus puissants, et il avait surtout horreur des basses complaisances.

Les étudiants de l'université d'Helsingfors, en

Finlande, s'étant révoltés à l'occasion du refus d'une chaire qu'ils avaient demandée, l'Empereur envoya son fils dans cette ville, muni des pouvoirs les plus étendus. On s'attendait à voir les coupables exilés en Sibérie; mais le grand-duc, s'étant rendu à Helsingfors, se présenta seul au milieu des étudiants et, leur parlant avec douceur, les engagea à rentrer dans le devoir.

« Vous me chagrinez, leur dit-il; je vous demande de suivre mes avis; ayez confiance en moi, et que toute discorde cesse à l'instant parmi vous. »

Les étudiants, voyant tant de noblesse, se calmèrent aussitôt, et le prince, pendant tout le temps qu'il resta à Helsingfors, reçut les témoignages les plus sympathiques de la part de la population, ce qui lui permit à son départ d'accorder aux étudiants la faveur qu'ils désiraient.

L'Empereur n'était point jaloux de son fils, comme il arrive parfois aux souverains de l'être à l'égard de leurs héritiers; le grand-duc mettait d'ailleurs le plus grand soin à ne pas lui en donner occasion. L'Empereur avait grande confiance en lui; il disait à une personne qui lui rendait visite, avant son départ pour le midi de l'Empire : « Je suis bien occupé; il faut que je mette de l'ordre dans mes papiers, que je les renferme, car, pendant mon

absence, mon fils sera également loin de Pétersbourg, et je n'ai une confiance absolue qu'en lui. Je veux qu'il sache tout comme moi, qu'il partage tous mes travaux, afin qu'il soit toujours prêt à me succéder. »

Un jour, à l'occasion de la fête du grand-duc Alexandre, le général de Castelbajac dit à l'Empereur :

« Je pense que Votre Majesté recevra les félicitations que je lui adresse pour le grand-duc héritier avec autant de plaisir que si je les lui offrais pour elle-même. »

A ces mots, l'Empereur, lui prenant affectueusement la main, lui répondit avec émotion : « Oui certes, mon cher général, vous avez bien raison. C'est un brave garçon qu'Alexandre, et vous l'aimerez aussi. Je n'agis pas vis-à-vis de lui comme on a fait à mon égard; je ne savais rien des affaires de l'État quand je suis monté sur le trône, et j'ai dû tout apprendre par moi-même. Mon fils, au contraire, est initié à tout, et maintenant Dieu me rappellera à lui lorsqu'il le voudra; j'ai confiance que la Russie sera après moi bien gouvernée. »

Le grand-duc héritier avait voulu passer des examens de droit dans le but d'obtenir un diplôme auquel il tenait beaucoup, celui de docteur de l'université d'Oxford.

Il était très aimé, n'ayant pas le caractère violent et emporté de son père. Obligeant et bon, il savait toujours dire à chacun une parole aimable, et il tempérait autant qu'il le pouvait l'extrême sévérité de Nicolas Ier. Un soir, rencontrant dans la rue un officier qui fumait, il alla à lui et, l'appelant par son nom, il lui dit : « Tu sais bien qu'il est défendu de fumer dans les rues de Pétersbourg. Pourquoi te mettre dans le cas d'être sévèrement puni ? Rentre chez toi pour y fumer ; mais que je ne te rencontre plus en faute. »

J'ai été présenté à la princesse Tcherbatoff, dont la fille avait épousé le frère d'Aloys de Rayneval. Cette alliance assurait chez elle un accueil distingué et bienveillant aux membres de l'ambassade française. Elle habitait une maison construite dans le parc de Pavlovski, ancienne propriété de l'empereur Paul, servant en 1852 de résidence au grand-duc Constantin. J'y ai dîné avec le comte Panine, ministre de la justice, descendant du fameux comte Panine, et avec le comte Tolstoï, écuyer de l'empereur Nicolas, dont le père était traité avec une grande amitié par l'empereur Alexandre Ier.

Les circonstances de la mort de l'empereur Paul ne sont plus un secret pour personne ; il a été étranglé. Détesté pour sa tyrannie, il craignait une

mort violente. Il avait exilé une grande partie de la noblesse, son règne devenait insupportable pour tout le monde. Il avait bâti comme une forteresse le palais d'hiver, entouré de fossés remplis d'eau; sur la porte il avait fait graver cette inscription en langue russe :

« Que le Seigneur garde ta maison pour de longs jours. »

C'est sous son règne que M. de Nesselrode, qui avait été d'abord officier, a quitté l'armée. Le régiment de cavalerie dans lequel il servait ayant mal manœuvré devant l'Empereur dans une revue, celui-ci s'emporta et envoya le régiment tout entier en exil. Au bout de trois jours de marche, on vit arriver un courrier porteur d'un ordre nouveau. C'était un oukase prononçant la dissolution du régiment et ordonnant aux officiers et soldats, incapables de bien servir, de rentrer dans leurs foyers et d'embrasser d'autres carrières.

L'empereur Paul était terrible dans ses emportements et redouté de tout le monde. Au moindre mécontentement il envoyait en Sibérie celui qui lui avait déplu. Un jour, son ministre de la guerre lui fit signer la nomination d'un officier dont le nom le frappa. C'était une erreur des bureaux : cet officier n'existait pas. Le malheur voulut que l'Empe-

reur conservât mémoire de ce nom, demandant à chaque instant des nouvelles de cet officier imaginaire. On lui dit d'abord qu'il était très mal noté ; il exigea qu'on lui donnât de l'avancement. Le ministre, tremblant que l'Empereur finît par apprendre la vérité, se décida à dire qu'il était mort. Par une incroyable bizarrerie, l'Empereur s'était attaché à cet inconnu, et il éprouva un vif chagrin lorsque cette nouvelle lui fut donnée.

Les intrigues anglaises n'auraient pas été étrangères à l'assassinat de Paul. Peu auparavant, le général Hédouville, envoyé par le Premier Consul, avait été invité par lui à dîner à Oranienbaum. Au dessert il coupa une orange en deux et il en envoya par un page une moitié au général français en disant très haut, de manière à être entendu de tous les convives : « Dites au Premier Consul que je veux que la France et la Russie soient aussi unies que les quartiers de cette orange dont je garde la moitié en vous donnant l'autre. »

Ce fait fit alors grand bruit. Il m'a été raconté par le comte Tolstoï, écuyer de l'empereur Nicolas : il était alors enfant, et il assistait comme curieux au dîner dans une galerie supérieure. Il vit de ses yeux l'envoi de l'orange, et son père, présent au dîner, lui raconta à plusieurs reprises l'incident auquel il

avait assisté sans le comprendre. D'après les chroniques du temps, la vérité serait celle-ci :

Après une lutte assez violente dans laquelle Paul Ier, déjà blessé, fut renversé par terre, Plato Suboff, courbé sur l'Empereur, se retourna vers le général de Bennigsen et dit : « Bennigsen, l'écharpe ! » M. de Bennigsen remit alors son écharpe à Suboff et ajouta ces paroles : « Achevez-le ! » Ce fut au moyen de l'écharpe aux couleurs de la Russie que Paul fut étranglé. Le général de Bennigsen assista jusqu'à la fin à ce drame horrible : à plusieurs reprises, il avait, pendant l'accomplissement du crime, soutenu la résolution des conjurés dont la plupart venaient de puiser du courage dans les fumées de l'orgie. Le comte de Bennigsen et le comte Pahlen étaient les seuls qui eussent conservé leur raison entière.

M. de Bennigsen, d'origine hanovrienne, se retira dans le Hanovre. A sa mort, M. de Schroder, ministre de Russie près les cours de Dresde et de Hanovre, se rendit à Hanovre et obtint de la veuve du général la remise du manuscrit de ses Mémoires en échange d'une pension de 6,000 roubles réversible sur ses enfants.

L'empereur Nicolas a fait élever une statue à son père au château de Gatchina. Il parlait rarement de

ces pénibles souvenirs. Cependant, un jour, en présence du comte Pahlen, ambassadeur à Paris, fils d'un des assassins de l'empereur Paul, il s'attendrit et dit : « Comme on a été cruel pour lui ! » — « Mais il était fou! » répliqua le comte Pahlen.

Le second fils du Tzarewitch ressemblait beaucoup à l'empereur Paul, ayant comme lui le nez très retroussé. C'est le type de physionomie que l'empereur Nicolas recherchait pour composer le régiment Pavlovski, créé par son père dont il porte le nom.

Le 1er novembre 1852, le duc de Leuchtenberg, mari de la grande-duchesse Marie, fille de l'Empereur, mourut à Pétersbourg; le duc était, depuis de longues années, atteint d'une pulmonie tuberculaire. D'après le conseil des médecins, il se rendit à Madère pour y respirer un air plus doux. Sa santé ayant éprouvé quelque amélioration à la suite de son séjour dans cette île, il put ensuite voyager en Italie et en Égypte. De retour en Russie, son état avait rapidement empiré. Il crachait déjà le sang depuis quelques jours, lorsque le 29 octobre, vers neuf heures et demie du soir, il fut subitement pris d'une hémoptysie, et les vomissements de sang recommencèrent. A cet instant, on appela le docteur Nitard-Ricord, neveu du célèbre docteur de Paris, que sur sa recommandation j'avais fait venir à Pétersbourg.

Le lendemain, le duc fit sa toilette comme d'habitude; mais étant pris de nouveaux vomissements, il se coucha. Le soir, à neuf heures et demie, on fit revenir le docteur Ricord. Comme il entrait dans l'appartement, la grande-duchesse Marie et le secrétaire du prince se précipitèrent vers lui, en s'écriant : « Vite, le duc se meurt ! » Celui-ci était alors dans un cabinet attenant à sa chambre. Le docteur Ricord trouva le duc dans les bras de M. Mianowsky, son médecin ordinaire, la tête penchée, le front couvert d'une pâleur mortelle et ayant vomi du sang en grande quantité. Le secrétaire du duc, M. Mussard, s'étant rappelé, avant l'arrivée du docteur, que celui-ci avait témoigné la crainte que le duc ne fût étouffé par un caillot de sang arrêté dans la trachée, avait dit à Mianowsky de le lui enlever, ce que ce dernier avait fait. Ranimé par cette opération et par l'eau froide que Mianowsky avait jetée sur son visage, le prince témoigna par un signe de tête son plaisir en voyant paraître le docteur Ricord; ensuite soutenu par les deux médecins, il put regagner son lit, qui était à dix pas de ce cabinet. Aussitôt après, on lui appliqua de la glace sur la poitrine, des sinapismes par moments, etc. Il était alors dix heures du soir. Depuis ce moment, le duc ne quitta plus son lit. La grande-duchesse Marie était

constamment auprès de lui, lui donnant les soins les plus empressés.

L'Empereur avait rendu au prince une visite le soir même avant la crise. La nuit se passa ainsi.

A cinq heures, le malade était pris de nouveaux vomissements. Ricord fit appeler deux autres médecins, mais aucun d'eux n'était au palais. « Ne vous effrayez pas, madame la grande-duchesse, ni vous non plus, monseigneur, leur dit-il, cela ne sera rien; vous voyez combien je suis calme, je n'ai aucune crainte. » A ces paroles, le duc se tranquillisa et vomit ensuite sans grand effort deux onces de sang caillé. Se trouvant mieux après ces vomissements, il demanda de l'eau glacée et se reposa. Au bout de deux heures, le pouls devint presque normal, le sang disparut des expectorations, et le malade s'endormit. A huit heures du matin, l'Empereur et l'Impératrice vinrent le voir; le duc se trouvait dans ce moment aussi bien que son état le permettait après cette crise. Le docteur Fischer entrant après eux, l'Empereur l'emmena aussitôt dans le cabinet turc attenant à la chambre du duc, et, lui adressant la parole en allemand, s'informa de l'état de son gendre, lorsque la grande-duchesse, qui avait accompagné son père, lui dit : « Je veux vous présenter le docteur Ricord, un serviteur fidèle du prince

et qui lui donne ses soins en participation avec MM. Mianowsky et Fischer. »

L'Empereur demanda alors au docteur Ricord s'il était de l'avis de ses collègues; il répondit que oui, mais que l'état était grave; cependant que s'il n'y avait pas de désorganisation profonde et si l'hémorragie venait à cesser pendant deux jours, on pourrait concevoir un peu d'espoir. L'Empereur s'écria alors : « Dieu le veuille! » et rentra chez le duc, où il resta seul avec lui et la grande-duchesse. Au bout d'une demi-heure il quitta le malade.

La journée du dimanche 31 octobre se passa très tranquillement; la respiration du duc était parfaitement libre. Les médecins, voyant quelque amélioration dans son état depuis quatorze heures, conçurent les plus grandes espérances. Le docteur Mianowsky alla jusqu'à affirmer qu'il n'y aurait plus d'hémorragie; le docteur Nitard-Ricord, ne partageant pas tout à fait cet avis, dit à la grande-duchesse Marie que les vomissements pourraient bien reprendre, mais qu'il fallait être calme et de sang-froid comme on l'avait été le matin pour bien exécuter tout ce qu'il y avait à faire. Il demanda par prévoyance s'il y avait des sangsues au palais pour les appliquer immédiatement dans le cas où le pouls du malade viendrait à augmenter.

L'Empereur arriva à sept heures du soir chez son gendre. Celui-ci, l'entendant parler avec la grande-duchesse dans une pièce voisine, dit au docteur : « Voici l'Empereur, j'entends sa voix. » L'Empereur entra aussitôt avec la princesse et témoigna la plus vive amitié à son gendre, l'embrassant plusieurs fois sur le front, lui tâtant lui-même le pouls et exprimant la plus grande joie de le voir dans un état aussi satisfaisant. L'Impératrice, accompagnée par les grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel, vint à neuf heures au palais de Leuchtenberg. Dans ce moment le duc dormait. La grande-duchesse Marie, ayant laissé auprès de lui les docteurs Mianowsky et Fischer, fit appeler Ricord pour le présenter à sa mère.

« Comment est le duc? » lui demanda l'Impératrice. — « La toux étant calmée, lui répondit le docteur, la respiration étant libre, nous espérons que l'hémorragie ne reviendra plus. »

L'Impératrice ne put voir le duc qui dormait toujours et se retira avec ses fils.

Entre minuit et deux heures du matin, le pouls du malade avait pris de l'ampleur, et le duc était tellement agité que la grande-duchesse Marie, qui ne le quittait plus ni jour ni nuit, effrayée de son état, éveilla le docteur Ricord, qui reposait, en lui disant :

« Le duc a une fièvre horrible, je vous en supplie, venez le voir. »

Quand il mit le pied dans la chambre du malade, celui-ci était assis sur son lit, vomissant du sang dans un lavabo que le docteur Mianowsky tenait devant lui. Cette fois le sang était vermeil et ne contenait pas de caillots, ce qui prouvait que l'émission était immédiate : c'était une nouvelle hémorragie. On appliqua aussitôt au malade des ventouses. Le duc regarda alors fixement les médecins, en disant avec un grand effort : « J'étouffe ! j'étouffe ! » Il eut à peine le temps de recevoir l'extrême-onction de la main du Père Loukasevitch, dominicain, son confesseur, qu'on avait appelé dès qu'on vit le danger; puis il se renversa en arrière en râlant. Il était deux heures du matin.

Le docteur Nitard-Ricord, pensant dans le premier moment que c'était un caillot de sang qui l'étouffait, voulut faire pénétrer ses doigts dans la bouche du malade pour l'enlever, puis, poussé par un grand dévouement, il se jeta sur lui et, mettant sa bouche contre la sienne, il aspira violemment tout ce qu'il y avait de sang dans l'arrière-bouche; pendant un quart d'heure il respira ainsi dans la bouche du prince pour chercher à rétablir la respiration dans le cas où il y aurait eu une simple asphyxie. En

même temps, Mianowsky faisait des frictions sur le cœur du duc, jetait de l'eau froide sur son visage, tandis que Fischer réchauffait son corps et ses pieds. Mais ce fut inutile; l'autopsie démontra que le duc ne pouvait plus vivre; il avait quatre petites artères ouvertes dans une caverne du poumon. Voyant que le duc était perdu, on chercha à écarter la grande-duchesse, mais celle-ci montra un courage admirable, ne voulant pas quitter un instant son mari, et s'écriant : « Je resterai jusqu'au moment suprême ! »

Aussitôt que le duc eut rendu le dernier soupir, la grande-duchesse Marie fut prise d'une attaque nerveuse, puis, reprenant l'usage de ses sens, elle se jeta tout en larmes à genoux devant le lit de son mari, et, serrant la main du duc, elle la couvrit de baisers.

Ce ne fut qu'avec une peine extrême que l'on parvint à l'arracher de la place où elle était. Pendant ce temps, la famille impériale, avertie de la mort du prince, était accourue au palais. Il était alors deux heures et demie du matin. L'Empereur entra dans la chambre du prince défunt en tenant sa fille dans ses bras, et, après avoir déposé un baiser sur le front du duc, il éloigna de nouveau sa fille de cette scène déchirante.

L'Empereur s'était de suite informé si le duc avait reçu les derniers sacrements. Le père dominicain, qui était à genoux près du lit du prince, répondit qu'il n'avait pu recevoir que l'extrême-onction. Alors l'Empereur fit un signe de croix et pria Dieu un instant près du corps de son gendre.

On dit que le duc avait voulu que son cœur fût placé près de celui de sa mère, en Bavière.

Jusqu'au dernier moment le duc de Leuchtenberg a témoigné la plus vive tendresse à sa femme, qui, de son côté, l'a soigné avec un grand dévouement. Elle voulut avoir une des croix qu'il portait toujours sur sa poitrine, ainsi que sa bague d'alliance. Enfin, en le regardant une dernière fois, elle s'écria en larmes : « C'est toute la figure de son noble père : comme il ressemble au prince Eugène ! »

Malgré ces témoignages de douleur officielle, la situation du duc de Leuchtenberg à la cour de Russie était fort délicate. On s'efforçait d'effacer de toute manière le souvenir de son père, le prince Eugène de Beauharnais. L'Empereur signa un oukase ordonnant à ses fils de s'appeler désormais *Romanovski*. Le titre allemand de Leuchtenberg ayant été porté par un prince français, cela suffisait pour en faire proscrire le souvenir.

Le palais Leuchtenberg était désigné par tout le

monde sous le nom de palais Marie. A cette époque du moins, la France n'était pas aimée en Russie, et l'empereur Nicolas n'avait aucune sympathie pour elle. Dans la presse de Pétersbourg, le prince de la Moskova était ainsi désigné : M. le prince Ney fils aîné — pour éviter de rappeler une victoire française.

La grande-duchesse Marie, que j'avais eu l'occasion de voir plusieurs fois à mon arrivée à Saint-Pétersbourg, montrait beaucoup de goût pour les arts, peignant et dessinant fort bien. C'était une femme fort agréable, mais un peu fantasque. Elle dépensait, dit-on, deux cent mille francs pour ses robes et ses chapeaux. On la rencontrait le soir en traîneau, en plein hiver, dans les rues de Pétersbourg.

Le 16 octobre 1852, peu de jours avant la mort du duc de Leuchtenberg, j'aperçus la grande-duchesse avec sa fille, âgée d'une dizaine d'années, à l'Opéra, à une représentation d'*Hernani*.

Devenue veuve, la grande-duchesse Marie fit un long voyage en Allemagne et de là se rendit en Angleterre, aux bains de mer de Bath. Elle avait avec elle son plus jeune enfant, né du vivant de son mari. Elle sortait accompagnée d'une nourrice qui portait des vêtements russes très éclatants. Les Anglais qui s'empressaient pour apercevoir la princesse se trom-

paient souvent et prenaient pour elle la nourrice, dont le costume attirait les regards.

Après la mort du prince, elle épousa morganatiquement Grégoire Strogonoff, neveu du comte Strogonoff, ancien ambassadeur de Russie à Londres, lors du couronnement de la reine Victoria ; c'était un jeune officier, très beau de figure, brave, gai, aimant le monde et ses fêtes, et plaisant par sa franchise et ses allures un peu rudes, mais toujours empreintes de droiture et de loyauté.

La grande-duchesse Marie ressemblait extrêmement à l'Empereur, son grand-père, et surtout à son père, l'empereur Nicolas. Elle avait une tête de camée, beaucoup trop longue pour sa taille, et le teint très pâle. Un officier qui avait un réel talent de sculpteur, ayant un jour essayé de faire son buste, ne pouvait parvenir à rendre la finesse de ses traits. Le buste cependant était ressemblant. Des amis conseillèrent à l'artiste de supprimer la coiffure et de la remplacer par un front chauve, en ajoutant des moustaches et des favoris. Il se trouva que le buste ainsi modifié présentait une ressemblance saisissante avec l'Empereur lui-même.

Les obsèques du duc de Leuchtenberg eurent lieu le jeudi 4 novembre 1852, à l'église catholique de l'ordre de Malte. J'y assistai comme chargé d'affaires

de France avec tout le corps diplomatique et les grands dignitaires de l'empire russe. Je me trouvais en face de l'Empereur, qui est resté pendant toute la cérémonie appuyé contre une colonne, priant fort religieusement en suivant les prières dites par l'archevêque catholique de Mohileff. Il tenait un cierge à la main, ainsi que les grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel, placés derrière lui. Les prières finies, il porta avec ses fils le cercueil de son gendre jusqu'au caveau, il embrassa une dernière fois le cercueil, puis il se retira. Il paraissait fort affecté. Tout le monde défila ensuite dans les caveaux de l'église où le corps avait été déposé. Suivant l'usage, je jetai, en pensant au prince Eugène, comme tout le monde de la cendre sur le cercueil.

Quelques jours plus tard, le 12 décembre 1852, l'empereur Nicolas rendit un oukase qui rattachait plus étroitement à la famille impériale de Russie les enfants du défunt encore en bas âge; il leur donna de nouvelles armoiries, effaçant ainsi autant qu'il dépendait de lui le souvenir de leur descendance du prince Eugène.

Oukase du 12-24 *décembre* 1852.

« Prenant en considération que Nos bien-aimés Petits-Fils Leurs Altesses Impériales les Princes Nicolas, Eugène, Serge et Georges et les Princesses Marie et Eugénie, enfants de Notre bien-aimée Fille Son Altesse Impériale Mme la Grande-Duchesse Marie et de feu Son Altesse Impériale le Duc Maximilien de Leuchtenberg, sont nés en Russie, baptisés d'après le Rite de l'Église Orthodoxe Catholique d'Orient, et que par cela même ils appartiennent à Notre chère Patrie,

« Nous avons trouvé utile de leur donner, afin de signaler qu'ils sont des descendants de la souche illustre de Notre maison, le nom de Princes et Princesses Romanovski. Le titre d'Altesse Impériale que Nous leur avions conféré leur sera conservé jusqu'aux fils de Nos Arrière-Petits-Fils inclusivement dans la lignée mâle.

« Le Sénat dirigeant aura à faire à ce sujet les dispositions nécessaires, et Nous ordonnons au Ministre de Notre Maison Impériale de transmettre les armoiries que Nous avons confirmées pour Leurs Altesses Impériales les Princes et Princesses Romanovski au Sénat dirigeant. »

Cependant les Russes fanatiques ne regardaient pas l'empereur Nicolas comme assez Russe. On l'appelait bien bas le *baron de Gottorp*, à cause de son origine allemande remontant à l'empereur Pierre III, qui appartenait à la branche princière de Holstein-Gottorp. On lui donnait aussi le surnom de Karl Ivanovitch. Le prénom de Karl, très répandu en Allemagne, n'existait pas dans le calendrier russe. Un jour, en jouant avec les enfants du général Philosophoff, gouverneur des grands-ducs Nicolas et Michel, il s'entendit nommer par eux Karl Ivanovitch. Fort étonné de cette dénomination, il les questionna, et il finit par apprendre d'eux avec un vif déplaisir qu'il était désigné sous ce surnom jusque dans son propre palais.

CHAPITRE V

Retour du général de Castelbajac. — Le comte de Nesselrode. — Attitude hautaine de Nicolas à l'avènement de Napoléon III. — Hostilité du roi Frédéric-Guillaume IV. — Prestation de serment du grand-duc Michel. — La bénédiction des eaux de la Newa. — Le fils de Schamyl. — Ma correspondance avec Cavour. — La mission du prince Menschikoff. — Conduite des hauts fonctionnaires russes.

Le 12 novembre 1852, le général de Castelbajac revint de Paris. Il était accompagné de la marquise de Castelbajac et de leur fils Gaston, âgé de dix-neuf ans, qui venait d'être nommé attaché d'ambassade. J'étais bien aise dans des circonstances aussi difficiles de voir alléger ma responsabilité.

Mon excellent ami M. Léon Noël, sous-directeur à la direction politique du ministère des affaires étrangères, m'écrivit à cette occasion : « Vous avez dû voir avec plaisir qu'au département on vous savait gré de vos excellentes informations. Je suis vraiment au regret que le général reparte et que votre intérim se trouve avoir si peu duré, mais du moins vous en aurez fait assez bon emploi pour pouvoir vous dire qu'il vous aura profité, quelque court qu'il ait été.

« A propos, la position de Turin est de plus en plus difficile. N'en pleurez pas trop. »

Le général m'avait annoncé son retour quelques jours auparavant en me faisant part d'un sérieux désagrément qui lui était arrivé : « Remerciez Dolfus, m'écrivait-il de Paris le 1er novembre, et dites-lui que la non-arrivée de mon grand coupé de ville n'est maintenant que trop expliquée. Je viens d'apprendre que M. Albrech, au lieu de l'expédier par le vapeur de Dunkerque, l'avait fait embarquer au Havre sur un vaisseau à voiles qui a péri. Voilà la seconde fois que les navires à voiles nous portent malheur. »

Le 18, j'assistai avec mon excellent chef à un grand dîner officiel chez le comte de Nesselrode, chancelier de l'empire russe. Les salons, dont les murs étaient couverts de tableaux anciens de l'école italienne, étaient fort beaux, le dîner excellent et admirablement servi. Six maîtres d'hôtel portant l'habit marron à la française à boutons d'acier, avec des gilets de soie blanche et de grands jabots, l'épée au côté, dirigeaient les services des domestiques en livrée rouge. Dans le grand salon rouge, en face de la fenêtre du milieu, se trouvait un grand vase de porcelaine de Berlin donné par le roi de Prusse au comte de Nesselrode. Le chancelier était un homme âgé, de

petite taille, très vif, d'un caractère gai, mais au fond très égoïste, ressemblant beaucoup à M. Thiers. Il était très sobre, quoique fin gourmet, et jusqu'à son dîner du soir, toujours très abondant et bien servi, il ne prenait d'autre repas que deux verres de malaga avec un biscuit, le matin et à trois heures. Il s'occupait personnellement de sa table et savait de quoi doit se composer la confection des mets.

Un jour, chez le baron de Plessen, ministre de Danemark, à un petit dîner intime où j'étais invité avec le grand chancelier de Nesselrode, une purée de gibier ayant attiré son attention, il fit au crayon une liste de ce que le cuisinier avait dû employer pour la faire. Cette liste fut envoyée au cuisinier, qui conserva précieusement ce curieux autographe.

A Saint-Pétersbourg, comme à Paris et à Londres, on signala quelques cas de choléra, une douzaine de morts par jour sur une population de cinq cent mille âmes.

Le Tzar, qui se regardait comme le chef de toutes les monarchies européennes, ne fit pas au nouveau souverain Napoléon III, devenu empereur, un meilleur accueil que celui qu'il avait fait au roi Louis-Philippe. Dans la situation de l'Europe, il croyait n'avoir rien à redouter et il donnait libre carrière à ses sentiments autocratiques. Il venait de sauver

l'Autriche en intervenant contre les Hongrois révoltés. Le respect et la soumission que François-Joseph témoignait à l'empereur de Russie allaient jusqu'à l'oubli de sa propre dignité, et on racontait qu'à Vienne l'empereur d'Autriche, se croyant seul avec l'empereur Nicolas dans le salon qui divisait leurs deux chambres, baisa humblement la main de ce dernier au grand étonnement d'une tierce personne qui, sans être vue, assistait à leurs adieux. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV subissait docilement l'ascendant de son puissant beau-frère.

Comme l'a dit M. Saint-René Taillandier (1), « l'amitié que l'empereur de Russie inspirait à Frédéric-Guillaume IV allait jusqu'à l'exaltation ». Il l'appelait « le plus grand, le plus saint des hommes ». En revanche, les sentiments qu'il éprouvait pour Napoléon III, « l'oiseau de proie récemment couronné », touchaient à la haine.

« Nous savons, écrivait-il à son ambassadeur à Londres, que Louis-Napoléon a des engagements avec les chefs des partis révolutionnaires athées dans toute l'Europe. Mazzini, Kossuth et les autres étaient cachés à Paris ou dans les environs. Un signe de l'homme qui est la révolution incarnée mettra le feu

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1er janvier 1874, « L'avènement du second Empire et la guerre de Crimée. »

à la Pologne, à la Hongrie, à l'Italie, à l'Allemagne du sud, à la Belgique. Alors Buonaparte interviendra dans les pays voisins de ses frontières comme *empereur de la paix ! ! ! et garant du droit de tous les peuples*. Les adresses pour demander l'incorporation à la France sont déjà rédigées dans le Palatinat. dans nos contrées du Rhin, en Belgique; déjà même elles sont expédiées en partie. Or, il sait compter, il n'ignore pas qu'il peut mettre plus de vaisseaux sur mer que la vieille Angleterre... La Belgique est l'objectif le plus prochain de l'oiseau de proie récemment couronné. Il ne fera pas la guerre à la Belgique, mais il soudoiera une insurrection, puis, comme empereur de la paix et garant de toute volonté de tous les peuples, il défendra au roi Léopold de réprimer les rebelles. Alors il envahira le territoire belge (1). »

Tous les efforts du roi de Prusse tendaient au renouvellement de la Sainte-Alliance contre la France. Lorsqu'en mars 1854 le duc de Saxe-Cobourg-Gotha se rendit à Paris, il lui écrivit : « Vous êtes comme Daniel dans la fosse aux lions. »

L'empereur Nicolas regardait comme impossible une entente de la France et de l'Angleterre. Le

(1) Lettres des 17 novembre et 7 décembre 1852.

prince Albert ne venait-il pas de presser le duc de Saxe-Cobourg-Gotha d'adresser une énergique protestation juridique contre la confiscation des biens de la famille d'Orléans dans l'intérêt de la duchesse de Nemours, princesse de Saxe-Cobourg-Gotha, et du prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha qui avait épousé une fille du roi Louis-Philippe ?

Les mesures militaires que l'Angleterre crut devoir prendre après la proclamation de l'empire en équipant cent cinquante mille volontaires pour la défense de ses côtes confirmaient le Tzar dans la pensée que la France était tout à fait isolée et qu'il n'avait pas de ménagements à garder vis-à-vis d'elle.

Lorsque au contraire l'alliance franco-anglaise se réalisa, Frédéric-Guillaume IV ne craignit pas d'écrire : « Si je suis attaqué pendant l'inceste de l'Angleterre et de la France, ou par suite de cet inceste, si les deux puissances incestueuses, prenant la révolution pour alliée, la déchaînent par le monde, alors je fais alliance avec la Russie, alliance à la vie, à la mort (1). »

L'empereur Nicolas, disposant d'une force matérielle imposante, exerçait une puissante influence sur les événements; il finissait par avoir toujours

(1) Lettre du 9 janvier 1854.

raison, et le succès lui donnait une grande réputation d'habileté politique. Les Russes étaient convaincus que la volonté de leur souverain triompherait de tous les obstacles. Nicolas Ier avait le sentiment de sa force et de sa supériorité; il se regardait comme le gouverneur et la providence des autres souverains de l'Europe. Aussi saisissait-il avec empressement toutes les occasions qui s'offraient à lui pour faire la leçon à ceux d'entre eux qui lui semblaient s'être écartés de sa ligne politique.

A une revue qu'il passait à Varsovie et à laquelle assistait le roi de Prusse, il lui dit en le regardant fixement et pour le blâmer de la conduite qu'il avait tenue en 1848 :

« Vous voyez, Sire, ce régiment qui passe; je lui avais donné le nom de *Charles-Albert;* mais du moment que ce roi s'est montré *félon* pour la bonne cause, je lui ai aussitôt enlevé son nom. »

Il se croyait sûr de rester à la tête d'une formidable coalition européenne : « Je compte sur la Russie, avait écrit le roi de Prusse, son beau-frère, et j'ai le ferme espoir que la légitimité l'emportera malgré toutes les erreurs qui se dressent pour la détruire. » Au nom de la légitimité, dont il se regardait comme le gardien, l'empereur Nicolas voulut donner une leçon au nouvel empereur des Français.

Dans la lettre de créance accréditant son ambassadeur, résistant aux conseils de M. de Nesselrode, il refusa de qualifier Napoléon III de son *bon frère*, suivant l'usage entre souverains, et il remplaça cette expression par celle de son *bon ami.*

« Non, dit-il; les frères sont donnés par le ciel, et on choisit ses amis. Je ne puis être le frère de Napoléon; quant à moi, je ne puis l'appeler qu'ami. J'admire ce qu'il a fait, et s'il m'avait demandé conseil, je ne lui en aurais pas donné d'autres sans doute que ceux qu'il a reçus de sa conscience; mais, malgré tout, je ne changerai pas, comme l'Autriche et la Prusse ont cru devoir le faire, ma première décision. En vérité, il vaut mieux pour lui qu'il ait un bon ami qu'un faux frère; c'est, je le répète, Dieu qui donne les frères, et c'est nous qui choisissons nos amis. »

Il blessa ainsi cruellement le chef du gouvernement de la France, qui n'oublia pas cette offense calculée. Sans la question du *bon frère,* il n'y aurait jamais eu de guerre de Crimée, a dit M. de Beust (1).

Suivant l'expression de M. Thouvenel, « on regardait à Saint-Pétersbourg le prince Louis-Napo-

(1) *Mémoires du comte de Beust*, t. Ier, p. 137.

léon comme un chapeau gardant la place de la couronne légitime ».

Le 8 décembre eut lieu en grande pompe la cérémonie de la prestation de serment du grand-duc Michel, qui venait d'atteindre sa majorité. C'est une cérémonie religieuse qui a lieu dans l'église. Après les prières d'usage, le jeune prince s'avança dans la nef et prononça devant l'Empereur et l'Impératrice, qui l'embrassèrent à plusieurs reprises, la formule d'un serment religieux. La cour et le corps diplomatique étaient présents. On passa ensuite dans la salle du trône, où un détachement de l'armée avait été convoqué. Le spectacle était magnifique. Tous les grands-ducs et les grandes-duchesses en grand costume de cour, les jeunes princes, le fils aîné du Tzarewitch et le fils aîné du duc de Leuchtenberg étaient présents. Les dames de la cour, couvertes de diamants et de pierreries, portaient le costume russe ancien. Le grand-duc Michel prêta un nouveau serment de fidélité à l'Empereur.

L'empereur Nicolas portait l'uniforme des Cosaques qui lui allait admirablement bien. Il embrassa avec une émotion visible son fils, qui avait les larmes aux yeux, puis il se plaça à la tête du détachement de l'armée à qui il adressa d'une voix forte et bien accentuée les commandements pour le défilé. La

grande-duchesse Marie, à cause de son grand deuil, assistait dans une loge à cette émouvante cérémonie.

Quelques jours après, je fus soumis à une sérieuse épreuve ; je fus atteint de la petite vérole, gagnée par Gaston de Castelbajac qui me la communiqua. Cela retarda ma présentation officielle à l'Empereur qui avait été fixée au dimanche 12 décembre, à midi, à l'issue de la messe. Je fus tenu en quarantaine pendant plus d'un mois, personne n'osant venir me voir jusqu'à ce que le bain, signe décisif de la convalescence, eût été prescrit par le médecin, mon compatriote, le bon docteur Patenotre. J'étais regardé comme un pestiféré. D'autre part, comme à la même époque la reconnaissance de Napoléon III par le Tzar soulevait des difficultés, on en profitait pour se tenir éloigné de l'ambassade française. Les usages de la cour de Russie imposaient d'ailleurs en pareil cas les plus grandes précautions. Sous le règne de Louis-Philippe, Mlle de Barante, fille de l'ambassadeur de France, fut atteinte de la rougeole. Son père reçut du chancelier de Nesselrode le curieux billet suivant :

« Serait-il vrai, Monsieur l'ambassadeur, que Mlle de Barante eût gagné la rougeole ? Dans ce cas, ne jugeriez-vous pas plus prudent de ne pas venir ce matin au cercle diplomatique auquel assis-

tent, comme vous le savez, Mmes les grandes-duchesses, *qui n'ont pas encore eu la rougeole?* Lorsque Mme de Fiquelmont l'a eue il y a quelques années, le comte de Fiquelmont s'est abstenu de paraître à la cour. Si vous croyez devoir suivre son exemple, je vous prierai de me le faire savoir par le porteur, pour que je puisse me charger de vos excuses auprès de Leurs Majestés Impériales.

« Veuillez agréer tous mes hommages.

« NESSELRODE.

« Dimanche matin. »

Pendant cette maladie si sérieuse je ne fus pas abandonné par mes deux amis et collègues le comte Aloys de Rayneval et M. Camille Dolfus; de temps en temps on me permettait de sortir de mon lit, et un jour je vis de ma fenêtre passer le convoi du conseiller privé Apratchinine, grand cordon de Saint-André, grand maître de la cour. Il avait épousé la petite-fille du maréchal Koutousoff. En tête, se trouvaient des hommes habillés de robes noires, avec de larges chapeaux, portant des torches ; puis venaient les coureurs de la cour, des officiers portant les décorations du défunt sur des coussins rouges, les prêtres grecs avec une toque ayant la forme d'un gâteau de Savoie, puis le char surmonté d'un balda-

quin armorié, enfin, dans un assez grand désordre, des généraux, des personnages officiels, des fonctionnaires. Le convoi, suivi par des voitures de deuil, était terminé par un magnifique escadron de gardes à cheval, musique en tête, portant le sabre sous le bras, sans doute en signe de deuil.

Je fus admirablement soigné par le docteur Patenotre, qui cherchait à me distraire en me racontant des anecdotes sur la Restauration, époque à laquelle il habitait Paris. Il tenait de l'abbé Saunier, abbé de la Trappe de la Meilleraye, le récit d'une singulière audience donnée en 1826 par M. de Corbières, ministre de l'intérieur de Charles X. L'abbé de la Trappe avait été convoqué pour affaires à dix heures du matin. Après avoir traversé plusieurs salons, un huissier lui ouvrit la porte de la chambre à coucher du ministre. Celui-ci était au lit, son bonnet de coton attaché par un ruban vert; il travaillait au milieu d'un énorme amas de papiers. Pendant la conversation, un gémissement se fit entendre et un mouvement se produisit sous les couvertures. C'était Mme de Corbières qui se réveillait : « Ah! dit-elle en se frottant les yeux, c'est vous, monsieur l'abbé de la Meilleraye! » Elle reprocha à son mari de ne pas l'avoir prévenue plus tôt. Elle demanda alors son chocolat, et très sérieusement se mit à tourner le

rouleau de buis de la chocolatière pour le faire mousser. Quand il fut à point, elle en offrit à son mari et au révérend abbé de la Trappe, qui se retira en gémissant d'un manque de tenue peu fait pour ajouter au prestige de l'autorité.

Mes collègues Aloys de Rayneval et Dolfus me tinrent, comme je l'ai dit, fidèle compagnie, discutant avec le bon docteur Patenotre à propos de la politique du jour. Nous étions très opposés aux abus de la tribune et des journaux; le docteur était au contraire, comme les libéraux de la Restauration, partisan de la *liberté de la presse et de la tribune, de la charte constitutionnelle*, etc. Nous nous animions très fort quelquefois, mais nous restions au demeurant les meilleurs amis du monde.

Les nouvelles lettres de créance du général de Castelbajac arrivèrent le 14 janvier 1853, par la poste ordinaire et non par un courrier spécial. Elles étaient adressées « au très excellent, très sérénissime, très puissant prince Nicolas », qualifié de *bon ami*. C'était la reproduction exacte des formules employées par l'empereur Nicolas vis-à-vis de Napoléon III.

Le 16, le général de Castelbajac fut reçu par l'Empereur, qui lui dit : « Puisque l'empereur Napoléon m'a pris comme je suis, j'espère que nous nous enten-

drons bien. J'y suis tout disposé. » Et il embrassa à deux reprises M. de Castelbajac. Il reçut ensuite avec beaucoup de bonne grâce MM. de Rayneval, Dolfus et Gaston de Castelbajac, disant à Aloys de Rayneval en lui parlant de son frère : « Vous êtes une ancienne connaissance..... Et M. de Reiset, ajouta-t-il, a aussi la petite vérole. Comment est-il? Où a-t-il pris cette maladie?... Je regrette de ne pas le voir aujourd'hui; mais dès qu'il sera rétabli, j'espère que vous me le conduirez. »

Je n'étais pas assez bien portant pour assister le 18 janvier à la bénédiction des eaux de la Newa, cérémonie très populaire à Pétersbourg. Une tente est élevée sur la glace, en face du palais de l'Empereur. Lorsque le clergé, l'Empereur et sa cour y sont rassemblés, l'archevêque grec, patriarche de Pétersbourg, s'approche du trou que l'on a fait dans la glace pour bénir les eaux. Quand la cérémonie est finie, le peuple se précipite pour boire ces eaux que la bénédiction a rendues salutaires. Des moujiks s'y baignent par un froid de 18 degrés. Autrefois même, pour porter bonheur aux enfants ou pour assurer leur santé, on les y plongeait. Un jour, un prêtre, ayant maladroitement laissé tomber dans le trou un enfant qui fut entraîné par le perfide courant de la Newa, dit sans s'en émouvoir davantage : « Cela ne

fait rien : *passez-m'en un autre!* » Et la cérémonie continua comme si rien n'était arrivé.

Je sortis pour la première fois le 22 janvier 1853, faisant en voiture par un beau soleil, bien enveloppé de fourrures, une promenade sur la Perspective. Le spectacle de ces milliers de traîneaux et de voitures qui s'entre-croisent avec une rapidité extrême est très intéressant. Je voyais de loin tout ce monde mettre pied à terre et se promener au grand soleil, si rare en Russie à cette époque de l'année.

Le 29, je pus assister au bal donné à l'ambassade d'Angleterre, y danser et rester jusqu'à deux heures du matin. J'étais donc bien rétabli : les yeux seulement me faisaient un peu souffrir aux grandes lumières.

L'hiver était des plus brillants à Saint-Pétersbourg. Le 3 février, j'assistai chez Mme Apraxine à un très beau bal auquel se trouvaient tous les grands-ducs, le Tzarewitch et sa femme, la grande-duchesse Constantin, les grands-ducs Nicolas et Michel, la grande-duchesse Hélène et la grande-duchesse de Mecklembourg, sœur de l'Impératrice. J'y vis pour la première fois le fils de Schamyl, jeune homme de vingt-deux à vingt-quatre ans, fait prisonnier dans son enfance en 1835 ou en 1836 et gardé comme otage par l'Empereur qui l'avait fait élever à l'école des cadets. Il était devenu officier russe, tandis que

son père faisait la guerre à la Russie. Il était brun, nerveux et fort beau garçon, avec un air un peu sauvage. Ayant eu depuis occasion d'entrer en rapport avec lui, je reçus sa carte qui était fort curieuse. Dans le fond sont trois montagnes, sans doute le Caucase, voilées par un nuage, au-dessous desquelles le nom était écrit en caractères russes.

Ce malheureux jeune homme, qui adorait ses montagnes, fut rendu à son père le 11 mars 1855; mais il ne survécut pas longtemps à son retour dans son pays natal. Il mourut de consomption au bout de six mois, le 5 septembre suivant.

Au bal de Mme Apraxine, je dansai avec une demoiselle d'honneur de la grande-duchesse Hélène, Mlle de Staël. Elle me dit avoir été élevée au couvent à Sttutgart avec la comtesse Wilhelmine de Wurtemberg, cousine de la grande-duchesse, qui lui ressemblait beaucoup. « Du reste, ajouta-t-elle, vous devez la connaître; elle habite Turin ou la Savoie où vous vous êtes trouvé vous-même récemment. Sa sœur Pauline habite Genève. »

Je répondis qu'effectivement j'avais eu l'honneur de rencontrer la comtesse de Wurtemberg qui était une jeune personne accomplie, mais que je ne lui trouvais pas de ressemblance avec la grande-duchesse Hélène. . . . . . .

Pendant mon séjour en Russie, je restai en correspondance avec mes amis du Piémont, qui me priaient de défendre à Pétersbourg la cause de leur pays. Rendant compte de mes démarches au comte de Cavour, j'écrivis :

« Mon cher comte,

« Voici déjà bien longtemps que je suis loin de vous et que j'ai quitté votre pays auquel, vous le savez, je suis resté sincèrement attaché, espérant toujours pour lui ce qui serait seul sage : l'établissement d'une confédération italienne ayant pour président le pape et le Piémont renforcé de la Lombardie et de Venise. Malgré mon éloignement, j'ai suivi avec le plus grand intérêt tous les événements politiques qui s'y rapportaient, et si je ne vous ai pas écrit plus tôt, ce n'est pas par oubli, mais parce que le moment n'était pas encore venu de pouvoir vous être aussi utile que je le désirais. Cependant, dès mon arrivée à Pétersbourg, j'ai dans toutes mes conversations avec les hommes influents de ce pays exposé à grands traits la situation politique actuelle du Piémont, tant à l'intérieur que vis-à-vis des puissances étrangères, en m'attachant à leur bien faire comprendre combien cette politique était différente de celle de 1848 et combien il était regrettable

qu'on ne s'en fût pas persuadé plus tôt à la cour de Pétersbourg.

« Comme souvent on m'a fait des réflexions sur l'état de votre pays, la présence des réfugiés de différents pays, le langage de certains orateurs de la Chambre des députés, toutes choses qui, selon certaines personnes, semblaient démontrer une grande faiblesse à leur égard, j'ai cru devoir, à ma grande satisfaction, entrer dans des détails plus particuliers sur le Roi, sur son gouvernement actuel et sur les forces respectives des partis. J'ai souvent fait remarquer que le caractère distinctif du Roi était une grande droiture de cœur et une rare loyauté de sentiments; qu'ayant juré le *statuto*, il se considérait comme engagé d'honneur à le conserver, et qu'il ne se déciderait à l'abolir ou à le modifier radicalement qu'autant qu'il en serait résulté des inconvénients irrémédiables pour la marche du gouvernement et le maintien de la tranquillité publique; que, depuis 1848, les abus du régime constitutionnel, au lieu d'augmenter à mesure qu'il s'éloignait du point de départ, avaient au contraire diminué au fur et à mesure qu'on avançait, et qu'aujourd'hui on était arrivé à une situation gouvernementale régulière et normale. Enfin, j'ai représenté votre presse, à quelque malheureuse exception près, comme étant

rentrée dans les limites d'une discussion convenable et de bonne foi, grâce aux mesures énergiques qu'elle savait que vous prendriez si elle changeait d'attitude.

« Telles sont les vérités que j'ai cherché à bien faire pénétrer dans l'esprit des hommes politiques qui ont porté, je n'en doute pas, mes paroles jusqu'à l'Empereur, car tout se répète ici. Maintenant que l'on ne se préoccupe plus que de la question du séquestre, j'ai trouvé l'occasion opportune pour faire bien comprendre toute l'injustice et l'iniquité de cette mesure. J'étais d'autant plus disposé à le faire que vous devez savoir que M. Drouyn de Lhuys a engagé notre légation à entretenir officieusement de cette triste question M. de Nesselrode, et que, de son côté, mon ami sir Hamilton Seymour a été également chargé par son gouvernement de faire semblable démarche.

« Le chancelier, tout en ne voulant pas exprimer clairement son opinion, a cependant, toutes les fois qu'il a entamé ce sujet, fait comprendre qu'il y trouvait une excessive rigueur, et particulièrement après la manière honorable dont le gouvernement sarde s'est conduit envers l'Autriche lors des derniers événements de Milan, dont le monde sait ici très bien que c'est votre police qui a été la première à

instruire celle de Lombardie des menées de Mazzini, et on vous en sait gré, mais pas encore aussi justement que je le voudrais.

« La réponse du comte Buol aux représentations de M. de Revel : « C'est la légalité qui nous tue », a paru monstrueuse et a fait un véritable tort à ce ministre, qui, du reste, s'est fait très peu estimer et aimer de l'empereur Nicolas pendant son séjour à Pétersbourg. J'espère que les démarches que nous faisons ici vous seront utiles à Vienne. Vous savez, mon cher comte, que vous pouvez compter sur moi, et la véritable satisfaction que j'éprouverais de contribuer au bien de votre noble pays. J'espère pouvoir obtenir un congé au mois de juin prochain, et mon intention est alors de venir en juillet serrer la main de ceux qui ne m'auront pas oublié en Piémont.

« Veuillez, en attendant que j'aie le plaisir de vous retrouver, offrir tous mes sentiments de respect et d'affection au Roi et l'assurer, de ma part, que de près comme de loin je reste, si j'ose le dire, son dévoué ami. Recevez également, mon cher comte, mes sentiments les meilleurs, en offrant mes souvenirs à tous, mais plus particulièrement à vos collègues d'Azeglio, Dabormida, La Marmora et Jocteau.

« Comte de Reiset. »

Les préoccupations mondaines tenaient une grande place à la cour. La comtesse Woronzow, femme du grand maître des cérémonies, faisait jouer chez elle la comédie. On m'offrit dans une des pièces un rôle que j'acceptai. La princesse Paskiévitch, fille de la comtesse Woronzow, qui avait épousé le fils du prince Paskiévitch, grand maréchal vice-roi de Pologne, et la princesse Hélène Galitzin, jouaient dans la même pièce que moi. Les répétitions devinrent une occupation très absorbante, difficile à concilier avec mes travaux et mes devoirs officiels. Le général de Castelbajac donna le 8 février un grand bal, auquel se rendirent le grand-duc héritier et ses trois frères les grands-ducs Constantin, Nicolas et Michel.

Pendant ce temps, le prince Menschikoff, ministre de la marine, partait pour Constantinople porter à la Turquie l'ultimatum d'où devait sortir la guerre d'Orient.

Au commencement de janvier, l'empereur Nicolas avait eu avec l'ambassadeur d'Angleterre une conversation dont les conséquences furent des plus graves. C'était pendant une soirée chez la grande-duchesse Hélène. L'empereur Nicolas, avec l'air affable et même familier qu'il savait prendre quand il voulait gagner quelqu'un, lui dit : « Nous avons sur les bras un homme bien malade ; il serait bon de

nous entendre à l'avance pour ne pas laisser sa succession livrée au hasard et surtout à la révolution. »

Après ce préambule, le Tzar exposa ses projets. Les principautés danubiennes continueraient à être indépendantes, mais seraient placées, ainsi que la Servie et la Bulgarie, sous le protectorat de la Russie. Reconnaissant l'importance que l'Égypte avait pour l'Angleterre, il était disposé à ne pas faire d'objection à ce qu'elle en prît possession, en y joignant même l'île de Candie. Quant à Constantinople, il déclarait qu'il ne consentirait jamais à ce que cette ville fût occupée par les Anglais ou par les Français, et qu'il s'opposerait de toutes ses forces à la création d'un empire d'Orient au profit de la Grèce. Tout en protestant qu'il n'avait aucune vue d'ambition sur Constantinople, il admettait que les circonstances pourraient le forcer à l'occuper temporairement.

Sir Hamilton ayant exprimé le doute que ces combinaisons pussent convenir à la Prusse, à l'Autriche, et l'empereur Nicolas comptant sans doute tenir ces puissances par les liens du sang et de la reconnaissance, répliqua que ce qui était essentiel à ses yeux, c'était l'adhésion de l'Angleterre. D'accord avec elle, il n'aurait pas à s'inquiéter des autres gouvernements, laissant entendre ainsi que, si la France était isolée, il n'aurait rien à redouter de sa part.

Ces ouvertures, tenues secrètes, furent reçues très froidement par le gouvernement anglais. Il répondit qu'il n'y avait pas à songer à la succession du *malade*, qu'il fallait, au contraire, s'efforcer de le faire vivre le plus longtemps possible.

C'est alors que partit pour Constantinople le prince Menschikoff avec une suite considérable. Ce choix n'indiquait pas des vues conciliantes. Tout le monde connaissait à Pétersbourg le franc-parler presque brutal du prince, que personne, pas même l'Empereur, n'intimidait. Le Tzar ayant nommé la femme du général Kleinmikel dame d'honneur de l'Impératrice, quoique sa naissance ne lui donnât pas de titres à cette dignité, demanda sans doute malignement au prince Menschikoff, qu'il savait l'ennemi du général Kleinmikel, ce qu'il en pensait. Celui-ci répondit à l'Empereur qu'il n'aurait pas pu mieux faire : « Je suis enchanté, Sire, avait-il ajouté, que vous ayez fait une dame d'honneur de la femme ; maintenant vous ferez sans doute un homme d'honneur du mari. »

Ses manières hautaines vis-à-vis des ministres du sultan, ses procédés outrageants pour le grand vizir, à l'audience duquel il se rendit non en uniforme, mais en petite tenue civile, témoignaient d'un parti pris de rupture. On ne pouvait plus douter des dis-

positions agressives de la Russie. L'affaire des Lieux Saints qui avait été le point de départ de la querelle avait reçu une solution satisfaisante, mais l'ultimatum présenté au divan par le prince Menschikoff exigeait que le sultan s'engageât par un traité à maintenir intactes et à perpétuité les immunités dont les chrétiens grecs jouissaient dans l'empire ottoman.

Ce protectorat accordé à la Russie sur onze millions de sujets turcs eût été pour le sultan une véritable abdication. Le vrai maître n'eût plus été à Constantinople, mais à Saint-Pétersbourg. Il y avait donc lieu de penser que la Turquie, soutenue par la France et par l'Angleterre, repousserait ces exigences.

Ces menaces de guerre, si graves qu'elles fussent, n'assombrissaient pas les réunions d'hiver dans la capitale de la Russie.

En partant, le prince Menschikoff avait fait une plaisanterie dont s'était réjoui tout Pétersbourg. Une vieille demoiselle d'honneur, appelée Mlle Baranof, de peu d'esprit et toujours la dernière à apprendre ce qui se passait à la cour, s'avisa de lui demander le but de son voyage : « C'est un grand secret, lui répondit le prince Menschikoff, mais je vais vous le confier. Je vais demander au sultan la main de sa fille pour le prince Tschernischeff, et comme Dimitri

Nesselrode (le fils du chancelier) est très heureux en négociations matrimoniales, je l'emmène avec moi. » C'était une méchanceté à tous les points de vue. Le prince Menschikoff qui détestait le prince Tschernischeff le ridiculisait, et il faisait une allusion cruelle aux malheurs conjugaux de Dimitri Nesselrode, dont la femme avait été la maîtresse d'Alexandre Dumas, liaison rendue publique par le roman *la Dame au collier de perles*.

Comme il fallait s'y attendre, Mlle Baranof colporta partout ce grand secret et alla le raconter à l'Impératrice elle-même.

Les concerts, les représentations théâtrales se succédaient sans interruption. Mario, Lablache, Ronconi, Mme Viardot étaient à Pétersbourg. Le 12 février, Mario et Ronconi jouèrent avec grand succès *Rigoletto* à l'Opéra en présence de l'Empereur et de toute la cour. L'Empereur et l'Impératrice occupaient deux avant-scènes, l'une au-dessus de l'autre. Le Tzar suivait la pièce avec un visible plaisir, faisant à Ronconi des gestes amicaux. On vint l'avertir que l'Impératrice se retirait ; il s'empressa d'aller la joindre sans attendre la fin du spectacle. En toute circonstance, il lui témoignait beaucoup de prévenances et d'affection.

Il venait d'être fort affligé et irrité de la décou-

verte des malversations du caissier des invalides de l'armée, nommé Polikowsky, qui s'empoisonna pour éviter le châtiment qui l'attendait. La vérification de ses comptes établit qu'en six années — depuis 1847 — il avait volé plus de cinq millions. L'Empereur ordonna d'enlever les décorations placées sur son catafalque et fit mettre le séquestre sur ses biens. Plusieurs généraux s'étant trouvés compromis, il les fit juger par une commission militaire sous la présisidence du grand maréchal prince Paskiévitch. Peu à peu cependant on parvint à l'apaiser : ils n'étaient, disait-on, coupables que de négligence. Le général Ouchakoff, âgé de plus de soixante-douze ans, président de la commission, fut seul rayé des contrôles de l'armée.

Un riche financier, nommé Jakoblef, dont la fortune s'élevait à quatre-vingts millions, donna quatre millions de roubles pour combler le déficit.

Le mécontentement et la défiance de l'Empereur persistèrent néanmoins. A une séance d'une commission de travaux publics qu'il présidait, il fut constaté que des sommes dues depuis longtemps n'étaient pas payées. Il s'écria avec colère : « Je ne puis plus avoir confiance en personne. Dieu sait si la chaise sur laquelle je m'assieds m'appartient ! »

Des détournements ayant été commis au minis-

tère des affaires étrangères, le comte Nesselrode, qui était fort avare, se taxa à deux mille roubles et obligea tous ses employés à contribuer à l'extinction du déficit. La corruption et les concussions étaient alors une des plaies de la Russie.

Très exact, ayant à un haut degré le sentiment de la probité et de l'honneur, d'une grande simplicité dans ses habitudes, l'Empereur n'arrivait pas à couper court à des désordres invétérés.

Pendant la semaine du carnaval russe, appelée à Pétersbourg la « semaine folle », les fêtes se succèdent sans discontinuer : elles commencent à midi pour ne se terminer qu'à cinq heures du matin. Un jour c'était chez le comte Betzborotko, le lendemain chez le ministre des travaux publics Kleinmikel, le jour suivant chez Mme Karamzine, qui avait épousé en premières noces un frère d'Anatole Demidoff. C'était elle qui possédait le fameux diamant de Charles le Téméraire, le Sancy.

Le fils qu'elle avait eu de son premier mariage était destiné à avoir un jour toute la fortune des Demidoff, c'est-à-dire trois millions de rente.

Ces fortunes colossales ne sont pas rares en Russie. Le comte Chérémetief possède à lui seul cent cinquante mille paysans. Plusieurs de ces paysans sont très riches et font le commerce des fruits à Péters-

bourg. L'un d'eux, dont la fortune était estimée à trois millions, répondait à ceux qui lui demandaient pourquoi il ne se rachetait pas, ce qui lui était facile :

« J'aime mieux rester paysan. Comme j'appartiens au comte qui est un des plus puissants seigneurs de la Russie, il doit me défendre si on m'attaque. J'ai tout à gagner à rester sous sa protection. »

Le chiffre de deux cent mille livres de rente paraît tout à fait médiocre.

Le comte Woronzow, que je voyais souvent dans l'intimité et qui a, lui aussi, une fortune colossale, me disait qu'après la mort de sa mère il y avait eu une grande disette, et qu'il avait dû pendant une année nourrir les paysans d'une de ses terres. Cela lui avait coûté six cent mille francs. L'année suivante, il vint visiter cette terre, et il s'étonna de ne rencontrer personne venir, suivant l'usage, au-devant de lui. En avançant vers le château, il trouva à genoux sur les bords de la route une foule de plus de sept mille paysans. Un seul était debout et tenait un écrit appuyé contre son front. Le comte Woronzow supposa d'abord que ses ordres n'avaient pas été exécutés par ses intendants, et que cet écrit était une supplique. Il ne contenait que ces mots : « Merci, maître, de nous avoir sauvés de la mort. Que Dieu te bénisse, toi, ta femme et tes enfants! ». Les paysans se levant tous

poussèrent des acclamations et des vivats. Le comte Woronzow, les larmes aux yeux, appela à lui le plus âgé et dit à la foule que, ne pouvant les embrasser tous, il embrassait du moins leur doyen.

Un comte Bouterline s'étant ruiné fut obligé de vendre sa terre. Ses paysans, l'ayant appris, réunirent entre eux la somme qu'elle pouvait valoir et la lui apportèrent : « Ne vends pas ta terre, lui dirent-ils, voici la somme dont tu as besoin. Tu as toujours été bon pour nous ; nous voulons que tu restes notre seigneur. »

C'était dans les provinces de la Russie la magnifique contre-partie de ce qui se passait malheureusement trop souvent à Pétersbourg.

CHAPITRE VI

Ma présentation à l'empereur Nicolas. — Le maréchal Paskiévitch. — Le 1er avril en Russie. — La débâcle de la Newa. — La messe de minuit le jour de Pâques au palais d'Hiver. — Échec de la mission Menschikoff. — Voyage à Moscou. — Inconvenante sortie du baron de Mollerus, ministre plénipotentiaire de Hollande.

Le 20 février eut lieu ma présentation officielle à l'Empereur pendant un bal donné par le grand-duc héritier.

Le comte Woronzow m'avait recommandé d'arriver avant le commencement du bal, ce que je fis si exactement que je trouvai les salons plongés encore dans l'obscurité. En un clin d'œil, un fil conducteur alluma toutes les bougies comme par enchantement. Aux portes de la salle du bal, resplendissante de lumières, se tenaient des nègres dans un brillant costume oriental, brodé d'aigles russes.

Le Tzarewitch et sa femme entrèrent les premiers et saluèrent les invités. Puis ils introduisirent l'Empereur et l'Impératrice, suivis des grands-ducs et des grandes-duchesses. L'orchestre joua une polonaise qui fut dansée par la famille impériale, ainsi

que par les membres du corps diplomatique, puis le bal commença.

Je fus prévenu par un chambellan que l'Empereur allait me recevoir dans un salon voisin. Je m'y rendis avec le comte de Blum, attaché à l'ambassade d'Autriche, qui devait être présenté en même temps que moi.

L'Empereur ne tarda pas à arriver. Il vint à moi avec beaucoup d'affabilité : « Nous avons eu du malheur, me dit-il; je regrette de ne pas vous avoir connu plus tôt. Comment vous trouvez-vous à Pétersbourg ? »

Je répondis que tout ce que je voyais et entendais dire m'intéressait au plus haut point. « Tant mieux, répliqua l'empereur Nicolas ; j'espère que vous vous trouverez bien de votre séjour, quoique vous ayez bien mal débuté en gagnant la petite vérole. Il n'y paraît plus, grâce à Dieu, ajouta-t-il en me regardant fixement, avec intérêt. J'aime beaucoup M. de Castelbajac; il le sait. Il a été bien inquiet de la maladie de son fils et de la vôtre, mais enfin tout s'est bien terminé, et je vous en fais mon sincère compliment. »

Puis, me souriant avec bonté, il passa au comte de Blum.

Les mêmes cérémonies eurent lieu vis-à-vis de l'Impératrice, du grand-duc héritier et de la grande-

duchesse héritière, ma petite vérole et ma guérison fournissant à chacun un sujet de conversation tout trouvé.

Quelques jours après, j'ai été présenté au grand-duc Constantin, frère cadet du Tzarewitch, généralement peu aimé. Il passait pour être très ambitieux; c'était un prince laborieux et instruit, mais qui ne se livrait pas. Il avait à peine douze ans que, entendant un jour son frère dire combien il était difficile de gouverner un peuple et de remplir toutes les obligations d'un empereur : « Eh bien! s'écria-t-il, abdique en ma faveur, quand tu en seras là, et je me charge de gouverner à ta place. » L'empereur Nicolas, ayant appris ce propos, le punit sévèrement.

Ce prince me demanda des nouvelles du général de Lamoricière, ce qui n'était guère à sa place lors de la présentation officielle d'un membre de l'ambassade française. Je lui répondis qu'il se portait comme on pouvait le faire en exil. La grande-duchesse Constantin était forte, jolie, d'une belle prestance. Malheureusement elle était atteinte d'une maladie du larynx dont elle ne pouvait se guérir dans ce climat rigoureux, ce qui lui donnait un continuel enrouement.

Pour clore cette série de présentations, j'ai été reçu par le grand-duc de Mecklembourg, qui a

épousé une fille de la grande-duchesse Hélène, mari de la grande-duchesse Catherine. Il ressemblait beaucoup au duc d'Orléans, dont il avait le genre et les manières. Il était d'ailleurs fort aimable et accueillant. Enfin, les jeunes grands-ducs Nicolas et Michel, assistés de leur gouverneur, le général Philosophof, m'ont également reçu. Ils me connaissaient à merveille, m'ayant rencontré souvent au bal; chez le général Soumarakoff, le grand-duc Michel était même venu me demander très aimablement de lui servir de partenaire à une figure de mazurka qui tient lieu à Pétersbourg de cotillon. Mais avant toute présentation régulière je n'existais pas officiellement pour eux.

Le général Philosophof, qui avait élevé ces deux jeunes princes, était un officier fort distingué. Comme Pierre le Grand, ils avaient appris le métier de charpentier. Le général me montra un bateau à voile construit par eux, le modèle d'un pont en bois, qu'ils avaient exécuté dans le parc de Tzarkoë-Selo. Une grande salle de leur palais était remplie de plans en relief et de modèles d'ouvrages de fortification. Le gymnase auquel ils s'exerçaient quand ils étaient jeunes avait été conservé; il était d'une hauteur effrayante. Le général Philosophof craignait toujours que les jeunes princes ne se rompissent les membres en tombant.

La grande-duchesse Hélène donna un bal splendide auquel l'Empereur, l'Impératrice et tous les grands-ducs assistèrent. L'escalier de son palais était un des plus beaux et des plus élevés que j'aie jamais vus. Dans le salon particulier de la grande-duchesse des treillages garnis de fleurs et de lierre formaient une série de bosquets fort élégants. Dans l'un d'eux étaient réunis des objets ayant appartenu au grand-duc Michel et conservés par sa veuve, ainsi que son portrait, casque en tête, en grand uniforme. Dans un autre bosquet se trouvait un fort beau portrait de la grande-duchesse Catherine en costume grec; il était entouré de fleurs, de palmiers et de plantes rares.

On commençait à s'inquiéter des événements d'Orient et des suites de la mission Menschikoff. Le maréchal Paskiévitch se montrait très opposé à la guerre, disant que l'Empereur se montait la tête et surexcitait l'ardeur des jeunes officiers de l'armée russe; mais à Saint-Pétersbourg tout dépendait de l'humeur du Tzar, impressionnable, irascible, d'une extrême vivacité et d'une grande obstination. Personne ne pouvait le retenir quand il avait pris une détermination.

Le 18 avril, il donna un grand dîner à l'occasion de la naissance d'un prince de la maison d'Angle-

terre. Sir Hamilton Seymour était placé entre l'Empereur et l'Impératrice, et lady Seymour à côté de l'Empereur. L'Impératrice porta un toast à la reine Victoria. Jusqu'au premier coup de canon, les relations des futurs belligérants ont continué à être d'une grande courtoisie.

Le 14 mars 1853, j'assistai à un dîner de deux cent cinquante couverts donné par le club anglais pour le quatre-vingt-troisième anniversaire de sa fondation. Ce club, fondé par des Anglais, était composé principalement de hauts personnages russes. Le maréchal Paskiévitch assistait à ce dîner.

Jean Fédorovitch, prince de Varsovie, comte Paskiévitch d'Érivan et feld-maréchal, était alors la plus haute personnalité militaire de la Russie. Né à Poltava le 8 mai 1782, il appartenait à une famille originaire de la Petite-Russie dont les ancêtres avaient combattu sous les drapeaux des hetmans. A l'âge de douze ans, Paskiévitch entra au corps des pages. En peu d'années, par les brillantes qualités qu'il montra, il franchit les premiers degrés de la carrière militaire et fut nommé à dix-huit ans lieutenant dans le régiment de Préobrajensky et aide de camp de l'empereur Paul. C'est en Turquie que le jeune Paskiévitch fit ses premières campagnes

comme capitaine et aide de camp de l'Empereur. Dans l'espace de quatre ans, de 1806 à 1810, il s'éleva rapidement par son mérite au grade de capitaine-major. Pendant ces campagnes, le général Paskiévitch fut plusieurs fois envoyé en mission à Constantinople.

Ayant pris part comme commandant d'une division à la guerre de Russie de 1812, le général Paskiévitch eut à Smolensk assez de crédit sur le prince Koutouzoff, général en chef, pour lui faire suivre ses conseils. Le 12 décembre, à Vilna, celui-ci le présenta à l'empereur Alexandre comme le meilleur de ses généraux. Il acquit dans l'armée russe une grande réputation de bravoure par sa conduite pendant dix années de combats et surtout par la part qu'il prit aux campagnes de Russie, d'Allemagne et de France.

En 1817, l'empereur Alexandre le chargea d'accompagner à l'étranger le grand-duc Michel. En 1824, à la suite d'une terrible inondation de la Newa, l'Empereur, voulant connaître la situation des habitants de Saint-Pétersbourg qui avaient eu à souffrir de ce grand désastre et faire distribuer des secours dans tous les quartiers, nomma Paskiévitch gouverneur militaire de Viborg. Le grand bien que le général y fit lui valut de nouvelles marques de la

bienveillance d'Alexandre Ier, et en décembre 1824 il reçut avec le grade de général aide de camp le commandement du premier corps d'infanterie.

En 1826, l'empereur Nicolas, ayant appris que le gouvernement persan, tout en faisant les plus belles promesses au prince Menschikoff, alors ministre de Russie à Téhéran, se préparait secrètement à la guerre, chargea le général Paskiévitch du commandement du corps d'expédition contre la Perse. Arrivé à Tiflis, Paskiévitch marcha contre l'armée persane; la rencontrant à sept verstes d'Élisabethpol, il lui livra bataille et la défit. Pour ce fait d'armes il reçut de Nicolas une épée d'or enrichie de diamants. C'est de cette guerre que date sa réputation d'excellent administrateur à laquelle il attachait un grand prix. « Jamais je n'entre en campagne, m'a-t-il dit un jour, sans avoir réuni des vivres pour cinquante jours. »

Après la prise des forteresses d'Abbas-Abdad, de Sarde-Abdad et d'Érivan, il reçut la grand'croix de Saint-Wladimir.

Il négocia avec non moins de succès le traité de paix qui termina la guerre. Ce traité, très avantageux pour la Russie, lui valut le titre de comte d'Érivan, théâtre de sa victoire, avec une dotation d'un million de roubles assignats. Le schah de

Perse lui-même lui fit don de soixante mille roubles et lui conféra l'ordre du Lion et du Soleil en brillants, transmissible par voie d'hérédité aux aînés de sa famille.

Lorsque la guerre éclata en 1828 entre la Russie et la Porte, l'Empereur chargea le général Paskiévitch de soumettre les pachaliks de Karsk et d'Akhatzik. L'armée était alors dépourvue de tout; le froid et la peste la décimaient. Le comte Paskiévitch sut remédier à tout. Tout en marchant contre les Turcs et en s'emparant de plusieurs forteresses, il réussit à déjouer les intrigues de l'Angleterre, qui excitait la Perse à déclarer la guerre à la Russie. Ses éminents services pendant cette campagne furent récompensés par le titre de feld-maréchal et par le grand cordon de Saint-Georges, distinction très rare, l'empereur Nicolas ne portant lui-même que la petite croix de cet ordre fondé par l'impératrice Catherine II. Il ne peut être décerné que pour des services purement militaires par un chapitre composé d'officiers généraux.

Après la prise d'Andrinople, le maréchal Paskiévitch retourna à Tiflis. Il y était occupé à organiser les provinces situées au delà du Caucase lorsqu'il fut appelé en toute hâte à Pétersbourg. La Russie avait éprouvé des revers au début de la guerre

de Pologne, le maréchal Diébitch venait de mourir; l'empereur Nicolas donna le 4 juin 1831 au maréchal Paskiévitch la mission de soumettre la Pologne. Il trouva l'armée russe disséminée, manquant de vivres, hors d'état de rien entreprendre. Changeant de plan, il concentra ses troupes, leur procura des vivres. Il employait comme au Caucase ses soldats à créer eux-mêmes les moyens d'alimentation dont ils manquaient.

Après une courte campagne, il assiégea Varsovie, dont il s'empara. Créé prince de Varsovie, lieutenant général du royaume, il se fit aimer et estimer dans ce poste si difficile par sa grande modération. Il quitta momentanément le gouvernement de la Pologne pour commander en chef l'expédition de Hongrie. Comblé de distinctions, presque septuagénaire, on lui accorda comme suprême récompense le droit de recevoir les mêmes honneurs que l'Empereur lui-même.

Il était regardé avec raison comme l'homme de guerre le plus éminent de la Russie. Assez indépendant pour exprimer librement son opinion, il se montrait très opposé à la politique qui conduisait à la guerre avec la Turquie et avec les puissances occidentales.

Au dîner du club anglais qu'il honorait de sa pré-

sence, j'étais placé entre le prince Kotschubey et le général commandant l'école des porte-enseigne de Pétersbourg. Ce général avait épousé une Nicolaï, dont la mère était une princesse de Broglie. Ces Nicolaï étaient devenus Russes; l'un d'eux, parvenu au grade de général et blessé au cou pendant une des campagnes du Caucase, s'est fait chartreux et est mort en France à la Grande-Chartreuse.

Le dîner du club anglais est toujours d'une rare richesse. Le potage — l'oukha de sterlets — coûte à lui seul huit mille francs. Des toasts ont été portés à l'Empereur, à l'Impératrice et à la famille impériale, à la reine d'Angleterre, à la prospérité de la Russie, au bien-être de la société. Pendant le repas, un orchestre jouait les airs les plus renommés de Meyerbeer, de Bellini, de Verdi, de Rossini et d'Auber. Mon voisin de table, le général commandant l'école des porte-enseigne, se plaignit de la mollesse avec laquelle étaient élevés les officiers russes. La discipline des écoles militaires de France, me dit-il, est beaucoup plus sévère. En Russie, les officiers qui appartienent à des familles riches se font accompagner à l'armée par de nombreux domestiques et se font suivre par une quantité énorme de bagages; — de là de grands inconvénients et un sensible retard dans la marche des troupes. Le courage du soldat

russe, la résignation avec laquelle il souffre et il meurt pour le service de l'Empereur, sont admirables.

Les Russes célèbrent leur 1er avril par des poissons d'avril. Le 1er avril 1852, je reçus, ainsi qu'une vingtaine d'autres personnes, une invitation à dîner de la comtesse Woronzow. A la porte, un petit billet ainsi conçu : « Poisson d'avril. Dieu, que je suis bête! » fut remis à chaque invité. La comtesse était exprès allée dîner hors de chez elle. Le même jour, le chancelier de l'Empire, comte de Nesselrode, recevait un aimable billet d'une jeune fille de vingt ans lui donnant rendez-vous dans ses magnifiques serres situées hors de Saint-Pétersbourg. Le vieux chancelier y alla et ne trouva personne. Le billet était de Mme Zographo, née Soutzo, femme du ministre de Grèce. Personne ne se blesse de ces plaisanteries consacrées par l'usage. Les serres de M. de Nesselrode étaient merveilleuses; l'une d'elles ne contenait que des camélias, soutenus par des treillages de vingt pieds de haut et couverts de milliers de fleurs. C'était un spectacle vraiment féerique. M. de Nesselrode faisait vendre ses camélias qui atteignaient des prix très élevés.

Dans nos longues et intimes soirées de l'hiver, Aloys de Rayneval m'a conté que son père avait été sur le point de connaître le secret du *Masque de fer*.

Il était occupé avec le duc de Richelieu, alors ministre des affaires étrangères, à classer de vieux papiers dont il détruisait une partie, lorsque le duc, lui tendant une dépêche, lui dit : « Voulez-vous savoir qui était le Masque de fer? Lisez! » Puis, se ravisant tout à coup, il retint le papier qu'il jeta au feu, en disant : « Non, il faut ensevelir pour toujours ce secret d'État. »

Le général comte de Berg, un des généraux russes les plus aimés et estimés de l'Empereur, venait fréquemment dîner à l'ambassade de France. Il nous racontait souvent des anecdotes des guerres des dernières années de l'Empire. Un vieux soldat originaire de Saverne, abandonné en Russie lors de la retraite de 1812, donnait des leçons de français dans une famille qui l'avait recueilli. Il mourut peu après, laissant à son élève une lettre de recommandation pour sa propre famille qui habitait Saverne. Ce jeune homme, ayant fait partie, comme officier, de l'armée d'invasion, arriva à Saverne avec son régiment et s'empressa d'aller porter la lettre de son professeur. La nièce de celui-ci lui parut si charmante que le soir même, à onze heures, il alla demander au comte Pahlen, commandant de cette colonne russe, la permission de se marier : « Marie-toi, mon ami, si tu en as le temps, lui répondit le comte Pahlen : nous

partons demain matin. » Le jeune homme ne se le fit pas dire deux fois. La nuit même, le mariage fut célébré par l'aumônier du régiment. Au départ, la jeune mariée, âgée de seize ans, était en croupe sur le cheval de son mari. Le comte Pahlen, qui avait été pris au mot, ne se fâcha pas ; il donna même à l'officier un emploi sédentaire qui permit au nouveau couple de ne pas se séparer. Beaucoup d'officiers russes se marièrent au cours de la campagne ; presque toutes les vieilles filles de Hambourg ayant quelque fortune furent casées. Elles ne comprenaient pas un mot de russe, ni leurs maris un mot d'allemand; mais leurs ménages n'en allaient pas plus mal.

J'ai reçu de M. Dimitri Nariskin un petit ours vivant récemment enlevé à sa mère. Il venait de m'être conduit, lorsque, à la suite d'un dîner donné par M. de Castelbajac, on me demanda à le voir. Il y avait devant la cheminée du salon une magnifique peau d'ours. Fit-elle illusion au petit animal? Toujours est-il qu'il se précipita sur elle avec des transports de joie, la léchant et la caressant, croyant sans doute retrouver sa mère.

Aux mois de novembre et de décembre il ne faisait jour qu'à dix heures du matin, et la nuit commençait avant trois heures de l'après-midi. Peu à

peu, les journées s'allongèrent pour arriver à former le jour non interrompu des régions polaires. A peine le soleil a-t-il disparu que l'on aperçoit l'aurore. Des bords de la Newa on voit à l'horizon derrière la citadelle une longue traînée couleur abricot, rouge, orange, du ton le plus fin, décroissant dans le ciel : c'est le coucher du soleil. Il fait aussi jour à une heure ou deux du matin que souvent en France à trois heures de l'après-midi. A la fin d'avril, quoique le printemps approchât, la Newa était couverte de glaces, formant comme un grande rue sur laquelle s'entre-croisaient les voitures et les traîneaux. Il est dangereux de s'y promener la nuit; on risque d'y être attaqué et volé par des malfaiteurs qui se débarrassent de leurs victimes en faisant un trou dans la glace. Le palais de l'Empereur est en face de la citadelle d'où sort une immense flèche toute dorée. Quand le matin ou le soir il y a du brouillard sur la Newa, on n'aperçoit plus les murailles de la citadelle, la flèche dorée semble sortir des nuages. Lorsque la débâcle approche, la police interdit toute circulation. On y établit alors une passerelle de planches au-dessus de la glace.

Le 22 avril 1853, un traîneau monté par deux hommes et un cocher brisa la glace sous son poids, et les personnes qui le montaient faillirent mourir

englouties. La rupture des glaces est annoncée par un coup de canon tiré de la citadelle. Les glaces du lac Ladoga descendent également par la Newa huit jours plus tard; pendant ce temps le froid est intense le long des quais. Les Russes ne quittent leurs vêtements chauds qu'après le passage des glaçons du lac Ladoga. Le spectacle de la débâcle est fort beau. Les glaces glissent rapidement, quelquefois elles s'entassent les unes sur les autres et forment des pyramides étincelantes au soleil. Les balcons sont couverts de curieux, et il y a foule sur les quais pour assister à ce spectacle. Le jour où les premiers bateaux peuvent circuler sur la Newa après la débâcle, le gouverneur de la citadelle, entouré de bateaux pavoisés, sort de la forteresse et se dirige vers le palais impérial, où il présente une coupe de l'eau de la Newa à l'Empereur, qui la boit au bruit du canon.

Le jour de la pâque russe, le 1er mai, je fus exceptionnellement autorisé à assister à la messe de minuit dans la chapelle du palais; l'Empereur avait bien voulu m'accorder cette autorisation sur la demande du comte Woronzow.

Dès dix heures du soir je m'étais présenté à l'hôtel Woronzow, qui touche à l'Ermitage, un des palais composant le palais d'Hiver. J'y trouvai un prêtre

occupé à bénir d'énormes pièces de boucherie, — agneaux, cochons de lait, jambons et des salières pleines de sel noirci au feu, — devant figurer au repas de Pâques.

A minuit, j'arrivai au palais impérial. Les salons étaient remplis de chambellans, de généraux, de demoiselles d'honneur en costumes russes. Je fus placé à la grille du chœur, derrière le comte de Nesselrode et le maréchal Paskiévitch. Cette cérémonie dans une chapelle dorée et étincelante de lumières n'a pas duré moins de trois heures ; les chœurs étaient magnifiques.

L'Empereur embrasse deux fois plus de mille personnes qui défilent devant lui, — d'abord les prêtres qui portent les évangiles et les saintes images. Ces mêmes prêtres furent embrassés par les grandes-duchesses en robe de cour rosée, avec le grand cordon de Sainte-Catherine et ayant sur la tête un bonnet russe couvert de diamants.

L'Impératrice, qui était souffrante, et la grande-duchesse héritière, qui était enceinte, restèrent incognito dans une petite tribune où on les apercevait à merveille. Les vétérans ont clos le défilé, embrassant l'Empereur trois fois et le secouant avec vivacité dans l'ardeur de leur affection. Parmi eux était un petit fifre âgé de dix ans; il fallut que l'Empereur

se baissât pour lui donner aussi le *baiser de Pâques*. Grâce à sa mémoire prodigieuse, Nicolas Ier reconnaissait tout le monde : il n'a eu à demander le nom que de trois ou quatre personnes. Comme beaucoup d'officiers et de soldats se teignent les moustaches, l'Empereur à la fin de cette cérémonie avait la figure toute noire !

Le 12 mai eut lieu sur la grande place d'armes, au Champ de Mars, en face du palais de Marbre, la grande parade annuelle à laquelle prennent part cinquante mille hommes.

L'Empereur a passé à cheval dans les rangs, accompagnant la voiture dans laquelle se trouvaient l'Impératrice et les grandes-duchesses, saluées par des acclamations. L'Impératrice et les grandes-duchesses ont ensuite occupé une tente devant laquelle, sur l'ordre de l'Empereur, la cavalerie circassienne a défilé au galop. L'Impératrice semblait assister à ces fêtes militaires par devoir, sans partager l'ardeur guerrière du Tzar.

Cette revue était un grand événement attendu avec une extrême anxiété par tous les généraux, à qui l'Empereur faisait expier la moindre faute par les reproches les plus durs et quelquefois les plus injustes. Quand il reconnaissait s'être trompé, il cherchait cependant à réparer son erreur. Un général

qui avait souvent encouru sa colère me disait : « C'est fort bien qu'il revienne, mais le souvenir de ses emportements n'en reste pas moins gravé dans nos cœurs. »

Un jour un officier avait été emprisonné malgré ses protestations, comme ayant pris part à une conspiration. Il avait été compromis par une similitude de nom. Après une assez longue détention à la citadelle, il fut mis en liberté. A la revue du mois de mai l'Empereur alla droit à lui, le fit sortir des rangs de son régiment et l'embrassa en lui faisant à haute voix des excuses pour l'erreur dont il avait été victime, puis il le présenta à l'Impératrice en lui expliquant les motifs de cette réparation publique.

Le 29 mai, j'ai dîné chez M. de Lazareff, dont j'avais fait la connaissance au club anglais. Les Lazareff sont d'origine arménienne. On raconte que leur grande fortune provient d'un diamant d'une grosseur exceptionnelle qui appartient aujourd'hui à la couronne de Russie. Ce diamant formait l'œil d'une idole indienne. Un Lazareff s'en étant emparé dans une pagode se fit une incision dans la jambe pour le cacher. Il atteignit ainsi le territoire russe avec sa précieuse prise.

Le 30, j'ai assisté à une fort jolie fête dans le palais de la Tauride chez le général Strangmann. Ce

palais provient de Potemkin qui l'a construit après la conquête de la Tauride, dont l'impératrice Catherine l'avait autorisé à prendre le nom. On y a conservé tous les préparatifs faits par lui pour une fête splendide qu'il a donnée à l'Impératrice. Les jardins surtout sont magnifiques.

La reine douairière de Hollande, Anna Paulowna, fille de l'empereur Paul et sœur de l'empereur Nicolas, qui avait épousé le 21 février 1816 Guillaume II, roi des Pays-Bas, veuve depuis le 17 mars 1849, arriva à Pétersbourg le 18 juin : elle n'y était pas revenue depuis son mariage. Le corps diplomatique dut lui être présenté, ce qui souleva une assez grande difficulté.

J'avais eu quelque temps auparavant un vif conflit avec le baron de Mollerus, envoyé extraordinaire et ministre de Hollande à la cour de Russie depuis 1842, doyen du corps diplomatique. C'était un homme très obséquieux, fort au courant de l'étiquette et conservant vis-à-vis de tous l'apparence la plus correcte. Il venait souvent à l'ambassade de France, nous rappelant à tout moment qu'il avait servi dans sa jeunesse le roi Louis et la reine Hortense, cherchant à nous faire croire qu'il était des meilleurs amis du nouveau gouvernement de la France. Nous étions également en excellents termes avec les secrétaires, notamment

avec le comte de Bylandt, grand chasseur à l'ours.

Nous étions donc bien loin de nous attendre à la scène inouïe dont ce diplomate, notre doyen, devait me rendre le témoin.

Un soir, après dîner chez le comte Woronzow-Daschkow, grand maître des cérémonies de l'empereur Nicolas, où j'avais été invité avec une partie du corps diplomatique et où se trouvait notamment le duc de Regina, ambassadeur de Naples, nous fûmes conduits par le très aimable maître de la maison dans un grand salon de son palais sur le quai de la Cour, lui servant de cabinet de travail. Plusieurs colonnes supportaient la voûte de cette vaste salle où on avait l'habitude de fumer en sortant de table. J'y arrivai un quart d'heure après les autres convives et j'allai m'asseoir avec quelques jeunes collègues sur un canapé à droite de la porte d'entrée, en partie masqué par une colonne. Nous prenions tranquillement notre café, lorsque la voix aigre de M. de Mollerus, dominant le bruit des conversations, vint me tirer de ma quiétude. Il parlait avec une extrême véhémence des derniers événements de France. Le nom de *Napoléon*, l'épithète d'*usurpateur* arrivaient jusqu'à moi. Ne m'ayant pas aperçu sans doute, M. de Mollerus déblatérait contre le nouvel empereur des Français avec une violence croissante. En vain lui faisait-on signe de se

taire : rien ne l'arrêtait. Les regards des personnes présentes commençaient à se tourner vers moi. Je me levai, et, allant à M. de Mollerus, je lui dis avec beaucoup de calme que son langage était indigne, et que j'étais loin de m'attendre de lui à l'expression de pareils sentiments, alors que je savais par lui-même combien il avait été dans sa jeunesse le très humble et zélé serviteur du roi Louis et de la reine Hortense qui l'avaient comblé. Ce fut un véritable coup de théâtre. M. de Mollerus, à qui je dis que j'allais rendre compte de l'incident au général de Castelbajac avec qui il aurait à s'expliquer, était atterré. Tout le monde me donna raison.

Dès le lendemain, le général de Castelbajac, après m'avoir félicité de ma fermeté, fit atteler sa voiture et se fit conduire chez le comte de Nesselrode, à qui il raconta cette scène en lui exprimant son vif mécontentement. Il fut convenu que la présentation de l'ambassadeur de France à la reine douairière de Hollande ne serait pas faite par M. de Mollerus. Cette affaire était grave parce qu'elle donnait la mesure des sentiments secrets de bien des cours européennes à l'égard de Napoléon III : elle n'en resta pas là. Le gouvernement français adressa ses réclamations par l'organe de son ministre, le baron d'André, au gouvernement des Pays-Bas. M. de Mollerus fut rappelé,

et en attendant l'arrivée du nouveau ministre, le baron de Gevers, chambellan du roi de Hollande, l'intérim fut fait par M. du Bois, conseiller de légation. M. de Gevers avait été en 1812 secrétaire du comte de Schimmel-Penninck, ministre des Pays-Bas en Russie.

La reine de Hollande, à qui sa proche parenté avec l'empereur Nicolas donnait une situation très importante à la cour de Russie, avait alors cinquante-huit ans. Elle n'avait jamais été jolie, mais elle avait dans sa jeunesse une taille élégante. Elle passait pour avoir peu d'esprit; elle attachait aux règles de l'étiquette une grande importance. Elle habitait le palais de Péterhof : M. de Ribeaupierre avait été chargé de lui faire les honneurs de la cour.

La nouvelle du retour du prince Menschikoff à Odessa et de l'échec de sa mission commençait à se répandre. L'empereur Nicolas était fort irrité et parlait d'occuper les principautés danubiennes, disant que son honneur était engagé, qu'il ne reculerait pas. Deux cent mille hommes de troupes russes étaient massés sur les frontières de la Turquie, et les populations de la Russie regardaient comme une croisade la guerre contre les Turcs. Cependant on pensait que les hostilités ne commenceraient pas au mois de juillet, époque des grandes chaleurs en Turquie, ce qui

eût risqué de décimer l'armée russe par la dysenterie, comme cela était arrivé souvent.

L'Empereur, que j'ai rencontré seul dans un drochky avec une petite casquette militaire blanche et son manteau d'été gris, paraissait grave et soucieux. Après la remise de sa note, le prince Menschikoff s'était embarqué avec tout le personnel de son ambassade sur la frégate *la Bessarabie.* Le 10 mai, il avait accordé un délai de dix jours; le 21, il était parti pour Saint-Pétersbourg, laissant à la Porte un second ultimatum avec menace d'occuper les principautés danubiennes si ses réclamations n'étaient pas accueillies.

Ce fut alors que l'Angleterre ordonna à sa flotte de Malte de s'avancer jusqu'à l'entrée des Dardanelles, où la flotte française, alors mouillée dans la baie de Salamine, ne tarda pas à la rejoindre. La réunion des deux flottes attestait entre les deux puissances un accord que le Tzar avait jugé impossible. Pour le rompre, il fit faire à la France des propositions analogues à celles qu'il avait faites à l'Angleterre. Napoléon III, engagé avec le gouvernement anglais, les déclina. Nicolas fit alors passer le Pruth à ses troupes et occupa les principautés du Danube.

On sait comment la France et l'Angleterre firent un dernier effort pour conjurer une guerre immi-

nente et parvinrent à séparer la Prusse et l'Autriche de la Russie. Dans des conférences tenues à Vienne, un projet d'arrangement acceptable pour toutes les parties fut rédigé ; on put un instant espérer que la paix ne serait pas rompue.

J'avais alors en poche un congé ne dépendant que de l'assentiment de M. de Castelbajac. Mon collègue M. Dolfus étant de retour à Saint-Pétersbourg, je résolus d'en profiter pour me rendre à Paris après une rapide excursion à Moscou.

Auparavant j'avais fait, le 3 juillet, avec mon ami de Rayneval, une visite à Mme Potemkin, née Galitzin, à son château de Gastilitz, au delà de Péterhof. Ce château entouré d'un parc très accidenté, avec une rivière provenant des eaux d'une belle cascade et traversant successivement trois lacs qui limitent l'horizon, a été acheté vers 1826 par M. Potemkin. Il remplace un ancien château en bois qui appartenait au maréchal de Münich jusqu'en 1741, époque à laquelle il fut exilé en Sibérie pour avoir conspiré contre Biron, un des favoris de l'impératrice Élisabeth. Celle-ci donna Gastilitz quelques années après à un autre favori, simple chantre de la chapelle impériale, qu'elle avait fait prince Razoumovski.

Le dernier descendant de ce Razoumovski faisait administrer cette terre par un intendant dont les

exactions poussèrent les paysans à la révolte. Ils se présentèrent au château, armés de haches et de faux, disant qu'ils préféraient être envoyés en Sibérie plutôt que de rester sous l'autorité de l'intendant qu'ils détestaient. Celui-ci fit appel à l'autorité. Les meneurs reçurent le knout, et soixante-deux paysans furent envoyés en Sibérie.

L'acquisition de Gastilitz par M. Potemkin eut lieu bientôt après. Sa femme, qui avait été d'une grande beauté, était la bienfaisance même. Elle passait sa vie à des œuvres de charité, et elle était auprès de l'Empereur la protectrice de toutes les misères.

Mme Potemkin ne tarda pas à apprendre le désespoir des exilés et de leurs familles. Les mères, les sœurs des déportés lui faisaient confidence de la pénible situation que leur créait leur abandon. Touchée de compassion, elle pleurait avec elles et elle leur promit de tout faire pour émouvoir l'Empereur. M. Potemkin venait d'être nommé maréchal de la noblesse, et il aurait craint de se compromettre en faisant des démarches contraires aux règles rigoureuses de la législation russe. On soulevait une objection de légalité assez curieuse. Les serfs transportés en Sibérie ne peuvent quitter ce pays, mais ils y acquièrent la qualité d'hommes libres; or un homme libre ne peut redevenir serf. Mme Potemkin prit tout

sur elle; elle remua ciel et terre, fit constater que les seigneurs de Gastilitz n'avaient pas cessé de payer l'impôt pour leurs serfs exilés; bref, après deux ans de luttes, elle parvint à lever tous les obstacles et à obtenir la grâce de ces malheureux. Tout en cédant, l'Empereur lui dit que de pareilles faiblesses rendraient impossible le gouvernement de la Russie.

En me promenant avec Mme Potemkin dans son domaine de Gastilitz, je demandai à voir un des paysans graciés. C'était un homme d'une cinquantaine d'années, dont la barbe était grisonnante. « C'est à notre bonne mère que nous devons notre grâce, me dit-il; quand on va dans ce pays, on n'en revient jamais. Lorsque j'y étais, chaque nuit je rêvais de mon village et j'étais désespéré quand au réveil je me trouvais en Sibérie. Je vous réponds qu'ici je ne rêve pas de la Sibérie. Cependant c'est un beau pays qui n'est pas aussi malsain qu'on le prétend : sur soixante-douze que nous étions partis, tous sont revenus, sauf un seul qui s'est noyé. » Le brave homme profita de la circonstance pour obtenir de Mme Potemkin un cheval en remplacement du sien qu'il venait de perdre. « Que peut faire un paysan, disait-il, sans un cheval? »

Le 16 juillet, je partis pour Moscou, passant devant Kolpino où sont les usines et les corderies de la

marine, créées par l'impératrice Catherine. Le voyage par le chemin de fer, récemment construit, durait alors vingt-deux heures. Il avait été fait par des Américains; il avait nécessité de remarquables travaux d'art, notamment des ponts de fer passant au-dessus des vallées à cent vingt et cent cinquante pieds de hauteur. Nous avons rencontré de vastes espaces de forêts en feu. Ce sont des bergers qui par leur imprudence allument ces incendies. Pour les éteindre, on creuse des tranchées profondes, et dans cette enceinte on cherche à étouffer le feu en frappant et en dispersant le brasier. Le comte Woronzow, qui se rendait à sa campagne de Marino, était dans le même train que nous : nous avons déjeuné dans son wagon. Il nous a raconté que peu auparavant l'aîné des fils du grand-duc héritier, âgé de huit ans, avait monté pour la première fois la garde à la porte du palais de Péterhof en uniforme de cadet. L'Empereur et l'Impératrice s'amusaient à passer devant leur petit-fils, qui leur portait très correctement les armes. La précédente sentinelle avait laissé selon la coutume, en cas d'orage, son long manteau gris dans la guérite. « Je voudrais qu'il plût, dit en riant l'Empereur, en regardant le ciel un peu nébuleux, pour que Nicolas fût forcé de mettre ce manteau qui traînera derrière lui. » Ce que Sa Majesté prévoyait arriva en

effet, et la famille impériale assista à cette jolie petite scène, dont un peintre habile aurait pu faire un tableau charmant.

A Moscou, nous visitâmes le Kremlin, d'où la vue sur la ville est magnifique. Nous vîmes les deux trônes qui servaient à l'empereur Ivan et à son frère cadet Pierre le Grand, tous deux placés sous le même baldaquin. Derrière le trône d'Ivan était ménagée une place dissimulée par des draperies d'où la princesse Sophie soufflait à son frère ce qu'il avait à dire. Pierre le Grand fit enfermer cette ambitieuse princesse dans un couvent que nous avons visité. C'est dans ce couvent qu'un moine avait assassiné, quelque temps auparavant, une princesse Galitzin.

Les appartements d'Alexis, père de Pierre le Grand, que l'on montre au Kremlin, sont fort intéressants ; ils ont tout à fait conservé le cachet de l'époque. Les tombeaux des tzars sont dans l'église de l'Assomption.

Nous avons visité aussi la montagne des Moineaux, où Napoléon avait établi son quartier général lors de la prise de Moscou. En revenant, nous traversâmes la Moskova. Un jeune homme qui avait eu l'imprudence de se baigner immédiatement après son repas venait de s'y noyer. Sa femme, dans un

bateau au milieu du fleuve, poussait des cris déchirants en montrant l'endroit où il avait disparu. Des bateliers étant accourus le retirèrent au bout de vingt minutes. Mais, malgré les protestations d'un médecin qui se trouvait là et les nôtres, ils s'emparèrent du corps, repoussant tout le monde, et prenant le noyé par les bras, les jambes et la tête, ils le secouèrent violemment. Apercevant un tonneau, ils y placèrent le malheureux qu'ils firent tourner sans vouloir rien entendre et sans se laisser toucher par le désespoir de la jeune femme. Leur brutalité et leur sauvagerie auraient causé la mort d'une personne bien portante. Bien entendu, le malheureux n'en revint pas.

Je passai trois jours à visiter toutes les églises et tous les bazars de Moscou, l'église de Saint-Basile aux neuf chapelles, bâtie par Ivan le Terrible qui fit crever les yeux à l'architecte pour qu'il ne pût construire nulle part un monument semblable ; la Porte-Sainte où l'on ne passe qu'en se découvrant, le couvent de Vosnesensky où sont les tombeaux des tzarines. La veille de notre départ, j'allai coucher à Marino, campagne du comte Woronzow ; puis, en revenant à Moscou, je m'arrêtai au couvent de Simonoff, dont la tour domine tout le pays. La vue sur le Kremlin, sur les mille flèches dorées des églises de la ville

— véritable Rome du Nord — est merveilleuse.

Les affaires prenant une tournure pacifique, je partis pour Paris, le 6 août, à bord du *Wladimir* qui faisait la traversée de Cronstadt à Stettin; j'étais porteur de l'acceptation par l'empereur Nicolas de la dernière note française adoptée à Vienne par les plénipotentiaires français, autrichiens, anglais et prussiens. M. de Castelbajac, plus optimiste que jamais, n'avait pu me reconduire jusqu'à Cronstadt; il assistait à une revue passée à Krasnoë-Selo et continuait à subir à l'excès l'ascendant du Tzar.

Lorsque j'avais quitté Pétersbourg, la grande-duchesse Hélène m'avait mandé à sa campagne de l'île Jelaghine pour me remettre deux lettres, — l'une pour son frère le prince Auguste de Wurtemberg, l'autre pour S. A. I. la princesse Mathilde. — Je m'arrêtai à Berlin, où le prince de Wurtemberg avait un pied-à-terre. Il ne s'y trouvait pas et me fit dire de venir dîner avec lui le lendemain à Potsdam, siège du commandement de sa brigade. Je ne pus malheureusement me rendre à cette bonne invitation, étant dans l'impossibilité d'interrompre mon voyage de retour à Paris où on m'attendait au ministère.

CHAPITRE VII

Paris en août 1853. — Mariage de Napoléon III. — M. et Mme Drouyn de Lhuys. — Voyage à Turin. — Vie privée de Victor-Emmanuel. — La Vercellana. — Assassinat du duc de Parme. — Massimo d'Azeglio remplacé par Cavour. — Gravité croissante des événements d'Orient. — Le docteur Conneau. — Récit de la captivité de Ham. — Mariage de l'empereur d'Autriche.

J'arrivai à Paris le 12 août. Dès le lendemain, je me présentai chez M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, qui m'emmena dans sa voiture à Saint-Cloud. Il me posa mille questions sur ce qui se passait à Saint-Pétersbourg. Je le quittai à la porte du palais et me rendis à travers le parc au pavillon de Breteuil qu'habitait alors la princesse Mathilde. En route, je rencontrai l'Empereur qui examinait avec le gouverneur du palais les travaux en cours d'exécution. Il me regarda avec attention et dit au gouverneur : « Voici quelqu'un que je crois connaître et qui est arrivé dans la voiture de M. Drouyn de Lhuys. Informez-vous et sachez qui c'est. »

Un instant après, un colonel me rejoignait et me demandait mon nom. Il me dit que l'Empereur me

recevrait probablement à la suite du conseil, après avoir vu M. Drouyn de Lhuys.

Pendant ce temps, j'allai chez la princesse Mathilde, qui me retint à déjeuner et défendit sa porte pour causer plus librement avec moi de la cour de Russie et de la société de Pétersbourg. Notre entretien dura plusieurs heures dans son atelier. Elle me mit avec son délicat esprit et sa bienveillance habituelle au courant de tout ce qui se passait à Paris et qui pouvait m'intéresser ou m'être utile.

L'Empereur me fit donner rendez-vous au palais de Saint-Cloud pour m'interroger sur la situation à Pétersbourg et sur les dispositions de l'empereur Nicolas à son égard. Il me fit attendre assez longtemps dans un des salons du palais. Lorsqu'il me fit introduire dans son cabinet, il me dit qu'il avait besoin de prendre l'air et m'invita à l'accompagner dans sa promenade d'une heure dans le parc. Je sortis avec lui : deux officiers d'ordonnance, MM. Edgar Ney et de Valabrègue, suivaient à quelque distance. « Parlez-moi à cœur ouvert, me dit l'Empereur, personne ne peut nous entendre. »

Je lui répondis qu'on comptait sur sa sagesse, tout en s'étonnant beaucoup de son alliance avec l'Angleterre.

Il me manifesta qu'il avait été blessé de la quali-

fication de *bon ami* qui lui avait été donnée par le Tzar lors de son avènement. Je lui répétai ce que m'avait dit le chancelier, M. de Nesselrode, ainsi que M. de Séniavine qui était, en cas d'absence ou d'empêchement, le remplaçant de M. de Nesselrode :

« L'Empereur n'a pas à se blesser de cette formule. Mon souverain nous a bien dit de vous faire connaître la haute estime qu'il a pour l'empereur des Français. — C'est Dieu, dit-il, qui donne les frères, et c'est nous qui choisissons nos amis. Il vaut mieux avoir un bon ami qu'un faux frère. »

Napoléon III paraissait préoccupé. « C'est une manière polie et très diplomatique d'expliquer un mauvais procédé, » me dit-il.

En causant, nous étions arrivés à une petite porte du parc du côté de Villeneuve-l'Étang. L'Empereur prit une clef dans sa poche pour sortir. Mais les deux aides de camp, Edgar Ney et Valabrègue, s'approchèrent et le supplièrent respectueusement de n'en rien faire. La nuit approchait, et on pouvait redouter une mauvaise rencontre. Il y avait au delà des murs, dirent les deux officiers, un grand nombre de braconniers de la pire espèce.

L'Empereur répondit en souriant qu'il était tard et qu'il voulait bien rentrer, mais que toutes les pré-

cautions étaient bien vaines pour conserver la vie des hommes. « Si mon heure était venue, fussé-je dans une cave, on pourrait m'atteindre en tirant sur moi par un soupirail; *nous sommes tous dans les mains de Dieu!* »

Je n'oublierai jamais ces simples paroles de l'Empereur prononcées gravement et avec un accent si sincère de pieuse conviction chrétienne.

Cette scène vraiment dramatique à la tombée du jour, se passant dans cette belle allée du parc de Saint-Cloud où tout a été détruit plus tard par la guerre, revient souvent à mon esprit comme un mauvais rêve.

Depuis mon dernier séjour il s'était produit un grand événement qui avait occupé toute l'Europe. Napoléon III avait épousé Mlle Eugénie de Montijo, comtesse de Teba, déclarant qu'il n'était pas d'humeur à attendre pour se marier le bon plaisir des autres souverains.

J'avais beaucoup entendu parler de Mlle de Montijo par Aloys de Rayneval et par Gaston de Castelbajac. Aloys de Rayneval l'avait connue tout enfant à Madrid pendant que son père y était ambassadeur. Ils jouaient ensemble dans les allées du parc d'Aranjuez. Elle n'avait qu'une sœur, mariée au duc d'Albe. Quelques mois avant son mariage avec

l'Empereur, Gaston de Castelbajac (1) l'avait rencontrée dans les Pyrénées; il l'accompagnait dans ses promenades à cheval et dans ses excursions de montagne. Elle toussait alors un peu et prenait les eaux de Bagnères. La saison finie, sa mère voulait retourner à Madrid, ce qui la mécontentait fort; elle tenait à venir à Paris, et elle finit par l'obtenir.

Un attaché du ministère des affaires étrangères, M. de Lajolais, venu à Pétersbourg pour porter des dépêches, nous avait raconté que l'Empereur étant auprès d'elle très assidu et très pressant, elle lui aurait très noblement répondu : « Rien ou impératrice. » Elle était alors âgée de vingt-six ans.

On citait d'elle des traits qui sont à l'éloge de son cœur. Pendant un séjour à l'hôtel de la Poste aux Eaux-Bonnes, elle s'aperçut que plusieurs dames s'écartaient à l'entrée dans le salon d'une jeune femme, visiblement très malade et marchant avec peine. Elle demanda qui elle était; on lui répondit que c'était une actrice du Théâtre-Français, gravement atteinte de la poitrine.

Mlle de Montijo prit le bras de sa mère et alla au-

(1) Dans une lettre adressée à un ami (1850), Mlle Eugénie de Montijo disait, en effet, qu'elle allait quitter Bagnères, avec sa mère, pour aller passer huit jours chez un de leurs amis, M. de Castelbajac, et ensuite à Bordeaux. Elle parlait aussi de Julien et de Fernandito, puis d'une opération qu'il venait de subir.

devant de la malheureuse femme, ainsi mise en interdit. Elle la fit asseoir près d'elle et la retint ainsi toute la soirée. La leçon donnée aux puritaines de l'hôtel de la Poste produisit son effet. Le lendemain, tout le monde fit le meilleur accueil à la délaissée de la veille.

Les Montijo, l'une des plus grandes familles d'Espagne, étaient parents des Lesseps, chez qui Mme de Montijo descendait souvent quand elle venait à Paris. Ils ont été très déçus d'être accueillis assez froidement aux Tuileries, malgré leurs liens de parenté avec l'Impératrice.

Le 15 août, après un dîner chez M. Drouyn de Lhuys auquel assistaient tous les ambassadeurs étrangers, le duc de Rianzarès, mari de la reine Christine, et d'autres hauts personnages, je me rendis à la réception des Tuileries, où je fus présenté à l'Impératrice et au roi Jérôme. En voyant son ancienne sujette devenue impératrice des Français, la reine Christine dit à la princesse Mathilde que pour son compte elle était bien heureuse de ne plus être souveraine.

Ce mariage plaçait M. et Mme Drouyn de Lhuys dans une situation très délicate à la cour. L'Empereur s'était, disait-on, un peu occupé de Mme Drouyn de Lhuys, et dans sa jeunesse M. Drouyn de Lhuys,

alors qu'il se trouvait secrétaire d'ambassade à Madrid, avait beaucoup connu la famille de Montijo. Ces rivalités de femmes et ces souvenirs avaient abouti à un éclat alors que personne ne pouvait soupçonner les futures résolutions du Prince Président, qui n'était pas encore empereur.

Un soir où il y avait représentation aux Tuileries, Mme Drouyn de Lhuys trouva installées aux premières places la jeune et charmante comtesse de Teba et sa mère ; elle s'écria avec aigreur, de manière à être entendue : « Il y a vraiment ici des étrangères qui ne doutent de rien et dont le sans-gêne est incroyable. »

Mme de Montijo et sa fille se levèrent, laissant la place à Mme Drouyn de Lhuys, et elles se retirèrent dans la salle des Maréchaux. Quand le Prince Président fit son entrée, il trouva Mlle de Montijo tout en larmes. Celle-ci lui raconta ce qui venait de se passer. Le prince lui offrit alors son bras, la plaça lui-même au premier rang et ne la quitta pas de la soirée.

Mme Drouyn de Lhuys, qui était désignée comme devant être une des dames d'honneur de la future impératrice, fut éliminée quand le choix de l'Empereur se fut porté sur Mlle de Montijo. Depuis lors, elle a toujours été écartée des honneurs de la cour.

Dans une audience que M. Drouyn de Lhuys me donna le 17 août, il me pria de lui lire la dépêche de M. de Castelbajac, avec lequel au point de vue politique il ne s'entendait pas très bien. Il donnait, en écoutant cette lecture, des signes véritables d'impatience. Il était évident que le ministre ne partageait pas la confiance de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg en l'empereur Nicolas.

J'avais laissé à Turin de trop précieuses relations pour ne pas saisir l'occasion d'y revenir. Je profitai de mon congé à la fin d'août 1853 pour aller y passer quelques semaines. J'y trouvai la situation politique bien changée. Le comte de Cavour s'était rapproché de Rattazzi et avait définitivement évincé Massimo d'Azeglio.

« Me voilà libre, s'était écrié d'Azeglio, et je pousse le cri d'un homme qui s'est débarrassé du poids dont sa poitrine était chargée, ouf!

« J'avais accepté le gouvernail quand il était démontré que j'y pouvais manœuvrer avec plus de profit qu'un autre pour le pays. J'ai eu le bonheur de le tirer d'un bien mauvais pas et de nous sortir des écueils sans trop d'avaries. Maintenant, le navire est radoubé, et j'ose dire que les voiles peuvent flotter au vent. Je quitte mon banc de quart; à un autre!

« Cet autre, que vous connaissez, est d'une activité

diabolique et fort dispos de corps comme d'esprit; et puis cela lui fait tant de plaisir!

« Quant à moi, outre que je ne suis pas dévoré d'ambition, je n'en puis plus physiquement; depuis trois ans, je m'assassine, et les affaires eussent fini par en souffrir... Enfin, on va se reposer de tout cela. »

Mon court séjour en Piémont fut fort agréable et intéressant. Je dînai chez le comte de Cavour avec plusieurs membres du ministère. Le roi Victor-Emmanuel me reçut deux fois, toujours avec la même affectueuse familiarité.

L'opinion commençait à se montrer très sévère pour lui, surtout dans les cercles aristocratiques. « C'est un prince sur lequel il est difficile de compter, disait-on. Il se montre quelquefois sensible, mais sa légèreté est telle qu'il oublie bientôt ce qu'il a dit ou promis. Il s'échauffe beaucoup trop en parlant. Il est conteur quelquefois compromettant, se moquant de tout le monde, donnant en face à ses amis les épithètes d'ignorants et d'incapables. »

Un jour, un de ses ministres lui dit au château de Pollenzio : « Sire, vous n'avez jamais signé de décret daté de cette résidence. Il faudrait y faire un des actes importants de votre règne. » — « Oui, sans doute, dit le Roi, en regardant fixement ses ministres

pour lesquels il n'éprouvait aucune sympathie, les gardant parce qu'ils se pliaient à ses désirs et lui étaient commodes, oui, messieurs, vous avez raison et vous m'y faites penser. J'ai bien envie de signer ici le décret qui vous renverra tous. »

En visitant près du Lingot l'église de Mille Fiori avec mes amis, nous aperçûmes dans la sacristie un gros bouquet de fleurs fanées. — « Qui vous a donné ces fleurs que vous gardez si précieusement? » dis-je au sacristain.

— « C'est la Vercellana, » me répondit-il.

— « Qui est la Vercellana? » lui dis-je.

Le sacristain fit semblant de ne pas entendre. Comme j'insistais, il finit par me dire d'un air de mystère : « La Vercellana, mais c'est la dame qui habite la maison de campagne située tout près d'ici, dans la plaine, à quelques pas de la route de Stupinis. »

— « Bien! et à qui appartient la maison que vous m'indiquez? »

— « C'est à Sa Majesté », finit-il par me dire à voix basse, visiblement gêné et contrarié de toutes ces questions.

La Vercellana n'était autre que la fameuse Rosine, maîtresse attitrée de Victor-Emmanuel. La maison qu'elle habitait provenait d'un banquier de Gênes,

M. Scaravaglio, enrichi par un grand commerce de fusils pendant la guerre de Lombardie. Le Roi voulant acquérir une maison dans un endroit retiré, à proximité de Turin, de Stupinis et de Moncalieri, pour y loger cette femme, fit appeler un matin M. de Seyssel, bien connu en Piémont pour son habileté en affaires : « Mon cher Seyssel, lui dit-il, je compte sur vous pour m'acheter de suite, au nom de Rosine, la campagne de M. Scaravaglio ; je veux la lui donner. »

« Sire, répondit Seyssel, qui était sourd, mais plein d'esprit, je veux bien me charger de faire cet achat, à la condition que vous m'autoriserez à faire l'acquisition, non pas au nom de Rosine, mais au nom de vos enfants. Vous ne possédez, Sire, aucune fortune personnelle. Mon avis est que vous feriez mieux de faire l'acquisition de cette campagne, qui contient une ferme, pour vos enfants que pour votre maîtresse, car si vous veniez à mourir, ces malheureux risqueraient fort de mourir de faim. »

Le Roi reconnut que cela était vrai, et M. de Seyssel fit l'acquisition comme il l'avait proposé.

Victor-Emmanuel aimait à vanter le désintéressement de sa maîtresse. Il racontait qu'un jour, à la suite d'une vive discussion, il lui avait donné dix mille francs qu'elle avait fait mine de jeter au feu.

disant qu'elle ne voulait rien recevoir de lui. Il se montrait très attaché à cette femme, fille d'un tambour-major. Elle l'avait suivi partout pendant la campagne de Lombardie, en portant le plus souvent un costume d'homme.

Le père de Rosine — le vieux Vercellone — était un individu excessivement commun de manières et de langage. Il avait été envoyé à Pignerol depuis la mort de sa femme, enterrée par ordre du Roi dans l'église de Mille Fiori malgré la résistance du curé (1).

Le Roi avait donné à Rosine le nom de Guerrieri, pour rappeler les souvenirs guerriers de la campagne de Lombardie.

Rosine possédait aussi une maison à Moncalieri, mais elle a dû cesser de l'habiter à cause de ses rencontres trop fréquentes avec la Reine. La malheureuse princesse, apercevant dans une de ses promenades une maison dans le lointain, demanda à un paysan à qui elle appartenait : « A la maîtresse du Roi », lui fut-il répondu.

Un autre jour, elle se promenait avec ses enfants

(1) Victor-Emmanuel épousa morganatiquement Rose Vercellana le 7 novembre 1869. Elle était née le 3 juin 1833, et mourut le 27 décembre 1885, sous le nom de comtesse Mirafiori e Fontana-Fredda (titre comtal sarde conféré le 11 avril 1859 aussi en faveur de sa descendance, qui porte le nom de Conti de Mirafiori-Fontana-Fredda).

hors du parc de Moncalieri lorsque tout à coup elle rencontra une femme également accompagnée de ses enfants : « Ah! dit une des princesses à ses frères, vous voyez ces petits enfants. Eh bien, moi, je sais qui ils sont. Ils sont aussi nos frères. On dit qu'ils sont comme nous les enfants de papa. »

A ces mots, la Reine rentra au château et se rendit chez Victor-Emmanuel pour se plaindre de ce honteux voisinage et le prier de lui épargner à l'avenir d'aussi pénibles humiliations.

Rosine ne se résignait pas à vivre renfermée chez elle. Elle assistait pendant le carnaval aux bals du Théâtre Royal. Elle y portait un énorme médaillon contenant le portrait du Roi. Comme elle ne savait pas s'habiller, elle l'avait accroché au bas d'une robe en pointe, de telle sorte qu'il se trouvait placé juste au milieu du bas ventre, ce qui donnait lieu aux plus grossières plaisanteries. Elle alla ainsi affublée inviter à danser plusieurs officiers qui refusèrent tous, ne voulant pas se donner en spectacle. Elle s'en plaignit au Roi, qui partagea son ressentiment. Victor-Emmanuel passait près d'elle sa vie entière, à la grande satisfaction de Cavour et de Rattazzi, à qui était ainsi abandonné le gouvernement du royaume, le souverain oubliant près de sa maîtresse l'accomplissement de ses devoirs les plus sérieux.

En arrivant en Piémont, j'avais rencontré à Suse les enfants légitimes du Roi, envoyés au fort d'Exile et à l'hospice du mont Cenis pour faire de là des excursions dans les montagnes. Le prince Humbert, héritier de la couronne, avait eu dix ans le 14 mars 1854 : il était fort et bien portant. Son gouverneur était le général Rossi, ancien aide de camp de Charles-Albert avec qui j'étais allé au quartier général de Radetzki lors de la reddition de Milan. Le prince Amédée, duc d'Aoste, avait au contraire une santé délicate. On le disait beaucoup plus intelligent que son frère aîné. La princesse Clotilde, âgée de onze ans, promettait de devenir fort belle; elle avait la gracieuse tournure de sa mère; ses traits rappelaient en beau ceux de Victor-Emmanuel. Elle passait pour avoir un caractère froid et réservé; sa sœur, la princesse Marie, âgée de six ans, était très grande, gracieuse, gaie et bon enfant. Le petit prince Odon, âgé de huit ans, n'était pas à Suse; il était en ce moment fort malade à Turin et soumis à un traitement désespéré, auquel il pouvait succomber s'il n'était pas guéri dans un an. Le pauvre enfant avait le sang vicié, une épaule plus haute que l'autre; il ne marchait qu'avec des béquilles. A la suite d'une consultation, le plus fameux médecin du Piémont, Riberi, qui avait toute la confiance de la Reine, avait

proposé une cruelle opération. La Reine voulut que son fils lui-même, malgré son jeune âge, prît cette grave décision. Le petit prince écouta attentivement le récit des souffrances qu'il lui faudrait subir pour obtenir peut-être la santé. Il s'écria avec courage qu'il était décidé à suivre ce traitement. Il avait une énergie et un esprit au-dessus de son âge. Son frère le prince Charles avait été récemment enlevé par une méningite après les plus cruelles souffrances. « Ah! dit-il tristement en songeant à lui-même, Charles est bien heureux de ne plus souffrir! »

Après quelques jours passés dans le pays de Suse, les petits princes revinrent en chemin de fer à la station d'Alpinian; les voitures de la cour vinrent les y prendre pour les conduire au château de Caselette, où résidait alors la famille royale.

Le contraste de ce double ménage était une occasion de scandale permanent et atteignait Victor-Emmanuel dans sa dignité. Cependant, il savait retrouver à l'occasion son intrépidité chevaleresque. Le choléra sévissait alors en Piémont et faisait à Gênes de terribles ravages. Il s'y rendit le 4 septembre 1854, accompagné de ses ministres et de son officier d'ordonnance, le comte Charles de Robilant, pour y visiter les hôpitaux remplis de cholériques. Toutes les boutiques étaient fermées, une

grande partie de la population avait abandonné la ville; dans les rues, on ne rencontrait plus que quelques passants consternés, marchant rapidement et tenant leurs mouchoirs à la bouche pour se garantir des émanations pestilentielles.

Le Roi et sa suite ne voulurent prendre aucune précaution afin d'encourager la population terrifiée par le fléau et lui donner confiance.

A l'une des audiences que me donna Victor-Emmanuel il me parla de la guerre d'Orient et m'exprima son désir d'y prendre part personnellement, disant aimer passionnément la vie des camps et être heureux à la pensée de se retrouver sur un champ de bataille. J'en fis part à l'Empereur.

J'étais établi au Lingot, propriété de la famille de Robilant, qui y recevait de fréquentes visites. J'y vis le général de Biscarretti, gouverneur militaire de l'île de Sardaigne, qui avait épousé une Française, Mlle de Breteuil. Les anciens usages et les vieux costumes sont fidèlement conservés dans l'île. Le clergé y est très inférieur. Dans la meilleure compagnie il y a beaucoup de laisser aller; par exemple, les dames relèvent leurs jupes et se grattent les jambes pour se défendre contre la piqûre des puces, qui sont en Sardaigne un véritable fléau.

La fête de l'Empereur, célébrée à Turin par les

soins du ministre de France, M. de Guiche, donna lieu à un incident d'étiquette. Le matin, une messe solennelle avait eu lieu à Notre-Dame des Anges. Un fauteuil de soie cramoisie avec des franges d'or avait été placé dans le chœur pour M. de Guiche (1), qui y assistait entouré de tout le personnel de la légation.

Le soir, à cinq heures et demie, M. de Guiche avait donné un grand dîner auquel étaient conviés tous les ministres du Roi et les ministres étrangers accrédités à Turin. Parmi les invités figurait le duc Pasqua, préfet du palais, collier de l'ordre de l'Annonciade. Devait-il ou non avoir le pas sur le ministre des affaires étrangères? La question était grave, car le conseil des ministres en délibéra dans la journée, et il se prononça pour la préséance du ministre des affaires étrangères. Afin d'éviter un conflit, il est d'usage que les chevaliers de l'ordre de l'Annonciade s'excusent lorsqu'ils sont invités chez un ministre étranger en même temps que le ministre des affaires étrangères. C'est ce que fit le duc Pasqua.

L'assassinat récent du duc de Parme était à Turin l'objet de toutes les conversations. On racontait les

(1) Plus tard duc de Gramont, ministre des affaires étrangères.

excentricités du malheureux prince qui touchaient à la folie. La duchesse de Parme vivait à ce sujet dans des inquiétudes continuelles. Le 27 mars 1854, jour où son mari fut assassiné, elle était au Dôme où elle priait avec ferveur. L'aide de camp chargé de lui annoncer ce tragique événement, craignant de l'effrayer en lui disant toute la vérité avec précipitation, essaya de l'y préparer. Il se contenta d'abord de lui dire : « Madame, on vient de ramener au palais Son Altesse Royale. » — « Quoi ! s'écria la duchesse, est-il donc devenu fou ? » Cela avait été sa première pensée.

Malgré ses excentricités, le duc de Parme était un prince spirituel et bon enfant. Lorsque M. de Salvandy fut nommé ambassadeur de France à Turin, le jeune duc s'y trouvait également. Le maréchal de la cour donnait des réceptions hebdomadaires; M. de Salvandy devait s'y rendre; il était l'objet de critiques satiriques pour ses façons pompeuses et théâtrales. Quelques dames voulant assister à son entrée se tenaient dans le premier salon. Bientôt on entendit du bruit dans les escaliers, et chacun de dire : « C'est M. de Salvandy qui arrive. » Tout le monde fixa les yeux sur la porte qui s'ouvrit avec fracas, et l'on vit paraître un grand jeune homme maigre, à la tournure élégante, qui, ayant appris ce

qui motivait la curiosité des dames réunies dans ce salon, s'écria modestement en baissant la tête et en passant devant elles sur la pointe des pieds : « Pardon, mesdames, ce n'est pas encore l'ambassadeur de France, ce n'est que le pauvre petit *ducchino.* »

C'était le duc de Parme, qui n'avait pas encore vingt-cinq ans.

J'allai voir Massimo d'Azeglio à sa villa de Cornegliano, près de Gênes, agréable résidence d'où l'on a une vue superbe sur la mer. Rien n'était touchant comme la modestie et la simplicité de cet homme éminent qui avait été pendant plusieurs années à la tête du gouvernement de son pays et qui depuis sa retraite vivait de son pinceau. Il n'avait aucune fortune, ayant donné tout ce qu'il possédait à sa fille, la marquise Ricci. En quittant le pouvoir, il n'avait rien voulu accepter, ni le collier de l'Annonciade, ni même une pension.

Tout le monde me questionnait sur les affaires de Russie qui s'étaient beaucoup aggravées depuis mon départ. Les conférences de Vienne avaient échoué. La Porte avait sommé la Russie d'évacuer les principautés danubiennes dans un délai de quinze jours, et le Tzar s'y étant refusé, les deux pays s'étaient trouvés en état de guerre. Un esprit belliqueux commençait à régner dans toutes les chancelleries.

M. Thouvenel, si opposé à la guerre quelques mois auparavant, écrivait le 25 septembre 1853 : « Si notre escadre fût entrée dans les Dardanelles quand les Russes passèrent le Pruth, les affaires seraient beaucoup moins embrouillées; mais, enfin, mieux vaut tard que jamais... L'occupation des principautés danubiennes par la Russie délie la Porte des stipulations du traité de 1841 (convention des Détroits) sans l'obliger de déclarer la guerre à la Russie. » M. Thouvenel ajoutait mélancoliquement: « L'Autriche fausse compagnie à la France : la Prusse veut l'imiter. » En répondant à la dénonciation des hostilités, l'empereur Nicolas avait déclaré avec une modération simulée qu'il se tiendrait sur la défensive. « Nous n'attaquerons pas, avait dit M. de Nesselrode à sir Hamilton Seymour, nous resterons l'arme au pied, résolus seulement à repousser toute agression soit dans les principautés, soit dans les provinces asiatiques, où nous avons renforcé nos régiments. Nous resterons ainsi, pendant l'hiver, prêts à recevoir les ouvertures pacifiques qui nous seraient faites par la Turquie (1). »

Lorsque je revins à Paris, à la fin d'octobre 1853, la situation était des plus tendues. Les femmes de

(1) Pierre de la Gorce, *Histoire du second Empire*.

la société russe parlaient de quitter Paris; Mme de Liéven se disposait à partir pour Bruxelles, et Mme Nariskin pour l'Italie. « L'empereur Napoléon aurait un bien beau rôle en empêchant la guerre », me dit la princesse de Liéven. De nouvelles tentatives d'arrangement étaient faites à Constantinople par les quatre grandes puissances. Le général de Castelbajac m'écrivait de Pétersbourg, le 15 octobre 1853 : « Quant à moi, malgré toutes les chances contraires, je crois à la paix; mais vous savez que je suis le médecin Tant mieux, que je crois qu'on ne meurt que de bêtise et que nous avons affaire à des gens d'esprit à Paris et même ici, où du reste on est très désireux de la paix et très *attrapé* de voir l'attitude guerrière et guerroyante de la France et surtout de l'Angleterre. Cependant, il ne faudrait pas les pousser à bout et leur faire déployer contre les Turcs l'*étendard sacré*, qui décuplerait leurs forces et leurs finances. » Le général Baraguey d'Hilliers, qui représentait la France auprès du gouvernement ottoman, se plaignait fort de l'ambassadeur anglais, lord Stratford de Redcliffe, et il écrivait : « J'aime mieux voir les Russes à Constantinople que de laisser Gallipoli aux Anglais. » La lutte entre les deux ambassadeurs devenait des plus violentes. Lors de la nomination du général Bara-

guey d'Hilliers, M. Drouyn de Lhuys, prévoyant un conflit, avait dit : « J'ai bien peur que ce soit la rencontre d'un boulet et d'un obus. » Tout à coup se produisit un fait qui souleva l'indignation du monde civilisé et qui rendit impossible un dénouement pacifique des négociations. Malgré la déclaration du Tzar, la flotte russe de la mer Noire, sous les ordres de l'amiral Nakhimoff, surprit l'escadre ottomane ancrée dans le port de Sinope, la détruisit et en même temps réduisit en cendres une partie de la ville. Cette action barbare, approuvée par le Tzar, était une provocation pour la France et pour l'Angleterre. Leurs flottes, dès la déclaration de guerre entre la Russie et la Turquie, avaient franchi les Dardanelles ; après le désastre de Sinope, sur la prière du Sultan, elles passèrent du Bosphore dans la mer Noire.

L'Empereur m'avait retenu à Paris jusqu'à la fin de décembre pour porter ses dernières dépêches à M. de Castelbajac, dont rien n'ébranlait la confiance dans le maintien de la paix. Lors de la destruction de l'escadre turque de Sinope par l'amiral Nakhimoff, il avait malheureusement félicité l'empereur Nicolas du succès de ses armes, ce qui avait fait à Paris le plus mauvais effet.

Je fus reçu par l'Empereur les 25, 27 et 29 dé-

cembre 1853, et j'eus avec lui les plus intéressantes conversations sur les grands événements qui se déroulaient avec une effrayante rapidité. Il me remit une lettre à porter sans retard à Pétersbourg dans laquelle il disait à l'empereur Nicolas au sujet de l'attitude hostile de la Russie et de l'entrée des flottes alliées dans la mer Noire : *Un pas de plus, c'est la guerre*. Il me demanda quels étaient les sentiments personnels du Tzar à son égard. La question était embarrassante.

Je répondis : « Une haute estime, mais rien de plus. » Lorsque je pris congé de lui, il me dit en me serrant la main avec bonté : « Croyez que je ne vous oublierai pas. »

Le même jour, M. Thouvenel, alors directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, écrivait à M. de Castelbajac : « C'est M. de Reiset qui vous porte nos plis. Il a vu l'Empereur et le ministre, et il est bien au courant de leurs idées (1). »

A la suite de ma dernière audience, j'assistai à la revue de quelques régiments passée dans la cour des Tuileries. Le temps était magnifique, mais le froid glacial. L'empereur, accueilli par des acclamations chaleureuses, montait très bien à cheval ; le pauvre

(1) *Nicolas Ier et Napoléon III*, par THOUVENEL.

maréchal Magnan avait, à cause de son embonpoint, beaucoup de peine à le suivre. L'Empereur s'arrêta à plusieurs reprises en passant sur le front des troupes pour écouter les soldats qui faisaient signe de lui adresser une supplique.

J'attendais dans un salon du rez-de-chaussée avec le petit docteur Conneau, qui avait été son ami des mauvais jours et son compagnon de captivité à Ham. Je pris plaisir à faire raconter à cet excellent homme, d'un esprit très fin, quelques-uns de ses souvenirs. « L'Empereur, me dit-il, a une grande égalité de caractère. Je le connais depuis 1830; je ne l'ai jamais vu s'emporter, en aucune occasion. Sa douceur n'exclut pas une réelle fermeté. Lorsqu'il a un reproche à adresser à quelqu'un, il le fait toujours avec calme et sans aigreur. Il va droit au fait, dit ce qu'il veut dire. Une seconde après, il paraît avoir oublié ce qui lui a été désagréable.

« Notre vie commune à Ham a duré six ans; elle a été si calme, si silencieuse, si uniforme, que je n'en ai conservé aucune note écrite. J'ai fait une esquisse assez mal reproduite par la lithographie de notre chambre de travail. Mais les moindres détails de notre monotone existence sont présents à ma mémoire.

« L'Empereur a commencé dans sa prison de

Ham un ouvrage sur l'artillerie qu'il n'a pu terminer. Il a chargé un officier d'artillerie, M. Favé, de le continuer, et il en surveille lui-même l'exécution. »

Je lui demandai ce qu'il y avait de vrai dans le concours que lui aurait prêté un maçon du nom de Badinguet pour son évasion, — ce qui avait été le prétexte du surnom irrespectueux qu'on lui donnait.

« C'est une pure invention, me dit le docteur Conneau; le costume qu'il a revêtu ne venait nullement d'un individu de ce nom. Il provenait d'un des nombreux vêtements de pauvres qu'il avait en réserve pour les distribuer à l'entrée de l'hiver. Il n'y a eu aucun complot, aucun projet fait à l'avance. Il a pris son parti et l'a exécuté en quelques jours sans en parler à d'autres qu'à moi et à son valet de chambre. La planche qu'il a placée sur son épaule a été prise par lui dans les cours du château où l'on faisait alors des travaux. Il s'y trouvait toujours un grand nombre d'ouvriers.

« Toute ma vie je me souviendrai du moment où le prince ayant décidé son évasion prit son rasoir pour couper sa moustache. Mes jambes tremblaient si fort que je ne pouvais me tenir debout. Le prince, avec son calme habituel, fit tomber sa barbe et me rassura. Quand il sortit, je pouvais le suivre des yeux; je le vis de l'autre côté des portes continuer

sa route. Je repris alors tout mon sang-froid et je ne songeai plus qu'à exécuter toutes les mesures qui pouvaient faciliter sa fuite. »

La revue terminée, l'Empereur traversa le salon où nous nous trouvions. En m'apercevant, il me dit : « Est-ce qu'en Russie on passe souvent des revues en hiver ? » — « Oui, Sire, répondis-je, mais dans de grands manèges seulement, car le froid serait trop vif pour les passer en plein air. »

Après m'avoir posé encore quelques questions, il me souhaita un bon voyage. J'allai prendre chez la grande-duchesse Stéphanie de Bade une lettre qu'elle devait me donner pour la grande-duchesse Marie, veuve du duc de Leuchtenberg, et je partis le jour même à huit heures du soir.

Je fus arrêté à Bruxelles par les neiges qui interceptaient les communications entre cette ville et Cologne. M. Adolphe Barrot, qui y était alors ministre de France, m'y offrit une cordiale hospitalité. Je ne pus repartir que le 1er janvier 1854, vers quatre heures. Je me trouvai dans le même wagon que le jeune prince Schœnbourg, attaché d'ambassade d'Autriche à Paris, qui portait des dépêches à Vienne. Nous liâmes conversation. Il me parla beaucoup de son jeune empereur et de son prochain mariage avec une princesse de Bavière. Le bruit

avait couru qu'il devait épouser une princesse de Saxe, sœur de la duchesse de Gênes. Mais son choix était fait. Rien ne put ébranler sa résolution. Comme on le félicitait d'épouser une princesse qu'il aimait, il répondit avec vivacité : « Pouviez-vous penser que de ma part il en serait autrement ? »

Le comte Valentin Esterhazy, ministre d'Autriche près la cour de Russie, m'a raconté comment les fiançailles avaient été décidées. François-Joseph a vu pour la première fois la princesse Élisabeth de Bavière aux eaux d'Ischl. Elle était toute jeune, si jeune qu'on l'envoyait encore coucher à huit heures, blonde, fort jolie, aimant à monter à cheval. C'est à elle-même que l'Empereur s'adressa, sans avoir parlé de ses projets au comte Buol, son premier ministre. Il lui demanda « si elle voulait partager son triste et malheureux sort. Répondez-moi seulement demain, lui dit-il, après avoir sérieusement réfléchi. »

Au matin, il se promenait sous les fenêtres de la jeune fille en attendant l'heure convenable pour venir chercher sa réponse. Le père d'Élisabeth de Bavière était à Bade ; il reçut de sa femme un télégramme ainsi conçu : « *L'Empereur demande la main de Zizi.* » Le mariage dut être ajourné à cause de l'extrême jeunesse de la fiancée. Rien n'était char-

mant comme ces deux amoureux, si jeunes, si beaux et si épris l'un de l'autre.

La cérémonie de l'abdication de l'empereur Ferdinand, en faveur de son neveu, avait été très émouvante. Elle eut lieu en présence d'un cercle de membres de la famille impériale et de quelques hauts personnages de la cour. François-Joseph retira son épée et alla s'agenouiller aux pieds de l'empereur abdicataire, qui lui donna sa bénédiction. Puis, reprenant son épée, il sortit l'air soucieux. On lui entendit prononcer ces mots : « *Adieu, ma jeunesse !* »

CHAPITRE VIII

Pétersbourg à l'époque de la guerre d'Orient. — La déclaration de guerre. — Mon voyage de retour à Paris. — Mort des deux reines de Sardaigne. — Mort du duc de Gênes. — Le duc de Saxe-Cobourg-Gotha aux Tuileries. — L'impératrice Eugénie. — Mort de l'empereur Nicolas. — Allocution d'Alexandre II en prenant possession de l'Empire.

Je n'arrivai à Pétersbourg que le 10 janvier, par Krowno et Dunabourg, la voie de mer étant fermée par les glaces. L'Empereur était malade. A la nouvelle de l'entrée de la flotte franco-anglaise dans la mer Noire, il avait eu une colère violente, suivie de vomissements de bile. Lorsqu'il avait de pareils emportements, sa figure se contractait au point que ses dents semblaient lui sortir de la bouche. Il souffrait aussi d'une jambe, ce qui pouvait n'être qu'un accès de goutte. Son frère Alexandre I[er] était mort quelques années après avoir été atteint de douleurs du même genre.

« L'empereur Nicolas a vieilli de dix ans, écrivait M. de Castelbajac. Il est réellement malade physiquement et moralement. »

On avait été forcé de lui faire faire des bottes en

velours. Il en avait été fort attristé, et il y avait fait adapter des éperons.

Il se montrait fort mécontent des caricatures que le *Charivari* publiait contre lui. Il m'arriva à ce sujet un désagréable incident. J'avais rapporté un exemplaire d'une pièce de théâtre fort hostile à la Russie qui faisait alors fureur à Paris : *les Cosaques*. Je me gardai bien de la montrer à personne, mais je la prêtai à sir Hamilton Seymour qui me l'avait demandée. Il me la renvoya sous enveloppe par Gaston de Castelbajac. Au lieu de revenir directement à l'ambassade, celui-ci s'arrêta dans une salle d'armes; bref, à sa grande consternation, il constata que la brochure avait disparu : on la rechercha en vain partout; elle était certainement tombée du drochky du jeune attaché en passant sur la grande place Saint-Isaac en face du palais impérial et remise aussitôt par la police entre les mains de l'Empereur. L'enveloppe portait mon nom et celui de sir Hamilton Seymour. L'irritation du Tzar dut être très vive quand cet écrit français fut mis fortuitement sous ses yeux.

Je suis resté encore six semaines à Saint-Pétersbourg. Mlle Rachel y était à ce moment; ses sympathies affichées pour la Russie étaient telles que, malgré les excellentes relations que j'avais eues avec

elle à Turin, j'évitai de la voir, ce dont elle fut, me dit-on, très contrariée. Rachel finissait une tournée théâtrale à Saint-Pétersbourg quand la guerre de Crimée éclata. Notre illustre tragédienne avait remporté de tels triomphes que la nouvelle de son départ causa partout de sincères regrets.

Les officiers de la garnison donnèrent un grand dîner en l'honneur de Rachel pour lui témoigner de leur admiration. Au moment des toasts, un officier supérieur se leva, et vidant sa coupe :

— Nous ne nous disons pas adieu, mais au revoir. Bientôt nous serons en France, et espérons alors boire à nouveau à votre santé et à vos succès.

Rachel, qui était femme d'esprit, se leva incontinent :

— Je vous remercie beaucoup de vos vœux, messieurs; mais sachez bien que la France n'est pas assez riche pour offrir le champagne à ses prisonniers de guerre.

Napoléon III fit un suprême effort pour conjurer la guerre que lord Stratford de Redcliffe, ambassadeur anglais à Constantinople, cherchait à rendre inévitable. Dans une lettre autographe adressée au Tzar, Napoléon proposait de suspendre par un armistice les hostilités engagées avec les Turcs; pendant ce temps on aurait cherché les bases d'un arrangement. Nicolas

répondit par un refus dans lequel, faisant allusion aux événements de 1812, il menaçait la France d'un nouveau Moscou si elle attaquait la Russie. Chose étrange! jusqu'au dernier moment l'empereur Nicolas continua à combler de prévenances l'ambassadeur de France. Le 8 février 1854, il lui envoya avec une lettre fort aimable le grand cordon d'Alexandre Newski. De son côté, l'impératrice de Russie, très opposée d'ailleurs à la guerre, fit cadeau à Mme de Castelbajac d'un magnifique châle des Indes. Le grand-duc Constantin, à la tête du vieux parti russe, était à la fois très belliqueux et très hostile au nouveau souverain de la France. M. Thouvenel écrivait à ce sujet à M. de Castelbajac : « Je vois la preuve de ces dispositions dans le titre que le grand-duc Constantin a donné, assure-t-on, au comte de Chambord : appeler *roi* un prince qui n'a pas porté le sceptre, c'est faire plus qu'un acte de courtoisie, c'est proclamer un principe contraire à celui de notre gouvernement, c'est montrer le bout de l'oreille (1). »

Le grand-duc Constantin se montrait, du reste, en toute occasion très opposé au chancelier de Nesselrode, dont il qualifiait de faiblesse les tendances pacifiques.

(1) *Nicolas Ier et Napoléon III*, par L. THOUVENEL.

Dans une discussion sur les affaires d'Orient où le grand-duc Constantin avait tenu un langage imprudent et même fanatique, le grand-duc héritier aurait dit sévèrement à son frère : « Mon cher, tu peux penser et faire maintenant tout ce que tu voudras, mais un jour je saurai bien te contenir. »

L'Empereur devait lui-même ménager avec soin le fanatisme russe. M de Castelbajac ne se trompait pas quand il écrivait : « En Russie, l'empereur Nicolas est du parti du peuple qui l'appelle *son père,* et qui compte toujours, très souvent avec raison, sur l'appui du souverain contre le despotisme des seigneurs. Ce sentiment religieux, très peu éclairé du reste, fort large pour la moralité, est très fort dans le peuple, l'armée et les marchands. L'Empereur, tout despote qu'il est, doit compter avec lui (1). »

Au milieu de cette exaltation des esprits, les récits merveilleux, si répandus à Saint-Pétersbourg, avaient cours plus que jamais. On racontait que l'empereur Nicolas étant à travailler dans son cabinet, dont il avait fermé la porte à clef, vit tout à coup en face de lui un moine qui le regardait fixement.

« Est-ce seulement pour améliorer le sort des chrétiens en Orient que tu fais la guerre ? » demanda l'apparition.

(1) *Nicolas Ier et Napoléon III,* par L. Thouvenel.

« Oui, répondit l'Empereur, je n'ai aucune vue d'ambition. »

« Eh bien! continue », dit le moine, qui disparut.

L'Empereur se leva, appela une sentinelle et lui donna l'ordre de faire arrêter cet étrange personnage, mais on le rechercha en vain.

A l'époque de fièvre où nous étions alors à Pétersbourg, les vieilles histoires d'apparitions fantastiques et surprenantes du passé revenaient à la mémoire de chacun et étaient racontées partout. Ainsi, disait-on en parlant de l'empereur Nicolas, son frère, l'empereur Alexandre, était mort à Taganrok. Peu de temps auparavant il avait expédié à l'Impératrice une lettre contenant cette phrase : « Je suivrai de bien près le courrier qui porte cette lettre. » Le courrier fut tué en route, et quelques jours après l'Empereur, atteint d'une fièvre du pays, mourut à son tour.

Tous ces récits merveilleux trouvaient alors créance.

Le comte de Münster, attaché militaire de la légation de Prusse, annonça qu'il avait vu à trois reprises différentes dans la même soirée, dans une des pièces de l'appartement qu'il habitait et où il prenait le thé, un homme vêtu comme un chasseur qui le regardait fixement. Il en fut si frappé qu'il communiqua aus-

sitôt ce fait à la comtesse de Münster. Quelque temps après, M. de Tetenborn, officier autrichien au service de la Russie, étant venu dîner chez lui, lui dit qu'il reconnaissait cet appartement où il était venu bien des fois quand il était occupé par un de ses amis, secrétaire de l'ambassade d'Autriche. « Tenez, ajouta-t-il, c'est dans ce cabinet en forme de véranda attenant au salon que son chasseur s'est pendu. » La comtesse de Münster faillit se trouver mal; c'était là, en effet, qu'à trois reprises différentes un chasseur avait apparu à son mari à la veille de grands événements.

On rappelait encore qu'au bal donné par l'Impératrice à Gatchina, lors du mariage de M. de Ribeaupierre avec la princesse Troubetskoï, une des dames d'honneur, Mlle Catherine de Tissenhausen, s'étant retirée dans son appartement, aperçut au pied de son lit la figure d'un homme qui l'avait beaucoup aimée et qui la regardait avec une expression de profonde tristesse; la tête était entourée d'une chaîne d'or. Ayant eu occasion de raconter ce fait, sans nommer personne, au comte Tolstoï, celui-ci s'écria : « Je sais de qui vous voulez parler. Je reconnais à la description que vous venez de faire un de mes amis qui s'est suicidé; il a voulu être enterré avec une chaîne d'or donnée par une femme qu'il aimait

tendrement. » La personne que nomma le comte Tolstoï était bien celle qu'avait reconnue la comtesse de Tissenhausen.

Le vieux comte Strogonoff me raconta que, du temps de l'impératrice Élisabeth, une sentinelle du palais impérial vit une nuit la grande salle illuminée comme pour une fête. Ce soldat, fort étonné, courut avertir ses camarades et pénétra avec eux dans cette salle si subitement et si étrangement éclairée. Quel fut leur étonnement lorsqu'ils virent tous les lustres allumés et une femme ressemblant à l'Impératrice assise sur le trône en grand costume de cour! On se hâta de réveiller l'impératrice Élisabeth, qui accourut et se reconnut assise sur son propre trône. Elle ordonna aux soldats de charger leurs armes et de faire feu. Ceux-ci ayant obéi, au bruit de la décharge tout disparut et la salle rentra dans l'ombre. L'Impératrice mourut quelques jours après.

La guerre était devenue inévitable. La France et l'Angleterre ne songeaient plus qu'à régler la mesure de leur participation à la lutte. Si le concours de la Prusse et de l'Autriche n'avait pas été obtenu, leur neutralité promise aux puissances occidentales était un grave échec pour le Tzar. D'un côté, il avait affaire à une alliance qu'il avait jusque-là jugée impossible; de l'autre, il se voyait abandonné par

deux puissances qu'il avait cru indissolublement enchaînées à sa politique.

L'empereur Nicolas en éprouva une très vive irritation, surtout contre le roi de Prusse. Il fit comprendre à son entourage qu'il désirait que personne ne portât plus devant lui les décorations de son beau-frère. Il fut sur le point de renvoyer le comte de Münster, dont j'ai parlé plus haut, attaché à sa personne. « Je n'ai pas besoin, dit-il, d'officier prussien à Pétersbourg. »

La France et l'Angleterre envoyèrent au cabinet de Pétersbourg un ultimatum, le sommant d'évacuer les principautés dans un délai de six jours. La notification de cet ultimatum au Corps législatif de France tint lieu de déclaration de guerre. L'empereur Nicolas rappela ses ambassadeurs de Paris et de Londres. M. de Castelbajac se rendit près de lui pour lui faire ses adieux. La séparation ne se fit pas sans attendrissement de la part de mon chef, et le Tzar, pour le consoler, joignit à un affectueux embrassement le don du grand cordon de Saint-André. Exemple rare dans notre histoire, celui d'un représentant de la France recevant embrassements et dignités d'un souverain qui allait faire la guerre à son pays!

Le général de Castelbajac ne se méprenait pas

cependant sur le caractère du Tzar, car il écrivait le 16 septembre 1853 à M. Thouvenel : « L'empereur Nicolas tient de Pierre le Grand, de Paul Ier et d'un chevalier du moyen âge ; mais, en vieillissant, c'est le Paul Ier qui domine, et il faut saisir au vol ses bonnes inspirations et prévenir les mauvaises. C'est en somme un homme et un souverain excentrique et difficile à connaître, tant il y a de disparates entre ses qualités et ses défauts (1). »

Jusqu'à la dernière heure il avait répété : « L'ours du Nord est bien assez muselé. S'il se montre raisonnable, ne le poussons pas à bout. Nous ne pourrions qu'y perdre (2). »

Je partis avec Camille Dolfus le 22 février par la route de Riga dans une lourde voiture de voyage qui, par ce temps de neige et de vent glacial, versa plusieurs fois. Nous fûmes suivis à plusieurs reprises par des troupes de loups ; nous avons dû attendre de longues heures, sous des rafales de neige, des secours nous permettant de continuer notre route. Le voyage par des chemins détestables était extrêmement fatigant. Nous passâmes par Narva, où Charles XII vainquit Pierre le Grand et où sont encore visibles les restes de la forteresse suédoise. Riga est également

(1) *Nicolas Ier et Napoléon III*, par L. Thouvenel.
(2) *Ibid.*

une vieille ville suédoise fortifiée, au delà de laquelle nous avons passé la Duna sur la glace. C'était un dimanche; le fleuve gelé était le rendez-vous des promeneurs. Nous commencions à attirer l'attention. A Mittau, séjour de Louis XVIII pendant l'émigration de 1798 à 1809, plus de cent personnes nous entourèrent, curieuses de voir les secrétaires de l'ambassade de France que la guerre forçait de quitter la Russie. Nous laissâmes dans l'auberge, comme par mégarde, un journal français que nous avions emporté de Pétersbourg et qui annonçait avec détails la rupture des relations diplomatiques. Après de nouveaux accidents de voiture, nous passâmes la frontière le 27 février et nous arrivâmes à Tilsit à six heures du soir. Là encore la foule se pressa autour de nous, discutant avec animation les nouvelles de la guerre et les événements d'Orient.

Je quittais la Russie sans grand désir d'y retourner, fort satisfait cependant d'avoir pu étudier de près ce colosse du Nord, si longtemps l'arbitre des destinées de l'Europe. J'avais vu manœuvrer l'élite de l'armée russe sur la grande place, à côté du jardin d'été, et, comme le général de Lamoricière qui nous avait précédés en Russie, je pensais que nos petits soldats français viendraient à bout de ces grandes armées si redoutées.

Les deux stations les plus intéressantes jusqu'à Berlin furent Kœnigsberg et Marienburg. Sir Hamilton Seymour et sa famille nous avaient rejoints. Nous admirâmes ensemble sur les bords de la Vistule le vieux château gothique de Marienburg, construit en briques rouges, qui a appartenu à l'ordre Teutonique, et dans l'église une très ancienne statue de la sainte Vierge, de dimensions colossales, toute dorée et peinte de vives couleurs.

A Berlin, je passai la soirée à l'Opéra, où dansait Mlle Taglioni. La loge royale était occupée par des chambellans. La princesse Caroline de Mecklembourg-Strélitz, séparée de son mari, devenu depuis roi de Danemark, occupait une petite loge voisine. La famille royale n'assistait pas à la représentation. Dans la journée j'avais rencontré en voiture dans la rue le roi Frédéric-Guillaume IV, ainsi que la reine.

Dès mon retour à Paris, M. Drouyn de Lhuys me dit que je conserverais pendant un an mes appointements et que je remplirais au ministère les fonctions d'avocat consultant pour les affaires de Russie. J'assistai dans les premiers jours de mars à un concert aux Tuileries où chantèrent Mario, Mmes Alboni et Cruvelli. L'Empereur me fit un accueil très bienveillant. Le duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha, frère du

prince Albert d'Angleterre, y assistait. Il était venu comme chef de famille rendre la visite faite par le prince Napoléon-Jérôme au roi Léopold. Il portait sur son uniforme blanc le grand cordon de la Légion d'honneur. Ce prince a raconté lui-même dans ses Mémoires (1) l'importance politique de son voyage à Paris, l'accueil empressé qu'il y avait reçu et les honneurs qui lui avaient été rendus.

« C'était, dit-il, pour la première fois qu'un prince régnant paraissait à la cour du nouvel empire, et c'était la première fois depuis longtemps que les portes des Tuileries s'ouvraient pour recevoir en hôte un souverain allemand... Tous les souvenirs que mon père et mon oncle avaient conservés du premier empire et qu'ils avaient gravés par une foule de récits dans mes sentiments de jeune homme semblaient reprendre corps et vie sous mes yeux. Là se trouvait en personne devant moi le roi de Westphalie et à côté de lui un jeune prince Murat.

« L'Impératrice répondait au plus haut degré à sa réputation de grande beauté et d'amabilité. Seule elle remettait rapidement la conversation, sans aucun détour, sur les événements politiques. Elle

(1) *Aus meinem Leben and aus meinem zeit*, II Band.

disait qu'il lui était terrible de penser que l'on était à la veille d'une guerre odieuse que personne n'avait désirée, qui ne servirait à personne. « On devait les complications actuelles à la maladresse des diplomates russes et turcs. Leur orgueil, leurs prétentions personnelles avaient conduit à ce désaccord sur des questions dont les Français avaient à peine une idée. Ici, ajoutait-elle, personne ne peut le moins du monde s'enthousiasmer pour la guerre. »

Le récit des entretiens du duc de Saxe-Cobourg-Gotha avec l'Empereur n'est pas moins curieux.

« Lorsqu'il était assis dans son fauteuil, se laissant aller à une longue et confiante causerie, fumant une cigarette, l'une après l'autre, parlant comme dans un rêve, on croyait avoir devant soi un savant allemand plutôt que le souverain de la France. Il pouvait réciter des poèmes entiers de Schiller, et subitement il passait d'une conversation française à une conversation allemande. Même en politique, il parlait de telle sorte que l'on eût pu se croire en compagnie d'un doctrinaire allemand. J'ai une idée, disait-il, pour la meilleure constitution de l'Allemagne. »

Dans ces communications, au moins bien imprudentes, Napoléon III parlait de la revision des traités de 1815 par un congrès et des changements

à apporter à la carte de l'Europe. Il admettait comme une nécessité l'agrandissement de la Prusse. « Le sentiment national allemand, disait-il, est une force plus puissante que toutes les armées. » — Et comme s'il eût été un Allemand, il regrettait que les traités de 1815 n'eussent pas laissé libre carrière à ces idées. Lorsque la conversation traitait des visées que pouvait avoir la Prusse, il devenait tout à coup silencieux, se promenait de long en large, puis il disait comme dans un rêve : « Ma foi! pour la France cela m'est bien égal si on me dédommage sur le Rhin ou en Italie. » — « Nous sommes toujours très mal renseignés », répétait-il souvent; et comme ces confidences prenaient un caractère de plus en plus intime et qu'il engageait le prince allemand à lui parler en toute liberté, promettant d'agir de même de son côté : « Allons! dit Napoléon III à son interlocuteur, entre amis on ne se trahit pas. »

Qui eût pensé que seize ans plus tard ce prince si empressé et si bien reçu à la cour des Tuileries assisterait dans l'état-major du roi de Prusse à la capitulation de Sedan, et qu'en sa présence l'empereur des Français, qui l'avait accueilli avec une si confiante amitié, se constituerait prisonnier et remettrait son épée au roi Guillaume Ier? Qui eût pu

prévoir alors que ce même duc de Saxe-Cobourg-Gotha prendrait part au siège de la ville de Paris dont il avait été si souvent l'hôte sous Louis-Philippe et sous Napoléon III?

La grande-duchesse Stéphanie était alors à Paris, logée au rez-de-chaussée du pavillon de Marsan. Pendant son séjour, j'allais lui rendre visite deux fois par semaine. Elle avait reçu de la grande-duchesse Marie une réponse à la lettre que j'avais été chargé de lui remettre. Dans cette réponse la fille de l'empereur Nicolas parlait de la vive sympathie de son père pour l'empereur des Français, de son étonnement de voir une nation catholique prendre les armes pour la défense du Croissant, rôle qu'il fallait laisser, disait-elle, aux protestants anglais.

La grande-duchesse Stéphanie eût bien voulu rester à Paris avec un apanage de cinq cent mille livres de rente. Mais l'Empereur ne s'y prêta pas, et elle repartit pour Mannheim le 12 avril. Elle me présenta à sa fille la duchesse Marie de Hamilton.

A cette époque, j'ai eu le plaisir de revoir souvent à Paris le fils aîné de mon ancien chef, le prince Murat, qui a épousé une princesse de Wagram. C'était un jeune homme fort distingué, très recherché et aimé de tout le monde (1).

(1) Mort en octobre 1901.

Le dimanche 26 mars je dînai aux Tuileries ; c'était un dîner de trente couverts, fort beau et fort bien servi. Avant de se rendre à table, l'Empereur fit le tour du salon, adressant à chacun un mot aimable. Il est venu à moi plusieurs fois pendant la soirée, me questionnant de nouveau sur la Russie et me parlant des souvenirs de sa mère. J'étais à table à côté de Mme Ferey, fille du maréchal Bugeaud, récemment nommée dame du palais de l'Impératrice. Elle me dit que sa mère étant sans fortune ne pouvait vivre à Paris, pauvreté bien honorable pour l'illustre maréchal qui avait occupé des situations si élevées. Je dis à Mme Ferey qu'en traversant Lyon, en février 1849, j'avais été invité à déjeuner par le maréchal et que j'avais rencontré à sa table son officier d'ordonnance, le capitaine Fabar, qu'il aimait comme un fils et qui a été malheureusement tué au siège de Rome.

A la réception du Palais-Royal, chez le roi Jérôme, on parlait alors du succès de l'emprunt de deux cent cinquante millions. Je demandai au prince pourquoi l'on n'avait pas gardé pour les nécessités futures de la guerre le surplus de la souscription. « C'est précisément, me répondit le prince, l'observation que j'ai faite aujourd'hui à l'Empereur. — Non, me dit-il, on a trop souvent trompé le peuple,

je ne veux plus qu'il en soit ainsi. J'ai demandé deux cent cinquante millions, je rendrai le reste, sauf à faire un nouvel emprunt si le premier est insuffisant. Avant tout, il faut tenir la parole donnée. »

Charmante soirée le 6 avril chez M. de Morny, dans son délicieux hôtel de l'avenue des Champs-Élysées, — tout à côté de celui de Mme Le Hon, — *la niche à Fidèle*, disaient les mauvais plaisants.

Lord Raglan et le duc de Cambridge ont traversé Paris, se rendant en Crimée. Une magnifique revue eut lieu au Champ de Mars en leur honneur. Il a été décidé que les troupes anglaises ne passeraient pas par Paris : on en a donné diverses raisons. On craindrait, disait-on, que les soldats anglais, tentés par le bon marché du vin, si cher dans leur pays, se laissassent entraîner à s'enivrer. En outre, un grand nombre de régiments ont sur leurs selles et sur leurs effets d'habillement et d'équipement soit un *W*, soit le nom entier de *Waterloo*, ce qui ferait très mauvais effet vis-à-vis de la population parisienne.

Au dîner donné aux Tuileries, le duc de Cambridge, à qui l'on demandait quelle serait la durée de son séjour à Paris, répondit modestement en désignant lord Raglan : « Je suis sous les ordres de milord. »

Napoléon III me faisait le meilleur accueil. J'avais eu occasion de lui adresser de Pétersbourg une curieuse collection. L'empereur Nicolas avait fait faire en terre cuite coloriée des statuettes hautes de trente centimètres qui représentaient tous les uniformes de son armée. En tête figurait sa propre statuette, en pied, extrêmement ressemblante, ainsi que celle du Tzarewitch.

J'avais acheté deux de ces collections. J'avais envoyé en décembre 1853 l'une d'elles à l'empereur Napoléon et l'autre au roi Victor-Emmanuel. Ce dernier m'en avait fait remercier par son secrétaire particulier.

« *Maison militaire de Sa Majesté. — Secrétairerie du cabinet particulier.*

« MONSIEUR LE COMTE,

« Sa Majesté a reçu les jolies statuettes que vous lui avez transmises en décembre dernier. Elle me charge de vous exprimer, Monsieur le comte, tout le plaisir avec lequel Elle a accueilli cet hommage, et de vous en remercier en son nom.

« Je m'empresse d'obéir aux ordres du Roi, et saisis cette occasion pour vous offrir, Monsieur le comte,

l'assurance des sentiments très distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« H. Avet,

« Secrétaire particulier de Sa Majesté.

« Turin, le 7 avril 1854. »

J'avais prié le comte de Nieuwerkerke de faire hommage de mes statuettes à l'empereur Napoléon III, et j'avais été un peu étonné de ne pas recevoir de réponse. La princesse Mathilde avait accepté avec beaucoup de bonne grâce celle de l'empereur Nicolas. Lorsqu'au printemps de 1854 je fus reçu aux Tuileries par Napoléon III dans son cabinet, les premiers objets qui frappèrent ma vue furent ma collection d'uniformes russes. « Voilà, me dit l'Empereur, qui aperçut sans doute la direction de mon regard, des objets intéressants que j'ai reçus de Russie. »

— « Je les connais bien, répondis-je; c'est moi qui ai eu l'honneur de les envoyer à Votre Majesté. »

— « Non, répliqua l'Empereur un peu étonné; c'est Nieuwerkerke qui me les a donnés. »

— « Sans doute, ajoutai-je; je l'avais chargé de les offrir à Votre Majesté ! Tout est bien d'ailleurs;

l'essentiel, c'est que vous leur ayez fait l'honneur de les placer dans votre cabinet. »

Sir Hamilton Seymour avait quitté Pétersbourg à la même époque que moi ; il s'était rendu à Londres. J'étais resté en correspondance fréquente avec lui : une de ses lettres me parut si intéressante que je priai la grande-duchesse Stéphanie de la mettre sous les yeux de l'Empereur.

J'avais avec la grande-duchesse des rapports anciens. Elle avait beaucoup connu ma mère quand mon père était receveur général à Mayence sous le premier Empire.

Elle me répondit le 22 avril :

« Il faut être aussi troublée que je l'étais en partant pour ne pas vous avoir dit que j'ai parlé à l'Empereur, qui est très touché du discours de sir George Seymour, qu'il l'en remercie, ainsi que de tous les sentiments affectueux que contenait la lettre que je lui ai communiquée. Je lui ai donné la carte, dont il a été charmé et qu'il trouve très utile.

« Adieu, mon cher Monsieur de Reiset ; pardon de mon griffonnage, dû au chemin de fer. Au plaisir bien réel de vous revoir.

« STÉPHANIE. »

Sur ces entrefaites, sir Hamilton Seymour arriva à Paris. L'Empereur, l'ayant appris par moi, désira le voir. Il chargea son chambellan, M. de Chaumont-Quitry, de l'inviter à dîner, ainsi que moi, le soir même aux Tuileries.

Par malheur, M. Drouyn de Lhuys vint dans la journée voir l'Empereur, qui ne lui parla pas de l'arrivée de sir Hamilton Seymour. Mais M. de Chaumont-Quitry, voyant sortir M. Drouyn de Lhuys du cabinet de l'Empereur, lui fit part de l'ordre qu'il venait de recevoir, lui demandant l'adresse de sir Hamilton Seymour à Paris.

— « Sir Hamilton Seymour n'est pas à Paris », répondit M. Drouyn de Lhuys.

— « Je vous demande pardon, répliqua M. de Chaumont-Quitry, car ce matin l'Empereur a reçu une lettre de Reiset lui annonçant son arrivée. »

M. Drouyn de Lhuys, qui me témoignait toujours beaucoup de bienveillance, en éprouva une vive susceptibilité, qu'il m'exprima par la lettre suivante :

« *Ministère des affaires étrangères.*

« Paris, 25 avril 1854.

« Monsieur, j'apprends que vous avez fait des démarches auprès de l'un des chambellans de l'Em-

pereur dans le but d'obtenir pour sir Hamiton Seymour une audience de Sa Majesté.

« Vous avez méconnu en cela, Monsieur, le principe qui veut qu'en pareil cas les étrangers, quel que soit leur rang, aient recours à l'entremise du représentant de leur pays, qui doit emprunter lui-même celle du ministre des affaires étrangères. Je regrette d'avoir à vous rappeler une règle que personne moins que vous ne saurait ignorer et ne devrait enfreindre.

« Recevez, etc.

« Drouyn de Lhuys. »

Ma justification était bien facile. Je n'avais rien sollicité, m'étant borné à informer l'Empereur de la présence de sir Hamilton Seymour à Paris.

Je répondis immédiatement :

« Monsieur le ministre,

« Je suis extrêmement sensible aux reproches que Votre Excellence m'adresse, mais je suis en même temps heureux de pouvoir l'assurer qu'elle a été entièrement induite en erreur. Je n'ai jamais fait la moindre démarche auprès d'aucun chambellan de l'Empereur pour obtenir une audience quelconque. Si Votre Excellence veut bien en parler directement

à Sa Majesté, elle aura l'explication d'un fait tout naturel et tout simple.

« Veuillez agréer, etc. »

L'Empereur savait mieux que personne ce qui s'était passé, puisque c'était lui qui avait invité sir Hamilton Seymour. Je le mis au courant de l'incident; je lui écrivis :

« 26 avri 1854.

« SIRE,

« Voici une lettre que je suis tout surpris de recevoir de M. Drouyn de Lhuys. J'ose prier Votre Majesté de la lire, ainsi que la réponse que je viens de lui faire, et de vouloir bien, si Elle le juge convenable, dissiper l'erreur dans laquelle il est tombé.

« Je suis,

« Sire,

« De Votre Majesté, etc. »

Quelques jours après, l'Empereur me dit en riant : « J'ai arrangé vos affaires avec Drouyn de Lhuys. Je lui ai dit : Mais enfin, mon cher ministre, est-ce que je n'ai plus le droit d'inviter à dîner qui bon me semble, surtout un vieil ami de ma mère comme sir Hamilton Seymour? »

Le 14 mai suivant, sir Hamilton Seymour, de retour à Londres, me racontait les splendeurs d'un bal donné par le comte Walewski à la reine Victoria :

« Portland Palace, ce 14 mai 1854.

« MON CHER AMI,

« C'est une vie très agitée que l'on mène dans ce pays. Je profite donc avec plaisir d'un petit quart d'heure de repos pour vous parler d'abord du très vif plaisir que j'ai eu à vous voir dans cette charmante ville de Paris que j'ai vue sous des auspices si heureux, — et ensuite pour vous dire que j'ai passé la soirée d'hier en France.

« Le bal était magnifique. Certainement je n'ai jamais rien vu d'aussi fastueux. On s'accordait à dire que même chez la Reine on n'avait pas fait les mêmes frais de toilettes. — Les hommes surtout se sont distingués cette fois-ci : on avait fait venir des costumes d'hommes complets de Paris en grand nombre. — En un mot, rien n'y manquait, car pour les dames on était sûr d'avance que cette partie ne serait point négligée. — Je tâcherai de vous trouver une gazette qui donne la description des toilettes. — C'était plaisir de voir un ambassadeur de France conduisant la reine d'Angleterre, le prince Albert donnant le bras

à l'ambassadrice, — la plus charmante petite femme de la société, soit dit en passant. — Voilà peut-être ce qui m'a fait le plus de plaisir dans l'affaire.

« Les messieurs étaient costumés, — la musique aussi bonne que possible, — l'éclairage magnifique. Quand la Reine arriva, on a fait une explosion d'éclairage superbe. Enfin le souper, comme vous allez voir, répondait au reste.

« J'ai regagné la maison à quatre heures, et, comme déjà j'étais un peu souffrant, il résulte que la main tremble à tel point qu'il me faut terminer. Rappelez-moi au souvenir de monsieur votre beau-frère dont je n'oublierai jamais les bontés, et croyez-moi toujours

« Votre dévoué ami,

« G. H. SEYMOUR.

« Les deux portraits par Winterhalter de l'Empereur et de l'Impératrice faisaient un grand effet.

« Ma femme était poudrée et étincelante de diamants... d'emprunt, Augusta était très bien, en petite Marie Stuart bleu de ciel et blanc.

« Pendant le bal on parlait de la prise de Cronstadt, mais je regarde ces bruits comme tout à fait prématurés. »

A cette lettre était joint le menu du souper, timbré

de l'aigle impérial et des armoiries du comte Walewski avec encadrement tricolore. Le repas était d'une abondance extraordinaire : deux potages — à la reine et à l'impériale, — quatre entrées chaudes, onze entrées froides, huit grosses pièces, deux poissons, vingt entremets, et le dessert à l'avenant.

Le représentant de la dynastie impériale avait bien fait les choses.

On commençait à soupçonner une grossesse de l'Impératrice qui avait, de temps à autre, de petits caprices. Un jour de beau soleil elle dit à sa lectrice, Mme de Pons de Wagner : « Ah! madame, quel superbe temps il fait! j'ai bien envie d'aller me promener. Habillons-nous très simplement toutes les deux et, sans rien dire à personne, sortons d'ici par le jardin des Tuileries, et allons manger d'excellents petits gâteaux à la pâtisserie anglaise qui est à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue de Castiglione. En avant! »

Mme de Wagner, craignant de se compromettre, était consternée; elle objecta que l'Impératrice serait certainement reconnue. « Non, repartit celle-ci, allons, ce sera fort amusant, et personne, je vous assure, n'en saura rien. »

Pour faire diversion, Mme de Wagner se mit à vanter un saucisson exquis dont elle avait mangé le

matin. L'Impératrice voulut en goûter, en fit apporter, et, en en mangeant avec beaucoup d'appétit et de gaieté, elle oublia son premier projet.

Le vieux roi Jérôme profita du départ du prince Napoléon pour l'Orient pour faire venir à Paris son fils aîné, né de son mariage avec Mlle Paterson. Il avait lui-même un fils; tous deux portaient en Amérique, où ils étaient fort estimés et appréciés, le nom de Paterson. Le jeune homme, de haute mine et fort intelligent, montait à cheval avec son père au bois de Boulogne, où l'un et l'autre faisaient sensation. Le fils fit dans l'armée française une partie de la campagne de Crimée. Je me suis lié avec lui et je le voyais souvent à Paris, où tout le monde le recherchait comme un jeune homme distingué, bon et aimable.

J'allai passer en Piémont les étés de 1854 et de 1855. Dans l'intervalle, j'habitais ma propriété du Breuil où j'avais entrepris de grands travaux de restauration. Je conservais à Paris un pied-à-terre, place de la Madeleine. Le Breuil avait été jadis une célèbre abbaye royale fondée en 1137 par une colonie des moines de Vaux-de-Cernay; elle comprenait une église d'une architecture très élégante, qui avait été ruinée par la Révolution. Un des abbés du Breuil et de Vaux-de-Cernay, Thibaut de Marly, de la mai-

son de Montmorency, avait été appelé à la cour de saint Louis dont il avait toute la confiance : il fut canonisé.

J'entrepris de rendre au culte cette vénérable basilique ; l'abbé Laîne, chanoine de Saint-Denis, aumônier de l'Empereur, vint la bénir à défaut de l'évêque d'Évreux, Mgr Olivier, qui venait de mourir. Cette cérémonie, qui avait attiré une grande affluence de fidèles et de curieux, fut fort belle. Elle eut lieu le 8 novembre 1854. Les paroisses voisines s'y étaient rendues en procession sous la direction de leurs curés ; elles s'étaient réunies dans la grande avenue conduisant à l'église. En tête était portée la châsse de saint Eutrope, belle sculpture en bois de la fin du seizième siècle, aux armes de Hurault-Cheverny, abbé du Breuil. Elle contenait des reliques de saint Eutrope, envoyées par l'évêque de la Rochelle.

A la fin de la journée, après les cérémonies religieuses, des danses champêtres s'organisèrent. Le château et les avenues furent illuminés en verres de couleur, et des feux de Bengale embrasèrent à l'horizon les belles rives de l'Eure et les collines de la forêt de Dreux.

J'avais eu un instant l'espoir que mon ami sir Hamilton Seymour serait envoyé comme ambassadeur d'Angleterre à Paris. Il me répondit :

« London, le 5 février 1855.

« Non, mon cher ami, ne vous laissez pas aller à des illusions très amicales, mais dénuées de fondement. Voilà la chose : Le poste dont vous me parlez est ambitionné de tout le monde. Une espèce de hasard, joint à la parenté du feu duc de W..., lui a fait dans le temps décerner la pomme. Si de nouveau le hasard doit la lui faire échapper des mains, ce serait quelque grand seigneur, — quelque cordon bleu, — auquel cela reviendra, ou bien dans des moments de changements ministériels, comme les présents. C'est quelque rival que l'on tient à ne pas caser ici, qu'on éloigne en lui offrant quelque chose qui vaut ou, selon moi, qui vaut mieux qu'un portefeuille.

« Dans tous les cas, ce ne sera jamais votre serviteur très humble.

« Chef de famille, ce serait très probable. Cadet de famille, comme je le suis, ce n'est guère du nombre des choses possibles.

« Mon grand-père dans le temps a été là. Son petit-fils jamais n'y sera, si ce n'est en voyageur chez son ami Reiset.

« En attendant, probablement à cause de mon indifférence, il paraît que l'on s'occupe de me placer

quelque part. Il y a quelques jours que les gazettes m'expédiaient sur Vienne.

« C'est tout bonnement un petit canard. Ce qui est plus sérieux, c'est la proposition (ceci entre nous) que me fit, il y a quatre jours, le duc de Newcastle. Celui-ci, que je ne connais que très peu, m'écrivit une lettre excessivement flatteuse et peu méritée où il me dit ceci :

« Je dois nommer un gouverneur aux îles Ioniennes avant que de quitter le ministère. Je vous offre ce poste. Si vous le teniez peu digne de vous, ne m'en voulez pas. C'est de mon devoir de désigner l'homme qui le remplira dignement. »

« Je n'ai pas besoin de vous dire combien j'ai été touché, non de l'offre, mais de la manière qu'elle a été faite. Mais j'ai refusé immédiatement. J'ai dit au duc qu'après trente-sept ans de services diplomatiques j'étais peu disposé à me lancer dans une nouvelle carrière ; que des considérations de famille m'engageaient de ne point quitter mon pays, et que rien, si ce n'était de pouvoir servir de nouveau *more meo,* m'engagerait de perdre ces considérations.

« Donc il en est de mon gouvernement comme de celui de l'écuyer très célèbre de don Quichotte.

« D'ici rien de nouveau, que je sache.

« On a fini par où on aurait dû commencer.

« Palmerston s'occupe de construire un ministère; jusqu'à présent son affaire n'est pas très avancée, mais il finira par triompher des difficultés, et quand je dis *finira*, ce ne sera pas long, j'espère.

« Les nouvelles de Sébastopol sont toujours très affligeantes — si ce n'est tout ce que nous apprenons de la conduite de l'armée; — sous ce rapport il n'y a rien à désirer. Vous vous montrez parfaits, — comme soldats, comme administrateurs et surtout comme bons et loyaux alliés...

« Jusqu'à présent nous n'avons pas été une seule fois dans le monde. Nous nous occupons exclusivement de l'arrangement de notre nouvelle maison, ce qui nous donne beaucoup d'embarras et me coûtera beaucoup d'argent. Pour vous, j'espère que cinquante mille francs n'est que très peu de chose; — pour moi, c'est autre chose. Cela suffit pour me mettre à sec.

« ... L'on vient m'assurer que la grande affaire ministérielle sera bâclée aujourd'hui même.

« La place que l'on m'offrait vaut quelque chose comme cent trente mille francs. »

Comme le disait sir Hamilton Seymour, les nouvelles de Sébastopol pendant le dur hiver de 1855 n'étaient pas bonnes.

La guerre de Crimée suivait son cours, et le triomphe définitif se faisait bien attendre.

Le 15 mars 1855, sir Hamilton Seymour m'écrivait de nouveau :

« J'ai voulu vous envoyer, — pour augmenter votre collection, — une lettre de la belle marquise de C... dont le prince de Ligne parle dans ses Mémoires, — c'est-à-dire la marquise de Coigny, née de Conflans, à laquelle pendant des années il adressait sa correspondance et ses hommages. C'était l'amie intime de mon père, en vertu de quoi elle m'écrivait très souvent dans ses vieux jours. Malheureusement ces lettres se trouvent tellement farcies de noms propres que je n'en trouve pas une que j'ose exposer au risque d'être lue et commentée, d'autant qu'il est toujours question de ceux qui me tiennent de près.

« Ces lettres m'ont donné l'idée de m'occuper du voyage du prince de Ligne, quand il eut l'honneur d'accompagner la grande Sémiramis moscovite en Tauride, comme on disait alors.

« Mon Dieu! que nous avons toujours l'art de ne point juger tant soit peu le présent par le passé!

« Voici un extrait d'une lettre écrite en 1787, je crois, de Balaklava (par le prince de Ligne) à cette même belle marquise de C... d'alors.

« Je la livre à vos appréciations.

« — Vous saviez de l'Impératrice (Catherine II) que

votre France, *sans savoir pourquoi*, protège toujours les musulmans.

« Ségur pâlit. — Nassau rougit. — Jules Herbert (lord Saint-Helem) bâilla. — Cobenzel s'agita, et je ris.

« Eh bien ! point du tout. Il n'avait été question *que de bâtir* un magasin dans une des sept anses du fameux port de Sébastopol !

« Quand je parle de mes espérances à ce sujet à Ségur, il me dit : *Nous perdrions les Échelles du Levant*, et je lui répondis : « Il nous faut tirer l'échelle après la sottise ministérielle que vous venez de faire par votre confession générale de *pauvreté* à l'assemblée ridicule des notables. »

« Qu'est-ce que vous en dites? Je dis, moi, que les Français d'aujourd'hui sont plus éclairés que ceux de 1787; aujourd'hui ils savent *pourquoi ils protègent* les musulmans.

« Tout ceci me paraît tellement instructif, tellement cela nous fait voir dans quelles misérables petites circonstances les grandes choses de la Russie prennent leur origine, que j'ai pris mes mesures pour attirer l'attention sur cette correspondance du prince de Ligne aujourd'hui négligée sur les rayons de ma bibliothèque. »

C'est à cette époque que se produisit un triple

deuil qui vint frapper cruellement la maison royale de Savoie. La reine Marie-Thérèse, veuve de Charles-Albert, mourut à Turin, le 12 janvier 1855. Elle était tombée malade le 5 janvier. Suivant la coutume piémontaise (1), elle fut saignée jusqu'à neuf fois. Le 8 au matin, Victor-Emmanuel entra brusquement dans la chambre de sa mère pour lui annoncer la naissance de son fils Victor, duc de Genevois. Cet événement n'était attendu qu'un mois plus tard. Les couches de la jeune reine avaient été très laborieuses. La reine mère, qui adorait sa belle-fille, en fut effrayée. Le soir, on redoubla les saignées. Le 11, le mal ayant empiré, la reine Marie-Thérèse fut administrée en grande pompe. Le Roi, le prince de Piémont, la princesse Clotilde, le duc et la duchesse de Gênes, le prince de Carignan suivirent la procession avec tous les personnages de la cour, les ministres et les grands du

(1) Le 15 février 1800, la reine de Sardaigne, Marie-Clotilde, sœur de Louis XVI, écrivait au comte de Maurienne : « Je n'ai pu approuver ces deux saignées absolument à la sarde, puisque vous n'aviez pas même de fièvre. » En 1848, on saignait encore à Turin jusqu'à cent fois au cours d'une maladie. Le docteur Riberi, médecin de la cour, abusait des saignées comme les autres. Victor-Emmanuel se faisait souvent saigner par lui debout, avant de chasser. On racontait de mon temps, à Turin, que ce même célèbre docteur Riberi, que j'ai bien connu, entra un matin, très pressé, dans la cour du palais d'un de ses clients, et qu'ayant demandé de là, sans monter, pour ne pas perdre de temps, à un domestique des nouvelles de son maître malade à toute extrémité, il lui avait crié de toutes ses forces sans plus de souci : « C'est bien, mon ami, faites-le saigner pour la dixième fois !... »

royaume en costume de gala. « Je ne souffre plus, disait la mourante, mais toutes mes forces sont parties. » Elle s'occupait cependant de régler les détails de la cérémonie. Le 12 au matin, elle demanda l'extrême-onction, qu'elle reçut en présence du Roi, du prince de Carignan et de la comtesse de Robilant. Elle répondait aux prières du prêtre. Bientôt après, arrivèrent le duc et la duchesse de Gênes et les dames de la Reine que la dame d'honneur avait fait avertir. Ses forces déclinant, on commença à onze heures la prière des agonisants. Toutes les personnes présentes lui baisèrent la main. Elle ne pouvait plus parler, mais elle souriait encore du regard. A midi et quart elle rendit le dernier soupir, sans avoir exprimé aucun désir ni fait aucune recommandation. Le Roi fut frappé de ce silence, disant à tout le monde : « Ma mère ne m'a plus parlé. » Il recommanda de couper les cheveux de sa mère à un doigt de la tête et de les garder pour ses enfants. Il quitta immédiatement la chambre mortuaire, suivi de toute sa famille. Il s'arrêta dans une galerie à côté, et d'une voix très altérée il recommanda à la comtesse de Robilant de faire fermer de suite le cabinet de sa mère renfermant ses bijoux, ses papiers et autres objets précieux, et d'en garder la clef. Mme de Robilant envoya immédiatement cette clef à Victor-Em-

manuel par le comte Sanjuste, chevalier d'honneur de la feue reine.

L'étiquette des funérailles royales en Sardaigne est des plus minutieuses et parfois étrange. Lorsque le roi Victor-Emmanuel Ier mourut à Moncalieri, il fut placé assis dans son carrosse, revêtu de l'uniforme de colonel des gardes. Deux prêtres se tenaient à ses côtés. Le capitaine des gardes et toute la cour l'accompagnèrent ainsi à Turin jusqu'au palais Madame. Le Roi y fut exposé pendant trois jours, et le service de sa cour continua à se faire en sa présence. On venait lui annoncer, comme s'il était encore vivant, son déjeuner, son dîner, dire que les voitures étaient prêtes. Le roi Charles-Albert avait aboli ces usages, en disant qu'il ne fallait pas jouer avec les morts.

Pour la reine Marie-Thérèse, la chambre mortuaire ayant été disposée, le corps fut gardé jour et nuit par deux dames et deux gentilshommes de la cour, un aumônier, trois clercs et deux dames de la feue reine. A la porte étaient placés deux gardes du corps. Cette garde était relevée toutes les deux heures par des personnages du même rang. Le 13, à cinq heures du soir, le ministre des affaires étrangères, notaire de la couronne, vint constater le décès. Le notaire du ministère lut alors l'acte, qui fut signé dans la

chambre même, vis-à-vis du lit, premièrement par le duc Pasca, préfet du palais, délégué du Roi, par la comtesse de Robilant, dame d'honneur, et par le comte Sanjuste, chevalier d'honneur. Il fut ensuite contresigné par le comte Camille Bens de Cavour, en sa qualité de notaire de la couronne. Tout le monde s'étant retiré, la dernière toilette fut faite par la dame d'honneur, la dame d'atour et les femmes de la Reine. On revêtit le cadavre royal d'une robe de drap d'argent broché de bleu de ciel, couleur que la Reine portait toujours le samedi en l'honneur de la Vierge. La première femme coupa les cheveux, enleva les boucles d'oreilles et deux bagues. La comtesse de Robilant lui fit laisser une chaîne avec de petites médailles bénites et trois bagues que la défunte aimait particulièrement. Elle mit entre les mains de la Reine un crucifix d'ivoire sur ébène que Charles-Albert avait tenu sur son lit de mort.

La dépouille mortelle fut déposée dans un cercueil de plomb, renfermé dans une caisse de noyer recouverte de velours rouge avec une grande croix en drap d'argent. Sur le dessus du cercueil avait été disposée une grande glace permettant de voir le visage de la défunte. Toute la cour se transporta ensuite processionnellement dans la chapelle ardente préparée dans la chapelle du palais. Elle y fut gar-

dée comme dans sa chambre, et le public y fut admis. Il y vint une foule énorme. La reine Marie-Thérèse, très bienfaisante pour les pauvres et les malheureux, était bien aimée, quoiqu'elle fût archiduchesse d'Autriche. Un nouveau procès-verbal fut dressé comme le premier, et le comte de Cavour apposa le sceau de ses armes aux quatre coins de la glace.

Le 16, à huit heures du matin, cinq évêques officièrent. Après une messe basse, célébrée en grande pompe, il y eut les absoutes. Puis un troisième procès-verbal constata que les cachets étaient intacts, et le cercueil, suivi de toute la cour, fut transporté à travers l'église Saint-Jean par la chapelle du saint Suaire jusqu'au char funèbre qui attendait devant l'église. On fit un détour pour ne pas passer sous les fenêtres de la reine Adélaïde, dont l'état s'était beaucoup aggravé depuis que Victor-Emmanuel lui avait annoncé, sans ménagement, la mort de la reine mère. Le cortège passa par de petites rues pour atteindre la rue du Pô. Les dames d'honneur étaient allées directement à la Superga, où devait se terminer la cérémonie. Après les prières d'usage dans cette basilique, on transporta le cercueil dans un caveau que Charles-Albert avait fait réserver pour sa branche et où reposait depuis l'été précédent le petit prince Charles, fils de Victor-Emmanuel. Le

couvercle en velours rouge du cercueil fut soulevé, et l'identité ayant été reconnue, un quatrième et dernier procès-verbal, signé par toutes les personnes présentes, fut dressé. Le chevalier Clavesana, officier d'ordonnance du Roi, ferma la caisse avec deux clefs qu'il remit à la dame d'honneur et que celle-ci déposa entre les mains du supérieur de la basilique, après que le cercueil eut été muré en présence des assistants. Dans un premier caveau se trouvait le monument provisoire de Charles-Albert comme dernier roi. Suivant l'usage, ce monument devait être occupé un jour par Victor-Emmanuel, et la dépouille de Charles-Albert devait occuper seulement alors un monument définitif, placé, suivant son désir, au centre du caveau de sa dynastie.

La mort de la reine Marie-Thérèse était une perte immense pour toute la famille royale dont elle formait le lien. Elle avait une tendresse extrême pour ses enfants et ses petits-enfants et leur donnait les meilleurs conseils. Elle était la consolation et le soutien de la reine Adélaïde, sa petite-fille, avec laquelle elle passait une grande partie de ses journées. Très active, maîtresse d'elle-même, pesant toutes ses paroles, elle tenait à l'étiquette qu'elle regardait comme nécessaire à la dignité royale; elle était pour tous ceux qui l'entouraient d'une bonté extrême, pardonnant aux per-

sonnes dont elle avait eu à se plaindre et cherchant des excuses à leur conduite.

Pendant que son convoi s'acheminait vers la Superga, on vint en toute hâte chercher une partie du clergé et de la cour pour accompagner le viatique qui allait être porté à la bonne reine Adélaïde. Depuis la nouvelle que son mari lui avait donnée tout à coup de la mort de la reine mère, les plus inquiétants symptômes s'étaient déclarés. Elle put voir encore sa fille, la princesse Clotilde, mais elle dut être ensuite séparée de ses enfants. Le lait lui était monté à la tête; elle souffrait de douleurs telles que ses cheveux se hérissèrent : on n'entendait plus qu'un long gémissement. Victor-Emmanuel la soigna jour et nuit sans la quitter Le spectacle de cette agonie était affreux. Cette jeune et belle reine, étendue sur un lit de camp qui remplaçait son grand lit d'apparat pour faciliter les soins qu'on lui prodiguait, gémissait à fendre le cœur. La respiration, toujours plus courte, cessa; le Roi, au pied du lit, sanglotait tout haut. Le prince de Carignan voulut l'entraîner. Il se précipita de nouveau dans la chambre où, en rendant le dernier soupir, la Reine poussa à quelques minutes d'intervalle des cris si longs et si lugubres qu'ils semblaient sortir de terre. Tous les assistants pleuraient et restaient à genoux, saisis d'effroi et de douleur. Parmi

les personnes présentes se trouvait une jeune dame du palais, la charmante comtesse C..., très fraîche et très avenante, qui sanglotait à côté d'un gentilhomme, fort ému lui-même. « Elle est morte! elle n'est plus! C'était un ange! s'écriaient-ils tous deux. Quelle terrible perte pour nous tous! » Puis se rapprochant, émotionnés par un si grand malheur, ils tombèrent dans les bras l'un de l'autre, en s'embrassant naïvement, si simplement et de si bon cœur qu'on ne pouvait plus les séparer! Le premier moment d'émotion passé, les jeunes gens dirent aux autres dames du palais que, s'ils avaient su que c'était là l'usage, ils n'y auraient pas manqué.

La mère de la reine Adélaïde, sœur de Charles-Albert, avait épousé l'archiduc Renier. La défunte était, par conséquent, cousine germaine de son mari, tandis que, par son père, l'archiduc Renier, elle était cousine germaine de sa belle-mère, la reine mère Marie-Thérèse, fille d'un frère de cet archiduc. Elle avait le maintien le plus noble, infiniment de grâce dans toute sa personne. Sa taille était vraiment royale, son regard doux et affable, mais elle était peut-être un peu nonchalante, sans voix et semblant toujours expirer. Au grand désespoir de la reine Marie-Thérèse, très sévère pour la tenue et la toilette, on la rencontrait dans le cabinet de son mari, la robe de chambre

entr'ouverte, se laissant aller à une paresse toute orientale. Elle aimait tendrement son mari et s'occupait beaucoup de ses enfants, mais elle était sans volonté et n'avait aucune influence sur le Roi. Elle laissait faire, se plaignait rarement et supportait tout pour ne se donner ni peine ni tourment. « Ce n'est point la femme qui convient à Victor », disait Charles-Albert, qui aurait désiré trouver dans sa belle-fille une personne plus ferme, capable de guider son mari. La malheureuse reine laissait six enfants : l'aînée, la princesse Clotilde, n'avait pas encore douze ans.

Un troisième deuil, plus imprévu encore, vint frapper quelques jours après la maison de Savoie déjà si cruellement éprouvée. Pendant la maladie de sa mère, le charmant duc de Gênes, qui se relevait à peine d'une maladie de poitrine pour laquelle on avait comme toujours abusé des saignées, se fatigua beaucoup et prit froid en allant et venant de son appartement à celui de sa mère par des galeries non chauffées. Le chagrin et l'émotion aggravèrent son mal ; il eut une rechute et fut saigné encore deux fois. Les médecins le déclarèrent guéri de la poitrine, mais il était sans force, gagné par l'hydropisie. Il fit son testament, laissant à sa femme les deux tiers de l'usufruit de sa fortune si elle restait veuve et ne quittait pas le Piémont. Le 10 février, à dix heures

du soir, en faisant un mouvement il expira tout à coup dans les bras de sa femme : il avait été étouffé par l'eau qui s'était portée au cœur.

La duchesse qui l'avait soigné avec le plus tendre dévouement était seule avec lui. Elle poussa un grand cri. Le Roi et le prince de Carignan, qui étaient dans une pièce voisine, se précipitèrent. Tout était fini. Le duc de Gênes avait montré pendant la guerre une admirable bravoure, froide et calme, au feu, allant toujours en avant. L'armée l'adorait. Pendant sa maladie, il avait dit à plusieurs reprises à sa jeune femme combien elle l'avait rendu heureux pendant les cinq années de leur mariage.

Victor-Emmanuel fit répondre par le surintendant général de sa liste civile et par son ambassadeur à Paris aux lettres par lesquelles je lui avais exprimé mes tristes et profondes condoléances :

« Turin, 20 février 1855.

« *Surintendance de la liste civile.*

« MONSIEUR LE COMTE,

« Sa Majesté le Roi, mon auguste maître, fort touchée de la part que vous avez prise à sa douleur par suite des pertes cruelles qu'elle vient d'éprouver, a daigné me charger de vous remercier en son nom,

Monsieur le comte, des sentiments que vous avez bien voulu lui témoigner en cette triste circonstance et dont Sa Majesté connaît la sincérité. En m'acquittant de l'honorable commission, j'ai l'honneur de vous offrir l'assurance de ma haute considération et d'être,

« Monsieur le comte,

« Votre très humble et obéissant serviteur.

« Le surintendant général de la liste civile,

« NIGRA. »

« *Monsieur le comte Gustave de Reiset, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, officier de la Légion d'honneur, à Paris.*

« Samedi, 27 février 1855

« MON CHER COMTE,

« Je suis vivement touché de la part que vous avez bien voulu prendre au double malheur qui vient de frapper si cruellement notre bon roi et le pays tout entier. Vous avez connu nos deux reines et vous savez autant que moi combien elles méritent d'être pleurées. Vous avez pu voir de vos propres yeux de quel amour les Piémontais entouraient ces deux souveraines augustes et par quel respect ils honoraient leurs vertus. Nous avons perdu deux anges tutélaires, deux anges consolateurs, dont Dieu et les malheureux ont connu

tous les bienfaits. Jamais deux reines n'ont été plus admirées, ni plus regrettées, et jamais aussi il n'en fut de plus dignes de regrets.

« J'ai écrit à mon gouvernement et n'ai pas manqué de mettre aux pieds de Sa Majesté toute la reconnaissante sympathie que vous éprouvez pour sa douleur.

« Veuillez agréer, cher comte, l'expression de mes sentiments très distingués et reconnaissants.

« Tout à vous.

« DE VILLAMARINA. »

J'assistai l'hiver à toutes les fêtes de la cour aux Tuileries; des invitations trop nombreuses les transformaient souvent en terribles cohues.

Le 10 janvier, M. Drouyn de Lhuys donna un grand dîner auquel assistaient de nombreux personnages étrangers, lord John Russell, le feld-maréchal Nugent, M. de Hubner, le prince Poniatowski. J'étais placé à côté de M. de Persigny, qui se plut à me raconter ses souvenirs du coup d'État. Le bruit en courait plusieurs jours auparavant. La veille même, à la séance de l'Assemblée, le comte Roger aborda M. de Persigny : « Il paraît, dit-il, que vous allez faire un grand coup? Si je suis mis en prison, faites-moi relâcher. » Tout en protestant qu'il n'en était rien, M. de Persi-

gny promit à M. Roger de le faire mettre en liberté si pour une cause quelconque il était arrêté. Quelques pas plus loin, Berryer, parlant des rumeurs répandues dans le monde parlementaire, s'attacha à convaincre M. de Persigny qu'un gouvernement commettait une grande faute en s'attaquant à une Assemblée élue par le peuple : « Il y a un de nous deux qui est fou, s'écria pour toute réponse M. de Persigny : nous verrons bien lequel. »

Le lendemain, le comte Roger était arrêté; dans la soirée, M. de Persigny allait voir le Prince Président pour obtenir qu'il fût mis en liberté.

A un bal donné le 23 janvier chez le comte de Quadt, chargé d'affaires de Bavière, qui avait été mon condisciple au collège de Fribourg, Mmes de Lœventhal, Tascher de la Pagerie, d'Aure avaient dansé en costume national un pas styrien avec le prince de Reuss, le prince de Metternich, le comte Traun; ce divertissement avait eu beaucoup de succès.

J'étais allé à cette fête au sortir d'un dîner donné par la princesse Mathilde en l'honneur de la reine Christine, qui s'y était rendue avec sa fille aînée et le duc de Rianzarès. La seconde fille de la Reine n'y était pas venue, sous prétexte que sa robe lui avait manqué au dernier moment. Au grand mécon-

tentement de la princesse Mathilde, on ne s'était mis à table qu'à huit heures et demie. « Comment, murmurait-on, la fille de la Reine n'a-t-elle pas une seconde robe pour répondre à une invitation? »

La Reine parut très maigrie : sa fille aînée, d'une taille élégante et d'une tournure distinguée, était agréable sans être jolie.

Le succès du pas styrien dansé chez le comte de Quadt s'étant répandu, le duc et la duchesse Tascher de la Pagerie le firent répéter dans leur appartement des Tuileries, puis, le 13 février, ils donnèrent un joli bal costumé auquel l'Empereur et l'Impératrice assistaient en dominos, cherchant à conserver l'incognito. Je reconnus parfaitement l'Empereur à sa démarche : il vint parler à une Anglaise avec laquelle je dansais, et il s'adressa à moi à plusieurs reprises.

Le 4 mars, la nouvelle de la mort de l'empereur Nicolas parvint à Paris. Elle y causa une vive impression, surtout à la Bourse, où il y eut une hausse sur toutes les valeurs. Cet événement inattendu surprit les plus hauts personnages. On prétendit que le comte de Morny, qui jouait à la baisse, avait perdu dix-huit cent mille francs, et le prince de Beauvau sept cent mille francs. Le caractère doux du jeune empereur devait rendre l'entente moins difficile, non pas immédiatement, car Alexandre II ne pouvait

abandonner du jour au lendemain la politique de son père, mais peu à peu; il avait un désir réel de terminer ce conflit. L'empereur Nicolas était pour beaucoup de souverains d'Allemagne une sorte d'épouvantail; sa disparition devait les disposer à se rapprocher de nous, ce qui était de nature à éviter bien des complications.

Ayant rencontré en octobre 1855, à Bayeux, le docteur Patenotre, qui m'avait soigné à Saint-Pétersbourg lorsque j'avais été atteint de la petite vérole, il me dit que l'empereur Nicolas était certainement mort de la peine que lui causa la mauvaise tournure prise par les événements politiques de 1854, et que dans les derniers temps de sa vie il semblait quelquefois égaré, s'emportant pour les choses les plus futiles. L'impératrice mère était d'une constitution fort délicate; elle fut assez gravement malade pour inquiéter la cour durant son séjour à Gatschina : aussi toutes ses dames d'honneur étaient-elles en mouvement dans la résidence impériale, courant çà et là dans les corridors du palais pour se communiquer les nouvelles de l'auguste malade. — Mme de Tissenhaussen, sœur de la comtesse de Fiquelmont, et la princesse Troubetskoï ayant été rencontrées par l'Empereur dans une des salles voisines de l'appartement de l'Impératrice, il leur dit en colère : « Où

allez-vous? Que faites-vous? *Où vous trimbalez-vous ainsi?* » Ces dames eurent grande frayeur de lui et s'enfuirent sans répondre, bien étonnées du peu d'amabilité de l'Empereur, d'ordinaire si poli avec elles.

Le soir, l'Empereur, les ayant revues, leur demanda pardon de son emportement du matin : « Ah! dit-il, il ne faut pas m'en vouloir. Je suis si triste, si malheureux, si agacé de tout ce qui arrive, que quelquefois je m'emporte plus loin que je ne le voudrais. »

M. Dumée, ancien chancelier de l'ambassade de France, resté à Pétersbourg pendant la guerre, m'envoya le texte du curieux discours prononcé par l'empereur Alexandre au conseil de l'Empire après la mort de son père; le voici :

« Dans un temps de graves épreuves, un nouveau malheur nous arrive. Nous sommes privés du Père, du Bienfaiteur de toutes les Russies. Feu l'Empereur, mon père, d'impérissable mémoire, aimait la Russie, et pendant toute sa vie il n'a continuellement pensé qu'à son bien-être. Chacune de ses actions, chacune de ses paroles n'avait qu'un seul et même but : le bien-être de la Russie. Dans ses travaux continuels et journaliers avec moi, il me disait : « Je veux pren-« dre pour moi tout le désagréable et tout le difficile,

« pourvu que je puisse te remettre la Russie organisée, heureuse et tranquille. » La Providence en a décidé autrement, et feu l'Empereur, dans les dernières heures de sa vie, me disait encore : « Je te « remets mon commandement, mais pas, à mon regret, « dans l'ordre que je désirais ; je te laisse beaucoup de « peines, beaucoup de soucis. » Je lui répondis, nous nous sommes toujours tutoyés l'un l'autre : « *Tu prieras Dieu* certainement là-bas pour la Russie et « afin qu'il me vienne en aide. » — « Oh ! certainement « je le ferai », me répondit-il. Et j'en suis persuadé, parce que son âme était une âme pure. Dans cet espoir, sur les prières de mon inoubliable père et dans la conviction de l'assistance de Dieu sur laquelle j'ai toujours espéré et espère, je monte sur le trône de mon père. » Ensuite Sa Majesté faisant le signe de la croix ne put parler pendant quelques instants, en proie à une vive agitation intérieure, puis il continua : « Rappelez-vous, messieurs, que le conseil de l'Empire est l'institution la plus élevée de l'Empire et que, par cette raison, il doit donner l'exemple de tout ce qui est noble, utile et honnête. Feu l'Empereur, dans les derniers instants de sa vie, en me remettant ses volontés sur différents objets de l'administration de l'Empire, m'a chargé de remercier les membres du conseil pour leur service zélé, non seulement

pendant la durée de son règne, mais quelques-uns encore sous le règne précédent.

« En accomplissant cette volonté de mon père inoubliable, j'espère que le conseil continuera de mon temps à agir comme il agissait du temps de l'Empereur défunt, c'est-à-dire, noblement, purement et honnêtement. Je ne m'attends pas non plus à d'autres actions de la part de cette administration supérieure. Indépendamment des remerciements à tout le conseil, feu l'Empereur, dans ses derniers moments, se rappelant ses collaborateurs, m'a chargé de remercier nominativement les ministres qui ont travaillé avec lui pendant son règne. » — Alors, se tournant vers le prince Tchernicheff, il dit : « Vous, prince Alexandre Ivanovitch, feu l'Empereur a ordonné de vous remercier particulièrement de votre long et bon service sous son règne et m'a chargé de vous embrasser pour lui. » Au comte Nesselrode : « Et vous, comte Charles Vassiliévitch, feu l'Empereur vous remercie de vos services. » Au comte Orloff : « Et vous, comte Alexis Fédorowitch, l'Empereur avait en vous un ami constant et à lui dévoué et fidèle. » Au comte Kisselef : « Et vous, comte Paul Dmitriéwitch, le défunt vous remercie de vos services. » Au comte Bloudoff : « Comte Dmitri Nicolaïewitch, feu l'Empereur vous remercie aussi de vos utiles services. » Au

comte Kleinmichel : « Et vous aussi, comte Pierre Andrajewitch. »

Se tournant ensuite de l'autre côté où se trouvaient le ministre de la justice, les secrétaires d'État du royaume de Pologne et de la commission des requêtes, les ministres de l'instruction publique et des finances, Sa Majesté continua :

« Vous, comte Panine, feu l'Empereur vous remercie de vos services. Et vous, Turkoul, de même; vous, prince Galitzin, pour l'organisation de votre partie, et vous, messieurs Noraff et Broch. »

Se tournant vers S. A. I. le grand amiral, Sa Majesté lui dit :

« Pour toi, mon cher frère, l'Empereur m'a chargé particulièrement de te remercier du beau commencement de ton service. J'espère qu'il continuera de même dans l'avenir. »

L'Empereur embrassa chacun en lui adressant la parole.

On remarqua que quelques-uns manquaient, comme Dolgorouki et Adlerberg; — l'Empereur Nicolas leur avait parlé lui-même dans ses derniers moments. Quand à Bibikoff, on raconta qu'il y était, mais que l'empereur Alexandre l'avait passé sans lui adresser la parole.

. . . .

CHAPITRE IX

Voyage en Italie. — Luttes religieuses. — La duchesse de Gênes. — Second mariage de la duchesse de Berry. — Note à l'Empereur sur la cour de Savoie. — Origine des Bonaparte.

La guerre de Crimée me laissant des loisirs, je retournai au Lingot au mois d'août 1855. La situation en Piémont s'était encore aggravée. La lutte était de plus en plus vive entre le Saint-Siège et le gouvernement sarde. « La guerre au Piémont et aux institutions représentatives, écrivait d'Azeglio, voilà le grand mot d'ordre des monsignori et le remède à tous les maux de l'Église. » Une sentence d'excommunication avait été prononcée, et les passions se déchaînaient plus que jamais Depuis la mort des deux reines, Victor-Emmanuel était malheureusement tout à fait abandonné à lui-même. De leur vivant elles lui donnaient du moins de bons conseils : rien ne contre-balançait plus l'influence de Rosine Vercellana. Il l'avait établie dans l'une des résidences royales, le château de Pollenzio. Il n'y avait aucune tenue à la cour. Les ministres ne se gênaient pas avec le Roi, qu'ils traitaient comme le premier

venu. Pendant le séjour du roi de Portugal à Turin, un jeune gentilhomme s'était présenté devant son souverain et devant le duc et la duchesse de Brabant un cigare à la bouche; le rouge en était monté au front de Victor-Emmanuel, qui supporta cependant cette inconvenance sans rien dire. Il ne s'habillait plus; quoiqu'en deuil, il n'avait même pas d'habit noir. Il portait une sorte d'habit du matin gros vert ou des vestes grises. La duchesse de Brabant lui avait beaucoup plu pendant son court séjour. Il l'invita à faire une partie de campagne à Raconigi; elle était accompagnée de Mme de Briançon, ancienne dame d'atour de la reine Adèle; Mmes de la Rocca et d'Aglié s'y trouvaient également.

Victor-Emmanuel m'avait fait l'honneur de m'inviter. Il fut très galant pour la jeune princesse, la regardant comme d'habitude en roulant ses gros yeux. Le duc de Brabant, malade, disait-on, de la poitrine, était alors délicat de santé.

La duchesse de Gênes était revenue de Saxe, où elle s'était rendue après la mort de son mari. Elle avait amené sa sœur, la princesse Sidonie, à qui elle s'était mis en tête de faire épouser Victor-Emmanuel. Les deux princesses habitaient ensemble le château d'Aglié. « Ma sœur a plus de tête que moi », disait la duchesse de Gênes. Dès leur arrivée, le Roi s'était

empressé d'aller leur faire visite. Il avait trouvé la princesse Sidonie fort agréable, quoique un peu forte. Mais, disait-il souvent, j'aime les grosses femmes! Cependant, en sortant, il avait ajouté : « Je n'aime pas cette maison de Saxe; ils sont tous sans cœur. »

Pendant mon séjour en Piémont, il vint à Turin dans l'intention de faire une visite à Aglié. Mais il y eut au sujet de ce projet tant de propos qu'il y renonça. De son côté, la Vercellana, craignant qu'il ne lui échappât, arriva en toute hâte pour le ramener à Pollenzio où elle était établie. Il habitait aussi avec les jeunes princes, ses enfants, Cazotto, ancienne chartreuse achetée par Charles-Albert comme lieu de repos. La maison était située au milieu des montagnes. Elle n'avait pas de vue, mais en allant à peu de distance on apercevait la mer. C'était un séjour très salubre : le Roi y dépensait une centaine de mille francs par an pour le rendre confortable. On y avait fait transporter des vieux tableaux et des meubles du garde-meuble de Turin.

Au mois de septembre, Victor-Emmanuel tomba sérieusement malade : il fut saigné sept fois en deux jours. Il était alors à Pollenzio, auprès de Rosine. Ce malheureux prince avait une fièvre violente et se plaignait qu'on le saignât trop, ce dont s'offensa fort le docteur Riberi qui demanda une consultation, la

maladie pouvant s'aggraver d'un instant à l'autre. Le prince de Carignan ne quittait point Pollenzio, ce dont s'impatientait le Roi, qui se mettait dans des rages terribles. En cas de mort du Roi, le prince eût été régent du royaume, et il se préparait à cette éventualité. Quoique éloigné des affaires et se tenant modestement à l'écart, il s'était fait mettre au courant des événements. Il redoutait les tendances du ministère Cavour-Rattazzi, le trouble apporté par les luttes religieuses. Il déplorait le peu de cas qu'on faisait du Roi, son peu d'influence. Victor-Emmanuel se rétablit et put faire au mois de novembre le voyage de Paris et de Londres. Je quittai le Lingot le 2 octobre après y avoir passé près de deux mois. Que de souvenirs évoqués! Que d'intéressants récits échangés! C'est pendant mon séjour en Piémont que j'appris, de source certaine, les détails du mariage morganatique de la malheureuse duchesse de Berry.

En 1832, le comte Lucchesi-Palli était chargé d'affaires de Naples à la Haye et passait toutes ses soirées chez le comte de Waldburg-Truchsess, ministre de Prusse, qui, veuf depuis peu, n'allait pas dans le monde, mais réunissait chez lui presque journellement le corps diplomatique, du reste seule ressource de cette ville, car les personnes de ce pays vivent tout à fait retirées chez elles. Ses quatre filles

faisaient les honneurs de ses salons. Le comte Lucchesi était fort occupé de la troisième fille du ministre de Prusse, Mathilde de Waldburg-Truchsess, âgée de dix-neuf ans. Il en parla à la sœur aînée de Mathilde qui se trouvait alors pour quelques mois en visite chez son père; il déplorait son peu de fortune qui l'empêchait de se marier avant d'avoir une plus grande position. Dans ses fréquentes conversations avec les quatre sœurs, il les entretenait sans cesse de Mme la duchesse de Berry, alors en Vendée. Il témoignait un vif enthousiasme pour l'héroïque sœur de son roi qu'il disait n'avoir vue qu'une fois de loin à la cour de Naples. Elle n'est pas belle, disait-il, mais on voit bien en elle un élan de cœur, un dévouement sans bornes pour ceux qu'elle aime, pour le bonheur de son pays. Plus tard, le ministre de France à la Haye apprit le drame de Blaye et l'annonce du mariage de la duchesse. Si cette union, qui devait remonter à plusieurs mois, paraissait à tous peu croyable, elle était pour la famille de Waldburg-Truchsess tout à fait inadmissible, ayant justement dans ce temps-là vu chaque jour M. de Lucchesi-Palli loin de la France et occupé tout autrement, parlant d'une manière toute différente de celle qui aurait déjà dû être sa femme. Que croire, que penser de cette

étonnante histoire? Chacun faisait des suppositions, toutes au détriment du malheureux Lucchesi. On prétendait qu'il avait accepté deux millions pour couvrir de son nom la faute de la duchesse. Cependant ceux qui l'avaient vu de près et qui avaient apprécié son noble caractère ne l'ont jamais soupçonné ni cru capable d'une semblable conduite. Il leur était impossible de comprendre ce qui pouvait avoir eu lieu. La duchesse de Berry était accouchée dans la citadelle de Blaye d'une fille qu'elle fit baptiser sous le nom de Lucchesi-Palli. Puis elle fut rendue à la liberté et alla rejoindre son mari, ou du moins celui qui devait être cru tel. L'entrevue eut lieu à bord du bâtiment qui conduisait la princesse dans le royaume des Deux-Siciles. Lucchesi s'inclina respectueusement devant elle; il était d'une pâleur mortelle. Au même moment la nourrice vint lui présenter l'enfant. C'en était trop : il se détourna, et la duchesse, pour mettre fin à une situation intolérable en public, se saisit affectueusement de son bras et l'entraîna dans son petit salon. Là, en tête à tête, la plus pénible des explications a dû avoir lieu. Une heure après, la duchesse remercia le comte de M..., son chevalier d'honneur, de ses bons services, mais lui dit que désormais, dans sa nouvelle position, elle n'en avait plus besoin.

Une année après ces événements, la comtesse du Cayla vint s'établir à Turin. Elle y rencontra la famille de Waldburg-Truchsess, à qui elle raconta tous les détails de cette triste affaire dans laquelle elle avait joué un grand rôle. Lisant dans les journaux la grossesse de la duchesse de Berry renfermée dans la citadelle de Blaye, Mme du Cayla, depuis de longues années toute dévouée à la branche aînée de la maison de Bourbon, écrivit ces quelques mots à la duchesse : « Votre situation est-elle telle qu'on la dit ? Puis-je sauver votre honneur ? Sinon, je me prosterne à vos pieds pour vous demander pardon de l'impardonnable proposition que mon zèle à toute épreuve a osé vous faire. » Ces lignes furent envoyées par un messager subalterne très adroit qui put s'introduire dans la citadelle. La réponse ne se fit pas attendre : « J'accepte le mari que vous m'avez choisi. » Avant de faire cette proposition, Mme du Cayla s'était occupée de la manière de la réaliser. Elle avait vu souvent à la Haye, où elle avait fait un séjour, le comte Lucchesi et l'avait entendu parler avec enthousiasme de la duchesse de Berry. Elle jeta les yeux sur lui et lui fit faire les premières ouvertures par le missionnaire Mary qu'elle apprit être son confesseur. C'était un homme d'un grand zèle et d'une éloquence très persuasive.

Mme du Cayla présenta ce mariage au missionnaire comme un acte de la plus sublime charité chrétienne, un sacrifice accompli pour l'amour du prochain, l'engageant à en parler à Lucchesi comme d'un acte d'héroïque chevalerie dans le but de sauver l'honneur d'une femme qui était la sœur de son roi et qui n'avait sans doute succombé que malgré elle au milieu de sa vie aventureuse, bravant tout pour son pays. Cet ecclésiastique était un jeune homme enthousiaste, et Mme du Cayla était une femme aussi spirituelle qu'adroite. Bref, Lucchesi accepta. Mais à peine le *oui* prononcé et la lettre pour Blaye partie, il fut au désespoir. Il n'y avait plus moyen de reculer. Il fut entouré, persuadé de toutes manières. Néanmoins, plus le temps avançait, plus il avait horreur du sort qui l'attendait, d'autant plus qu'il apprit qu'on soupçonnait le comte de M..., homme déjà d'un certain âge, d'être le père de l'enfant qu'il devait reconnaître par son mariage. Chaque jour cette union lui devenait plus odieuse. Il exigea que du moins M. de M... quitterait le service de la duchesse, car il apprit — ce qui confirmait ses soupçons — que pendant le séjour de la duchesse en Vendée, son chevalier d'honneur couchait toujours, par mesure de sûreté, en travers de sa porte. Il fut fort mécontent quand il aperçut M. de M... à

bord du bâtiment lors de sa première entrevue avec la duchesse, et il exigea son éloignement immédiat. Aussitôt arrivé à terre, il épousa la duchesse de Berry aussi secrètement qu'il fut possible. L'enfant mourut peu de temps après. Par la suite ce mariage fut heureux. Lucchesi eut bien à essuyer de la part de sa royale épouse des scènes de jalousie peu méritées. Il eut d'elle plusieurs enfants qui portèrent hautement et très honorablement le nom de leur père avec le titre ducal della Grazia.

L'Empereur m'avait autorisé à lui adresser mes impressions de voyage sur la situation de la cour de Turin. Je ne manquai pas de le faire en lui envoyant le 4 septembre 1855 une chronique aussi complète que possible.

Rapport à l'Empereur pendant un congé passé en Piémont.

« Arona, le 4 septembre 1855.

« Le Piémont, que j'avais laissé en 1852 hésitant dans le choix de la voie politique qu'il suivrait, s'est laissé entraîner dans l'ornière révolutionnaire sans qu'on sache encore comment il pourra être arrêté sur la fatale pente où il est placé. Une presse outrée et insolente, ne craignant rien et ne respectant per-

sonne, un gouvernement et une chambre des députés complices de cette presse ou en subissant l'influence, une guerre acharnée faite au clergé, les sentiments religieux et le principe d'autorité s'affaiblissant de plus en plus, des finances obérées et les populations se débattant sous le poids d'impôts mal assis, toutes les folles espérances de 1848 renaissant à la suite de la guerre avec la Russie et du traité d'alliance conclu avec nous, tel est l'aspect que présentent aujourd'hui les États sardes.

« Pour remédier à cette situation, on avait compté tour à tour sur le Roi, sur le Sénat, sur quelques hommes d'État, d'une capacité et d'une honnêteté reconnues; mais ils n'ont jusqu'ici répondu, ni les uns ni les autres, aux espérances qu'on avait placées en eux.

« Le roi Victor-Emmanuel, disait-on il y a quelques années, lorsque la fougue des passions de la jeunesse sera passée, reviendra sans doute aux choses sérieuses et prendra goût aux affaires publiques; il sentira combien il importe à sa considération actuelle vis-à-vis de l'Europe et de ses propres sujets, à l'honneur de son nom dans l'histoire et à l'intérêt de sa dynastie, de tenir lui-même les rênes du gouvernement au lieu de les laisser passer successivement entre des mains ou suspectes ou d'une fidélité non encore

éprouvée. Ces espérances acquirent une nouvelle force au commencement de cette année, quand la mort visita quatre fois, coup sur coup, la famille royale et enleva au Roi sa mère, sa femme, son frère et un de ses enfants. Il paraissait impossible que ces épouvantables malheurs accumulés en si peu de temps l'un sur l'autre ne fussent pas regardés par Sa Majesté comme un avertissement venu d'en haut pour la ramener par l'adversité aux sentiments de ses devoirs de roi. On assurait déjà qu'elle avait vu le doigt de Dieu dans ces catastrophes et que, bien résolue de briser avec sa vie passée, elle allait non seulement réformer sa conduite, mais encore reprendre l'exercice de son autorité souveraine pour mettre un terme aux funestes tendances de son gouvernement et à la démoralisation du pays qui en est la conséquence. On se confirma dans cette opinion lorsqu'on sut que c'était lui qui avait exigé que la discussion de la loi sur les couvents fût suspendue au Sénat, qu'il était tout disposé à accepter sur cette question les bases de l'arrangement proposé par les évêques du Piémont au nom de la cour de Rome, et qu'il n'avait pas hésité à accepter la démission du cabinet afin de rendre cet arrangement possible. L'illusion fut de courte durée. Le Roi, ennuyé des difficultés que rencontrait la formation d'un nouveau

ministère qui eût le concours de la Chambre des députés et n'ayant pas le courage de dissoudre celle-ci, rappela les ministres démissionnaires et leur rendit toute sa confiance. Il leur suffit pour calmer ses scrupules de promettre qu'ils appuieraient les modifications que le Sénat proposerait à la loi sur les couvents et qu'ils représentaient à Sa Majesté comme étant de nature à ôter au Saint-Siège tout prétexte de plaintes. Fatigué de l'effort qu'il venait de faire pour résister à ses ministres, le Roi retomba plus que jamais sous leur tutelle. Il ne prend plus, comme par le passsé, d'autre part aux affaires que celle qu'ils veulent bien lui indiquer. Une chose néanmoins le préoccupe beaucoup en ce moment, c'est la guerre de Crimée. Elle a réveillé son ardeur martiale. Il voudrait rafraîchir les lauriers qu'il a conquis sur les champs de bataille de la Lombardie. Son plus grand regret est que son titre de roi ne lui permette point d'aller commander en personne le contingent qu'il a donné. Noble sentiment sans doute, mais que l'on apprécierait bien davantage s'il lui faisait sentir que, faute de pouvoir aller acquérir une nouvelle gloire militaire dans des régions lointaines, il a un autre rôle non moins beau à remplir dans son royaume même, c'est-à-dire de le gouverner, de le rendre heureux et content, sans en compromettre

l'avenir. Avec son ancienne indifférence, je dirais presque son aversion pour les affaires publiques, le Roi a repris ses vieilles habitudes comme homme privé. Partageant son affection entre sa double famille, ce n'est pas la partie légitime qui semble en avoir la meilleure part. Son ancienne maîtresse Rosine Vercellana a su garder son empire sur le cœur du Roi au milieu des ébranlements qui auraient dû le détruire. C'est auprès d'elle qu'il passe autant que possible la majeure partie de son temps. Comme elle le suit partout, comme elle a un logement partout où il est, elle n'a pas à craindre les effets de la séparation, et quant aux influences qui lui sont contraires, elles sont annihilées par l'influence bien plus grande qu'elle possède elle-même. A part le lien de deux enfants issus de leurs relations, — un garçon et une fille, âgés de six et sept ans, et qui sont, dit-on, d'une grande beauté, — on ne comprend pas que le Roi, qui a toujours été assez léger et frivole en amour, aimant surtout le changement, se soit ainsi attaché à elle. Fille d'un ancien tambour-major qui a servi dans l'armée française et qui fait aujourd'hui partie de la garde du corps, composée exclusivement de vieux sous-officiers, Rosine (c'est le seul nom qu'on lui donne ici) avait déjà gagné le cœur du Roi longtemps avant qu'il montât sur le trône. Pendant la campagne

de Lombardie elle le suivait sur les champs de bataille habillée en homme. Elle a peu d'esprit naturel, aucune grâce dans sa personne, dans son maintien, dans sa voix. Toute sa beauté consiste dans des formes arrondies et bien proportionnées et dans une fraîcheur qui se conserve encore malgré ses trente-cinq ans. Sa figure est commune, mais pleine de vivacité. L'expression de son regard et de ses traits annonce beaucoup de résolution et de volonté. C'est sans doute à la force de son caractère qu'elle doit d'avoir pu prendre de l'empire sur le cœur du Roi et de le conserver à travers les nombreuses infidélités de son royal amant et malgré les efforts incessants de toute la cour pour le détacher d'elle. Avertie par le dédain général dont elle est l'objet qu'elle ne pourra jamais se faire accepter de la bonne compagnie, ni composer sa société de personnes bien nées, elle leur a voué une haine implacable. Elle ne néglige aucune occasion d'indisposer le Roi tantôt contre l'un, tantôt contre l'autre de ses meilleurs serviteurs. La défiance qu'elle sème autour de lui rétrécit de plus en plus le cercle des personnes très honorables qui vivaient dans son intimité et le jette dans la société des gens sans nom et sans aveu qui entourent habituellement sa maîtresse. Cette femme se croit tellement sûre de son ascendant qu'à l'époque de la mort

de la belle et si respectable reine Marie-Adélaïde, elle ne craignait pas de dire : « Il ne me faudra que six « mois pour prendre sa place. » Ce propos, révélant l'ambition de la Vercellana, démontre que, si le Roi n'en était pas complice, il n'avait rien fait non plus pour la décourager. Néanmoins personne ne croit ici qu'il soit disposé à la seconder jusqu'au point de contracter avec elle un mariage même morganatique. Pour assurer l'avenir des deux enfants qu'il a eus d'elle, il lui a acheté, il est vrai, une maison de campagne nommée *Millefiori*, située sur la route de Stupinis, et une maison à Turin. Le bruit du mariage de cette femme avec un employé du gouvernement avait même couru il y a quelques mois; on est persuadé que le Roi serait heureux de s'en débarrasser en la mariant. Malheureusement il n'en est pas encore tout à fait ainsi, car, bien que depuis la mort des deux reines il semble par moments rougir de conserver les mêmes relations avec sa maîtresse, il n'est pas moins assidu auprès d'elle et ne lui témoigne pas moins d'affection.

« L'éloignement dans lequel le Roi se tient des affaires, bien qu'à chaque instant on lise dans les journaux qu'il a présidé le conseil des ministres, est d'autant plus déplorable que l'intervention de son autorité souveraine pourrait guérir immédiatement

les plaies morales qui affligent son royaume et qui, si l'on n'y met promptement remède, menacent de s'élargir et de se multiplier de plus en plus. Pour longtemps encore le Roi sera en Piémont le maître de la situation. Il lui suffirait de vouloir pour donner à son gouvernement telle forme qui lui semblerait plus adaptée à l'état général du pays et pour faire à ses institutions les changements que commandent les circonstances et l'expérience. Le renversement même complet du *statuto* n'amènerait ici aucun désordre. On pourrait faire un coup d'État sans avoir besoin de tirer l'épée. A plus forte raison le pays resterait-il tranquille si le Roi usait enfin de l'autorité que la constitution même lui donne pour mettre un terme à des abus que la grande majorité de la nation, toujours si noble et honnête, condamne et maudit. Pour obtenir ce résultat il suffirait que le Roi le voulût, mais, à moins de quelque événement inattendu, Victor-Emmanuel n'aura pas la force de vouloir et laissera faire.

« Après le Roi, c'est le Sénat qui pourrait le plus facilement mettre un frein aux tendances révolutionnaires du gouvernement. Composé de grands propriétaires et d'hommes éminents dans toutes les branches de l'administration, il réunit dans son sein les plus grands noms, les plus grandes fortunes et les

plus grandes capacités du pays. Il semblerait donc devoir être entièrement conservateur par sa nature et avoir l'indépendance nécessaire pour remplir le rôle indiqué par son institution même. Je suis loin de prétendre que ce corps n'ait pas rendu des services, mais en général il a le défaut de viser toujours aux termes moyens. Au lieu de rejeter dans leur ensemble telle et telle loi que la Chambre des députés a votées sous l'influence du parti révolutionnaire, il ne s'attache qu'à en atténuer la force ou la signification. Il n'ose pas porter la cognée à la racine même du mal et se contente d'employer des palliatifs quand il devrait appliquer les spécifiques. Cette timidité a plusieurs causes. Parmi les sénateurs, ceux qui, par leur nom, leur fortune, leurs antécédents, pourraient acquérir une influence prépondérante auprès de leurs collègues, se tiennent généralement à l'écart ou participent bien peu aux travaux de la Chambre. Les uns sont affaiblis par l'âge, d'autres sont trop compromis vis-à-vis de tel ou tel parti pour pouvoir les dominer tous. Ceux-ci sont fonctionnaires publics et craignent de compromettre leur position par des actes d'indépendance; ceux-là sont arrêtés dans leurs bonnes intentions par la frayeur que leur inspirent les sarcasmes de la presse aujourd'hui libre de tout dire. Enfin, dans les cas où toutes ces causes réu-

nies d'affaiblissement ne semblent pas au gouvernement une garantie suffisante de la docilité et de la complaisance du Sénat, il fait une fournée de sénateurs. Cela a lieu infailliblement toutes les fois qu'il s'agit de faire passer une loi qu'on sait d'avance devoir rencontrer une opposition sérieuse. Par ces fournées le ministère obtient le double but qu'il a en vue, c'est-à-dire de se rendre le maître des délibérations de la haute Chambre et de la placer dans une position secondaire par rapport à la Chambre des députés. Quant à celle-ci, pour comprendre comment il se fait que depuis la proclamation du *statuto* l'élément révolutionnaire s'y est toujours trouvé en majorité, il suffit de jeter les yeux sur la loi électorale piémontaise. Cette loi a été faite sur le modèle de celle qui existait en France avant la révolution de 1848. Elle en a reproduit tous les défauts. En créant des chefs-lieux électoraux en nombre égal à celui des députés, elle a favorisé les électeurs des villes au détriment de ceux des campagnes et laisse ainsi les élections à la merci des meneurs toujours plus nombreux dans les grands centres de population. En effet, dans les provinces, la plupart des électeurs, obligés de faire plusieurs lieues pour pouvoir user de leur droit, préfèrent s'en abstenir, retenus qu'ils sont par leurs affaires, par la crainte de la dépense

et aussi par l'apathie qu'ont généralement les habitants des petites localités pour tout ce qui ne se rattache pas aux intérêts de leur clocher. Il s'ensuit que la partie la plus saine, la plus tranquille de la population, prenant peu de part aux élections et laissant le champ libre à la partie corrompue et turbulente, celle-ci reste maîtresse de la composition de la Chambre des députés, qui se trouve ainsi représenter, non la nation entière, mais un seul parti, et celui-là même qui a le moins de sympathie et de racines dans le pays. Néanmoins, depuis quelque temps, on paraît se raviser. La plupart des élections partielles qui ont eu lieu dans le cours de la présente session ont été contraires au cabinet et ont fait entrer quelques-uns de ses plus irréconciliables ennemis dans la Chambre des députés. Mais ce changement de dispositions provient bien moins d'un retour au sentiment de l'ordre que du dépit occasionné par les derniers impôts, dont il est pourtant injuste de faire retomber l'odieux sur l'administration actuelle.

« Les hommes d'État sur lesquels le pays comptait le plus pour l'avenir se sont rendus impossibles par leur opposition à l'accession de la Sardaigne au traité d'alliance. Sans cette opposition le ministère Cavour-Rattazzi aurait pu faire place à un ministère

Revel. Maintenant, tant que la guerre durera, le sentiment national ne permettra pas que les hommes qui s'y sont opposés prennent les rênes du gouvernement. La France, de son côté, ne pourrait voir ce changement de bon œil. Ce n'est pas, néanmoins, que notre influence se soit accrue ici à la suite du traité d'alliance. Loin de là. Tout ce que j'ai vu et entendu depuis mon retour en Piémont m'a donné la certitude que, si nous avions été seuls à faire la guerre à la Russie, nous n'aurions pas obtenu un seul homme du gouvernement sarde. C'est à l'Angleterre et non à nous que le contingent de quinze mille hommes a été donné. Cela est si vrai que depuis le traité d'alliance le cabinet de Turin ne nous a montré ni plus de confiance, ni plus d'amitié que par le passé. Il est toujours aussi récalcitrant à satisfaire nos plus justes réclamations. Nos nationaux ne jouissent pas de plus de faveurs auprès de lui; bien au contraire, la qualité de Français semble appeler les rebuffades et les vexations. Je pourrais citer à l'appui de ce que j'avance une foule de faits récents. Votre Majesté me permettra de lui en indiquer quelques-uns. M. Darondeau, ingénieur en chef du département de la Seine, chargé d'une mission scientifique en Italie et porteur d'un passeport diplomatique délivré par le ministère des affaires étrangères, traverse le Piémont pour

se rendre en Lombardie. Il avait oublié de faire viser son passeport par le ministère des affaires étrangères de Turin; voilà que, arrivé à Novare, c'est-à-dire à quelques pas de la frontière et sur le point de sortir du royaume, la police lui barre le chemin et le force à suspendre son voyage jusqu'à ce que son passeport soit revenu de Turin où il a dû le renvoyer.

« Le gouvernement sarde, qui est si indulgent pour les réfugiés français et qui montre tant de répugnance à prendre les mesures que nous avons occasion de lui demander à leur égard, est par contre fort sévère vis-à-vis des autres Français qui habitent ses domaines. Pour le moindre soupçon, pour la moindre peccadille, ils sont expulsés sans pitié. C'est ainsi qu'il y a peu de jours on a renvoyé de Chambéry un homme fort paisible, fort honorable, M. Gault, dont le seul tort était de contribuer à la rédaction du *Courrier des Alpes*, journal qui passe pour être le principal organe du clergé de la Savoie et du parti conservateur. Le recrutement militaire, le service de la garde nationale, l'obligation de demander l'autorisation pour exercer certaines professions, l'impôt sur les patentes, l'application des lois de douane et de celles de la santé maritime, tout devient entre les mains des autorités sardes un moyen de tyranniser

nos nationaux. Aussi nos agents sont-ils continuellement assaillis de plaintes et doivent-ils à chaque instant s'interposer auprès du gouvernement pour obtenir justice.

« Un ancien ministre de ce pays, à qui je témoignais mon étonnement d'un tel état de choses, me répondit par des observations que je demande la permission de répéter à Votre Majesté. — Votre gouvernement, me disait-il, s'est attaché à dompter la révolution ; le nôtre, au contraire, la suit et la seconde. La diversité des principes qui existe entre eux a naturellement produit l'opposition dans les sentiments. Le parti libéral ne vous aime pas parce qu'il vous craint, le parti rétrograde se méfie de vous et place dans l'Autriche seule toute sa confiance. Quant à l'accession de la Sardaigne au traité d'alliance, tenez pour certain que les ministres y ont consenti non *parce que* vous étiez, mais bien *quoique* vous fussiez l'une des parties contractantes. D'ailleurs, cette accession a rencontré peu de sympathie dans les masses, qui ne comprennent point le but de la guerre et qui craignent surtout qu'elle n'amène un nouvel accroissement d'impôts. Dans les classes éclairées les avis étaient partagés, mais en général ils étaient contraires à l'accession. On se demandait s'il ne valait pas mieux, même au point de vue des intérêts de la France, attendre que

l'Autriche se fût prononcée et laisser l'armée sarde intacte chez elle tant que cette puissance aurait tenu la même conduite équivoque. On se disait aussi que l'accession du Piémont au traité d'alliance pourrait avoir pour effet d'en éloigner le cabinet de Vienne au moment même où l'on avait le plus d'espoir de l'y faire entrer. Ce qui est certain, c'est que l'Autriche a aujourd'hui un prétexte de plus pour ne pas s'unir à vous ; c'est sa répugnance naturelle à combattre côte à côte avec une armée qu'elle sait avoir été formée contre elle et à voir se mêler aux négociations de ses plénipotentiaires les envoyés d'un roi qui convoite les plus belles de ses provinces et dont le voisinage l'oblige, bien plus que la crainte d'une révolte, à entretenir à grands frais dans le royaume lombardo-vénitien une grosse armée presque toujours sur le pied de guerre. Ne croyez pas cependant que vous n'ayez pas aussi votre parti en Piémont. Ce pays a gardé précieusement le souvenir de votre administration quand il vous appartenait, et encore aujourd'hui il n'est pas rare, chez le peuple, d'entendre dire avec un ton de regret : Du temps des Français les choses allaient bien autrement. L'italianisme n'a point pénétré dans les masses, et, si l'occasion s'en présentait, soyez sûr qu'elles se jetteraient avec empressement dans vos bras. On

le sait, et de là viennent en partie les craintes que vous inspirez.

« Quelque déplorable que soit la situation morale du Piémont, il ne faut pas néanmoins désespérer de son avenir. Peut-être même pour le ramener dans la voie de l'ordre se forme-t-il en ce moment les éléments nécessaires. On m'assure que le chef du cabinet, le comte de Cavour, qui est aujourd'hui la plus haute puissance parlementaire du pays, commence à se repentir de s'être associé un ancien membre du ministère démocratique, l'avocat Rattazzi, le promoteur principal de la loi sur les biens du clergé. Dans le cas d'une scission entre ces deux hommes, la victoire resterait nécessairement au comte de Cavour et serait le signal d'un rapprochement de celui-ci vers la droite constitutionnelle. Si cette éventualité s'accomplissait, le nouveau cabinet serait le plus fort de tous ceux qui ont existé depuis 1848, et il pourrait par conséquent opérer successivement, sans avoir à surmonter trop d'obstacles, les réformes législatives et réglementaires les plus indispensables pour arrêter le pays sur la pente révolutionnaire. La cour de Rome, dès qu'elle saurait que les hommes du gouvernement sarde ne lui sont plus hostiles par système, deviendrait sans doute plus traitable, et le clergé ne montrerait plus la même répugnance à faire les sacrifices

pécuniaires qu'on lui impose. On se rapprocherait de part et d'autre, et les bases d'un concordat seraient bientôt jetées, surtout si le Piémont demandait à la France le bienfait de sa médiation et de son arbitrage. La France aurait plus que toute autre puissance l'influence nécessaire pour faire accorder au Piémont ce qu'elle a obtenu elle-même au commencement de ce siècle.

« L'envoi du contingent sarde en Crimée peut aussi, dans un avenir peu éloigné, produire d'excellents effets pour le Piémont, en dehors des autres avantages qui en résulteront pour lui. Les fatigues et les dangers que le contingent est allé braver, les succès qu'il partagera avec nous effaceront la tache de Novare et rendront à l'armée sarde le prestige moral qui ennoblit la force matérielle. Son général Alphonse de La Marmora, qui jouit déjà de l'estime générale dans son pays et qui ne s'est pas encore compromis avec aucun parti, pourra aspirer à jouer le premier rôle près de son souverain et l'aider au besoin à rétablir son autorité et à la faire respecter.

« Pour aider les éventualités favorables qui se présentent dans un avenir encore incertain, il serait fort utile, je crois, que le roi Victor-Emmanuel mît à exécution le projet qu'il avait formé de faire un

voyage à Paris. La considération qui le retient d'exécuter ce projet est la crainte de ne pas recevoir le même accueil que la reine d'Angleterre. Bien que Victor-Emmanuel soit plus à l'aise dans une partie de chasse que dans les pompes d'une réception, il a néanmoins à un trop haut degré le sentiment de la fierté de sa maison et de son rang pour ne pas être jaloux des honneurs plus grands qui auraient été faits à une autre tête couronnée, quelle que soit la différence de puissance. C'est ainsi qu'il raisonne. Allié à la France comme la reine d'Angleterre, il serait profondément blessé s'il n'était pas reçu avec les mêmes marques d'empressement et avec la même solennité. La tranquillité profonde dont notre immense capitale et toute la France jouissent aujourd'hui, comparée aux secousses auxquelles elle était naguère en proie; le développement et l'essor qu'ont pris notre industrie et notre commerce depuis le retour de l'ordre; la solidité acquise en si peu d'années par le gouvernement; le respect qu'il inspire aux populations, tout cela ne pourrait manquer d'agir sur l'esprit du Roi et de le faire réfléchir sur les causes qui ont créé ces résultats. Ses conversations avec l'Empereur et nos hommes d'État feraient le reste.

« Mais ce qui serait le plus important serait de trouver le moyen de placer auprès du Roi une personne

digne de sa confiance et capable de la gagner. Si la défunte reine avait joint aux grâces de sa personne et à ses vertus un peu d'énergie dans le caractère, elle aurait eu sur l'esprit et le cœur de son mari l'ascendant qu'elle a laissé prendre à l'une de ses maîtresses. Elle se serait attachée à le ramener sans cesse à la pensée de ses devoirs de roi et n'aurait point souffert auprès de lui d'influence égale à la sienne. Malheureusement ce rôle était au-dessus des forces de la sainte reine Marie-Adélaïde, qui ne savait que se résigner et gémir en secret. Aujourd'hui il se présente une circonstance favorable pour engager le Roi à contracter un second mariage et à briser ainsi avec sa maîtresse. La duchesse de Gênes, Élisabeth de Saxe, de retour de son voyage à Dresde, a amené avec elle la princesse Marie-Sidonie, née le 16 août 1834, sa sœur, et fille comme elle de l'excellent roi de Saxe actuellement régnant. Cette princesse avait été un moment recherchée par l'empereur d'Autriche. Ayant reçu l'éducation la plus complète, elle a beaucoup d'instruction. Son intelligence est élevée et son esprit solide. Mais ce qui la distingue surtout, c'est une grande fermeté dans le caractère. Elle a en outre le genre de beauté qui plaît au Roi ; toutes ces qualités réunies et sa présence ici semblent la désigner à son choix et font désirer à ses vrais amis qu'elles appel-

lent son attention sur elle. La maison de Saxe ayant fait preuve dans un autre temps d'un grand attachement pour la France, ne serait-il point d'une bonne politique de raviver ces souvenirs en contribuant à la réussite d'un projet qui pourrait lui être agréable? Je le souhaite bien personnellement pour l'honneur du Roi auquel je suis resté profondément attaché. On pourrait espérer que la nouvelle reine ferait passer dans l'âme de son mari l'énergie et la force qui lui manquent, dirigerait les bonnes inspirations de son cœur, marquerait un meilleur but à sa loyauté. Les choses changeraient alors de face, car pour longtemps encore, je le répète, la volonté du Roi sera toute-puissante dans les États sardes, surtout s'il est le premier enfin dans ses États à donner le bon exemple du respect chrétien des mœurs en famille.

Ces projets de mariage me rappellent que sur la demande de Massimo d'Azeglio, alors président du conseil, j'ai eu l'occasion autrefois, pendant que j'étais chargé d'affaires à Turin, de rendre un grand service au Roi qui s'était compromis pendant la guerre avec une dame française, son alliée, qui avait gardé sa correspondance la plus désordonnée. Je n'ai jamais voulu la lire; mais je l'ai connue par Massimo d'Azeglio qui me remit le billet par lequel Victor-

Emmanuel avait fait appel à son dévouement (1). Je fus assez heureux pour lui faire rendre toutes ses lettres, en l'engageant toutefois à ne plus recommencer ce scandale, attendu qu'en portant le collier de l'Annonciade où se trouve le mot F. E. R. T., qu'on traduit en latin en l'honneur de la prise de Rhodes par un de ses valeureux ancêtres : *Fortitudo Ejus Rhodum Tenuit*, on ne manquerait pas, en ce moment où il fait tant parler de ses maîtresses, de rappeler comme avertissement l'autre sens que les méchants lui donnent aussi si souvent : *Fœmina Erit Ruina Tua*. »

C'est également pendant mon séjour à Turin que je trouvai la confirmation de la tradition d'après laquelle la famille Bonaparte serait d'origine toscane. Son berceau serait la petite ville de San

(1) *Lettre de Victor-Emmanuel, à l'occasion de l'incident de Mme de Boisgarin :*

« CARISSIMO MASSIMO,

« Faccia il piacere di venire alle 6 1/2 p° notte ; *cose importanti da dire*. Confido sempre nell'amicizia infallibile.

« Vostro affezionato

« VITTORIO-EMANUELE. »

TRÈS CHER MASSIMO,

Faites-moi le plaisir de venir ce soir à six heures et demie *pour choses importantes* à vous dire. Je me confie toujours dans votre amitié infaillible.

Votre affectionné

VICTOR-EMMANUEL.

Miniano, dans une belle campagne où croissent d'eux-mêmes les myrtes et les lauriers, ce qui a inspiré bien des flatteries aux généalogistes complaisants du premier empereur. Cette famille de gentilshommes aisés y vivait depuis deux cents ans environ, lorsque l'un d'eux vendit sa maison pour s'établir en Corse. Cette maison est devenue le palais Pini. Une autre branche qui continua à résider à San Miniano possédait également une maison où mourut en 1804 le dernier des Bonaparte toscans, chanoine régulier, très honoré de ses compatriotes pour ses lumières et sa probité. Il avait reçu la visite de Joseph Bonaparte, son cousin corse, qui l'appelait *mon oncle,* quoiqu'on ne sût pas exactement quel était le degré de parenté des deux branches.

CHAPITRE X

Voyage du duc et de la duchesse de Brabant à Paris. — Voyage de la reine Victoria. — Voyage de Victor-Emmanuel, accompagné de Cavour et de Massimo d'Azeglio. — M. Bonaparte-Paterson. — — Rentrée de la garde impériale. — Le maréchal Canrobert. — La paix. — Mon mariage.

Le 13 octobre 1855, à mon retour de mon voyage en Piémont, je fus invité par l'Empereur à une soirée intime qu'il donna au palais de Saint-Cloud à l'occasion de la visite du duc et de la duchesse de Brabant. C'est là que je vis pour la première fois ma future belle-mère, Mme de Sancy de Sarabère, accompagnée de sa charmante fille Blanche et du baron d'Offémont.

L'Impératrice dont la grossesse était déclarée se tenait assise sur un canapé, sans se lever même à l'arrivée de sa mère, la comtesse de Montijo, et de sa sœur, la duchesse d'Albe. Elle portait une robe blanche. La duchesse de Brabant, à laquelle j'avais déjà été présenté à Turin par le roi Victor-Emmanuel, d'une physionomie agréable, avait la taille un peu épaisse ; elle avait la fraîcheur des Allemandes.

Elle était en robe blanche garnie de velours noir. Ses magnifiques diamants étaient très admirés. Le duc de Brabant portait le grand cordon de la Légion d'honneur. L'Empereur, en culotte courte avec des bas noirs, dansa avec sa belle-sœur, la duchesse d'Albe, qui ressemblait en beaucoup moins bien à l'Impératrice. Ni elle ni la comtesse de Montijo n'avaient rang à la cour. Lady Cowley, assise à côté de l'Impératrice, ne se leva pas pour faire place à Mme de Montijo, à qui aucun siège n'était réservé. Celle-ci était laide et maigre; cependant on retrouvait dans sa physionomie quelques-uns des traits si charmants de l'Impératrice.

Le prince Adalbert de Bavière s'était trouvé à Paris en même temps que la reine d'Angleterre à l'occasion de l'Exposition. Il n'avait pas réussi. Il affectait de très hautes prétentions, réclamant la préséance sur le prince Albert d'Angleterre. On lui fit comprendre que, s'il persistait, il ne recevrait plus d'invitation pour les réceptions de la cour. Il assista au départ de la reine d'Angleterre; l'Empereur lui dit de la façon la plus naturelle du monde : « J'espère que vous ne quittez pas encore la France; par conséquent sans adieu. » Il ne comprit pas le sens de la locution française *sans adieu,* et il vit dans ces mots « une offense intolérable », pour la-

quelle il voulait demander des explications. On les lui donna, mais tout le monde, y compris la reine d'Angleterre, se moqua de son ignorance et de sa trop grande et ridicule susceptibilité.

La reine Victoria craignait d'être mal accueillie par les Parisiens ; elle avait fait retarder la marche de son navire afin d'arriver à Paris le plus tard possible dans la soirée. La réception enthousiaste qui lui fut faite l'a donc très satisfaite. Elle aimait à se promener seule, sans apparat, avec le prince Albert et la princesse royale. Elle sortait dans une voiture de remise pour ne pas être reconnue. Elle avait envoyé son tapissier pour qu'il disposât, en respectant ses habitudes, les appartements qui lui étaient réservés. L'Impératrice, qui était venue veiller elle-même à cette installation, trouva cet homme qui démontait le lit pour l'établir à sa façon.

Le 15 novembre, à la cérémonie de clôture de l'Exposition, l'Impératrice, en robe de velours rouge avec des dentelles blanches, était admirablement belle. On annonçait sa délivrance pour le mois de mars.

Le gouvernement sarde avait pris part à la guerre de Crimée; il ne l'avait pas fait sans l'arrière-pensée d'en tirer profit. Victor-Emmanuel, accompagné du comte de Cavour et de Massimo d'Azeglio, arriva à Paris par la gare de Lyon le vendredi 23 novembre

à une heure de l'après-midi. On y avait disposé un magnifique salon pour le recevoir. Dans la décoration de la gare figuraient le chiffre du Roi et le nom de Traktir entouré de lauriers. Le marquis de Brignole, le comte de Pollon, plusieurs dames piémontaises, les maréchaux Vaillant et Magnan s'y trouvaient réunis pour le complimenter à sa descente de wagon : j'y étais également. Le prince Napoléon était venu le recevoir au nom de l'Empereur. Ils montèrent dans une voiture de gala à glaces, attelée de deux chevaux. Les personnes de la suite du roi partirent en avant. Le maréchal Magnan, commandant l'armée de Paris, le colonel Fleury avec son régiment de guides et un détachement des cent-gardes de l'Empereur formaient le cortège. Il y avait une haie de soldats sur tout le parcours. Le temps, sans être absolument mauvais, était gris : il y avait du brouillard. Les Piémontais, notamment Mme de Villamarina, regrettèrent que le cortège eût suivi les quais et non la ligne des boulevards. Il y avait foule dans les rues et aux abords des Tuileries. La voiture du Roi est entrée aux Tuileries par l'arc de triomphe du Carrousel. J'avais, à la grande satisfaction de l'Empereur, procuré l'air national piémontais qui fut joué à Marseille, à Lyon, à l'arrivée à Paris, à l'entrée des Tuileries. Je suggérai également l'idée de

placer dans la chambre du Roi un tableau peint par d'Azeglio et offert à l'Empereur. Mon ami le comte Charles de Robilant était du voyage, et j'ai pu lui serrer la main dès qu'il descendit du wagon à la suite du Roi. L'Empereur reçut le Roi au bas de l'escalier des Tuileries; l'Impératrice, restée en haut, l'embrassa fraternellement. Tous les boulevards étaient pavoisés aux couleurs italiennes. La journée du lendemain se passa à l'Exposition, qui était encore ouverte et où un concert fut donné; j'y assistai aussi. Victor-Emmanuel voulut tout voir et y resta jusqu'à la nuit, rentrant aux Tuileries par la place de la Concorde et le jardin. Partout la foule se pressait sur son passage, aux Champs-Élysées et à l'intérieur de l'Exposition. L'impression du public était très bonne. Il a l'air si bon, si franc, si loyal! disait-on; il a l'air si militaire! L'Impératrice, dont la grossesse était avancée, se trouvant indisposée, ne put venir ni à la messe du matin aux Tuileries, ni au dîner du soir. La veille, le Roi avait été très empressé auprès d'elle, ainsi qu'auprès d'une des dames du palais, fort aimable personne, Mme de Malaret, née de Ségur.

Le lundi 26 novembre fut occupé par une chasse à Saint-Germain. Plus de mille pièces furentabattues. Le Roi tua pour sa part une importante quantité de

faisans, de lièvres et de lapins. Le temps était froid, mais très beau, très sec, avec du soleil. Le soir, il y eut grande représentation à l'Opéra, un ballet suivant le goût des habitants de Turin. Rosita y dansait Jovita. La salle était comble. Les boulevards étaient illuminés de lanternes chinoises de toutes les couleurs. Lord Byron, chambellan de la reine d'Angleterre, était venu à Paris, porteur d'une lettre de sa souveraine pour complimenter Victor-Emmanuel au sujet de sa prochaine arrivée à Londres.

Le mardi 27 novembre, en sortant du ministère des affaires étrangères, je rencontrai par hasard le comte de Cavour, et nous avons fait route ensemble jusqu'au Club impérial. Il fut fort aimable pour moi, et je m'efforçai de rester poli; mais je ne pouvais vaincre un sentiment de grande froideur. Ce que je savais de ses procédés à l'égard de Massimo d'Azeglio m'avait révolté. Le soir, je dînai avec lui chez la princesse Mathilde. J'avais été reçu dans la matinée par Victor-Emmanuel, qui m'accueillit fort bien; comme à Turin il m'embrassa en me voyant, sans que notre conversation sortît des généralités; il me dit qu'il était enchanté d'être à Paris, qu'il m'avait recommandé particulièrement à l'Empereur et qu'il espérait me voir un jour ministre de France en Italie. « C'est là que je vous attends sous peu », ajouta-t-il.

Il y eut le soir aux Tuileries un bal magnifique. Cette partie ne semblait pas beaucoup l'amuser, mais il y fit à tous bonne figure.

Le jeudi 29 novembre, Victor-Emmanuel, qui avait passé la matinée à Versailles, partit à sept heures du soir pour Londres par Calais. Il se rendait directement à Windsor, le prince Albert devant aller le recevoir à son arrivée au chemin de fer de Londres. Il laissa trois grands cordons des Saints Maurice et Lazare pour le duc de Bassano, le duc de Cambacérès et le duc Tascher de la Pagerie. Le duc Pasqua reçut le grand cordon de la Légion d'honneur, MM. de la Rocca et Nigra la plaque de grand officier ; MM. Calderina et d'Angrogne furent faits commandeurs, Cigalla officier; Charles de Robilant et Barone reçurent la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Victor-Emmanuel, resté d'habitudes toujours matinales, était un jour monté à cheval avec Edgar Ney ; il avait suivi à huit heures du matin l'avenue des Champs-Élysées presque déserte. Le soir, il dit à la comtesse Walewska : « Que faites-vous donc habituellement à huit heures du matin? C'est étonnant, je n'ai rencontré personne à cette heure-là dans Paris. » Dormant peu, il sortait de si bonne heure que, pour lui parler d'affaires, Cavour était obligé de se présenter chez lui à six heures du matin.

Massimo d'Azeglio, qui avait accompagné Victor-Emmanuel à Paris et à Londres en qualité d'aide de camp, revint à Paris au mois de décembre. Je dînai avec lui le 21 décembre chez les Villamarina. Cavour le tenait autant que possible à l'écart des affaires, mais il se servait vis-à-vis de l'Europe de sa grande renommée de loyauté et de droiture. Sa présence est la meilleure preuve, disait Cavour, que nous ne sommes pas infestés de la tache révolutionnaire. Napoléon III paraissait alors tout-puissant. Sébastopol venait de succomber. Dans ses conversations avec Victor-Emmanuel, il lui avait dit : « Que peut-on faire pour l'Italie ? » Un homme comme Cavour ne devait pas laisser perdre le fruit d'une pareille ouverture. Il y eut bientôt par des voies secrètes partie nouée entre les deux gouvernements.

Le 14 décembre, je dînai chez Philippe avec le jeune Bonaparte-Paterson. Son père était né du premier mariage du roi Jérôme avec Mlle Paterson, dont il divorça pour épouser une princesse de Wurtemberg. Ce jeune homme était grand, avec de petits yeux, une figure noble, des moustaches blondes, et paraissait avoir vingt-deux ans. L'Empereur l'avait reconnu implicitement en le faisant naturaliser Français. Il avait l'accent anglais, quoique parlant bien le français; il me parut modeste et en un mot

extrêmement gentleman. C'était mon ami le duc de Dino, commissaire français près de l'armée piémontaise, qui nous offrait à dîner. Il y avait là le prince Czartoryski, qui avait récemment épousé une des filles de la reine Christine, puis le duc de Valençay, son fils Bozon de Talleyrand, le colonel Claremont, commissaire anglais près de l'armée française (fils de Mlle Anaïs du Théâtre-Français), le colonel de Valabrègue et le colonel C... qui arrivait de Crimée. Ce dîner excellent fut très intéressant. Ces messieurs parlèrent des batailles auxquelles ils avaient assisté, et plusieurs fois le jeune Bonaparte prit la parole pour nous dire les événements auxquels il avait pris part. Il avait connu en Crimée mon neveu Maurice de Beurnonville, ainsi que mon cousin le général Blanchard. Au dessert, la conversation devint plus légère, et le jeune Bonaparte, oubliant les fatigues de la Crimée, nous dit qu'il avait l'intention de profiter de son séjour à Paris pour s'y bien amuser.

La rentrée de la garde impériale à Paris fut un spectacle superbe, favorisé par un temps magnifique et par un soleil très doux, bien rare à pareille date, 29 décembre. L'Empereur alla au-devant des troupes jusqu'à la Bastille. Tout Paris était sur pied. Les blessés défilaient les premiers, sans armes, recevant des fenêtres une pluie de couronnes et de

fleurs. Les drapeaux étaient hachés par les projectiles. Les rues et les boulevards étaient pavoisés des drapeaux réunis de France, d'Angleterre, de Sardaigne et de Turquie. L'excellent maréchal Canrobert se faisait remarquer par une grande affectation de saluts à la foule. Son ambassade de Suède lui avait, paraît-il, tourné un peu la tête. « Je vois, disait-il, que j'étais fait pour être ambassadeur. » Il en avait rapporté un traité dont le prince de Metternich disait spirituellement : « Dans ma longue carrière, j'ai su ce que c'était que des traités offensifs et défensifs, mais j'avoue que je n'avais jamais entendu parler de traités défensifs et offensants. »

L'Empereur et l'Impératrice assistaient au bal donné par lord Cowley pour le duc de Cambridge; une estrade avait été établie pour eux en face du fauteuil vide de la reine Victoria, portant les armes royales d'Angleterre. Le maréchal Canrobert, toujours excellent et très empressé auprès des dames, les faisait jouer avec ses plaques et ses croix. Sa galanterie affectée paraissait un peu choquante de la part d'un homme de guerre de si haute valeur. On remarquait l'absence au bal de l'ambassade d'Angleterre du prince Napoléon et de son père, le roi Jérôme. Je donnai le bras à une charmante jeune fille anglaise, Mlle Sneed, qui a épousé de-

puis un diplomate anglais très apprécié, M. Peter.

Parmi les Anglais de distinction venus à Paris se trouvait lord Holland qui avait été longtemps ministre à Florence. Son père avait seul pris la défense de Napoléon Ier à la Chambre des lords, lorsqu'il fut transféré à Sainte-Hélène. Par testament l'Empereur laissa à lady Holland une tabatière en or dans l'intérieur de laquelle il avait gravé à Sainte-Hélène, avec la pointe d'un canif, ces mots : *A lady Holland, comme souvenir de ma satisfaction et de mon amitié.*

On rencontrait dans son salon les principaux représentants de l'opposition orléaniste, MM. Thiers, Rémusat, Duvergier de Hauranne, d'Haussonville. Un soir, à l'arrivée de M. de Morny, les hommes et les femmes de cette petite coterie se levèrent et sortirent malgré les instances de lady Holland. « Ce n'est pas à M. de Morny, c'est à moi que l'on fait une impolitesse », disait, sans pouvoir se faire écouter, la maîtresse de la maison. M. Thiers seul resta, blâmant hautement ces procédés si peu courtois.

Mme de Montijo et sa nièce, Mlle de Valerga, qui devait épouser plus tard le maréchal Pélissier, assistaient souvent aux charmantes soirées de lady Holland. Elle avait un maître d'hôtel napolitain, un peu trop familier, qui passait des sorbets exquis de

sa fabrication et qui les offrait avec insistance : « *Signor principe, signor conte, signora marqueza, un sorbeto excellente alla lady Holland, presto servito.* » Lady Holland n'osait pas le rappeler à l'ordre, et les habitués de la maison aimaient à le faire causer, en excitant sa verve qui était intarissable et comique.

Mme Gould, liée depuis de longues années avec la comtesse de Montijo, et lady Iley, dame d'honneur de la reine d'Angleterre, avaient leurs petites entrées aux Tuileries. Elles assistèrent toutes trois, avec les dames d'honneur, à la naissance du Prince impérial. Lady Iley était une charmante femme, grande, mince, blonde, aux traits fins et délicats et d'un esprit très agréable. Lorsqu'on vint annoncer que le nouveau-né était un garçon, le général Rollin, aide de camp de l'Empereur, embrassa la marquise de Iley sans plus de façons. Celle-ci prit fort mal cette galanterie trop soldatesque et se montra très blessée des plaisanteries qui lui furent faites à ce sujet par toutes ses amies.

Le 9 janvier 1856 arriva la nouvelle de l'acceptation par la Russie des conditions de la paix. Ce soir-là, il y avait bal chez la princesse Mathilde : l'Empereur et l'Impératrice s'y trouvaient. Mme de Castiglione, qui devait, dit-on, jouer un rôle dans la vie intime de Napoléon III, lui fut présentée, ainsi

qu'à l'Impératrice. Elle était belle, mais très coquette et de peu de moyens. Sa mise et surtout sa coiffure étaient prétentieuses. Elle avait des plumes roses dans ses cheveux bouffant sur les tempes; le reste de sa chevelure était rejeté en arrière avec deux boules pendantes. Elle semblait une marquise d'autrefois, coiffée à l'oiseau royal. Elle ne sut rien répondre à l'Empereur, dont la première impression ne fut pas bonne, car il dit en la quittant : « Elle est belle, mais elle paraît être sans esprit. » J'avais connu toute jeune fille Mme de Castiglione à Turin, chez son père le marquis Olduini, qui était un homme modeste et simplement un aimable collègue d'ambassade; j'avoue que j'ai été toujours surpris de tout le bruit qu'on fit à l'apparition de sa fille à Paris, tandis qu'en Piémont cette jeune femme passait complètement inaperçue.

La reine Christine, dont la seconde fille était fiancée au prince Philippe del Drago, assistait également à ce bal avec la mère du prince Philippe, née princesse Thérèse Massimo, que j'avais beaucoup connue à Rome en 1842, ainsi que sa sœur la princesse Lancellotti.

La distribution des médailles anglaises aux troupes françaises qui avaient pris part à la campagne de Crimée eut lieu le 15 janvier dans la cour des Tui-

leries. J'y ai assisté chez les Tascher de la Pagerie. L'Empereur avait placé le duc de Cambridge du côté des troupes, reculant son cheval de quelques pas pour lui laisser le premier rang. L'Impératrice était au balcon avec la princesse Mathilde. Le coup d'œil était superbe.

Le 4 février, il m'arriva une curieuse aventure à un bal masqué chez les Tascher. On savait que l'Empereur et l'Impératrice devaient s'y trouver. J'étais en domino rose. Je ne sais comment il se fit qu'on me prit un instant pour l'Empereur, notamment une Anglaise d'une grande beauté qui venait d'arriver à Paris. Je m'étais mis à marcher comme lui en me dandinant de gauche et de droite, selon son habitude. J'eus un certain succès; les propos que l'on me tenait ne permettaient pas de douter de la méprise qui était commise, et je crus prudent de terminer promptement cette comédie. Je la racontai après à l'Empereur, qui en rit de bon cœur.

L'événement du jour était alors le mariage du jeune prince Poniatowski avec Mlle Le Hon. M. de Morny donnait à la jeune fiancée un million et son petit hôtel des Champs-Élysées : *la niche à Fidèle.*

A cette époque, la rupture de la liaison du comte de Morny avec Mme Le Hon était résolue depuis quelque temps. Lors du couronnement de l'empereur de

Russie où il devait représenter Napoléon III, j'avais été désigné pour l'accompagner à Moscou en qualité de premier secrétaire. Mon mariage empêcha la réalisation de ce projet. M. de Morny m'avait recommandé de ne pas ébruiter sa nomination. Le soir du jour où elle fut décidée par l'Empereur, je fis visite à Mme Le Hon. A mon entrée dans son salon, elle me dit : « Eh bien! êtes-vous content de votre nouveau chef? » — « Je ne sais ce que vous voulez dire, madame », lui répondis-je. — « Comment! le premier secrétaire de l'ambassade de France en Russie ignore maintenant quel en est l'ambassadeur! Ne faites donc pas le mystérieux : vous savez, comme moi, que Morny est nommé à Pétersbourg pour assister au couronnement, et que vous y allez avec lui. » — Connaissant toute l'intimité qui existait entre Mme Le Hon et M. de Morny, et voyant qu'elle était au courant de toutes choses, je ne pus me défendre davantage, convaincu qu'elle en savait aussi long que moi. Une demi-heure après, Morny entrait chez elle. Je causais avec la comtesse du Taillis lorsqu'il me fit signe de venir lui parler dans un autre salon. « Ah! mon cher ami, me dit-il, qu'avez-vous fait? Je tenais à ce que Mme Le Hon ne sût pas encore ma nomination. Je vous avais cependant bien prié de n'en parler à personne, j'ai de bonnes raisons pour cela. » —

« Mais, mon cher comte, c'est elle-même qui me l'a apprise. » — « J'en suis désolé : elle a plaidé le faux pour savoir le vrai. »

M. de Morny passait pour ruiné en 1848; la donation d'un million faite par lui si peu de temps après n'était pas sans motiver de sérieuses critiques. Au mois de septembre, il se rendit comme ambassadeur extraordinaire en Russie, et il assista à Moscou au couronnement d'Alexandre II. En France, on parla beaucoup de son faste. L'impression ne fut pas la même en Russie, à en juger par une lettre intime qu'écrivit de Moscou, le 12-24 septembre 1856, le prince de Sayn-Wittgenstein : « Il n'y a que Morny qui fasse un peu fiasco, malgré les annonces de luxe écrasant par lesquelles il s'était fait précéder. Toute son argenterie est en ruolz; cela sent diablement Franconi (1). »

Le comte de Morny épousa une princesse Troubetzkoï dont la naissance avait été entourée d'incidents très romanesques. La mère de la comtesse de Morny était une princesse Orloff, dame d'honneur de la grande-duchesse Michel sous le règne de Nicolas Ier.

Depuis longtemps, M. de Morny avait formé le

(1) *Souvenirs et correspondance du prince Émile de Sayn-Wittgenstein-Berlebourg.*

projet de se marier en Russie. Il m'en avait parlé souvent, et après la mort du duc de Leuchtenberg il avait même pensé à sa veuve, la grande-duchesse Marie, fille de l'empereur Nicolas. En 1853, il m'avait donné plusieurs de ses portraits lithographiés et m'avait demandé s'il me serait possible de les faire passer sous les yeux de la grande-duchesse. Peut-être espérait-il alors supplanter le jeune comte Strogonoff, qui épousa depuis secrètement la duchesse de Leuchtenberg.

Les diplomates étrangers commençaient à arriver à Paris pour les conférences. M. de Brunow, l'un des représentants de la Russie, y était accouru le premier. Le pompeux comte Orloff était à Bruxelles, résolu à employer tous les moyens pour rendre favorable à son pays le traité qui allait être élaboré. Il vantait la force des Russes, disant que si la guerre avait duré, avant trois ans ils auraient été à Paris. Les plus jolies femmes de Russie avaient reçu, disait-on, mission de s'y rendre pour séduire les membres du congrès, et le comte Orloff devait distribuer des décorations à profusion. En attendant, les plénipotentiaires, dès leur réunion à Paris, se montrèrent d'une discrétion impénétrable. Le comte de Cavour représentait la Sardaigne au congrès; il y avait peu de succès : on lui trouvait des formes communes.

L'avenir devait prouver quelles puissantes aptitudes politiques elles couvraient. Le lion du jour était le comte Orloff, prodiguant à tous ses sourires. Le monde officiel était en liesse; comme un des ambassadeurs se plaignait de la fatigue des grands dîners auxquels il était forcé d'assister : « Ce n'est pas à la diète, lui dit une des dames de la cour, c'est à un congrès que vous avez été invité. »

Sur ces entrefaites, l'Impératrice mit au monde un fils. L'accoucheur Dubois logeait aux Tuileries depuis le 1er mars, occupant la chambre donnant sur le jardin que son père avait occupée en 1811 pour la naissance du roi de Rome. La délivrance eut lieu aux premières heures de la matinée du 16 mars, après de longues et cruelles douleurs. On avait dû recourir aux fers, qui avaient laissé des traces sur le front du petit prince. L'Empereur, très ému, venait de se retirer vers sept heures du matin, lorsque le prince Murat accourut lui annoncer la grande nouvelle : *Un garçon !* Les salons étaient remplis de monde. « Ne pouvant vous embrasser tous, dit l'Empereur, croyez que je le fais bien volontiers dans mon cœur. » Son ancien précepteur, M. Vieillard, se jeta à son cou et l'embrassa. « Sire, dit en riant le prince Murat, la naissance du Prince impérial enfonce pour toujours la république de M. Vieil-

lard. » M. Vieillard avait toujours été antireligieux et très républicain.

L'Empereur ordonna de retarder jusqu'à huit heures la salve de cent un coups de canon qui devait être tirée aux Invalides, afin de ne pas émouvoir l'Impératrice qui venait de subir de véritables tortures. « Quand on assiste à un pareil accouchement, dit-il aux dames qui se pressaient dans les salons, on ne comprend pas que vous vous y exposiez une seconde fois. »

On apprit que le Pape devait être le parrain et la reine de Suède la marraine du nouveau-né. Comme jadis Louis-Philippe lors de la naissance du duc de Bordeaux, le prince Napoléon dissimulait mal sa contrariété : il n'assista pas à la cérémonie de l'ondoiement; sa présence n'en fut pas moins mentionnée au *Moniteur*. Le baptême eut lieu avec de l'eau du Jourdain rapportée de Palestine par le baron de Bourgoing. Le roi Jérôme était alors très gravement malade, il avait été frappé d'une attaque d'apoplexie de poitrine. Il ne partageait pas sans doute les sentiments de son fils, car on lui attribua ce propos : « A la bonne heure! lorsque les vieux s'en vont, les jeunes arrivent pour les remplacer. »

J'étais sans cesse, le jour et la nuit, en festins avec les Russes qui accompagnaient le comte Orloff,

le colonel Albédinsky, Levachoff, Gérebsoff, Wasilsiékoff. Le comte Schouvaloff fut chargé de porter le traité de paix à Pétersbourg. La veille de son départ, le baron de Heeckeren m'avait invité à dîner aux *Frères provençaux* avec lui, le duc d'Albe et quelques Russes. Pendant le dîner, un domestique vint m'apporter un billet de la part de Méry qui dînait au-dessus de nous avec des Anglais; il avait écrit sur une feuille de papier : « Je prie le comte de Reiset de remettre ces quatre lignes au comte Schouvaloff.

« MÉRY.

« *Bibentes bibentibus.*
Vous avez retrouvé la France fraternelle,
Emportez donc ce mot que prononce Paris :
Sébastopol couvrit d'une gloire éternelle
Ceux qui l'ont défendu, comme ceux qui l'ont pris. »

Nous montâmes tous à l'étage supérieur. Le comte Schouvaloff remercia vivement Méry et lui dit que dans douze jours il remettrait lui-même ces jolis vers à l'empereur Alexandre. On se sépara avec force compliments et poignées de main.

Le désir de la paix était si vif à Paris qu'on en oubliait toutes les convenances. Le voyage du plénipotentiaire russe, — le comte Orloff, — avait été une véritable ovation. Aux réceptions officielles on le reconnaissait à ses décorations et à un portrait de

l'empereur Nicolas dont les diamants étincelaient. Grand, fort, bien pris dans sa taille, aimable et gracieux pour tout le monde, il avait partout le plus grand succès. Son entrée dans la loge de Rothschild à l'Opéra, avec son grand cordon bleu et ses plaques, faisait sensation. La foule se massait dans le couloir pour le voir sortir. Loin d'être embarrassé de cette curiosité du public, il en paraissait extrêmement satisfait.

L'*Indépendance belge* avait annoncé que j'allais être renvoyé en Russie. Le soir même où cet article était parvenu à Paris, le comte Walewski, chez qui je passais la soirée, me confirma cette nouvelle. « Préparez-vous, me dit-il; vous partirez dans trois semaines ou un mois. Vous serez d'abord à Pétersbourg chargé d'affaires. Plus tard, lorsque l'Empereur enverra un ambassadeur extraordinaire pour le couronnement, vous serez nommé ministre plénipotentiaire. » L'Empereur, que j'avais rencontré la veille chez la princesse Mathilde, ne m'avait rien dit; il s'était contenté de me serrer aimablement la main et de me dire en souriant : « Au revoir, à bientôt! »

Un heureux événement vint quelques jours après donner une autre direction à ma vie. J'avais demandé la main de Mlle Blanche de Sancy de Parabère, fille

de Mme de Sancy, dame du palais de l'Impératrice. La réponse me parvint le 17 avril; j'étais accepté. Ce mariage comblait tous mes vœux et réunissait tout ce que je pouvais désirer : fortune, nom, cœur, esprit et bonté. La cérémonie du mariage devait avoir lieu à la fin de mai. Il ne pouvait plus être question de voyage en Russie. Je demandai ma mise en disponibilité, qui me fut accordée avec le titre de ministre plénipotentiaire. L'Empereur, l'Impératrice, la grande-duchesse Stéphanie, le roi Jérôme, signèrent à Saint-Cloud mon contrat de mariage. L'Empereur me dit : « Je vous félicite de nouveau et je suis content de vous donner cette nouvelle preuve de mon amitié pour vous. » Le comte Walewski a été mon témoin, et le duc de Bassano celui de ma femme. Le mariage eut lieu à la Madeleine le 20 mai 1856 et fut béni par notre vénérable ami l'abbé Deguerry, alors curé de cette paroisse.

Lorsque j'allai en faire part au roi Jérôme, il me dit : « Vous savez que vous épousez ma petite-cousine. » L'arrière-grand'mère de Mlle de Sancy de Parabère, Mme Rolier, alors âgée de quatre-vingt-dix ans, était d'une famille corse, alliée de près aux Bonaparte, — les Benielli ; — sa fille, la comtesse Lefebvre-Desnoettes, possédait encore l'hôtel de la rue de la Victoire qu'avait habité le général Bona-

parte à son retour d'Égypte et où avait été décidé et réglé le coup d'État du 18 brumaire. Le premier consul l'avait donné comme cadeau de noce à sa cousine Mlle Stéphanie Rolier lorsqu'il lui fit épouser son aide de camp et ami le général Lefebvre-Desnoettes. Lors de mon mariage, j'ai fait un dessin de cette habitation historique de l'ancienne rue Chantereine qui doit se trouver en copie au musée Carnavalet et au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale.

CHAPITRE XI

Les événements de Neuchâtel. — Second mariage de la duchesse de Gênes. — Voyage du roi de Saxe à Turin. — Baptême de mon fils aîné. — La cour de Napoléon III. — Attentat du 14 janvier. — Le droit d'asile en Angleterre.

Dans les derniers mois de l'année 1856, j'eus occasion de voir de près la situation du canton de Neuchâtel qui avait longtemps formé une principauté dépendante du royaume de Prusse.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, les royalistes de l'ancienne principauté, au nombre de trois à quatre cents, ayant à leur tête le comte de Pourtalès, le comte de Wesdelhen, M. de Montmolin et plusieurs autres riches propriétaires du canton, s'étaient emparés de l'hôtel de ville de Neuchâtel et du château, siège du gouvernement, en y arrêtant plusieurs conseillers d'État qui administraient ce canton au nom de la confédération helvétique. Le drapeau prussien fut immédiatement arboré sur le château, et les royalistes se maintinrent maîtres de la position pendant environ vingt-quatre heures. Mais le préfet de Neuchâtel, ayant pu s'enfuir au val de Ruz,

annonça aux habitants des montagnes la revanche que les royalistes venaient de prendre des événements du mois de mars 1848 qui avaient dépossédé la Prusse. Les montagnards conduits par un colonel fédéral marchèrent promptement sur Neuchâtel, et, après une lutte de courte durée, ils se rendirent de nouveau maîtres de la ville en faisant prisonniers tous les chefs royalistes, qui furent fort maltraités et jetés dans les cachots du château.

Je fus, je crois, le premier étranger qui ait pu parvenir jusqu'à l'un des captifs, mon noble ami le comte de Wesdelhen, vieillard plus que sexagénaire, né dans le canton de Neuchâtel, ancien ministre plénipotentiaire, conseiller d'État de la principauté au service de Prusse, marié à la petite-fille d'une princesse de Hohenzollern, femme du comte de Waldburg-Truchsess, ancien ambassadeur de Prusse en Sardaigne. M'étant adressé au magistrat chargé par le conseil fédéral d'instruire ce procès, j'obtins la permission de visiter mon ami dans sa prison, à la condition d'être accompagné par un des officiers de la garnison qui avait ordre de ne pas me perdre de vue et de se tenir toujours assez près de nous pour écouter notre conversation. Je trouvai le comte de Wesdelhen dans une petite cellule ayant pour tout ameublement un grabat, une chaise et une table.

Mon vénérable ami, qui par la noblesse de son caractère avait su se concilier l'estime de ses ennemis eux-mêmes, ne se plaignit point à moi de sa dure détention. Il m'exprima seulement la peine qu'il ressentait de n'avoir pu, malgré les plus vives instances, obtenir de voir son fils, jeune homme de vingt ans, en prison au-dessus de lui.

Lors de mon passage à Neuchâtel, cette petite ville avait encore l'air d'une place prise d'assaut la veille. On ne rencontrait dans les rues que des officiers traînant leurs grands sabres d'un air menaçant, des soldats ivres sortant, les uns des cabarets, les autres des maisons des captifs où, non contents d'être nourris du jour de leur victoire, ils avaient souvent brisé dans leur état d'ivresse tout ce qui leur tombait sous la main. « Nous les ruinerons tous, me disait un de ces soldats, nous sommes ici pour cela. »

Les événements avaient deux fois prouvé que la masse de la population du canton de Neuchâtel était suisse de cœur et d'intérêts, et qu'elle voulait l'indépendance absolue du pays. L'impuissance du parti royaliste était manifeste. Mais à qui la faute, si les royalistes avaient cherché à rétablir dans le canton ce qui, d'après les traités, était incontestablement l'ordre légal? C'était au roi de Prusse qui, bien loin de renoncer à ses droits sur Neuchâtel, n'avait jamais

voulu délier ses sujets de leur serment de fidélité. Il les engageait au contraire à persévérer dans leur foi, leur donnant maints témoignages qui prouvaient combien il tenait à la conserver. Après les événement de 1848, le roi Frédéric-Guillaume avait envoyé à chacun de ses conseillers une médaille d'or pour leur rappeler leur serment de fidélité et leur dévouement à sa personne. Les royalistes de Neuchâtel ne s'étaient jamais dissimulé leur faiblesse; si malgré cette conviction ils avaient essayé de remettre la principauté sous la domination prussienne, ce n'était que parce qu'ils avaient cru remplir un devoir de loyauté envers leur souverain et parce qu'ils avaient trop compté sur l'assistance que le roi et le prince régent de Prusse n'avaient cessé de leur promettre. Ils expiaient leur confiance par le traitement très pénible qui leur était infligé et que l'approche de l'hiver rendait plus cruel encore pour des hommes habitués à l'existence la plus confortable. Le comte de Pourtalès avait, dit-on, six cent mille livres de rente; ses compagnons de captivité possédaient dans le canton même des terres considérables.

Vers la même époque, un événement des plus étranges avait mis en révolution la cour de Turin. La veuve du duc de Gênes, à qui avaient été laissés ses deux enfants en bas âge, le prince Thomas et la

princesse Marguerite, —celle qui par son mariage avec son cousin germain, Humbert de Savoie, est devenue reine d'Italie, — épousa au mois d'octobre 1856, après dix-huit mois de deuil, un officier d'ordonnance de son mari, nommé Rapallo. Il avait été question de la marier avec le cousin de l'empereur des Français, le prince Napoléon. Un beau matin Turin apprit que la duchesse venait d'épouser l'ancien officier d'ordonnance du feu duc. La chose parut impossible : cela était cependant. La duchesse avait obtenu par le télégraphe le consentement de son père le roi de Saxe, et le mariage était un fait accompli.

Victor-Emmanuel, furieux, la menaça de lui enlever ses enfants. Le mariage conclu, on ne ménagea plus la pauvre princesse; elle fut délaissée dans ce grand et beau palais où elle avait été entourée de tant d'hommages. Dans son désespoir, elle se décida à écrire à une des dames de la cour qui, à l'époque du mariage du duc de Gênes, avait été sa meilleure amie, et grâce à sa haute influence auprès du roi un revirement se produisit; le marquis d'Angrogna, grand maître de la cour du feu duc de Gênes, se présenta aussi au palais ducal pour se mettre à la disposition de la duchesse. Le ministre de Saxe, sachant que le véritable maître était le comte de Cavour, fit faire une démarche auprès du tout-puissant ministre. Le

comte de Cavour était visiblement mal disposé pour la duchesse; cependant il manifesta des sentiments modérés, et le sort de la malheureuse femme fut réglé par un acte que le roi signa. Il promettait de regarder comme non avenu ce mariage morganatique et de continuer à traiter la princesse comme sa belle-sœur, duchesse de Gênes. On lui assigna un apanage en fixant son séjour au château de Gouvon, propriété du prince Thomas, son fils; on lui laissa la garde de sa fille, la charmante petite princesse Marguerite, alors âgée de cinq ans. Le jeune prince fut envoyé à Moncalieri pour être élevé avec les enfants du Roi. La duchesse, ne pouvant supporter l'air vif de ce château situé sur une haute colline de l'Asteson, alla s'établir sur le lac Majeur.

La veuve de l'empereur Nicolas, l'impératrice mère de Russie, s'étant rendue à Turin, la reine de Prusse, tante de l'Impératrice, lui recommanda la duchesse de Gênes. Dès son arrivée, l'Impératrice dit à Victor-Emmanuel qu'elle désirait la voir. De son côté, le roi de Saxe était arrivé à Stresa : le lendemain, il prit avec sa fille la route de Turin, escorté par le général de la Rocca et le comte Charles de Robilant.

La duchesse de Gênes, rentrée dans son palais de Turin, ne pouvait pas ne pas paraître à la représentation de gala donnée au Grand-Théâtre. Après quel-

ques difficultés, c'est ce qui eut lieu grâce à l'intervention personnelle de l'impératrice de Russie. La duchesse de Gênes, qui avant de se rendre au théâtre était allée avec son père baiser la main de l'Impératrice, reparut dans la loge royale à son rang d'autrefois. Son arrivée fit sensation. La pauvre princesse, qui n'avait pas préparé de toilette, avait dû s'habiller en grande hâte pour occuper sa place à côté de l'Impératrice, du roi de Saxe et de tous les membres de la famille royale.

Lorsque l'impératrice de Russie connut avec plus de détails la situation qu'elle venait de dénouer, elle dit être très contente du rôle qu'elle avait été amenée à jouer dans cette pénible brouille de famille. Pendant la soirée de gala, Victor-Emmanuel lui-même, qui avait au fond un excellent cœur, exprima hautement sa satisfaction. La bonne duchesse de Gênes fut loin d'avoir à s'applaudir de son malencontreux mariage. Son mari, créé marquis de Rapallo, ne tarda pas à faire tristement parler de lui. Il mourut en 1882.

Le 7 décembre 1856, je me rendis avec ma belle-mère et ma femme chez l'impératrice Eugénie pour lui faire part de la grossesse de ma femme. Nous la trouvâmes dans son petit salon des Tuileries, tenant le Prince impérial dans ses bras : elle était vraiment

éblouissante de charme et de beauté. Elle était simplement mise : une robe de taffetas gris à volants, ornée de dentelles noires, et un bonnet de dentelle noire noué sous le menton avec quelques roses sur le côté. Le Prince impérial était en robe blanche avec des rubans et des pompons bleus, bien frais, bien rose, paraissant d'une santé parfaite. « Marchez beaucoup, dit-elle à Blanche. Ah! si j'étais de nouveau dans votre état, je ne manquerais pas de le faire, car j'ai bien souffert de ne pas avoir obéi en cela aux avis des médecins. » La conversation s'engagea sur les récentes aventures de la duchesse de Gênes. « Plus une femme est dans une haute position, dit l'Impératrice, plus elle doit tenir à l'opinion publique. » Puis elle nous parla des incidents du voyage de Victor-Emmanuel à Paris. « J'aime beaucoup le roi de Sardaigne, dit-elle; il me paraît loyal et franc. Le premier jour que je l'ai vu, il me fit assez peur avec ses gros yeux et sa grosse voix. Je portais ce soir-là, par hasard, une robe jaune avec des dentelles noires. — Ah! dit-il brusquement, est-ce pour me faire plaisir que vous portez cette robe-là? — J'étais tout interdite, lorsque je me rappelai que ma malheureuse robe était aux couleurs autrichiennes. — Non, lui répondis-je ; je n'ai pas mis cette robe à votre intention, mais voici un bijou que je porte avec plaisir,

car il rappelle les couleurs de votre drapeau. — Et je lui montrai mon bracelet dont les pierres étaient rouges, vertes et blanches. » Après trois quarts d'heure de causerie, l'Impératrice se leva et alla chercher dans une pièce voisine un écrin contenant une fort belle broche. C'était son portrait entouré de gros diamants avec une longue perle en forme de poire. « J'ai signé à votre contrat de mariage, dit-elle à Blanche; je veux que vous portiez un bijou qui me rappelle à votre souvenir. » Puis, debout, la regardant bien en face, elle lui dit aimablement : « Je suis certaine à votre mine que vous aurez un gros garçon comme le mien. » Sur ces entrefaites, l'Empereur entra dans la chambre en riant; il venait d'apprendre par l'ambassadeur d'Angleterre que le Prince impérial avait fait deux dents. Personne ne s'en était aperçu aux Tuileries. Il nous quitta en nous serrant la main, emmenant avec lui l'Impératrice dans une chambre voisine pour vérifier si la diplomatie anglaise était mieux renseignée que lui-même sur ce qui se passait dans sa maison.

La prédiction de l'Impératrice se réalisa, et le 14 février 1857 ma femme me donnait un gros garçon. Le soir même, Mme de Sancy se rendit aux Tuileries pour en faire part à l'Impératrice. Elle la trouva avec l'Empereur dans le petit salon, occupée à faire

tourner une table avec une troisième personne. Les dames d'honneur félicitant Mme de Sancy d'une manière un peu bruyante, l'Impératrice accourut et demanda ce qui était arrivé. « La naissance de mon petit-fils », répondit Mme de Sancy. L'Impératrice l'embrassa avec effusion; l'Empereur vint aussi féliciter l'heureuse grand'mère. « Nous avons été tellement surpris, dit celle-ci, qu'au moment de l'événement nous n'avions ni layette ni nourrice. » — « Je vais vous envoyer une partie de la layette de mon fils et la seconde nourrice qui ne fait rien », s'écria l'Impératrice. Lorsque l'Empereur et l'Impératrice se retirèrent, Mme de Marnésia vint en leur nom dire à Mme de Sancy qu'ils voulaient être parrain et marraine du nouveau-né, et qu'ils le faisaient d'autant plus volontiers que nous ne le leur avions pas demandé, comme le faisaient tant d'autres. C'est ainsi que mon fils aîné, que j'ai depuis si malheureusement perdu, portait les prénoms de Napoléon-Louis-Eugène.

Le baptême eut lieu le 8 avril à la chapelle des Tuileries, en présence du curé de la Trinité, ma paroisse. Il fut célébré par l'ancien curé de Ham à l'époque de la captivité de l'Empereur, devenu depuis évêque d'Adras et aumônier des Tuileries. L'Empereur était représenté par le comte Bacciochi, et l'Impératrice par Mme de Sancy. Après la céré-

monie, nous sommes montés chez l'Impératrice, qui a embrassé l'enfant à plusieurs reprises et qui a donné à ma femme un bracelet en forme de serpent bleu, orné de diamants. Je lui ai demandé de désigner le prénom que porterait mon fils. « Louis-Napoléon », a-t-elle répondu.

L'Impératrice, s'étant mise à parler toilettes avec ma femme, me dit que cela ne devait pas beaucoup m'intéresser. Je protestai, disant que j'étais capable d'apprécier le bon goût d'une toilette et l'harmonie des couleurs. « Êtes-vous connaisseur en peinture comme votre frère? ajouta-t-elle. On dit qu'il est l'amateur de France le plus compétent. » Elle emmena ensuite Mme de Sancy pour examiner des étoffes destinées à l'ameublement de l'hôtel des Champs-Élysées de la duchesse d'Albe. « Cela ne nous demandera que cinq minutes », dit-elle. — « Ah! s'écria le comte Bacciochi qui était attendu chez l'ambassadeur de Russie pour s'entendre avec lui au sujet de l'arrivée du grand-duc Constantin, je m'en vais, car je sais ce que c'est que les cinq minutes de l'Impératrice, surtout lorsqu'elle s'occupe d'étoffes à choisir. » Une berline à deux chevaux, à la livrée de l'Empereur, était venue nous chercher et nous ramena à notre maison de la rue d'Amsterdam, 35 *bis*.

Je rapportai à mon frère Frédéric le propos de l'Impératrice. Il me dit qu'il l'avait rencontrée avant son mariage chez le comte de Nieuwerkerke qui faisait son buste. Celui-ci lui ayant demandé son avis, il lui fit remarquer que Mlle de Montijo avait les joues plus fortes vers le bas que le buste en préparation. « Je me suis mis, me raconta-t-il, à la place de Nieuwerkerke, regardant bien en face Mlle de Montijo qui était charmante dans son costume espagnol, et je montrai sur le buste les différences qui pouvaient nuire à la ressemblance. Nieuwerkerke fut de mon avis et retoucha son œuvre. Mais Mlle de Montijo n'en fut pas satisfaite, et plus tard, devenue impératrice, elle demanda à Nieuwerkerke de lui faire un nouveau buste. — Mais surtout, ajouta-t-elle, ne prenez pas les conseils de votre ami M. de Reiset qui m'a si fort enlaidie. »

Mlle de Montijo était accompagnée de sa femme de chambre Pepa qui l'avait suivie aux Tuileries. Cette excellente Pepa, fille d'un receveur de la loterie à Madrid, était très attachée à l'Impératrice, mais très jalouse de tous ceux qui l'approchaient, de ses couturières, de ses modistes, surtout de Mme Ode dont les chapeaux avaient alors une grande vogue. Elle était première femme de chambre de l'Impératrice, et elle avait épousé un officier. Elle donnait à Saint-

Cloud de petits bals et de petites soirées auxquels assistaient les femmes de chambre des dames d'honneur. L'Impératrice, toujours simple et bonne, y paraissait quelquefois un instant pour voir si on s'y amusait bien.

Malgré sa grande affabilité, l'Impératrice avait parfois un peu de raideur vis-à-vis des femmes des dignitaires de la cour. A un bal des Tuileries, la comtesse Walewska, dans un état de grossesse très avancée, arriva en retard. On entendit l'Impératrice dire à haute voix : « J'espère qu'elle ne trouvera pas facilement de place pour s'asseoir. Pourquoi ne pas être exacte comme tout le monde? » Elle n'admettait pas non plus que celles de ses dames d'honneur qui n'étaient pas de service manquassent à une seule des fêtes des Tuileries. Elle leur avait fait réserver une banquette pour bien constater leur présence.

Je revis à l'ambassade d'Angleterre M. de Seebach, gendre du comte de Nesselrode. Il me dit que les dispositions étaient bien changées à Pétersbourg, que l'empereur Alexandre II désirait sincèrement la paix, et que le grand-duc Constantin lui-même était devenu fort modéré. Le peuple, au contraire, aurait voulu la continuation de la guerre.

Le 29 janvier, je rencontrai au bal des Tuileries M. de Beauchesne, l'historien de Louis XVII.

Louis XVI, Marie-Antoinette, le Dauphin étaient très à la mode à la cour de Napoléon III; jamais on n'avait tant parlé du malheureux Louis XVI. Le comte Walewski suspendit ses réceptions pour l'anniversaire du 21 janvier. Cependant le faubourg Saint-Germain ne désarmait pas. L'Empereur et la nouvelle cour étaient criblés de quolibets. Les orléanistes surtout, que le coup d'État avait déçus dans leurs espérances, étaient implacables. M. de Salvandy ayant dit à M. Villemain qu'il invitait à un bal de jeunes filles : « *Nous verrons danser l'avenir* », — « *J'aimerais mieux voir sauter le présent* », répondit M. Villemain, dont le mot courut tous les salons. M. Thiers se montrait plus raisonnable. « *Je n'aime pas le cuisinier,* disait-il, *mais j'aime sa cuisine.* » On annonçait l'ouverture d'un boulevard à travers le faubourg Saint-Germain. L'un pleurait d'avance son hôtel, l'autre son jardin, et les récriminations ne tarissaient pas.

Le comte de Chambord ayant écrit à un ami qu'en cas de restauration il ferait appel à toutes les capacités dont s'entourait l'Empereur, sa lettre fut interceptée et mise sous les yeux de Napoléon III. « Ah! dit-il en souriant, s'il n'a pour le servir que les capacités qui m'entourent, il ne régnera pas longtemps. »

A la représentation de *la Revanche de Lauzun* à

l'Odéon, au moment où l'Empereur et l'Impératrice entraient dans leur loge, un étudiant se mit à chanter d'une voix retentissante un vers de la chanson du *Sire de Framboisy* :

Corbleu, madame, que faites-vous ici?

auquel répondit un autre étudiant de l'extrémité opposée de la salle :

J' dans' le cancan avec tous mes amis.

L'Empereur s'avança sur le bord de la loge et regarda la foule avec calme. La représentation continua sans autre incident. On racontait que l'Empereur et l'Impératrice se promenant autour du lac du bois de Boulogne rencontrèrent une charmante petite fille jouant, sous la garde de sa bonne, à quelque distance de la voiture de ses parents. L'Impératrice, frappée de la gentillesse de l'enfant, l'embrassa tendrement, puis elle lui dit :

— Maintenant, tu vas aussi embrasser l'Empereur.

— Non, répondit l'enfant avec une petite moue, je ne veux pas embrasser l'Empereur.

— Et pourquoi cela?

— Parce que papa dit toujours que c'est un grand coquin.

Les personnes de la suite voulaient s'informer du nom des parents de cette petite révoltée.

L'Empereur s'y opposa. « Non, non, dit-il en riant ; d'après le Code civil, la recherche de la paternité est interdite. » On prétendit que l'enfant était la fille d'un sénateur légitimiste, trop facilement nommé par l'Empereur. M. Vieillard, malgré son attachement pour l'Empereur, affectait de n'appeler l'Impératrice que « la femme du prince ». On se donna le mot pour lui faire croire qu'il allait recevoir en apanage un chalet situé dans une vallée qu'il affectionnait aux environs de Saint-Cloud, et qu'il en porterait le nom avec le titre de marquis. On s'aperçut que l'idée ne lui en était pas désagréable, et que son républicanisme s'en amadouait. L'Impératrice, qui était du complot, s'en amusait fort.

Les généraux Canrobert et Bosquet avaient été nommés maréchaux. L'Empereur le leur annonça à un dîner auquel il les avait invités. Le maréchal Bosquet en fit part immédiatement à sa vieille mère par une dépêche télégraphique très laconique et très touchante :

« Ma chère mère, priez Dieu pour l'Empereur.

« Le maréchal BOSQUET. »

L'étiquette était loin d'être sévère dans la vie intime des Tuileries. Le jour des relevailles de

l'Impératrice, après le départ du corps diplomatique, celle-ci fit rappeler ses dames d'honneur et se mit à leur parler toilette. On vit tout à coup apparaître au-dessus d'un paravent la tête de l'Empereur qui s'était caché pour effrayer les dames d'honneur, et qui après avoir poussé un grand cri leur faisait la grimace. Mme de Sancy se trouvant une des plus rapprochées, il lui dit du haut de son paravent : « Eh bien ! madame, à quand le baptême de votre petit-fils Louis ? » Puis il sortit de sa cachette en continuant à plaisanter.

Il y eut le 11 février 1857 un incident très vif entre l'Impératrice et M. de Marnésia. L'Impératrice, par la terrasse du bord de l'eau, avait reconduit l'Empereur jusqu'à la place de la Concorde où son phaéton l'attendait, et elle revenait à pied à travers le jardin des Tuileries avec Mmes de Sancy et de Pierres et M. de Marnésia, entre une double haie de passants et de curieux, lorsqu'un jeune homme, fendant la foule, se plaça devant elle comme un égaré. Les personnes présentes l'arrêtèrent et le conduisirent aux Tuileries. A plusieurs reprises l'Impératrice ordonna à M. de Marnésia de le lui amener. M. de Marnésia répondit maladroitement qu'il était fou, qu'il ne pouvait le mettre « sans l'autorisation de l'Empereur » en présence de

l'Impératrice. Celle-ci s'étant levée, il se mit contre la porte pour lui barrer le passage. « Suis-je, oui ou non, l'Impératrice? » dit-elle avec un accent de colère. M. de Marnésia, tout pâle d'émotion, ne répondit rien, mais ne bougea pas. « Eh bien! puisque vous ne voulez pas me laisser passer par cette porte, s'écria l'Impératrice, je sortirai par une autre et j'irai trouver cet homme. » Elle sortit suivie de Mme de Sancy, mais M. de Marnésia l'avait prévenue et s'était empressé de faire disparaître l'individu cause de tant d'orages.

Quand l'Empereur rentra, il trouva sa femme toute bouleversée. De son côté, M. de Marnésia lui apporta sa démission. Le personnage était, paraît-il, un jeune homme exalté et amoureux, qui avait juré d'embrasser l'Impératrice. L'Empereur blâma M. de Marnésia de ne pas avoir dit tout simplement la vérité à l'Impératrice, ce qui eût évité une scène pénible. Celle-ci se plaignait que dans d'autres circonstances, notamment dans son dernier voyage aux Pyrénées, M. de Marnésia, sous prétexte de responsabilité, avait voulu faire le mentor vis-à-vis d'elle. « Je ne veux pas qu'on me traite en enfant; qu'on le sache bien, disait-elle. Qu'arriverait-il si, dans un moment de danger, par exemple, on n'obéissait pas à mes volontés, si j'avais besoin un jour de monter à

cheval et de payer de ma personne, je trouvais un homme qui, sous prétexte de « responsabilité », me refuserait ce que je demanderais? Je ne veux pas être mise en tutelle. Qu'on rende à M. de Marnésia sa lettre de démission, qu'il la déchire, mais qu'on lui dise en même temps que le plus grand fou que nous ayons vu aujourd'hui n'est pas celui que j'ai rencontré dans le jardin des Tuileries. » Cette histoire fit grand honneur à l'Impératrice ; elle prouvait une fois de plus que dans un cas donné on pouvait compter sur l'énergie qu'elle a bien montrée depuis.

La grande-duchesse Stéphanie de Bade revint aux Tuileries au printemps de 1857. Nous assistâmes le 18 avril à un dîner donné en son honneur. L'Impératrice, toujours très charitable, soutint à plusieurs reprises l'opinion qu'il fallait trouver quelque moyen d'abaisser le prix de la viande pour en rendre la consommation accessible aux ouvriers qui en ont besoin pour supporter leurs durs travaux. Elle me demanda si j'avais mangé des viandes conservées qu'on faisait venir de Crimée. Tout en faisant l'éloge de la sobriété des Espagnols, elle insista sur la nécessité de vendre la viande beaucoup meilleur marché pour que le peuple pût en manger suffisamment. Son nouveau portrait par Winterhalter me parut fort beau; elle y était représentée en robe

ponceau, ayant le Prince impérial sur ses genoux.

La grande-duchesse Stéphanie avait beaucoup connu la grand'mère de ma femme, la comtesse Lefebvre-Desnoettes, qui s'appelait comme elle Stéphanie et avait été élevée avec elle chez Mme Campan. L'hôtel Bonaparte, d'après elle, était d'abord destiné aux Tascher : mais Napoléon Ier préféra le donner au général Lefebvre-Desnoettes, son ami et son aide de camp, qui avait épousé sa cousine — Mlle Rolier-Benielli.

La grande-duchesse Stéphanie ne tarissait pas sur l'extrême bonté de l'impératrice Joséphine. Un jour, pendant qu'on était à déjeuner, on vit dans l'avenue de la Malmaison une voiture qui s'approchait. Il en descendit une jeune femme fort jolie avec un petit garçon. Personne ne la connaissait, sauf l'Impératrice qui la combla de prévenances. Elle fit ajouter deux couverts pour la nouvelle venue et son enfant. Après le déjeuner, la conversation s'étant portée sur les toilettes et les chapeaux, l'Impératrice fit cadeau à la belle inconnue d'un chapeau que tout le monde avait admiré et donna à l'enfant de superbes jouets.

— « Eh bien! dit-elle à Stéphanie, que dis-tu de ce bel enfant? Comme il lui ressemble, n'est-ce pas? »

— « A qui, madame? » répondit-elle.

— « Mais à l'Empereur. Ne sais-tu pas qui est

cette femme pour laquelle je cherche à être aimable? C'est la comtesse Walewska, et l'enfant est le fils de mon mari. »

Le 7 mai 1857, j'assistai à une fête champêtre donnée à Villeneuve-l'Étang en l'honneur du grand-duc Constantin et du duc de Nassau. L'Empereur et l'Impératrice y arrivèrent en calèche découverte avec la grande-duchesse Stéphanie. Un lunch était servi sous une grande tente, ornée de fleurs, en face de l'étang. Une seconde tente était préparée un peu en arrière avec une table de cent couverts. J'étais assis entre la fille du ministre d'Autriche et Mlle Louise Magnan, qui avait aussi pour voisin M. Golovine, un des chambellans du grand-duc Constantin. Après le déjeuner, on fit sur l'étang une partie de périssoire, petit bateau à la mode dirigé avec une seule rame; le moindre mouvement peut le faire chavirer. L'Empereur fit gravement le tour de l'île sur cette embarcation. Le grand-duc Constantin et les autres invités le suivaient des yeux. Le prince de Reuss, Galiffet et moi suivîmes son exemple. Le comte de Montebello, aide de camp de l'Empereur, voulut en faire autant, mais il tomba dans l'eau au milieu d'éclats de rire. L'Impératrice et plusieurs dames montèrent dans d'autres embarcations moins dangereuses. L'Impératrice voulut conduire elle-

même Mme de Guitaut, née Kirkpatrick, sa cousine.

On donna ensuite dans une tente couverte de tapis une représentation de chiens et de singes savants. C'était une espèce de cirque où les singes imitaient les évolutions de Franconi. Un chien plus leste que les autres sautait avec grand succès à travers des cercles de papier. L'Empereur paraissait s'amuser beaucoup; il allait caresser les singes et leur donner la main. Quand l'un d'eux faisait le récalcitrant, il le reconduisait par la main à l'Impératrice. Celle-ci s'amusait à jouer avec eux; mais la grande-duchesse Stéphanie était fort mal à son aise. « Vous n'aimez pas les singes, décidément, ma tante », lui disait l'Empereur. On alla ensuite admirer un cheval que le schah de Perse venait d'envoyer à l'Empereur par l'ambassadeur persan Feruk-Khan; ce cheval qui était superbe se cabrait d'une manière terrible. L'Empereur et le grand-duc Constantin eurent alors l'idée de grimper sur un talus de gazon qui conduisait à un pont jeté sur un des bras du lac. Le talus devint une redoute. L'Empereur y monta avec l'agilité d'un jeune homme. L'Impératrice se plaça en haut avec quelques dames, repoussant les hommes et l'Empereur lui-même qui montaient à l'assaut. Plusieurs dégringolèrent, et l'Impératrice glissa sur la pente jusqu'au pied du talus. Je l'aidai

à se relever. « J'espère, madame, lui dis-je, que vous ne vous êtes pas fait mal. » — « Non, me répondit-elle; je suis prête à recommencer. » Elle remonta en effet, tenant tête à l'Empereur et au grand-duc Constantin qui s'étaient placés parmi les premiers assiégeants. Après quelques instants de repos, l'Impératrice demanda d'organiser une partie de barres sur les bords du lac. Elle se mit dans un camp vis-à-vis du grand-duc Constantin, qui se foula le pied en jouant. Elle courait avec animation. L'Empereur semblait prendre un grand plaisir à ce spectacle. La fête dura de trois heures à cinq heures du soir.

On parlait beaucoup alors de complots contre la vie de l'Empereur qui sortait sans escorte dans Paris et qui prenait fort peu de précautions. C'était de Londres que partaient, disait-on, les assassins dont les exilés italiens et français armaient le bras. Un des projets était de l'attaquer quand il traversait l'allée des Tuileries pour suivre la terrasse du bord de l'eau, sa promenade habituelle. Il y aurait eu également des préparatifs tentés pour faire sauter sa loge au Théâtre-Français le jour de la première représentation de *Fiammina*. De la poudre fut trouvée sous la loge impériale. Le préfet de police vint ce jour-là quatre fois chez l'Empereur, le suppliant de

ne pas assister à cette représentation et disant qu'il était sur la trace des coupables. L'Empereur lui répondit de prendre ses mesures, mais qu'il était résolu à y aller. L'Impératrice, toujours énergique, ajouta qu'il ne fallait pas avoir l'air de craindre, qu'il fallait au contraire se faire voir. La salle était comble ; la surveillance de la police empêcha cette fois la mise à exécution du complot. Mais l'année suivante, le jeudi 14 janvier 1858, l'attentat ajourné se produisit à l'Opéra; les assassins étaient Orsini sous le nom d'Allsop, Pieri, Rudio et Gomez. A l'explosion de la première bombe d'Orsini, l'Impératrice se jeta sur l'Empereur en lui demandant s'il était blessé. Ce mouvement la sauva, car un fragment de la seconde bombe troua la voiture à la place même où était sa tête un instant auparavant. « Ah! cela ne finira donc pas? » s'écria-t-elle au moment où éclatait la troisième bombe. Le gaz s'était éteint; une obscurité profonde régnait dans la rue. Les cris et les gémissements des victimes, les pavés couverts de sang, les cadavres des chevaux rendaient ce spectacle navrant.

Ce soir-là ma belle-mère, Mme de Sancy, accompagnait l'Impératrice avec le général Roguet, aide de camp de service. Elle se trouvait avec Mme de Rayneval et le général Rollin dans la troisième voi-

ture. Les sergents de ville, à l'explosion des bombes fulminantes, ouvrirent les portières, et on transporta, pour éviter tout accident, ces deux dames dans la première boutique ouverte : c'était celle d'un costumier attenant alors au passage de l'Opéra. Un homme de la police les y enferma à clef pour les sauver d'une attaque possible si l'Empereur et l'Impératrice avaient péri. Elles étaient en grande toilette, des diamants au cou; cinq minutes après ce sergent de ville vint les délivrer. L'Impératrice était déjà dans sa loge, et elle s'inquiétait de leur absence (1). Je fus prévenu de l'attentat chez mon beau-frère le comte d'Arjuzon, chambellan de l'Empereur; nous courûmes ensemble tout d'abord aux Tuileries, puis à l'Opéra. La rue Le Peletier était encore dans un désordre affreux, le sol ensanglanté, deux chevaux de l'attelage de l'Empereur gisant sans vie à côté de la porte de l'Opéra, toutes les vitres de la devanture brisées; on emportait les morts et les blessés : un cheval blessé errait dans la rue. Dans les escaliers, dans les couloirs et jusque dans le foyer, on rencontrait les ministres et les personnages officiels venus pour féliciter l'Empereur. Le préfet de police Piétri dînait ce soir-là chez le frère de M. Billault,

(1) Les constatations judiciaires établirent que 156 personnes, hommes, femmes et enfants, avaient été atteintes.

et il venait de dire que ses mesures étaient si bien prises que désormais aucun attentat n'était plus possible. Il achevait à peine de tenir ce langage qu'on accourait lui annoncer le tragique événement. Quand il arriva dans la loge impériale, l'Empereur lui demanda d'un ton glacial *s'il avait bien dîné.*

Après être allé jusque dans la loge de l'Empereur serrer la main de ma belle-mère et féliciter Leurs Majestés, je me hâtai de me rendre rue d'Amsterdam rassurer ma femme qui touchait au huitième mois de sa seconde grossesse et qui n'apprit le danger qu'avait couru sa mère que lorsqu'on put lui dire qu'elle était saine et sauve.

A sa rentrée aux Tuileries, au milieu des acclamations de la foule, l'Impératrice, encore tout émue des événements sanglants qui venaient de se passer à l'Opéra, embrassa amicalement Mmes de Sancy et de Rayneval en leur donnant à toutes deux un souvenir personnel rappelant cette tragique soirée. — Mme de Reiset conserve encore aujourd'hui précieusement, au Breuil, le mouchoir brodé à son chiffre que S. M. l'Impératrice portait sur elle durant cette nuit terrible et qu'elle avait donné à sa mère dès son retour au palais des Tuileries.

A la suite de cet événement, des négociations délicates s'engagèrent avec l'Angleterre pour la restric-

tion du droit d'asile. Elles amenèrent un conflit entre le comte Walewski, ministre des affaires étrangères, et M. de Persigny, ambassadeur à Londres. Le comte Walewski annonçait qu'il se retirerait si M. de Persigny avec lequel il était en termes assez aigres était maintenu. L'Empereur fit parvenir à ce dernier le conseil de donner sa démission. Ce fut le maréchal Pélissier qui le remplaça. Un sénateur, félicitant le maréchal de sa nomination, lui dit qu'il pourrait profiter de sa situation à Londres pour étudier à loisir les forces de l'Angleterre, visiter les casernes et les arsenaux, ce qui pouvait être très utile dans le cas où éclaterait une guerre avec notre alliée. « Ah çà, monsieur, répliqua le maréchal de son ton le plus rude, me prenez-vous donc pour un espion ? » Et il tourna le dos à son malencontreux interlocuteur.

A Londres, lord Palmerston venait d'être renversé par un vote du Parlement. Lord Derby l'avait remplacé. M. Disraeli était dans le nouveau cabinet chancelier de l'Échiquier. De son aveu même, la paix entre la France et l'Angleterre était alors fort compromise. Cœur passionné, M. de Persigny avait soutenu avec trop d'ardeur l'ancien ministère, il s'était trop identifié avec son parti pour rester ambassadeur près du gouvernement qui venait de le remplacer. Il

avait oublié qu'un diplomate doit par une sage réserve conserver de bons rapports avec toutes les influences qui peuvent tour à tour s'exercer dans les pays où il est accrédité. En France même M. de Persigny, qui avait un grand ascendant sur l'Empereur, était souvent un embarras pour lui. Il aimait à donner des conseils et Napoléon III n'était pas d'humeur à en recevoir. L'ancien ambassadeur, qui avait la parole facile et qui osait beaucoup, se répandit en récriminations amères contre le comte Walewski avec qui il était depuis longtemps en rivalité.

Le nom de Malakoff qui avait été conféré au maréchal Pélissier avec le titre de duc était, paraît-il, celui d'un simple bourgeois de Sébastopol qui possédait une maison de plaisance au lieu où fut élevée plus tard la fameuse tour dont la prise avait coûté tant de sang.

L'Impératrice s'intéressait beaucoup au sort des condamnés Orsini, Pieri et Rudio; elle eût voulu obtenir leur grâce. C'était également l'avis de Piétri, préfet de police, dans l'intérêt même de la sûreté de l'Empereur. Le comte Walewski contremanda un bal masqué qu'il devait donner le jour de leur exécution (1).

(1) Le 13 mars 1858, Pieri et Orsini furent conduits au dernier supplice.

L'impression sinistre causée par ces événements ne devait pas tarder à s'effacer. La reine d'Oude étant morte à Paris, l'Impératrice témoigna le désir de voir son fils et les Indiens de sa suite. L'Empereur prit part à une petite comédie qui fut jouée à cette occasion dans le cercle le plus intime de la cour des Tuileries. MM. Lecocq, de Vareigne, de Latour-Maubourg et de Bourgoing, avec quelques dames du palais, notamment Mmes de Sancy et de Bourgoing, s'habillèrent en Indiens et vinrent un soir dans ce costume complimenter l'Impératrice. Celle-ci ne se doutait de rien ; elle prit la chose très sérieusement et elle se plaça près du prince de Danemark, de passage à Paris, pour recevoir majestueusement le prétendu prince indien. C'était M. Lecocq qui jouait ce personnage : il s'était peint de la tête aux pieds et était méconnaissable. Il fit en anglais un petit discours auquel l'Impératrice répondit ; pendant ce temps les dames voilées se prosternaient la face contre terre. Quel ne fut pas l'étonnement de l'Impératrice lorsqu'elle entendit l'Empereur partir d'un grand éclat de rire : « Ne voyez-vous pas, dit-il, que c'est une plaisanterie ? Ne reconnaissez-vous pas ces messieurs et ces dames ? » L'Impératrice se joignit en apparence à la joie générale ; au fond elle était un peu piquée d'avoir été ainsi trompée.

Le 6 avril, le bal costumé que l'exécution d'Orsini avait fait retarder eut lieu au ministère des affaires étrangères. Il était donné par la comtesse Walewska en l'honneur de l'Impératrice qui aimait beaucoup ces sortes de fêtes, l'affranchissant des exigences de l'étiquette. Il fut fort brillant. Mme de Sancy accompagnait l'Impératrice qui monta directement au deuxième étage et qui, soigneusement masquée, entra seule dans les salons par un escalier dérobé. Un peu plus tard, l'Empereur entra de la même manière. L'Impératrice avait un domino rose qu'elle changea plusieurs fois pendant la soirée. Elle avait donné rendez-vous à Mme de Sancy dans une embrasure de fenêtre : « Je suis tout à fait délaissée », lui dit-elle en riant. Elle était seule, en effet, tant son déguisement avait bien assuré son incognito. Elle se mêla à la foule et, voyant passer près d'elle M. Albedinsky, attaché à l'ambassade de Russie, elle se mit à l'intriguer. La jeune comtesse de Morny, accouchée deux mois auparavant d'une petite fille, assistait au bal, en blanc, toute poudrée. Son éclatante blancheur, sa jolie taille, ses traits fins et réguliers étaient admirés de tous.

CHAPITRE XII

La princesse Clotilde. — Mariage du prince Napoléon. — Mariage du maréchal Pélissier. — Lettres de Massimo d'Azeglio. — Mon mémoire à l'Empereur.

Pendant que les plus hauts dignitaires de l'Empire menaient une existence au moins frivole, des événements qui devaient avoir sur l'avenir du régime impérial une influence désastreuse se préparaient. En 1857, le prince Napoléon avait fait un voyage en Savoie, espérant sans doute être engagé à venir jusqu'à Turin. Depuis quelque temps déjà Napoléon III avait exprimé par des voies indirectes le désir que son cousin épousât la princesse Clotilde. Les réponses de Victor-Emmanuel étaient plus qu'évasives; il invoquait l'extrême jeunesse de sa fille, qui n'avait pas encore quatorze ans, pour éluder une union qui alors ne lui convenait nullement. Dès cette époque le comte de Cavour, très engagé depuis le congrès de Paris avec la cour des Tuileries, faisait en pure perte tous ses efforts pour amener le Roi à consentir à ce mariage.

L'année suivante, les affaires d'Italie prenaient

une tournure toujours plus menaçante. Les émigrés lombards établis en Piémont, secrètement encouragés par le comte de Cavour, fomentaient l'insurrection dans toutes les parties de la Péninsule et cherchaient à rendre la guerre inévitable. M. de Cavour, comprenant que le moment approchait de réaliser son grand dessein, mais trop éclairé pour avoir la pensée que le Piémont seul pût se mesurer avec l'Autriche, resserrait autant qu'il le pouvait les liens qui attachaient le Piémont à la France dont il voulait obtenir l'alliance offensive. C'est alors qu'eut lieu la fameuse entrevue de Plombières où il exposa le plan d'une rupture avec l'Autriche. Napoléon III l'écouta avec une certaine sympathie, mais il en profita pour parler de nouveau du projet de mariage, feignant de n'avoir pas compris le refus assez explicite qui lui avait été fait l'année précédente. Ce désir persévérant de l'Empereur parut à Cavour une occasion excellente de l'entraîner où il voulait le conduire. Il fit tout un roman de l'excessive tendresse du Roi pour sa fille, de la grande difficulté qu'il y aurait à le déterminer à s'en séparer, la princesse étant encore si jeune, à moins qu'on ne pût lui représenter ce sacrifice comme nécessaire au salut du pays. Il obtint de l'Empereur la promesse, sinon par écrit, du moins de vive voix, d'intervenir en faveur

du Piémont lorsque la guerre éclaterait. Cavour dut se contenter d'abord de promesses un peu vagues, et peu à peu, avec une peine extrême, il décida le Roi à consentir à cette union, ce qui coûtait infiniment à Victor-Emmanuel. Pendant ces pourparlers, la France témoignait de plus en plus une vive sympathie au Piémont, et elle exprimait ouvertement son intention de soutenir ce pays dans la guerre qui paraissait imminente. A Turin on était inquiet : bien des personnes se demandaient si M. de Villamarina, pour flatter le premier ministre, n'exagérait pas singulièrement le bon vouloir de l'Empereur. Les projets de mariage restèrent secrets entre l'Empereur, le Roi et le comte de Cavour. La lettre autographe, confidentielle, que le comte de Cavour écrivit de Bade à Victor-Emmanuel le 24 juillet 1858, après l'entrevue de Plombières, a été publiée par M. Giacometti (1). Elle montre quels arguments le tenace ministre employait pour vaincre la résistance du Roi.

« L'Empereur n'a pas fait du mariage de la princesse Clotilde avec son cousin une condition *sine qua non* de l'alliance, mais il a fort clairement manifesté qu'il tient ce mariage fort à cœur. Si le mariage ne se fait pas, si Votre Majesté refuse sans motifs plau-

(1) *La Question italienne.* — Période de 1814 à 1860.

sibles la demande de l'Empereur, qu'arrivera-t-il? L'alliance sera-t-elle rompue? C'est possible, mais je ne le pense pas. L'alliance se fera. Mais l'Empereur y apportera une disposition d'esprit toute différente de celle qu'il y aurait mise si, pour prix de la couronne d'Italie qu'il offre à Votre Majesté, elle lui avait accordé la main de sa fille pour son plus proche parent. S'il y a une qualité qui distingue l'Empereur, c'est la constance dans ses amitiés et dans ses antipathies. Il n'oublie jamais un service, comme il ne pardonne jamais une injure. Or le refus auquel il s'est exposé serait une injure sanglante, il ne faut pas se le dissimuler. Ce refus aurait encore un autre inconvénient; il nous mettrait dans les conseils de l'Empereur un ennemi implacable; le prince Jérôme Bonaparte, plus *Corse* encore que son cousin, nous jurerait une haine mortelle, et la position qu'il occupe, celle à laquelle il peut aspirer, l'affection, je dirais presque la faiblesse que l'Empereur a pour lui, lui donneraient beaucoup de moyens de satisfaire cette haine. Il ne faut pas se le dissimuler, en acceptant l'alliance proposée, Votre Majesté et sa nation se lient d'une manière indissoluble à l'Empereur et à la France. »

Cavour passait ensuite en revue les alliances contractées par des princesses de la maison de Savoie

avec des princes appartenant aux anciennes maisons souveraines.

« L'oncle de Votre Majesté, ajoutait-il dans cette longue et curieuse lettre, rédigée avec tant d'art et si documentée, le roi Victor-Emmanuel avait quatre filles, modèles de grâce et de vertus.

« Eh bien! quels furent les résultats de leur mariage? La première, et ce fut la plus fortunée, épousa le duc de Modène, associant son nom à celui d'un prince universellement détesté. Votre Majesté ne consentirait certes pas à un tel mariage pour sa fille.

« La seconde de vos tantes épousa le duc de Lucques. Je n'ai pas besoin de rappeler les effets de ce mariage. La duchesse de Lucques a été et est malheureuse autant qu'on peut l'être au monde.

« La troisième fille de Victor-Emmanuel monta sur le trône des Césars, c'est vrai; mais ce fut pour s'unir à un mari impuissant et imbécile, qui dut en descendre ignominieusement peu d'années après.

« La quatrième enfin, la belle et parfaite princesse Christine, épousa le roi de Naples. Votre Majesté connaît certainement les traitements grossiers auxquels elle fut exposée et les déplaisirs qui la conduisirent à la tombe avec la réputation d'une sainte et d'une martyre. Sous le règne du père de Votre Ma-

jesté, une autre princesse de Savoie fut mariée, c'est la cousine de Votre Majesté, la princesse Philiberte... Cette princesse fut-elle plus heureuse que les autres? Et est-ce son sort que Votre Majesté voudrait réserver à sa fille? »

Il montrait d'ailleurs toutes les cours catholiques d'Europe fermées à un projet d'alliance avec la maison de Savoie.

« La lutte de Votre Majesté avec l'Autriche, ses relations sympathiques avec la France rendent impossibles des sympathies avec les maisons de Lorraine et de Bourbon. Ces exclusions réduisent le choix de Votre Majesté au Portugal ou à quelque principauté allemande plus ou moins médiatisée. »

A son retour de Plombières, on informa de ce projet sous le sceau du secret Mme de Villamarina, gouvernante des enfants de Victor-Emmanuel, en lui recommandant d'y préparer peu à peu la princesse, — ce qu'elle refusa net, disant que cela était contre sa conscience. Le comte de Cavour lui répondit : « Eh bien! si vous dites un mot, si vous faites la moindre allusion défavorable à ce mariage, ou si vous en parlez à âme qui vive, vous perdrez votre situation sur l'heure. » Comme elle tenait avant tout à ne pas quitter la princesse à laquelle elle était tendrement dévouée, elle promit de garder

le silence, et elle le fit si bien que M. de Villamarina ne se douta de rien.

Victor-Emmanuel, assiégé chaque jour par le comte de Cavour, persuadé que le salut du pays réclamait ce sacrifice et qu'il s'assurerait ainsi l'appui de la France, autorisa son ministre à en parler à la princesse en sa présence. Il ne voulait pas le faire lui-même, craignant de trahir son émotion par le tremblement de sa voix. Ce fut donc le comte de Cavour qui se chargea de cette mission. Il fit valoir auprès de la princesse que l'Italie lui devrait sa délivrance. A ces mots, elle se borna à répondre : « Puisque mon père me propose cette alliance, elle ne peut être que convenable et heureuse pour mon avenir. Je me soumets donc aveuglément et avec pleine confiance à la volonté du Roi. » Mais en le regardant, elle vit des larmes dans ses yeux. Elle se jeta à son cou en disant : « Que me proposez-vous? Serai-je donc malheureuse? » Le Roi et surtout M. de Cavour s'efforcèrent de la tranquilliser, lui faisant voir ce mariage sous les plus brillants aspects. Victor-Emmanuel lui dit cependant que le prince n'était pas d'une grande beauté, pour la préparer à une première entrevue. Elle ne fit aucune observation, mais cela servit à amortir sa première impression quand elle vit son fiancé pour la première fois.

La demande officielle fut faite par le prince Jérôme, ancien roi de Westphalie. Sa lettre, courte et digne, avait été préparée par le comte Walewski. Elle rappelait que la famille Bonaparte avait toujours été l'amie du Piémont dans les bons et dans les mauvais jours. Suivant l'usage de la correspondance entre souverains, elle se terminait par ces mots : *Votre bon frère*.

Le prince Jérôme hésitait à accepter cette rédaction. « Je sais bien, dit-il, qu'au ministère des affaires étrangères tous les mots ont été pesés. Cependant puis-je parler comme roi? Au fond, oui; quand on l'a été, c'est un caractère indélébile, c'est un titre qu'on ne peut plus perdre. Walewski a raison. » Et il signa.

Le prince Napoléon arriva à Turin, et la nouvelle du mariage se répandit en ville comme l'éclair. On ne voulait d'abord pas y croire, d'autant plus qu'à la cour on n'en soufflait mot. On ne sut que plus tard l'entrevue. Après quelques moments que le Roi passa seul avec le prince, il appela à haute voix : « Clotilde ! » La princesse, qui attendait dans une pièce voisine, se présenta. Elle portait une robe de gaze rouge de Chambéry. « Voici le prince Napoléon, dit Victor-Emmanuel; voici ma fille. » Puis il frappa sur l'épaule du prince en lui disant : « Maintenant

c'est à vous de faire votre chemin », et il alla tambouriner sur la fenêtre pour ne pas troubler ce premier entretien. La ville et le pays tout entier s'élevèrent contre ce mariage. Au bal donné par M. de Cavour en l'honneur du prince Napoléon, toutes les dames de l'aristocratie s'abstinrent. Dans toutes les classes de la société on parlait avec désapprobation de cette union qui ne pouvait flatter en rien l'amour-propre national et qui ne pouvait promettre un heureux avenir à cette jeune princesse si aimée. Le pays était attaché à l'ancienne dynastie de la maison de Savoie dont il est fier. Le prince de Carignan se jeta aux pieds du Roi et lui demanda grâce, lui parlant de son père, de sa mère, invoquant le souvenir de sa femme qu'il aurait tuée, disait-il, si Dieu la lui avait conservée, en persistant dans son projet. Il répondit: « C'est trop tard. » Le général Alphonse de La Marmora lui parla aussi avec beaucoup d'énergie et lui dit qu'il n'avait pas le droit de sacrifier sa fille malgré l'opinion contraire du pays; que loin de servir la *santa causa,* cela lui porterait malheur. Il fut inexorable. Comme il le disait, il était trop tard. C'était pour être en présence d'une décision irrévocable que, prévoyant l'opposition que rencontrerait ce mariage, Cavour avait si bien gardé le secret.

Il avait été d'abord décidé que le mariage se ferait par procuration et qu'on attendrait le mois de mars, époque à laquelle la princesse Clotilde devait avoir accompli sa seizième année. Mais l'Empereur, averti du triste accueil fait à Turin à ce projet d'union, en hâta la célébration sans tenir compte des convenances et des usages, craignant que cette violente opposition fît manquer une alliance à laquelle il attachait le plus grand prix.

La princesse Mathilde elle-même n'avait rien su; elle se montra froissée de ce que son frère ne l'avait jamais entretenue de ses projets. Elle n'en avait eu connaissance qu'au dernier moment.

La princesse Clotilde avait un empire extraordinaire sur elle-même. Elle était peu expansive; on lui reprochait de manquer de sensibilité, ce qui n'était pas, elle se dominait avec fermeté en toute chose, voilà tout! Elle avait supporté avec beaucoup de fermeté et un grand sentiment religieux la mort de sa pauvre mère; elle avait alors treize ans. Tout récemment elle venait d'être privée par une intrigue de cour de Mlle de Foresta qui l'avait élevée.

Avec son esprit très fin et très juste, elle se sentait supérieure à son entourage. Aussi, lorsqu'elle fut fiancée, elle interrompit sèchement une des dames de la cour qui commençait à lui parler du prince,

sans doute pour en faire l'éloge, lui disant qu'elle était très contente du choix du Roi, mais qu'elle voulait rester recueillie en elle-même et ne pas en parler. Elle se montra gracieuse et même prévenante pour son fiancé; à dîner, au bal, partout où elle se trouvait avec lui, on la voyait toujours souriante. Lui était distrait; il paraissait ne lui parler que par politesse; il lui disait des choses aimables, affectueuses, comme on les dit à un enfant. Elle garda constamment un aplomb incroyable. Au bal de la cour elle voulut présenter au prince toutes les dames, et comme il cherchait à éviter cette corvée, elle lui dit d'un petit air bien résolu avec son joli sourire : « Allons, venez; c'est convenable, et cela me fera plaisir. » Il fallut bien obéir. Le contrat de mariage fut signé par toutes les personnes de la cour qui se trouvaient présentes, hommes et femmes. Lorsque les princes se retirèrent, la princesse Clotilde s'approcha du prince Napoléon qui était distrait et regardait en l'air. Elle lui dit : « Donnez-moi le bras; maintenant nous allons saluer tout le cercle des assistants. » Elle fit une très charmante révérence; lui salua gauchement et d'un air ennuyé.

Le jour du mariage, au moment d'entrer dans la *capella regia*, la princesse qui avait dénoué sa palatine de fourrure fut fort embarrassée par son voile

pour l'enlever. Elle se tourna vers le prince et lui dit en souriant, mais avec un petit air très impératif : « Eh bien ! est-ce que vous ne m'aiderez pas ? » — ce qu'il fit alors avec empressement et très adroitement. La princesse prononça à haute et intelligible voix le *oui* sacramentel ; mais elle, toujours si rose, était d'une grande pâleur ; ses lèvres, toutes blanches aussi, tremblaient. Qu'a-t-elle pensé pendant ces quinze jours ? Personne ne le sut. Elle avait un très grand pouvoir sur elle-même, et elle n'avait aucun besoin de faire des confidences. Elle dit seulement qu'elle avait prié avec ferveur, demandant à sa mère de la guider dans sa décision et que maintenant elle était tranquille.

Le roi de Wurtemberg, se trouvant à Nice, envoya son grand écuyer, le baron de Taubenhein, pour complimenter le Roi à l'occasion du mariage. A un dîner chez le comte de Cavour où la marquise Salvator de Villamarina faisait les honneurs, le prince Napoléon avait dit : « Je crains qu'on ne dise du mal de moi à la princesse. Il ne faut pas lui parler de mon passé : l'avenir ne lui ressemblera pas. »

Les nouveaux mariés partirent pour Gênes deux heures après la bénédiction nuptiale. Le Roi et le prince de Carignan les accompagnèrent. Le prince Napoléon et la princesse Clotilde occupèrent les

appartements du roi Charles-Albert et de la reine Marie-Thérèse qui étaient contigus. Le docteur Riberi était allé chez le prince Napoléon pour lui parler de la grande jeunesse de la princesse et des ménagements que son âge exigeait. Pendant les deux premiers mois les nouveaux époux passèrent la nuit dans des appartements séparés : le prince Napoléon l'avait promis pour que la santé de la princesse ne souffrît pas d'un mariage prématuré. Mme de Villamarina couchait dans son appartement afin de veiller à ce que cette condition fût respectée.

Le 1er février 1859, le prince Napoléon et la princesse Clotilde s'embarquèrent à Gênes à bord de la *Reine-Hortense,* aux cris mille fois répétés de : Vive l'Empereur ! Victor-Emmanuel accompagna sa fille jusque hors du port. Quand il la quitta, il lui prit la tête dans les deux mains et il l'embrassa avec effusion, les larmes aux yeux. La princesse garda une impassibilité étonnante; son extrême pâleur trahissait seule son émotion.

Lors de son entrée à Paris, le couple impérial fut assez froidement accueilli. « Elle porte la guerre avec elle », disait-on dans la foule. Mais à la cour l'impression fut excellente. On trouva la jeune princesse fort agréable : elle plut à tout le monde. Le samedi 5 février, dès son arrivée, l'Impératrice lui

dit : « Vous verrez ce soir le corps diplomatique; mais si cela vous intimide, vous ne serez pas obligée de parler à tous. » — « Je compte bien leur parler, répondit la princesse; c'est un devoir pour moi, je le ferai. »

J'ai assisté à l'ouverture des Chambres; elle était très joliment habillée en soie rose. Lorsque l'Empereur parla de *son bien-aimé cousin*, je remarquai qu'elle s'était agitée avec satisfaction sur son fauteuil. Il y avait toujours aux abords du Palais-Royal grande foule pour l'apercevoir. Lorsque je suis allé m'y inscrire, les gamins montaient sur les épaules des bourgeois afin de mieux voir dans les voitures.

Le mariage du maréchal Pélissier, duc de Malakoff, avec une cousine de l'Impératrice avait eu lieu quelque temps auparavant. Il défrayait la malignité publique. On racontait que le maréchal, le soir de ses noces, en prenant congé de l'Empereur à une heure du matin, lui avait dit : « Sire, soyez assuré que je vais faire mon devoir. » Les mauvais plaisants ajoutaient que l'Impératrice ayant fait prendre le lendemain des nouvelles de sa cousine, il lui avait été répondu : « M. le maréchal va aussi bien que possible, mais pour Mme la maréchale, elle est toujours dans le même état. » On prétendait que la duchesse de Malakoff était fort peu heureuse à

Londres, son mari se montrant pour elle jaloux et brutal.

Depuis le mariage du prince Napoléon, la situation internationale s'aggravait tous les jours. Le 17 février, il y eut aux Tuileries un dîner auquel je fus invité avec ma femme. En entrant dans le salon, l'Empereur dit à Mme de Reiset qu'il s'était fait un peu attendre parce que, pendant qu'il se rasait, il avait joué avec le Prince impérial qui s'amusait à lui barbouiller la figure de savon. Après avoir recommencé deux fois son petit manège, l'enfant voulait continuer ce jeu. « Encore! papa, encore! » disait-il. « Je n'aurais pas fini de m'habiller, si j'avais dû l'écouter », dit l'Empereur. Les préoccupations des affaires d'Italie étaient le sujet de toutes les conversations. Les quatre grandes puissances, — la Russie, la Prusse, l'Angleterre et la France, — proposaient un congrès à l'Autriche. L'Empereur m'en parla. Je lui exprimai mon opinion sur la formation d'une confédération italienne : il paraissait m'approuver. « Il est impossible, lui dis-je, d'arriver à ce résultat par des négociations. La guerre seule, limitée à l'Italie, fera céder l'Autriche. » Je lui dis que j'avais fait autrefois pour M. Walewski un mémoire sur la situation de l'Italie, et que j'avais remis à M. de Bassano une lettre de Massimo d'Azeglio, datée du

13 février, que je croyais de nature à l'intéresser. « Je la lirai avec plaisir, ainsi que votre mémoire sur l'Italie, me répondit l'Empereur. Que contient la lettre d'Azeglio? » — « Il assimile l'Italie à vingt-cinq millions de cadavres qui, si on les enterrait, donneraient la peste aux alentours. » L'Empereur sourit, et tortillant sa moustache : « C'est bien cela, dit-il d'un ton triste, *il y a là beaucoup à faire!* » Je lui ai parlé de mon désir de continuer à le servir dans les affaires d'Italie. « Vous savez, Sire, combien d'années j'ai passé en Piémont et la part que j'ai prise aux événements de 1848. » — « Oui, certainement, je le sais. » — « Ne m'oubliez donc pas lorsque le moment sera venu de vous servir utilement en Italie, en cherchant à mettre à exécution la grande pensée politique de Henri IV, *la confédération italienne qui devrait avoir pour président le Souverain Pontife*. Je ne sors pas de là; c'est seulement à ce projet que je voudrais concourir dans l'intérêt de la France, de l'Italie et de l'Empereur lui-même. Le reste, c'est la révolution en Europe : elle amènerait un état de guerre sans fin et l'établissement de la République partout. » — « Je vous le promets. » — Nous parlâmes aussi de Cavour et de Rosine, ayant l'un et l'autre, à des points de vue bien différents. une grande influence sur la situation intérieure du Pié-

mont. Parmi les convives se trouvaient mes deux anciens chefs, M. Ferdinand Barrot et le général de Castelbajac. J'avais pour voisin M. Armand Lefèvre, conseiller d'État, directeur des fonds au ministère des affaires étrangères, père de mon camarade Lefèvre de Behaine qui a été ambassadeur à Rome. L'Impératrice, belle comme toujours, portait comme coiffure un nœud de ruban rouge grenat surmonté d'une aigrette. J'avais remis à l'Empereur, en même temps que la lettre de Massimo d'Azeglio, un mémoire qui résumait mon opinion sur la situation de l'Italie. Je l'avais préparé sur la demande de M. Walewski depuis le mois de décembre 1858. Je n'ai pas la prétention d'être prophète, mais, descendant d'une vieille race alsacienne, je ne puis relire sans un serrement de cœur ce que j'écrivais alors de l'unité de l'Italie devant conduire fatalement à l'unité de l'Allemagne.

Rapport présenté à l'Empereur sur les affaires d'Italie en février 1859.

« Lorsque l'Autriche récupéra, à la suite des événements de 1814, les provinces lombardo-vénitiennes, elle comprit la nécessité d'y ménager au premier abord le sentiment national que la France y

avait ranimé et entretenu en les réunissant sous la dénomination caractéristique de royaume d'Italie et en leur accordant un gouvernement indépendant à bien des égards et tout à fait distinct. Aussi dans ses premières proclamations l'Autriche annonça-t-elle explicitement l'intention non seulement de respecter la nationalité italienne, mais encore de lui faire de plus amples concessions qu'elle n'en avait eu de la France même. A l'entendre, cette nationalité n'aurait pas désormais de plus sincère partisan, ni de plus ferme soutien que la maison de Habsbourg. La conduite du cabinet de Vienne ne tarda pas à démentir ce séduisant langage, qui n'avait eu d'autre but que de ménager une transition au retour de sa domination et de la faire accepter sans troubles ni secousses. Les populations se résignèrent en effet et passèrent sans trop se plaindre du régime français au régime autrichien qui commençait par de si belles promesses. Mais elles s'aperçurent bien vite combien ces promesses étaient illusoires ; elles virent bientôt qu'elles dépendaient entièrement de Vienne pour les plus petits détails d'administration comme pour les plus hautes questions de gouvernement, que le titre de vice-roi dont était décoré l'archiduc qu'on avait mis à leur tête ne lui donnait en réalité pas plus de pouvoir qu'à un simple gouverneur, et que ce titre

était le seul indice qui constatât encore l'existence d'un royaume lombardo-vénitien. Si l'Autriche en était restée là, si elle avait usé à l'égard de ses sujets italiens de la même balance qu'à l'égard de ses autres sujets, si elle les avait admis dans de justes proportions aux emplois élevés de la cour, de la diplomatie, de l'armée et de la magistrature; si elle avait dépensé dans leur utilité une part convenable des impôts qu'elle en percevait; si, en un mot, elle les avait traités comme ils avaient droit de l'être, il est probable qu'ils se seraient à peu près habitués à sa domination et qu'ils auraient à la longue préféré au titre de citoyens italiens, qui n'aurait plus été pour eux qu'un vague souvenir historique, la qualité de sujets autrichiens qui leur assurait la jouissance de tous les avantages inhérents à un grand et puissant empire. Mais loin de là, quand elle eut mis assez de soldats en Lombardie, qu'elle y eut fortifié assez de places pour se croire en mesure de parer à toutes les éventualités, elle ne garda plus aucun ménagement envers elle et finit d'une exigence à l'autre par la traiter vraiment en pays conquis. Alors, par l'organe de son premier homme d'État, elle disait tout haut ce mot devenu si célèbre : « L'Italie n'est qu'une expression géogra« phique. » Mot imprudent qui donnait la juste mesure des sympathies de l'Autriche pour l'Italie et des vues

ambitieuses qu'elle avait sur elle pour l'avenir. Dès ce moment il ne fut plus possible aux Italiens d'avoir encore confiance en la maison de Habsbourg et de fonder sur elle leurs espérances. Ils furent blessés au cœur, et leur sentiment national se réveilla plus vif que jamais. Non, se dirent-ils, un pays qui compte comme le nôtre vingt-cinq millions d'habitants, parlant la même langue et professant la même religion, un pays qui a jadis réalisé la monarchie universelle, un pays qui a donné la première impulsion à la civilisation moderne et qui n'a cessé de produire des hommes éminents dans toutes les branches des sciences et des arts, un pays enfin à qui Dieu a donné pour frontières naturelles une vaste ceinture de mers, agrafée par une longue chaîne de hautes montagnes, un tel pays ne saurait être une pure expression géographique, et, si morcelé que l'aient fait nos malheurs ou nos discordes intestines, il tendra tôt ou tard à reprendre assez de cohésion pour compter encore parmi les grandes nations européennes.

« La justesse de ces réflexions, la légitimité de ces aspirations ne pouvaient être raisonnablement contestées. L'Autriche commit la faute de se refuser à les reconnaître et de n'avoir pas vu quel parti elle pourrait en tirer. En effet, si, au lieu de tromper et d'opprimer le sentiment national italien, elle s'était

donné la mission de le modérer et de le conduire, elle aurait pu y puiser un nouvel élément pour sa propre force et sa propre grandeur. En accordant, suivant ses promesses, au royaume lombardo-vénitien un régime semblable à celui que lui avait fait la France, non seulement elle se serait concilié son affection, mais elle aurait encore vu se tourner vers elle les sympathies du reste de l'Italie, elle serait devenue le point de mire de ses aspirations les plus généreuses, comme l'avaient déjà été au moyen âge quelques-uns des empereurs d'Allemagne; la révolution n'ayant pas pour prétexte et pour levier le sentiment national n'aurait pas eu de raison d'être et n'aurait pas si souvent agité l'Italie, ou si quelque mouvement s'y fût néanmoins produit, c'eût été probablement au profit de l'Autriche. Celle-ci se serait vue amenée par la force des choses à constituer elle-même *une confédération italienne*, dont elle aurait tenu les rênes et qui lui aurait merveilleusement servi plus tard pour ressaisir celles de la confédération germanique, prêtes à lui échapper. Au lieu d'embrasser cette noble politique, elle a préféré celle qui consistait d'un côté à absorber la Lombardie-Vénétie dans l'individualité autrichienne et à la séparer à jamais du reste de l'Italie en tâchant de la faire entrer dans la confédération germanique, et d'un autre

côté à empêcher tout rapprochement des autres États italiens entre eux, à y fomenter la désunion entre gouvernements et gouvernés, de manière à les maintenir continuellement dans sa dépendance par le besoin que ceux-là pourraient à chaque instant avoir d'elle contre ceux-ci.

« Qu'est-il résulté de cette politique? Le sentiment national italien, méconnu et comprimé qu'il était par l'Autriche et par les gouvernements qu'elle inspirait, s'allia à toutes les autres causes de mécontentement, à tous les ferments de mauvaises passions ; il descendit dans les sociétés secrètes et engendra cette effroyable propagande qui fait aujourd'hui de l'Italie la terre classique de l'esprit de révolte et d'anarchie, comme elle l'a été autrefois des sciences et des arts. Ensuite, un beau jour, l'un des principaux gouvernements que l'Autriche prétendait de plus en plus river à sa politique en secoua brusquement le joug, et à la faveur de bouleversements extraordinaires en Europe il saisit d'une main hardie et ferme ce drapeau de l'indépendance italienne qu'elle s'était flattée d'avoir abattu à jamais. De ce jour tout espoir de se réconcilier avec l'Italie, tout espoir de ressaisir son ascendant moral a été perdu pour l'Autriche. Il ne lui reste plus d'autre parti à prendre que de s'enfoncer de plus en plus dans la nécessité de l'arbitraire

et de la violence qu'elle s'était créée et de resserrer davantage le seul lien qui l'attachât à l'Italie, celui de la force. Plus ce lien est devenu étroit et plus l'Italie éprouve le besoin de le briser, plus elle sent qu'elle ne peut être tranquille et heureuse qu'elle n'en soit entièrement délivrée.

« Mais comment secouer ce joug? Jusqu'ici tous les efforts que l'Italie a tentés dans ce but ont été vains, tous les secours sur lesquels elle a compté tour à tour lui ont fait faute au moment suprême. Le carbonarisme constitutionnel a échoué en 1821. Le radicalisme unitaire trouble depuis trente ans l'Italie sans avoir jamais produit autre chose que de misérables et ridicules échauffourées, presque aussitôt étouffées qu'entreprises. Le fédéralisme de 1848 n'a pas eu de succès durables. La guerre de cette époque, commencée dans les circonstances les plus favorables et sous les plus heureux auspices, a tourné contre ses auteurs; elle n'a servi qu'à rendre plus pesants les fers qu'il s'agissait de briser et à replacer sous l'influence autrichienne tous les États d'Italie, à l'exception du Piémont. Celui-ci même n'est parvenu à y échapper que par l'appui qu'il a trouvé auprès de la France.

« L'Italie a donc essayé de toutes les combinaisons possibles pour écarter par ses propres forces le joug

qu'elle porte avec impatience et pour constituer sa nationalité. Elle n'a réussi dans aucune, mais ses malheurs ne l'ont pas abattue, et chaque année elle est prête à recommencer une nouvelle lutte, elle n'attend qu'une occasion favorable pour tenter de nouveaux efforts. La valeureuse Italie est donc aujourd'hui dans un état de fièvre et de maladie qu'il faut secourir au plus tôt; secourons-la en évitant même, si cela est possible, la guerre, car son premier résultat serait de ruiner ce beau pays qu'il faut délivrer.

« Il semble, par conséquent, qu'elle devrait être bien convaincue de son impuissance; il n'en est pas ainsi cependant. Sans parler de ce chimérique et incorrigible parti qui se donne le titre de républicain unitaire et que ses excès ont désormais voué à l'exécration de tout ce qu'il y a d'honnêtes gens en Europe, sans parler de ce parti qui croit pouvoir, à lui seul, sauver un jour l'Italie, il y a le royaume de Sardaigne, qui, se sentant fort de la protection que la France et l'Angleterre lui ont accordée et plein de sécurité derrière le rempart que ces deux puissances lui font contre l'Autriche, est devenu le quartier général de l'indépendance italienne, où se prépare depuis dix ans une nouvelle expédition en Lombardie. Il n'attend évidemment qu'une occasion favorable

pour la tenter, et jusque-là on ne saurait l'en blâmer; mais cette occasion ne se présentant pas assez vite au gré de ses désirs, il dirige tous ses efforts pour la faire naître. Par le retentissement de sa tribune et de sa presse il a entretenu l'agitation dans le reste de l'Italie, au risque de la faire éclater dans son propre sein, par une attitude hautaine, agressive, vis-à-vis de l'Autriche et des gouvernements de la Péninsule Le parti qui domine depuis dix ans en Piémont a espéré ou déterminer une explosion chez leurs sujets, ou pousser à bout la patience des cabinets de Vienne et de Naples, provoquer ainsi de leur part l'initiative de la guerre. Or, dans l'une ou l'autre de ces éventualités, il comptait sans doute sur le concours de l'Angleterre et de la France, ou tout au moins de l'une de ces deux puissances pour arborer de nouveau l'étendard de l'indépendance d'une confédération italienne.

« Supposons maintenant que pour les affaires des provinces danubiennes ou pour celles de l'Italie la France ait déclaré la guerre à l'Autriche, et examinons quelle serait la position de la France dans cette hypothèse. La Russie et la Prusse ne seraient peut-être pas fâchées de cette guerre : l'une pour des motifs de vengeance, l'autre pour des motifs de rivalité ; mais elle ne serait certainement pas vue du

même œil par l'Angleterre et la Confédération germanique. Des considérations d'un intérêt majeur dans les Indes ou sur les bords du Rhin retiendraient seules leur penchant à se déclarer contre nous. Toutes ces puissances garderaient au moins l'attitude menaçante de la neutralité, verraient avec un sentiment de jalousie et de crainte nos succès et ne négligeraient rien pour nous empêcher d'en recueillir le fruit. Outre les dangers dont cette neutralité serait remplie pour la France, elle lui ôterait la liberté de ses opérations et l'obligerait à concentrer toute la guerre dans la haute Italie. Par contre, l'Autriche, rassurée sur toutes ses autres frontières, pourrait lancer la majeure partie de ses forces sur la seule partie de son territoire qui pourrait être attaquée. C'est donc seulement dans la haute Italie qu'aurait lieu le duel entre la France et l'Autriche. Dans de telles conditions deux puissances aussi bien armées qu'elles ne sauraient se porter en quelques mois l'une à l'autre des coups décisifs. Avant d'être maîtresse de la haute Italie, la France aurait à remporter une longue série de victoires ; elle aurait à prendre Mantoue, cette Sébastopol autrichienne, Vérone, Peschiera et quelques autres places de moindre importance. Tout cela exigerait sans doute les constants efforts de plusieurs années pendant

lesquelles les provinces lombardo-vénitiennes auraient certainement été ravagées en tous sens et épuisées de toutes manières. Le premier résultat de la guerre serait donc de ruiner entièrement le pays même qu'il s'agissait surtout de délivrer.

« D'un autre côté, si par les armes seulement l'Autriche était définitivement chassée de ses provinces italiennes, à qui les donnerait-on ? Que ferait-on à Florence, à Rome, à Naples? Sur quelles bases constituerait-on la nationalité italienne ? Comme ces questions sont brûlantes ! Comme leur solution est hérissée de difficultés de tout genre! Après avoir fait d'immenses sacrifices pour l'Italie, la France ne s'y trouverait-elle pas, quand il s'agirait de l'organiser, en opposition avec le Piémont, avec les populations, avec tel ou tel parti qui dominerait l'opinion dans le moment? Ne verrait-elle pas contrecarrer avec acharnement, et au dedans et au dehors, les mesures par lesquelles elle voudrait asseoir sur des bases solides et durables l'avenir de l'Italie ? Il lui faudrait alors compter avec les susceptibilités et les jalousies de toute l'Europe, et peut-être leur abandonner tout le fruit de ses victoires pour ne pas amener une conflagration générale. La réunion d'un congrès pour régler les affaires d'Italie deviendrait alors inévitable, et la

France serait moins sûre d'y faire prévaloir ses vues que si elle n'avait jamais tiré l'épée. Il est donc de la dernière évidence qu'il n'est pas de son intérêt de chercher à résoudre toute seule par la force de ses armes la question italienne. Une telle résolution serait d'ailleurs une contradiction flagrante avec les principes que S. M. l'empereur Napoléon III a solennellement déclaré vouloir être la base de ses relations avec les autres puissances et qu'elle a si religieusement observés jusqu'ici. Après avoir manifesté le désir de faire entrer dans le droit des gens cette règle qu'aucune guerre ne puisse désormais éclater que la légitimité de ses causes n'ait été préalablement discutée dans un congrès européen et que celui-ci n'ait épuisé tous les moyens de conciliation, il n'est pas probable que la France, reniant tout à coup cette noble pensée, déclare brusquement la guerre à l'Autriche sans que celle-ci ait ouvertement violé quelque traité et uniquement pour hâter l'arrangement des affaires d'Italie.

« En résumé, il est hors de doute que de toutes les nations du monde la France est celle qui professe les plus vraies et les plus vives sympathies pour l'Italie et en particulier pour le Piémont, celle qui sera toujours prête à les protéger, à les défendre, à faire pour eux des sacrifices. Mais jamais elle ne

leur subordonnera, je l'espère bien, ses propres intérêts et ceux de l'Europe. Elle a d'ailleurs trop de modération pour prétendre trancher à elle seule la question piémontaise, *sous laquelle se cache celle de l'unité de l'Italie*. Son rôle se borne donc aujourd'hui à s'en occuper activement, à engager les autres puissances à s'en occuper de même, et à continuer à semer ainsi les jalons dont les premiers ont été posés par elle, il y a quelques années, dans les conférences de Paris, et qui mèneront sûrement tôt ou tard à ce congrès européen où se régleront définitivement les destinées de l'Italie. Que ce beau et intéressant pays attende donc avec un peu plus de patience et de confiance le résultat des bons offices de la France, et qu'il se garde bien d'en reculer le moment ou d'en compromettre d'avance le succès par des actes aussi imprudents et intempestifs que le serait un mouvement révolutionnaire ou une déclaration de guerre du Piémont à l'Autriche.

« J'ai assurément beaucoup de sympathie pour l'Italie, mais avant tout je suis Français, et il ne faut pas marcher trop vite, aveuglément, car *l'unité de l'Italie que certains souhaitent produirait du même coup l'unité de l'Allemagne*, que nous avons tout lieu de craindre dans l'avenir et d'éviter dans notre propre

intérêt, pour la sécurité et la stabilité même du gouvernement impérial (1).

« Comte DE REISET. »

Trois jours après, le 20 février, à un bal intime donné aux Tuileries, l'Empereur s'approcha de moi et tira de sa poche pour me la rendre la lettre de d'Azeglio que je lui avais fait communiquer par le duc de Bassano. « Elle est curieuse et m'a bien intéressé; j'en ai souligné les passages les plus frappants », me dit-il en me la remettant. « Cette lettre aura maintenant un double prix pour moi », lui répondis-je. Nous parlâmes de nouveau de l'Italie, de ma pensée dominante : l'établissement de la confédération italienne, le projet de Henri IV, avec le pape souverain à Rome, et rien que cela, qui est déjà beaucoup. L'Empereur termina l'entretien en me disant : « J'aurai de la patience et de l'énergie. Nous verrons plus tard ce qu'il y aura à faire. »

La princesse Clotilde assistait au bal. Elle était en noir à cause du deuil d'une des archiduchesses de

(1) A cette même époque, Emmanuel d'Azeglio, neveu de Massimo, ministre de Sardaigne à Londres, ayant, sur les instances de M de Cavour, exprimé à lord Palmerston le plan de l'unité de l'Italie et sa pleine confiance dans le concours de l'Angleterre pour en arriver à ce résultat, le noble lord lui répondit gravement par ces paroles prophétiques : « La question est de savoir, monsieur, si la France ne craindrait pas ainsi d'avoir à son flanc une seconde Prusse. »

Toscane, morte récemment grosse de trois mois. Elle dansa avec le prince de la Tour d'Auvergne qui devait repartir le lendemain pour Turin : elle faisait vis-à-vis à la princesse Mathilde.

J'avais encouragé d'Azeglio à écrire de nouveau à l'Empereur par mon intermédiaire. Je reçus de lui une seconde lettre fort longue, datée de Rome les 11-14 mars 1859. Elle fut mise, comme la première, sous les yeux de Napoléon III. Lorsqu'il me la fit rendre, les passages qui l'avaient frappé étaient encore soulignés par lui.

Le 25 mars, après avoir dîné chez M. Drouyn de Lhuys, j'assistai à un concert donné aux Tuileries. L'Empereur me répéta qu'il avait lu avec intérêt les nouvelles lettres de d'Azeglio que je lui avais communiquées, et qu'il avait engagé le comte Walewski à écrire à son ambassadeur à Rome en faveur du malheureux comte Adolphe Spada, de Pesaro, ami de d'Azeglio, qui, compromis par des lettres anonymes, se trouvait impliqué dans un procès politique. Massimo d'Azeglio, qu'on mettait volontiers en évidence lorsqu'il s'agissait de missions honorifiques, venait d'être envoyé à Londres pour porter au prince de Galles le grand collier de l'Annonciade; il devait rester pendant quelque temps en Angleterre et revenir ensuite me revoir à Paris.

Voici le texte de cette lettre de Massimo d'Azeglio ; les passages en italique sont ceux qui ont été soulignés ou marqués au crayon par l'Empereur.

« Rome, 11 et 14 mars 1859.

« MON CHER AMI,

« Je suis à Rome depuis dix jours, sans avoir pu trouver le moment de m'asseoir pour écrire. Ce ne sont pas les difficultés de ma mission qui m'ont pris mon temps, mais bien les empressés qui pleuvent sur moi du matin au soir. A la lettre, on ne me donne pas le temps de m'habiller. Enfin, aujourd'hui, j'ai tiré le verrou et je ne veux pas tarder un instant à répondre à votre bonne lettre. Elle contient une parole qui excite en moi des sentiments que j'ai besoin d'exprimer, et je vous prie de vous en rendre l'interprète auprès de S. M. l'Empereur. Je me sens pénétré envers lui de la plus vive reconnaissance pour l'attention qu'il a daigné prêter à mes observations sur les affaires actuelles. Pour ce qui se rapporte à l'Italie, elles sont le fruit d'une longue expérience, ainsi que d'études suivies ; elles sont en outre l'expression de convictions sincères. C'est là tout leur mérite. Encouragé par une si haute bienveillance, je ne saurais m'arrêter. Je continue

donc et je vais d'abord vous exposer quelques idées sur ce qu'il y aurait de possible dans une reconstitution des États italiens. Elle peut arriver de deux manières : par la guerre comme par les négociations. Dans le premier cas, le champ du possible s'étend indéfiniment, et je pense que pour le moment on peut se borner à établir certaines données desquelles, à mon avis, on ne devrait pas s'écarter. L'Italie est constituée, comme nation, en trois races d'une origine bien distincte. La vallée du Pô jusqu'à Bologne, même Ancône, est peuplée par les descendants des envahisseurs venus du nord avant la fondation de Rome. Depuis l'Apennin jusqu'à Rome, c'est les anciens Tirreni, les Pelasgi, les Etrusci. Depuis Rome jusqu'à Reggio, la race est phénicienne, grecque, etc. : c'est toujours la *Magna Grecia* avec son caractère et ses traditions. Prenez ces divisions comme à peu près, bien loin de l'exactitude scientifique. Telles que je vous les présente, elles suffisent pourtant, à mon avis, pour signaler les différences essentielles qui existent entre les populations de la Péninsule et pour établir la convenance qu'il y aurait à faire passer dans le principe politique une division résultant de la nature des choses. Quant à la Sicile, que j'ai étudiée et visitée trois fois, je suis convaincu que jamais une annexion ne réussira; les Siciliens s'y refuseront toujours, et il

serait, selon moi, préférable de les constituer comme quatrième État italien plutôt que d'avoir à les comprimer continuellement. La question du Pape est la plus difficile pour la raison que le Pape de l'étranger n'est pas le Pape des Italiens. Pour les premiers, c'est le pontife, le vicaire de Jésus-Christ; pour les seconds, c'est le souverain s'appuyant à la domination étrangère, c'est le Vicaire impérial du moyen âge. En touchant à sa souveraineté, on a à résoudre le difficile problème de ne pas trop blesser des convictions entièrement opposées. Comme toujours il faudra transiger et que les deux partis fassent des concessions. On pourrait faire de la ville de Rome et d'un territoire de quelques milles quelque chose comme Hambourg : l'administration entre les mains d'un sénat, avec le sénateur traditionnel; la souveraineté au Pape et une riche liste civile fournie par les États catholiques. Vous pensez bien que je ne prends pas moi-même fort au sérieux tout ce beau plan. J'ai pourtant cru que dans l'attente d'un avenir où l'imprévu joue un si grand rôle, il est bon de tout dire. Qui sait? On pourrait parfois frapper juste sans trop s'en douter. Je passe maintenant à examiner ce qui pourrait être obtenu par la voie diplomatique. Je crois vous l'avoir déjà écrit, qu'à mon avis *l'émancipation réelle et définitive de la droite du Pô non seule-*

ment serait un résultat magnifique et fécond en résultats encore plus importants dans un prochain avenir, mais que peut-être, pour le moment, ce serait la solution à préférer. En politique je crois que la marche la plus sûre est de faire une chose à la fois. L'Italie, en ce moment, ressemble à un homme qui a été longtemps malade et enchaîné. Vous ne pouvez pas dire à ces hommes-là : « Voici un cheval et des armes, monte dessus et bats-toi. » Ils vous répondront : « Mais je meurs de faim, mes membres sont engourdis, mon bras est sans vigueur ! » et ils auront raison. Dieu sait si je plains les Lombardo-Vénitiens du fond de mon âme, mais pour eux comme pour tous il s'agit de bien faire et non de faire vite. Il s'agit de remettre un peu de sang dans les veines de cette pauvre nation exténuée, afin qu'elle ait la force de concourir, elle aussi, à sa régénération. A quoi bon la rendre indépendante d'un coup, *si elle n'a pas les qualités nécessaires pour défendre et garder son indépendance? A ce propos*, je dois pourtant vous dire qu'il y a un immense progrès en Italie. Je l'ai constaté. Partout j'ai rencontré abdication entière des partis DEVANT L'IDÉE NATIONALE ; *disposition aux sacrifices partiels;* on est résolu à souffrir et *à attendre. Si on voit que sérieusement on met la main à l'œuvre, on n'aura point la prétention que la besogne s'achève d'un seul coup. Ceux qui n'auraient*

rien gagné diront : « Ce sera notre tour plus tard. » Mais il ne faut pas s'y tromper, tout ceci ne saurait finir par une déception. Vous comprenez qu'il y a en Italie une grande anxiété et quelque méfiance aussi. Voici le thème que j'ai adopté et que depuis Turin j'ai répété partout : « *Non so se sarà pace o guerra ; non so cosa si guadagnerà precisamentè, ma sono certo che in niente tutto questo non finisce* (1). » On pourrait répondre que cette promesse est bien vague, *et pourtant pas un qui ne s'en soit montré satisfait! Je prêche avec soucis* la modération, montrant la différence qui existe entre 1848 et 1859. Alors chaque État agissait isolément au milieu du désordre général; aujourd'hui l'Europe organisée jouant une grande partie avec toutes ses forces morales comme matérielles, sous la pression des intérêts généraux et de l'opinion publique, *j'en tire la conséquence que notre plus grand intérêt à nous consiste à en obtenir le suffrage; nous l'avons perdu, dis-je à tout le monde, par la mort de Rossi et la fusillade du Quirinal.* Sachons le regagner par notre modération, *par notre sagesse à ne pas vouloir l'impossible* et par notre énergie à réprimer les mauvaises passions du parti démagogique. Eh bien! à ces idées nouvelles,

(1) Je ne sais si ce sera la paix ou la guerre; je ne sais pas ce qu'on gagnera précisément, mais je sais que tout cela ne finira pas en rien.

pour cette partie surtout de l'Italie, *je ne rencontre que des adhésions,* et je regarde comme à peu près certain que je réussirai à empêcher tout mouvement dirigé contre la personne et la dignité du Pape, dans Rome du moins, mais toujours sous la condition expresse que le *niente* sera exclu. Je crois que même dans le cas de l'évacuation on pourra tenir ces gens tranquilles. A ce sujet je veux vous dire mon idée. Évidemment c'est l'Autriche qui l'a conseillée, probablement pour amener les choses au dilemme suivant: Une fois Rome évacuée, ou il y aura des désordres, et il faudra bien y revenir; en outre, on compte sur quelques actes odieux qui perdraient la cause italienne dans l'opinion publique; ou bien, tout le monde reste tranquille, et on pourra bien dire: «Voyez-vous ces gens qu'on disait si maltraités et si mécontents!» Cette explication me paraît préférable à celle de quelques journaux qui croient que l'Autriche, n'ayant que quelques étapes à faire, reviendrait seule, etc. LA FRANCE *n'a accoutumé personne à s'imaginer qu'on peut se moquer d'elle, à si peu de frais.* Mon Dieu, mon cher ami, aurez-vous jamais la patience de me suivre à travers toutes ces feuilles que je vous envoie? J'en doute, et aussi j'en reste là pour le moment, vous demandant pardon de ma prolixité, mais je n'ai pas le temps d'être bref.

« Avant de fermer ma lettre, j'ai une prière à vous adresser à genoux, et vous savez qu'on ne m'y voit pas souvent. Voici la chose : on fait beaucoup d'arrestations en province sur des dénonciations anonymes. Ces accusés sont jugés par des commissions spéciales, vous savez ce que cela signifie. On a arrêté le comte Adolphe Spada, de Pesaro, mon intime ami depuis quinze ans. Il est à Ferneo sous la griffe d'un certain Collemasi, *processante* (1) de la pire espèce. J'affirme sur l'honneur que Spada est un parfait honnête homme dont je réponds, et il est impliqué dans un procès d'assassinat politique datant de sept ou huit ans. Dieu sait quel est son accusateur. Je sais, par contre, qu'au temps de la République il a fait beaucoup de bien à Pesaro et empêché des désordres. La réaction lui a ôté sa place de conservateur des hypothèques. Des malheurs de famille l'ont réduit presque à l'indigence. Je lui avais trouvé de l'emploi en Piémont pendant que j'étais ministre; il a refusé, disant qu'il avait des dettes et ne voulait pas se dérober à ses créanciers. Voilà l'homme qu'on traite d'assassin et qui est peut-être exposé à recevoir la bastonnade. Mon but serait de trouver le moyen de le faire exiler. Voyez ce qu'on est réduit à demander pour ses amis. Une fois exilé, il viendrait à Turin, et il aurait

[1] Faiseur de procès.

échappé à cette affreuse barbarie. Mon cher et bon Reiset, voyons, mettez-vous en quatre et tirez-moi ce brave homme des geôles de Nardoni. Dieu vous bénira, vous et les vôtres, et vous sécherez les larmes de toute une famille. Il me passe mille projets par la tête. C'est peut-être extravagant, ce que je dis; mais si l'Empereur en était instruit? Je le sais bien, il y en a des centaines dans le cas du pauvre Adolphe; mais pour celui-ci, du moins, on peut être bien sûr qu'on sauve un honnête homme. Et si Mme de Rayneval voulait en parler à l'Impératrice? Enfin vous êtes un homme de cœur, vous êtes mon ami ; si vous ne me venez pas en aide, c'est que vous n'en avez pas trouvé le moyen, j'en suis sûr. Seulement, je vous supplie de me le faire savoir le plus tôt possible, car alors je chercherai le moyen de le faire sauver.

« Mercredi, j'aurai mon audience de Sa Sainteté à laquelle je suis chargé de présenter les hommages de Sa Majesté. Après cela, ma mission est finie. Mais en partant j'ai dit au Roi que, puisqu'il m'envoyait dans un pays où j'ai passé mes meilleures années, je le priais de m'y laisser quelque temps. Dans ce qui peut arriver il est possible qu'il y ait quelque chose de bon à faire et quelque chose à empêcher. Je vais m'y appliquer. Malheureusement, je n'ai plus la

libre disposition de mes membres, et ma jambe me fait souffrir pour peu que je dépasse certaines limites et que je me fatigue. Patience, la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a.

« Veuillez présenter mes amitiés à Mme de Reiset; et si vous avez quelque chose à me mander, adressez-le-moi à Rome, sans oublier qu'on ouvre les lettres des hommes dangereux tels que votre dévoué

« Max AZEGLIO.

« Rome, 14 mars 1859.

« *P. S.* — On voudrait faire ici un don de chevaux à l'armée piémontaise, mais on craint d'être mis en prison. Croyez-vous qu'on pourrait trouver moyen de les garantir? »

CHAPITRE XIII

L'empereur Napoléon III. — Le comte Walewski et le comte de Cavour. — La guerre d'Italie. — Formation de l'armée. — Départ de l'Empereur.

La communication des lettres de Massimo d'Azeglio à l'Empereur eut un résultat assez inattendu. Le comte Walewski dit au comte de Cavour que tous les Italiens, notamment d'Azeglio, ne pensaient pas comme lui. Cavour en parut tout surpris et annonça que pour dissiper tout malentendu, il ne tarderait pas à envoyer Massimo d'Azeglio en France. Ce dernier arriva en effet et fut reçu le 27 avril par l'Empereur. Napoléon III lui dit que si l'Autriche acceptait un congrès auquel le Piémont fût représenté, comme le désiraient les trois grandes puissances, la Russie, la Prusse et l'Angleterre unies à la France, il faudrait désarmer. M. Walewski faisait tout ce qui dépendait de lui pour amener, sans faire la guerre, une solution honorable du conflit. Mais il était souvent en désaccord avec l'Empereur, sur qui le prince Napoléon exerçait une mauvaise influence, poussant à la guerre à tout prix et employant tous les moyens

pour exciter l'Empereur. Il cherchait même à discréditer la politique du comte Walewski et reprochait à l'Empereur ce qu'il appelait *ses lâchetés.* — « Vous êtes, lui disait-il, entre une lâcheté et un principe : choisissez. »

Un article officieux qui avait paru dans le *Constitutionnel* du 14 janvier 1859 marqua combien étaient différentes les tendances de l'Empereur et celles de son ministre dans les affaires d'Italie. Le 11 janvier, mon ami intime M. de Billing, chef du cabinet, avait porté aux Tuileries de la part du comte Walewski ce projet d'article. « Il y a à boire et à manger dans cet article », dit l'Empereur qui l'avait lu rapidement et n'en paraissait pas satisfait. Il prit un crayon et en changea lui-même la fin dans un sens plus net et plus énergique. De retour au ministère, M. de Billing rapporta au comte Walewski la conversation qu'il venait d'avoir avec l'Empereur, et il lui fit part des changements apportés au texte primitif. M. Walewski s'en montra à son tour fort mécontent. Il renvoya M. de Billing aux Tuileries avec une lettre dans laquelle il disait à l'Empereur qu'il ne pouvait faire aucun changement à la publication projetée, qu'ainsi modifiée la rédaction n'aurait plus de sens, et qu'il préférait renoncer à l'article. L'Empereur, après avoir pris connaissance de

cette lettre, céda. « Il paraît que Walewski tient bien à son article, dit-il. Qu'il l'imprime tel qu'il est, je n'y tiens pas autrement. » Napoléon III voulait habituer la France à l'idée d'une guerre en Italie contre les Autrichiens, et il désirait cette guerre tandis que le comte Walewski faisait tout ce qui dépendait de lui pour l'éviter.

Le désaccord entre l'Empereur et son ministre était tel que, le 9 mars 1859, Napoléon III écrivait à ce dernier :

« Pour que *notre entente cordiale* soit durable, il faut que tout soit bien concerté entre nous et que tout ce qui sort du ministère des affaires étrangères ait bien mon cachet... Mon estime finirait par s'évanouir, et, fort de mon amour pour tout ce qui est grand et noble, je foulerais aux pieds la raison même, si la raison prenait le manteau de la pusillanimité. Quoique je dise le contraire, j'ai profondément gravés dans le cœur les tortures de Sainte-Hélène et les désastres de Waterloo; voilà trente ans que ces souvenirs me rongent le cœur; ils m'ont fait affronter, sans regret, la mort et la captivité; ils me feraient affronter, ce qui plus est encore, l'avenir de mon pays. »

Le 17 avril, je passai la soirée chez le ministre; le baron de Rothschild s'y trouvait. Il nous a raconté

sa conversation avec Cavour qui a été reproduite dans les journaux. Cavour lui avait dit: «Monsieur le baron, si je me retire du ministère, il y aura une hausse de trois francs, n'est-ce pas?» — «Vous êtes trop modeste, lui répondit Rothschild, vous valez mieux que cela.» Le puissant financier était loin de s'attendre à ce que ses paroles fissent le tour de l'Europe. Le comte de Cavour alla immédiatement les répéter à MM. Laffitte et à bien d'autres, accusant Rothschild d'être venu chez lui *pour lui tirer les vers du nez.* — «Ai-je besoin de M. de Cavour pour être au courant des nouvelles? me dit le baron de Rothschild. Il n'a répété mon mot que pour se hausser davantage encore dans l'esprit des Italiens. Il est toujours le même, rempli d'orgueil et de vanité. Il aime à se faire encenser par son entourage. Azeglio est tout autre; c'est un homme droit et honnête, celui-là.»

Le comte Camille de Cavour avait un compte ouvert à la maison Rothschild. Ayant à y prendre quelque argent pendant qu'il était à Paris, il écrivit au baron: «Quoique vous ayez refusé de l'argent pour notre dernier emprunt en Piémont, j'espère que vous ne m'en refuserez pas pour dîner pendant mon séjour à Paris.»

La rupture avec l'Autriche était imminente. Le

jeudi 21 avril, à dix heures et demie du soir, Frédéric de Billing fut chargé par le comte Walewski de porter à l'Empereur la dépêche télégraphique par laquelle le cabinet autrichien refusait les quatre propositions appuyées par les grandes puissances. Après l'avoir lue attentivement, Napoléon III, révélant sa pensée secrète, dit : « Ah ! c'est un refus ; je craignais qu'ils n'acceptassent. » Le 23, à quatre heures, les envoyés autrichiens portèrent à M. de Cavour la lettre du comte Buol sommant brutalement le Piémont de désarmer et de renvoyer les volontaires dans un délai de trois jours.

C'était la guerre. Le dernier train du chemin de fer partait de Turin pour Milan à cinq heures moins un quart. Le comte de Cavour n'ayant remis sa réponse aux envoyés autrichiens qu'à six heures, ils ne purent le prendre. Fort embarrassés et ne voulant pas rester jusqu'au lendemain dans une ville ennemie, ils se rendirent auprès de M. de Cavour et lui demandèrent de mettre un train spécial à leur disposition. Le ministre piémontais y consentit avec une bonne grâce pleine de courtoisie, et les envoyés, qui venaient de porter la guerre, quittèrent Turin en usant des généreuses facilités accordées par leurs ennemis.

On dut se hâter en France pour former l'armée qui devait marcher au secours du Piémont. Il y avait

à Paris un grand mouvement de troupes. Un de mes amis rencontra trois soldats qui avaient bu à leurs futurs succès. L'un d'eux, plus *lancé* que les autres et ne comprenant rien à la politique et aux événements qui se préparaient, dansait le cancan en criant : « Nous allons bientôt rosser ces diables de Piémontais. » — « Quelle tripotée nous allons leur donner! » disaient les deux autres. Deux de mes beaux-frères, MM. de Sancy de Parabère, faisaient partie de l'expédition. L'un était déjà à Gênes, au 2e régiment étranger; l'autre, Gaston de Sancy (1), était à Tours, au 6e hussards (colonel Valabrègue), et il s'apprêtait à partir. Le 23 avril, ma belle-mère, désirant se rendre à Tours pour embrasser son fils avant son entrée en campagne, demanda à l'Impératrice si elle savait par l'Empereur à quelle époque le régiment Valabrègue quitterait cette ville. « Je le demanderai à l'Empereur, dit l'Impératrice, et s'il doit partir très prochainement, je vous engagerai à ne pas attendre la fin de votre semaine pour aller embrasser votre fils. » Il se passa alors un incident par lequel le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, donna contre lui prise aux hostilités qui le guettaient à la cour.

Le maréchal, dont le patriotisme avait été mis à l'épreuve pendant la guerre de Crimée, craignait

(1) Plus tard, lieutenant-colonel de cavalerie.

extrêmement l'Empereur. « Je n'aime pas, disait-il lui-même, à résister à l'Empereur. » C'était un spécialiste, administrateur médiocre; mais quand les intérêts de la France étaient en jeu, il savait les défendre avec beaucoup de finesse et d'indépendance (1).

Sur la demande que lui fit l'Impératrice pour donner satisfaction au désir de Mme de Sancy, l'Empereur, après une longue conversation avec le maréchal Vaillant, lui dit sans s'expliquer davantage : « Le 6e hussards est en marche, n'est-ce pas? » Le maréchal Vaillant, croyant voir dans cette question l'expression d'un désir de l'Empereur, s'empressa de lui répondre qu'il avait donné des ordres pour le départ du régiment, et qu'il ne doutait pas qu'il n'eût déjà quitté Tours. L'Empereur lui dit : « Je veux le savoir d'une manière certaine. » Le maréchal écrivit sur un chiffon de papier ces mots au crayon : « Écrivez-moi que le 6e régiment de hussards a reçu l'ordre de quitter Tours. » Il remit ce billet plié en quatre au général de Béville, qui était dans le salon d'attente, avec prière de le renfermer dans une enveloppe et de l'adresser à son officier d'ordonnance au

(1) V. Camille Rousset, *Histoire de la guerre de Crimée*, t. II, p. 292 et suiv.; général Canonge, *Histoire et art militaires* (en cours de publication), t. II, p. 62, 63 et 98.

ministère de la guerre. Le général de Béville déplia le petit billet et en lut le contenu. Il s'empressa de le faire lire à un des écuyers de l'Empereur qui était de service ce soir-là. Quelques instants après, la réponse, dictée d'avance, arriva aux Tuileries, et le maréchal la remit à l'Empereur. Pendant ce temps l'Impératrice avait fait au bois de Boulogne sa promenade ordinaire, et Mme de Sancy, brûlant du désir de ne pas laisser partir son fils sans l'embrasser, faisait ses apprêts de départ pour Tours. L'Empereur, fort préoccupé, ne revit l'Impératrice qu'en se mettant à table pour le dîner. « Mme de Sancy, lui dit-elle, part pour Tours à tout événement sans attendre la réponse que vous avez demandée. Y trouvera-t-elle encore son fils ? » L'Empereur parut contrarié et répondit que le maréchal lui avait annoncé le départ du régiment comme un fait accompli. « Il faut éviter à Mme de Sancy un voyage fatigant, ajouta-t-il ; il est encore temps d'aller jusqu'au chemin de fer. Chargez-vous de cela, monsieur de Lagrange. » Déjà Lagrange quittait la table pour se rendre à cheval à la gare d'Orléans, d'où Mme de Sancy ne devait partir qu'à huit heures, lorsque le général de Béville s'approcha de l'Impératrice pour lui dire de ne pas envoyer M. de Lagrange à la gare, attendu qu'il avait la preuve certaine que Mme de Sancy trouverait encore son fils

à Tours et ne ferait pas ainsi un voyage inutile. Fort intrigués, l'Empereur et l'Impératrice voulurent après le dîner être mis au courant de ce qui s'était passé. Le général de Béville, heureux de prendre en faute le maréchal Vaillant, raconta alors toute l'histoire du billet et en révéla le contenu.

L'incident fut relevé par les ennemis du maréchal. L'Empereur l'emmena comme major général de l'armée d'Italie.

Débordé par la nécessité d'improviser, accablé par les plaintes arrivant de tous côtés à Napoléon III, le maréchal Vaillant fut pendant la campagne au-dessous de cette mission à laquelle son passé ne le préparait nullement (1).

De son côté, le prince Napoléon n'aimait pas le maréchal Vaillant, et lorsqu'on lui parlait de lui, il disait : « Je ne le connais plus et n'ai aucun rapport avec lui. Je trouve cette netteté dans nos rapports plus facile, plus convenable et plus utile. Je le tiens pour un autre animal que le sanglier ! Voilà tout, il le sait, et j'en suis bien aise. »

L'Impératrice avait remis à Mme de Sancy deux médailles de la sainte Vierge pour ses fils. En revenant de Tours, ma belle-mère trouva chez elle une

(1) Général Canonge, *Histoire et art militaires*, t. II, p. 115, 198, 200 et 201.

lettre parfaite de Sa Majesté dont elle fut profondément touchée :

« Tuileries, le 26 avril.

« Le général Espinasse est venu hier prendre congé de moi. J'ai profité de cela pour lui recommander votre fils ; ainsi nous aurons de ses nouvelles, et si, comme je n'en doute pas, il a hérité des qualités de son grand-père et de l'énergie de sa mère, nous le verrons revenir avec une gloire qui lui sera propre, ce qui le rendra, s'il est possible, plus cher à votre cœur. Le rôle des femmes est souvent plein d'abnégation, et j'ai été bien heureuse de voir que chez vous elle n'est pas seulement portée au plus haut point, mais qu'encore le sentiment du devoir maîtrise les plus fortes émotions. J'apprécie d'autant plus cette qualité que je la trouve plus rare tous les jours.

« Croyez, chère Madame de Sancy, à ma véritable et tendre amitié.

« EUGÉNIE. »

Lorsque Mme de Sancy alla remercier l'Impératrice, elles suivirent ensemble sur la carte les étapes que devait faire Gaston de Sancy pour se rendre de Tours à Lyon. « Il va s'amuser en Italie, dit l'Impé-

ratrice; les jeunes gens aiment tant la guerre! Il y aura des succès de toute sorte. Les Italiennes ne sont point insensibles, dit-on, aux charmes des Français. Consolez-vous, ajouta-t-elle en riant; il donnera de grands coups de sabre à nos ennemis, et il contribuera peut-être à l'accroissement de la population en Italie.»

Le mardi 3 mai, il y avait réception aux Tuileries, je m'y rendis ; il y avait grande foule. L'Empereur y faisait ses adieux. Il était calme, comme toujours; ses yeux étaient très fatigués; sa figure, plus pâle que d'habitude, témoignait d'un excès de travail, de veilles et de préoccupations. La chaleur était étouffante. Au moment où l'Empereur rentra dans ses appartements, M. de Flamarens, sénateur, cria : Vive l'Empereur! et tout le monde suivit son exemple.

Le 10 mai, jour du départ de l'Empereur, il avait entendu une messe au château, entouré de toute sa cour et des grands dignitaires; puis, avant de rentrer dans ses appartements, il avait serré une dernière fois la main de la plupart des personnes qui se trouvaient rangées sur son passage; les larmes coulaient sur bien des visages. L'Empereur était visiblement ému. A cinq heures et demie du soir, les voitures de la cour vinrent le prendre au pavillon de l'Horloge pour le conduire à la gare de Lyon. Au dernier

moment on apporta le prince impérial. L'Empereur, les larmes aux yeux, l'embrassa à plusieurs reprises sur les marches du vaste portique du pavillon de l'Horloge. L'Empereur remit son fils aux mains d'une de ses gouvernantes qui pleurait, et durant toute cette scène le petit prince ne cessait de crier: Papa! papa! papa! en l'embrassant de tout son cœur. Avant de partir, l'Empereur, qui était en petit uniforme, ayant aperçu parmi les personnes présentes le maréchal Randon, le prit à part et causa quelques minutes avec lui dans le salon des huissiers, lui donnant sans doute ses derniers ordres et adoucissant par des témoignages de confiance le regret que le maréchal éprouvait de ne pas partir pour l'Italie. L'Empereur savait qu'il n'était pas satisfait de sa récente nomination au ministère de la guerre. « Il paraît que l'Empereur me préfère le maréchal Vaillant, avait-il dit, et qu'à ses yeux je ne suis qu'un bon administrateur, voilà tout. » Il était très peiné de ne pas suivre l'Empereur, et il ne s'en cachait pas.

Pendant ce temps l'Impératrice montrait à Mmes de Lourmel et de Rayneval, qui étaient ce jour-là de service auprès d'elle, des portraits de l'Empereur et du prince impérial qui avaient été faits la veille par le photographe Disdéri.

Quelques jours avant le départ, l'Empereur avait

fait venir le duc de Padoue, cousin de Mme de Sancy de Parabère, et lui avait dit : « Mon cher duc, je viens vous demander de me rendre un service. J'ai pensé à vous pour être ministre de l'intérieur. » Le duc, qui ne s'y attendait nullement, en fut fort surpris ; il répondit qu'il n'avait rien à refuser à l'Empereur. L'Empereur l'embrassa alors et lui expliqua ses intentions et ses vues pendant son absence. La duchesse de Padoue fut désolée d'apprendre que son mari avait accepté une si lourde tâche dans un moment si critique. La nomination du duc de Padoue fut bien accueillie par l'opinion ; on le savait dévoué à l'Empereur et très honnête.

Avant de partir des Tuileries, l'Empereur embrassa mon beau-frère d'Arjuzon en lui disant qu'il le ferait venir en Italie s'il voyait la nécessité d'y avoir un chambellan. Il s'approcha de la duchesse de Cambacérès qui pleurait et l'embrassa, ainsi que le duc de Bassano. Il donna des poignées de main à ceux qui l'entouraient, et il monta en calèche découverte, ayant à sa gauche l'impératrice ; le colonel Reille était sur le devant. Ce fut une ovation lorsqu'il sortit du guichet des Tuileries pour entrer dans la rue de Rivoli ; toutes les fenêtres étaient garnies de monde, les femmes agitaient leurs mouchoirs en jetant des bouquets sur la voiture de l'Empereur. La foule se

rua sur son passage en faisant entendre les acclamations les plus chaleureuses. Les cris de : Vive l'Empereur! vive l'Italie! retentirent jusqu à la Bastille, comme une traînée de poudre.

J'avais vu la veille l'Empereur aux Tuileries; je lui avais adressé mes vœux en prenant congé de lui. J'avais eu la curiosité de le voir passer encore dans la rue de Rivoli au moment de son départ. Je m'étais donc placé au coin de la grille du Louvre, derrière un sergent de ville qui m'avait paru un peu moins rigoureux que les autres. Lorsque la calèche passa, je fis quelques pas en avant. L'Empereur me vit, me fit un signe de la main pour bien faire voir qu'il me connaissait. « Ah! l'Empereur vous connaît bien, monsieur», me dit le sergent de ville, et il me laissa passer. Je pus m'approcher de l'Empereur, qui me tendit la main en souriant. « Que Dieu protège Votre Majesté! » m'écriai-je. A ce moment la foule, dans son enthousiasme, voulait absolument dételer les chevaux et traîner la voiture impériale jusqu'à la gare. L'Empereur debout et dominant cette scène s'y opposa. « Je suis en retard, dit-il; il faut que j'arrive promptement à la gare. Merci, mes amis. » D'après d'autres personnes, il aurait ajouté : « Ne m'arrêtez pas; l'ennemi est là-bas. L'armée française m'attend pour le combat et la délivrance de l'Italie. »

L'Impératrice accompagna l'Empereur jusqu'à Montereau. Pendant le trajet, elle était encore tout émue de la manière dont la population les avait accueillis dans la rue de Rivoli. A Montereau, la scène fut également très touchante. L'Impératrice était en larmes, et ses cheveux défaits tombaient sur son beau visage. L'Empereur l'embrassa à plusieurs reprises en la serrant sur son cœur; il se disposait à monter dans le wagon lorsque l'Impératrice le retint encore quelques instants pour distribuer aux personnes de la suite de l'Empereur quelques petites médailles en argent de la sainte Vierge. Lorsqu'elle voulut en donner une au prince Napoléon, celui-ci répondit en souriant « qu'il n'avait pas foi en ces sortes de choses »; la médaille étant tombée fut ramassée par Mme de la Roncière-le Noury, dame du palais de la princesse Clotilde qu'elle avait accompagnée. La princesse l'attacha pieusement avec une épingle à la redingote de son mari qui s'en défendait.

Cependant, en quittant sa femme, le prince avait les larmes aux yeux. A la gare de Lyon, quelques personnes crièrent : «Vive le prince Napoléon! » mais bientôt on fit taire cette manifestation.

L'Impératrice retourna à Paris, où elle allait exercer la régence, présidant le conseil des ministres, remplis-

sant avec grandeur toutes les attributions de la souveraineté. D'après les bruits de la cour, contrairement aux habitudes de l'Empereur qui écoutait beaucoup et qui restait toujours calme et froid, l'Impératrice se laissait entraîner un peu trop à une volubilité de paroles toute féminine. Il ne manquait pas de ministres qui, en bons courtisans, applaudissaient à cette éloquence. L'Impératrice montrait une vive intelligence, mais en même temps beaucoup d'esprit de contradiction, n'écoutant pas assez les avis et se laissant emporter par son premier mouvement. Elle était, en un mot, tout l'opposé de l'Empereur. Elle avait cependant de grandes qualités, beaucoup de cœur, de générosité, d'honnêteté native : on sentait qu'elle aurait, à l'occasion, beaucoup de courage. Toujours inspirée des sentiments les plus nobles, elle a pu se tromper, mais elle n'a jamais eu qu'un but : l'honneur et la gloire de la France.

Au début de la guerre, je reçus encore une lettre de d'Azeglio.

« Turin, 1er juin 1859.

« MON CHER GUSTAVE,

« Je vous ai écrit longuement il y a une quinzaine de jours, et je crains que ma lettre ne se soit égarée. N'allez pas croire au moins que je sois devenu exi-

geant sur le chapitre des *réponses*. Seulement je regretterais la perte de ma lettre par la raison qu'elle contenait une annexe à laquelle j'attache quelque importance. Veuillez m'en dire un mot. Quelques jours après mon arrivée, j'ai reçu une nouvelle mission. Je suis chargé de la formation d'une nouvelle brigade composée de volontaires qui accourent du midi de l'Italie. N'allez pas croire que je me mêle de corps francs. Il est question de régiments de ligne, et soyez tranquille quant à leur discipline. Je ferai en sorte que ce soient des baïonnettes aussi peu intelligentes que possible. Cette formation aura ses dépôts hors du Piémont. C'est une assez rude tâche, mais, comme on me donne pour appui un petit corps déjà organisé de bons Gianduja, j'espère en venir à bout sans encombre.

« Les affaires vont bien jusqu'ici, comme vous le verrez par les journaux. Le Roi fait bien quelques folies; mais comme ce sont des folies de bravoure, le moyen de se mettre en colère? J'espère que tout votre monde va bien et que l'*amie d'enfance* (1) n'est pas en train d'oublier mon apparition. Mettez-moi aux pieds de Mme Walewska et rappelez-moi au souvenir du comte.

« Et les photographies! On me les demande, et

(1) C'est ainsi qu'il appelait affectueusement la comtesse de Reiset.

vous seriez bien aimable de me les envoyer. J'ai fait avoir une médaille de remerciements à M. Disdéri. Est-il content?

« Tout à vous.

« AZEGLIO. »

La guerre qui devait ajouter les noms illustres de Magenta et de Solférino à la liste des victoires françaises allait s'engager. Loin de tirer profit de ses sacrifices, la France modifiait à son détriment l'équilibre européen. Jalousée, redoutée par les grandes puissances, elle ne devait pas tarder à voir se former sur ses frontières, au milieu de l'indifférence ou de l'hostilité mal déguisée des autres nations, les compétitions les plus redoutables. Les sanglantes batailles qu'elle livrait dans les plaines de la Lombardie étaient le prélude de celles qu'elle devait livrer quelques années plus tard sur son propre sol pour la défense, hélas! infructueuse de ses plus belles provinces.

APPENDICE

I

CÉRÉMONIAL

approuvé par Sa Majesté l'Empereur, pour la solennité du serment de Son Altesse Impériale Monseigneur le Grand-Duc Michel Nicolaiévitch, à l'occasion de sa majorité.

I

La Cour et l'Expédition des Cérémonies adresseront au Saint-Synode, à toutes les Charges de la Cour, aux personnes de distinction des deux sexes, ainsi qu'aux Ministres étrangers, l'invitation de se réunir au Palais d'Hiver, le 26 novembre courant, à onze heures et demie du matin, les Dames en costume russe et les Cavaliers en habit de gala.

II

Avant le commencement de la Cérémonie, des détachements de la Garde, avec leurs drapeaux, seront placés dans toutes les salles du Palais, depuis celle des Concerts jusqu'à la galerie des Portraits; la compagnie des Grenadiers du Palais sera rangée dans la galerie des Portraits, et des détachements de toutes les Écoles militaires dans la salle Saint-Georges.

III

A midi et demi, les insignes Impériaux, savoir : la Couronne, le Globe et le Sceptre, seront portés de la salle des

Diamants à la grande Chapelle de la Cour, escortés par un officier et six sous-officiers de la compagnie des Grenadiers du Palais; dans la Chapelle, ces insignes seront placés sur une table, qui aura été préparée à cet effet, à gauche du pupitre, disposé devant les Portes Saintes, pour la Croix et l'Évangile.

IV

Ces insignes impériaux, précédés de deux fourriers de la Cour, de deux Maîtres des Cérémonies et du Grand Maître des Cérémonies, seront portés, sur des coussins de drap d'or, par des Dignitaires des deux premières classes ayant chacun pour assistants deux secondes Charges de la Cour.

V

Avant la sortie de Leurs Majestés Impériales, les Ministres étrangers, ainsi que les membres du Conseil de l'Empire, les Sénateurs, les Chevaliers de l'ordre de Saint-Georges, qui ne se trouveront pas sous les armes, seront introduits dans la Chapelle par le Grand Maître des Cérémonies et y occuperont les places qui leur seront destinées, de même que les autres personnes auxquelles il aura été ordonné de se tenir dans la Chapelle.

VI

Lorsque tout sera prêt pour la Cérémonie, Sa Majesté l'Empereur en sera informé par le Ministre de sa Maison, qui aura l'honneur de prendre ses ordres, et le cortège se mettra en marche dans l'ordre suivant :

1. Les fourriers de la Cour et les fourrriers de la Chambre, marchant deux à deux.
2. Les Maîtres des Cérémonies et le Grand Maître des Cérémonies.

3. Les Gentilshommes de la Chambre, les Chambellans et les secondes Charges de la Cour, marchant deux à deux, les moins anciens en avant. Le dignitaire en fonctions de Maréchal de la Cour, les insignes de sa charge à la main.
4. Les Grandes Charges de la Cour, deux à deux, les moins anciens en avant. Le Grand Maréchal, les insignes de la charge à la main.
5. Sa Majesté l'Empereur avec Sa Majesté l'Impératrice, suivi du Ministre de sa Maison, ainsi que de l'Aide de camp général et de l'Aide de camp de l'Empereur, de service.
6. Leurs Altesses Impériales Monseigneur le Tzarevitch Grand-Duc Héritier et Madame la Tzarevna Grande-Duchesse Marie Alexandrovna.
7. Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse Douairière de Mecklembourg-Schwerin.
8. Leurs Altesses Impériales Messeigneurs les Grands-Ducs Nicolas Alexandrovitch et Alexandre Alexandrovitch.
9. Leurs Altesses Impériales Monseigneur le Grand-Duc Constantin Nicolaïévitch et Madame la Grande-Duchesse Alexandra Josephovna.
10. Leurs Altesses Impériales Messeigneurs les Grands-Ducs Nicolas Nicolaïévitch et Michel Nicolaïévitch.
11. Son Altesse Impériale Madame la Grande-Duchesse Hélène Pavlovna.
12. Son Altesse Impériale Madame la Grande-Duchesse Catherine Mikhaïlovna.
13. Leurs Altesses Impériales Monseigneur le Prince Pierre d'Oldenbourg et Madame la Princesse Son Epouse.
14. Les Dames d'honneur, la Demoiselle d'honneur à portrait et les Demoiselles d'honneur, deux à deux, par rang d'ancienneté.

VII

A leur entrée dans la Chapelle, Leurs Majestés Impériales seront reçues par le Métropolitain de Novgorod et Saint-Pétersbourg, et par le haut Clergé, avec la Croix et l'Eau bénite.

VIII

Aussitôt que Leurs Majestés Impériales auront occupé leurs places dans la Chapelle, les Membres du Saint-Synode et du Clergé de la Cour entonneront les prières d'actions de grâces composées pour cette solennité, jointes au service ordinaire de la fête de saint Georges.

IX

Avant la fin des actions de grâces, Sa Majesté l'Empereur conduira Monseigneur le Grand-Duc Michel Nicolaïévitch devant le pupitre, sur lequel seront déposés la Croix et l'Évangile, pour y prononcer, conformément à la Pragmatique Sanction concernant la Famille Impériale, le serment de fidélité à l'Empereur régnant et à la Patrie, ainsi qu'à l'ordre de successibilité au Trône, et aux dispositions de Famille, réglés par cette loi fondamentale. La formule du serment, rédigée à cet effet, sera lue à haute voix par Monseigneur le Grand-Duc Michel Nicolaïévitch, après quoi Son Altesse Impériale y apposera sa signature.

X

Aussitôt après la prestation du serment de Son Altesse Impériale, il sera chanté un *Te Deum,* au bruit d'une salve de 301 coups de canon tirés des remparts de la forteresse, et au son des cloches de toutes les églises; en même temps, les insignes impériaux seront reportés à la salle des Diamants, avec le même cérémonial qui aura été observé pour les apporter à la Chapelle.

XI

Après les prières pour la Famille Impériale, les Membres du Saint-Synode présenteront leurs félicitations à Leurs Majestés Impériales et à Son Altesse Impériale Monseigneur le Grand Duc Michel Nicolaïévitch.

XII

Ensuite, Leurs Majestés Impériales et les Augustes Membres de la Famille Impériale se rendront, avec le même cérémonial, de la Chapelle dans la salle Saint-Georges, où se trouveront placés, devant le Trône, un pupitre avec la Croix et l'Évangile, et l'étendard de la première division du régiment des Grenadiers à cheval de la Garde. Les personnes de la Cour qui précédaient la Famille Impériale s'arrêteront dans la galerie des Portraits, et les Dames de la Cour entreront dans la salle, où elles prendront place, à la gauche du Trône, sur une estrade préparée à cet effet derrière les troupes. Les Dames de la ville se placeront à côté d'elles.

XIII

Lorsque la Famille Impériale sortira de la Chapelle, tous les Chevaliers de l'ordre de Saint-Georges qui ne se trouveront pas sous les armes se rendront directement par la galerie des Portraits dans la salle Saint-Georges, où ils se placeront auprès des Dames de la ville.

XIV

Le Corps diplomatique, les Membres du Conseil de l'Empire, les Sénateurs et les autres grands dignitaires prendront place sur l'estrade, à la droite du Trône.

XV

A son entrée dans la salle, Sa Majesté l'Empereur conduira Monseigneur le Grand-Duc Michel Nicolaïévitch

devant le pupitre, sous ledit étendard, pour y prêter le serment de servir fidèlement l'Empereur et la Patrie; la formule du serment sera lue par le premier aumônier de la Garde, archiprêtre Bajanoff, et répétée à haute voix par Son Altesse Impériale.

XVI

Après la prestation du serment, la Famille Impériale retournera dans ses appartements avec le même cérémonial.

XVII

Le soir, la ville sera illuminée.

II

ÉTAT DE LA HAUTE NOBLESSE DE RUSSIE

SOUS LE RÈGNE DE L'EMPEREUR NICOLAS Ier

---

1. Descendants de Rurik, premier souverain de Russie, en ligne male, directe et légitime, par ordre de primogéniture.

1. Les princes Odoïewsky, première famille de Russie, tirent leur origine de saint Michel de Tchernigof et leur nom de la ville d'Odoïef.
2. — Koltsof-Massalsky (même origine).
3. — Gortchakoff (même origine). (Gortchak, gantelet.)
4. — Eletzky (même origine), de la ville d'Eletz.

5. Les princes Zvénigorodsky (même origine), de la ville de Zvénigorod.
6. — Bariatinsky (même origine), seigneurie de Bariatina.
7. — Obolensky (même origine), de la ville d'Obolensk.
8. — Dolgorouky (même origine). Dolgorouky signifie *longue main*.
9. — Stcherbatoff (même origine). Un prince Joseph Stcherbatoï était voïévode d'Ivan IV en 1582.
10. — Viasemsky (d'une branche de la maison de Rurik, souveraine de Viazma).
11. — Stchétinine (d'une branche de la maison de Rurik à Yaroslaf, d'un de leurs aïeux Stchétina, le crin).
12. — Zassékin (même origine), de Zasséka, taillis, leur aïeul.
13. — Sontsef-Zassekine (branche de la maison des princes Z., l'un desquels fut surnommé Sontzo, soleil).
14. — Shahovskoy (même origine).
15. — Mortkine (même origine).
16. — Schéhonskÿ (même origine), de la rivière Schekschna.
17. — Lvof (même origine), d'un de leurs aïeux Lëw, le lion.
18. — Prozórowsky (même origine).
19. — Doulof (même origine).
20. — Kozlowsky (même origine), d'une branche de la maison de Rurik à Smolensk.
21. — Krapótkine (même origine).
22. — Stchépine de Rostof (d'une branche de la maison de Rurik à Rostof).
23. — Kassátkine de Rostof (même origine).

24. Les princes Lobanof de Rostof (même origine, de Lobàn, front élevé, un de leurs ancêtres).
25. — Bélosselsky (même origine), de Bélozersk.
26. — Vadbolsky (même origine), de la seigneurie de Vadbola.
27. — Schéleschpansky (même origine).
28. — Oukhtomsky (même origine), de la rivière Oukhtoma.
29. — Gagarine (d'une branche de la maison de Rurik, d'un de leurs aïeux, Gagara).
30. — Hilkof (même origine), d'Hilok, un de ses aïeux.

II. Descendants de Rurik par les femmes.

31. Les princes Romodanowsky-Ladyjensky sont des Ladyjensky.

III. Descendants de Rurik en lignée indirecte.

32. Les princes Volkonsky (de Georges, souverain de Taroufse).
33. — Repnine-Volkonsky sont des Volkonsky.

IV. Descendants de Guédimine en ligne directe et légitime.

34. Les princes Havánsky (de Guédimine, grand-duc de Lithuanie au XIV[e] siècle).
35. — Les princes Galitsine (même origine que les Havánsky).

36. Les princes Kourákine (même origine que les précédents).
37. — Troubetzkoï (d'Olgerd, grand-duc de Lithuanie, de la ville de Troubchevsk).

V. Maisons princières d'origine étrangère investies de la dignité princière de Russie (par ordre alphabétique).

38. Les princes Babitchef (même origine que les Poutiatine).
39. — Bagration (des Tsars de Géorgie).
40. — Dadianof (anciens souverains de la Mingrélie).
41. — Drouçki-Sokolinski (même origine que les Poutiatine).
42. — Mestchersky (de Bakmète, Tatare).
43. — Ouroussoff (d'Ourouss, prince des Tatares Nogaïs).
44. — Poutiatine (famille souveraine de la Volhynie).
45. — Tcherkasky (de Circassie).
46. — Tsitsianof (illustre maison de Géorgie).
47. — Youssoupof (d'un prince Nogaï tatare).

VI. Familles investies, depuis Pierre le Grand, de la dignité princière de Russie.

48. Les princes Mentchikof (année 1707) tirent leur origine d'Alexandre M., pâtissier de Moscou (titre d'Altesse).
49. — Lapoukhine (1799), Pierre Lapoukhine, père d'une maîtresse de Paul Ier (titre d'Altesse).
50. — d'*Italie*, comte Souvarof de Rymnik (1799), du célèbre feld-maréchal.

51. Les princes Argoutinsky-Dolgorouky (1800), de Joseph Argoutinsky, patriarche d'Arménie.
52. — Soltikof (1819), de Nicolas S., feld-maréchal (titre d'Altesse).
53. — Barclay de Tolly (1815), du feld-maréchal B. de T.
54. — de Lieven (1826), de la baronne de L., gouvernante des grandes-duchesses (titre d'Altesse).
55. — de Varsovie, comtes Paskévitch d'Érivan (1831), du vainqueur de la Pologne (titre d'Altesse).
56. — Kotchoubey (1831), de Victor K., président du Conseil de l'Empire.
57. — Wassiltchikof (1839), le général W., président du Conseil de l'Empire.
58. — Tchernichef (1841), Alexandre, président du Conseil de l'Empire (titre d'Altesse).
59. — Worontzof (1841), le général précédemment comte Michel W. (titre d'Altesse).

FAMILLES ÉGALES EN ANCIENNETÉ AUX PRÉCÉDENTES, MAIS QUI ONT ABDIQUÉ LE TITRE DE PRINCE.

Tatistchef (de la maison de Rurick). — (Une branche de cette famille est comtale.)
Yerapkine (même origine).
Rjevsky (même origine).
Tolbouzine (même origine).
Liapounof (même origine).

Maisons comtales de Russie par ordre de création.

1706. Les comtes Chérémétief, du feld-maréchal Boris Chérémétief (ami et célèbre général de Pierre le Grand).
1710. — Zotof.
1722. — Apraxine.
1724. — Tolstoï.
1726. — Vier (d'un mousse portugais devenu favori de Pierre le Grand).
1727. — Munich (du feld-maréchal Munich [le sont aussi du Saint-Empire]).
1730. — Ostermann (du chancelier de l'Empire, Ostermann).
1732. — Soltikof (d'un parent de l'impératrice Anne Ire).
1742. — Iéfimofsky } (de deux parents
1742. — Hendrikof } de Catherine Ire).
1742. — Tchernichef-Krouglikof.
1746. — Schouwalof.
1758. — Steinbock-Fermor.
1760. — Boutourline.
1767. — Panine.
1795. — Potemkine (d'un cousin du prince Polemkine, favori de Catherine II).
1796. — Bobrinsky (d'un fils de Catherine II et d'Orlof).
1797. — Worontzof (le sont aussi du Saint-Empire, maintenant princes).
1797. — Worontzof-Dachkof (le sont aussi du Saint-Empire).
1797. — Zavadofsky (*idem*).
1797. — Buxhœvden (*idem*).
1797. — Kamensky (*idem*).
1797. — Kahofsky (*idem*).

1797. Les comtes Goudoviteb (branche ainée).
1797. — Moussine-Pouchkine.
1797. — Sievers.
1797. — Osten-Sacken.
1799. — Pahlen (du père de l'ambassadeur Pahlen).
1799. — Rostopchine.
1799. — Orlof-Denissof.
1799. — Koutaïssof (d'un valet de chambre de Paul I[er]).
1799. — Vassilief.
1801. — Tatistchef (d'un frère de l'ambassadeur Tatistchef).
1801. — Pralassoff.
1809. — Goudovitch (branche cadette).
1812. — Platoff (de l'hetman des Cosaques).
1813. — de Benningsen (de B., assassin de Paul I[er], célèbre général).
1817. — de Lambsdorf (de Math. de L., gouverneur de l'empereur Nicolas).
1819. — Konovnitzine (du ministre de la guerre Konovnitzine).
1819. — Gourief (d'un ministre des finances).
1825. — Orlof Alexis (fils naturel du comte Théodore Orlof, frère du favori de Catherine).
1826. — Pozzo di Borgo.
1826. — Strogonof (2[e] branche, le comte Grégoire, grand chambellan).
1829. — de Toll } (de deux généraux
1829. — Oppermann } distingués).
1829. — Cancrine (d'un ministre des finances).
1832. — de Benckendorf.
1833. — Essen.

1833. Les comtes Lévachof.
1834. — Mordvinof.
1839. — Kisselef.
1839. — Kleinmikel.
1842. — Bloudof.
1842. — Baranof.
1842. — Ouvarof.
1842. — Rudiger.
1842. — d'Adlerberg.
1842. — Pérowsky.
1845. — Nikitine.

Familles comtales de Russie éteintes dans la lignée masculine.

La comtesse Anne Orlof-Tchesmensky, fille du fameux Alexis Orlof, favori de Catherine II.
— Léon Razoumofsky, née Viasemsky.
— Samoïloff, née Pahlen.

Familles de gentilshommes russes décorés du titre de comte du Saint-Empire, sans être comtes russes.

1702. Les comtes Golovine (éteints).
1793. — Zoubof (d'un frère de Platon Zoubof, favori de Catherine II).
1796. — Markof (diplomate).
1805. — Nesselrode.
— Zakrevsky (bien que gentilhomme russe, est comte finlandais).

Maisons baronniales.

Les barons Solovief.
— Tcherkassof.

Les barons Frédéricks.
— Mestmacher.
— Meller-Zakomelsky.
— Velho.
— Rall.
— Stieglitz.

COMTES DES PROVINCES BALTIQUES (NE SONT POINT COMTES RUSSES). LES COMTES BORCH SONT D'ORIGINE POLONAISE (Russie Blanche).

Les comtes de Stackelberg (16 mai 1775 et 20 mai 1786)
— de Médem (16 novembre 1779).
— de Lieven (1789).
— de Keyserlingk (25 avril 1744).
— de Manteufel-Koskull (1802).
— de Borch (17 mars 1783).
— de Dunten (24 janvier 1787).
— de Kreütz (4 avril 1743).
— de Tiesenhausen (27 avril 1759).
— de Sievers (15 février 1760).
— d'Igelstrœm (12 juin 1792).
— de Mengden (27 juillet 1779).
— de Rehbinder (22 juillet 1787).

Tous comtes du Saint-Empire, sujets russes.

COMTES D'ORIGINE FRANÇAISE.

Les comtes de Lambert.
Le marquis de Traversay (fut ministre de la marine de l'empereur Alexandre Ier).

COMTES DE FINLANDE.

Les comtes d'Armfeldt.
— de Nirodt.

Les comtes de Rehbinder.
— d'Alopéus (d'origine hollandaise).
— de Suchtelen.
— Heiden (de l'amiral H., commandant de la flotte russe à Navarin).

Les familles russes actuelles de Svidlof, Moussine-Pouchkine, Kologrivi, Miatlef, Boutourline, Kamensky, tirent leur origine de *Ratcha*, qui vint au treizième siècle d'Allemagne en Russie, attiré par la renommée du grand prince Alexandre Nevsky.

Gabriel et Michel venus dans le même temps furent respectivement la tige :

Le premier, des Koutousof, Kléonine et Chtchoukine.

Le deuxième, des Morozof, Scheiner, Tchéglokof, Schestof et Toutchkof.

III

RÈGLEMENT

POUR LA PAROISSE CATHOLIQUE FRANÇAISE DE SAINT-LOUIS, A MOSCOU.

CHAPITRE Ier

DES PRÊTRES DESSERVANT L'ÉGLISE FRANÇAISE.

Article premier. — La communauté française catholique romaine de Moscou ne doit faire venir que deux prêtres français pour le service de son église.

Art. 2. — L'un de ces prêtres doit être curé et en porter le nom, l'autre vicaire : aucun d'eux ne doit s'appeler missionnaire.

Art. 3. — Il est permis à la communauté de choisir le curé et le vicaire et, selon les règlements, de les faire venir de France ou de présenter deux prêtres français parmi ceux qui vivent dans le pays.

Quand il s'agira de faire venir de France des prêtres pour l'église de Saint-Louis, il faudra se conformer à l'ordre qui a été suivi jusqu'à présent à cet effet. L'élection et la présentation ne donnent aucun droit à ces prêtres d'administrer la paroisse avant l'approbation de l'archevêque, auquel toutes les pièces et documents nécessaires leur appartenant doivent être adressés accompagnés de l'acte de leur élection.

Art. 4. — Le curé et le vicaire présentés et confirmés dans leur emploi, avant de passer à l'administration de leur paroisse, prêteront le serment de fidélité, suivant la forme usitée dans l'église romaine, en présence du doyen de Moscou ou de son remplaçant, qui doit en envoyer à l'archevêque l'exemplaire imprimé, revêtu de la signature du prêtre qui l'aura prêté.

CHAPITRE II

DU CONSEIL DE L'ÉGLISE DE SAINT-LOUIS.

Art. 5. — Le conseil de l'église est formé ainsi qu'il suit :

1° Du consul de France, attendu que l'église de Saint-Louis de Moscou est spécialement placée sous la protection de cette grande puissance;

2° Du président, qui est le curé, et en cas d'empêchement, d'absence ou de maladie, du vicaire qui le représentera ;

3° De trois syndics élus par la paroisse. Les syndics n'auront pas d'adjoints.

Art. 6. — Au bout de trois ans d'exercice, il y aura une nouvelle élection des trois syndics.

Art. 7. — La paroisse peut présenter les candidats qui lui conviennent pour l'élection de ses syndics.

Art. 8. — Au jour fixé pour l'élection par le consul de France et par le curé, la communauté, après que ce dernier aura engagé les paroissiens à la bonne union et à la tranquillité, procédera sur la direction du consul et du curé à l'élection des trois syndics à la pluralité des voix, et il en sera dressé procès-verbal.

Art. 9. — Le curé doit immédiatement adresser à l'archevêque l'acte de l'élection pour obtenir du collège la confirmation de l'élection des syndics.

Art. 10. — Les syndics nouvellement élus n'entreront en charge qu'après la confirmation du collège. Mais aussitôt qu'elle sera arrivée, ils entreront en fonction, et déjà, comme syndics confirmés, ils recevront les comptes des anciens syndics.

Art. 11. — Les syndics élus et confirmés doivent assister le curé dans l'administration économique de l'église, et ils rempliront les fonctions qui leur seront confiées pendant l'espace de trois ans. Tout le pouvoir des trois syndics émanera du conseil de l'église. Aucun d'eux ne pourra rien faire de sa propre autorité, mais seulement d'après la décision du conseil dont ils sont membres.

Art. 12. — Le conseil de l'église rendra sa décision à la pluralité des voix ; le consul de France et le président-curé ou son remplaçant auront chacun deux voix.

CHAPITRE III

DES REVENUS DE L'ÉGLISE ET DES DEVOIRS DU CONSEIL.

Art. 13. — Tous les revenus qui sont administrés par le conseil de l'église doivent être regardés comme appartenant à l'église française de Saint-Louis et non personnellement aux prêtres qui la desservent. Ces revenus sont les suivants :

Art. 14. — 1° Les revenus ou loyers provenant des maisons qui appartiennent à l'église française de Saint-Louis; 2° les dons, legs, etc., qui sont ou seront faits à cette église; 3° les deniers donnés successivement tant par la communauté que par d'autres personnes charitables et que l'on nomme *stola*, c'est-à-dire les revenus provenant de l'administration des sacrements, comme pour les baptêmes, mariages, enterrements et autres fonctions religieuses, de même que le produit de la quête des dimanches et des fêtes; 4° les deniers qui sont envoyés à l'église de Saint-Louis du dehors et d'autres villes pour aider l'église française de Moscou, et ceux qui proviennent des anniversaires mortuaires et autres œuvres de piété. Tous ces revenus appartiennent à l'église, à l'exception cependant des libéralités que les prêtres reçoivent des fidèles pour leurs besoins particuliers.

Art. 15. — Les prêtres de la paroisse de Saint-Louis reçoivent un logement convenablement meublé avec chauffage et éclairage; en outre, ils touchent comme appointements fixes : le curé, 1,800 roubles, plus les deux tiers du casuel et des messes de fondation; le vicaire, 1,600 roubles assignés, plus le tiers du casuel seulement.

Art. 16. — L'appointement des prêtres doit être stable et fixe. Le conseil de l'église n'a pas le droit de l'augmenter ni de l'amoindrir, mais, au besoin, il doit demander le consentement de l'archevêque et de l'ambassade de France.

Art. 17. — Le conseil de l'église, après la confirmation des nouveaux syndics, aura soin, chaque fois, d'examiner, d'accord avec eux, l'état présent de l'église et de dresser un inventaire de tous les bâtiments et propriétés de l'église, de voir si leur situation s'accorde avec les documents existants, d'indiquer dans quel état se trouvent lesdits bâtiments et les réparations indispensables à y faire. Le conseil doit aussi veiller à tous les objets appartenant à l'église,

tels que vases, ornements, bijoux, bibliothèque et autres effets.

Art. 18. — Dans cet inventaire il faudra également préciser la quantité du numéraire qui se trouvera dans la caisse de l'église, de même que les dettes actives et passives, et marquer aussi s'il y a des deniers mis en dépôt à l'église, afin que cet inventaire serve de base et de règle à l'administration à venir.

Art. 19. — Cet inventaire et tous les documents concernant l'église, tels que contrats, obligations et autres titres, de même que l'argent qui se trouve en sa possession et celui qui entrera successivement, devront être enfermés dans un coffre-fort et gardés sous clef par le curé ou son remplaçant et par les syndics. Personne ne pourra l'ouvrir ni en rien ôter sans leur connaissance.

Art. 20. — On aura soin de bien examiner les documents, obligations et contrats ; s'ils occasionnaient quelque différend et qu'il fût nécessaire de s'adresser aux tribunaux, le conseil de l'église, après être convenu de toutes choses, nommera un ou deux syndics selon le besoin, et les autorisera à s'adresser pour les affaires de l'église au tribunal qui leur sera indiqué, afin que le curé ne soit point dérangé dans ses occupations religieuses.

Art. 21. — Les sommes recueillies pour l'utilité de l'église doivent être regardées comme appartenant à toute la communauté et ne pourront être employées que de son consentement. Ces deniers de l'église sont placés sous la protection des lois de l'empire.

Art. 22. — Le conseil doit avoir soin que l'église et tout ce qui en dépend soient entretenus en bon état, et que tout ce qui est détérioré soit réparé autant que faire se peut.

Art. 23. — Le conseil de l'église peut et doit recevoir toutes les collectes qui se recueillent pour l'église, ainsi que les donations et legs ; il est aussi obligé de signer tous

les contrats et obligations ; il aura surtout soin qu'ils soient enregistrés soit au comptoir du report, soit à la police.

Art. 24. — Les petites offrandes qui entrent journellement peuvent être reçues par le curé seul ; néanmoins celui-ci sera obligé d'en rendre compte au conseil, qui aura soin de les examiner et de les enregistrer ensuite dans les livres.

Art. 25. — L'examen et la balance des comptes doivent avoir lieu tous les mois au conseil de la paroisse de Saint-Louis. Cette balance doit être envoyée, tous les ans, dans le terme prescrit au consistoire de Mohileff, qui la présentera à l'archevêque.

Art. 26. — Pour les cas importants, le conseil de l'église a le droit de convoquer tous les anciens syndics et les autres paroissiens les plus notables afin de les consulter, au besoin, mais jamais pour ce qui concerne la conduite des prêtres ou les discordes qui pourraient éclater entre eux. Cette réunion doit porter le nom de conseil de famille.

CHAPITRE IV

DES COMPTES QUE LE CONSEIL DOIT RENDRE QUAND LES SYNDICS QUITTENT LEUR CHARGE.

Art. 27. — Lorsque le terme de trois ans sera écoulé, temps fixé pour l'exercice de la charge des syndics, le conseil sera tenu de rendre compte de l'entrée et de la sortie des deniers à toute la communauté et de faire la remise de tout ce qui appartient à l'église. Il devra délivrer le tout muni de bonnes quittances, afin que la communauté puisse voir clairement la situation où se trouve l'église et la manière dont ses affaires ont été gérées.

Art. 28. — Pour examiner ces comptes, la communauté peut choisir des députés et y adjoindre un teneur de livres qui dressera un inventaire de l'argent entré et sorti, ainsi

que des meubles et autres effets appartenant à l'église. Cet inventaire sera présenté au conseil qui le vérifiera dans toutes ses parties, afin que chaque article soit clairement expliqué et approuvé.

Art. 29. — Après que les comptes auront été examinés et reconnus justes, les syndics seront autorisés à se retirer, à moins toutefois que la communauté ne veuille les engager à continuer leurs fonctions d'honneur, que les syndics pourront, selon leur volonté, accepter ou refuser.

Art. 30. — Si les anciens syndics n'acceptent pas l'offre de la communauté, on devra procéder à l'élection de nouveaux syndics. Lorsque ceux-ci auront pris possession de leur charge, on remerciera les anciens syndics de leur zèle et de leur bonne administration, en leur remettant un certificat signé par le président-curé, le consul de France et les membres de la communauté, dans lequel il sera déclaré qu'ils ont rempli leur emploi avec honneur et fidélité.

CHAPITRE V

DU TRIBUNAL DONT DÉPENDRA L'ÉGLISE DE SAINT-LOUIS DE MOSCOU.

Art. 31. — L'église française de Moscou, comme toutes les églises paroissiales du diocèse de Mohileff, est soumise à l'archevêque métropolitain, à son consistoire et au doyen catholique de Moscou; néanmoins, elle reste toujours sous la protection particulière de la France.

Art. 32. — Le curé, une fois élu par la communauté et confirmé par l'archevêque métropolitain, entrera dans la possession des droits qui appartiennent à chaque curé de l'Église catholique; il est donc, après son installation canonique, inamovible, à moins qu'il ne se démette de ses fonctions de sa propre volonté ou qu'il ne tombe dans un des cas où les canons de l'Église ordonnent son éloignement.

Art. 33. — Le vicaire présenté par le curé ou le conseil et confirmé par l'archevêque doit être soumis à son curé et le respecter comme son supérieur immédiat. Il doit remplir avec zèle et tout empressement possible les fonctions ecclésiastiques qui lui sont prescrites par le curé. Celui-ci, de son côté, l'emploiera comme son aide dans toutes les charges de la paroisse, en cherchant à maintenir la paix chrétienne et à resserrer avec lui les liens de l'amour fraternel.

Art. 34. — Le curé étant le supérieur du vicaire, il est responsable, devant l'autorité ecclésiastique, de sa conduite. C'est à lui qu'appartient le droit de lui faire, au besoin, les remontrances paternelles, et si elles ne sont pas suivies d'effet, le curé doit en référer à l'archevêque, mais en aucun cas au conseil de l'église, qui ne peut s'ingérer dans les affaires spirituelles.

Art. 35. — Le conseil de l'église n'a point le droit de s'immiscer dans la conduite de prêtres et pasteurs, qui ne sont responsables que devant les autorités ecclésiastiques et l'archevêque. Le conseil, en se rappelant le respect qu'il doit à ses pasteurs, ne pourra jamais leur faire officiellement des remontrances ni orales ni par écrit.

Art. 36. — Si le conseil ou la communauté ne sont pas satisfaits du curé ou du vicaire, ils peuvent porter plainte à l'archevêque lorsque le curé en est l'objet, à celui-ci lorsqu'il s'agit du vicaire. Dans le cas où il serait question de l'éloignement d'un prêtre, la communauté devra présenter sa requête au consul de France, qui la transmettra à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg pour qu'elle prenne, d'accord avec l'archevêque de Mohileff, les décisions convenables.

Art. 37. — Ni les conseils de l'église et de famille ni toute la communauté française ne pourront de leur propre autorité éloigner le curé ou le vicaire de leurs places, attendu que, selon les dogmes catholiques, la nomination

et la destitution des prêtres dans les paroisses appartiennent exclusivement à l'archevêque.

Art. 38. — De même, le conseil et la communauté n'ont pas le droit de suspendre le payement des appointements aux prêtres desservant l'église.

Art. 39. — L'ordre du service divin doit être rigoureusement maintenu tel qu'il est depuis longtemps adopté dans l'église de Saint-Louis. Le syndicat ne peut se mêler de cette matière.

Art. 40. — Si le conseil ou la communauté s'apercevaient de quelques omissions, de négligence dans le service divin ou dans l'administration des saints sacrements, ainsi que dans les autres fonctions spirituelles, ils pourraient présenter leurs plaintes à l'archevêque, qui tâcherait d'y satisfaire selon ce qui est juste et possible.

Art. 41. — Le conseil, devant veiller sur les revenus, meubles et toutes les propriétés de l'église, ne pourra jamais s'ingérer dans ce qui regarde les dogmes, les articles de foi, les cérémonies ecclésiastiques, l'administration des sacrements, les livres liturgiques et les autres objets qui, dans l'Église catholique, sont du domaine de l'autorité des évêques. Les prêtres desservants ne doivent en cela rendre compte qu'à leurs supérieurs spirituels.

Art. 42. — Les missels, les bréviaires et tous les livres liturgiques pour l'administration des sacrements et les autres fonctions ecclésiastiques doivent être de l'ordre romain qui est reçu dans toutes les églises de l'empire et adopté en France. Tous les usages et dévotions propres à l'Église française, comme la bénédiction du pain, la cérémonie de la première communion, etc., doivent être rigoureusement observés.

Ce règlement a été signé par Mgr l'archevêque de Mohileff et M. le comte de Reiset, chargé d'affaires de France en Russie, le 26 octobre 1852, à Pétersbourg, en l'hôtel de Mgr l'archevêque de Mohileff.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

APPENDICE

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C[ie]

Rue Garancière, 8

A LA MÊME LIBRAIRIE

Le Maréchal Canrobert. *Souvenirs d'un siècle,* par Germain BAPST.
Tome Ier. 4e édition. Un vol. in-8° avec portrait en héliogravure. 7 fr. 50
Tome II. *Napoléon III et sa cour. — La Guerre de Crimée.* Un vol. in-8°. Prix . . . . . 7 fr. 50

Histoire du second Empire, par P. DE LA GORCE. Tomes I et II (1852-1859). 6e édit. Deux vol. in-8° accompagnés de cartes . . 16 fr.
Tome III (1859-1861). 5e édit. Un vol. in-8° accompagné de cartes. 8 fr.
Tome IV (1861-1866). 4e édition. Un vol. in-8° accompagné de cartes. . . . . 8 fr.
Tome V (1866-2 janvier 1870). 3e édition. Un vol. in-8°. . . . . 8 fr.
(Couronné par l'Académie française, grand prix Gobert.)

Campagnes de Crimée, d'Italie, d'Afrique, de Chine et de Syrie (1849-1862). Lettres adressées au maréchal de Castellane par les maréchaux Baraguay-d'Hilliers, Niel, Bosquet, Pélissier, Canrobert, Vaillant, et les généraux Changarnier, Cler, Mellinet, Douai, etc. Un vol. in-8° accompagné de cartes. . . . . 7 fr. 50

Souvenirs d'un cavalier du second Empire, par le capitaine H. CHOPPIN. Un vol. in-18 . . . . . 3 fr. 50

Études et souvenirs sur la deuxième République et le second Empire (1848-1870), par QUENTIN-BAUCHART, ancien représentant du peuple, ancien président au Conseil d'Etat, ancien sénateur. Mémoires posthumes publiés par son fils, ancien maître des requêtes de première classe au Conseil d'Etat.
PREMIÈRE PARTIE : *la République de 1848, depuis l'ouverture de l'Assemblée constituante jusqu'à la présidence décennale du prince Louis-Napoléon.* Un vol. in-8° avec un portrait . . . . . 7 fr. 50

Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862.
Tome Ier. 1804-1823. 4e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure et un fac-similé. . . . . 7 fr. 50
Tome II. 1823-1831. 4e édit. In-8° avec une héliogravure . 7 fr. 50
Tome III. 1831-1847. 3e éd. In-8° avec un portrait en héliogr. 7 fr. 50
Tome IV. 1847-1853. 3e édit. In-8° avec une héliogravure. . 7 fr. 50
Tome V. 1853-1862. 3e édit. In-8° avec un portrait en héliogr. 7 fr. 50

Mes Souvenirs, par le général DU BARAIL.
Tome I. 1820-1851. 14e édit. Un vol. in-8° avec un portrait. . 7 fr. 50
Tome II. 1851-1864. 13e édit. Un vol. in-8° avec un portrait. . 7 fr. 50
Tome III. 1864-1879. 11e édit. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure . . . . . 7 fr. 50

Mémoires du duc de Persigny, publiés avec des documents inédits, un avant-propos et un épilogue par M. H. DE LAIRE, comte d'Espagny, ancien secrétaire intime du duc. 3e édit. Un vol. in-8° avec portrait. Prix. . . . . 7 fr. 50

Changarnier, par le comte Adhémar D'ANTIOCHE. Un vol. in-8°. 7 fr. 50
(Couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.)

La Guerre d'Italie. Campagne de 1859, par le duc D'ALMAZAN. Un vol. in-8° cavalier accompagné de sept cartes. . . . . 8 fr.

Les Souvenirs du général baron Paulin (1782-1876), publiés par le capitaine du génie PAULIN-RUELLE, son petit-neveu. . . 4 fr.

Souvenirs de guerre du général baron Pouget, publiés par Mme DE BOISDEFFRE, née POUGET. Un vol. in-18.. . . . . 3 fr. 50

Souvenirs militaires d'un officier français (1848-1887), par le colonel Ch. DUBAN. 2e édit. Un vol. in-18 . . . . . 3 fr. 50

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2834.

